

مكتبة الشاهد

Arts et Spectacles

# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14709 - 6 F

JEUDI 14 MAI 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

## Trêve fragile en Bosnie

LES Serbes de Bosnie-Herzégovine, qui réclament plus de la moitié d'une République dont ils ne composent pourtant qu'un peu plus de 30 % de la population - à côté de 43,7 % de Musulmans et 17,3 % de Croates - ont, pour la première fois depuis le début du conflit, proclamé unilatéralement, mardi 12 mai, une trêve de cinq jours. Heureuse nouvelle, qu'il faut, toutefois, accueillir avec prudence. En premier lieu, on ne compte plus, tant elles sont nombreuses, les belles promesses oubliées peu après avoir été formulées.

Ensuite, les Serbes sont passés maîtres dans l'art de brouiller les cartes, tant et si bien que les pions sont très bien ignorés de ce fait l'index, et Belgrade rejette sur des « éléments incontrôlés » la responsabilité de toute exécution. De même que le commandement d'une armée, dont on ne sait plus très bien de quelle autorité elle relève, peut se cacher derrière une irresponsabilité de façade. Ainsi est-il assez inquiétant de voir un officier serbe à la réputation de « dur », le général Ratko Mladic, muté il y a quelques jours à la tête des forces « fédérales » stationnées en Bosnie-Herzégovine, être nommé chef d'une armée créée par les sécessionnistes serbes de Bosnie... le jour même où ces mêmes sécessionnistes proclament leur cessez-le-feu.

SEULE lueur d'espoir : pour une fois, la communauté internationale semble avoir adopté, vis-à-vis de la Serbie, la bonne politique au bon moment. Les sanctions diplomatiques décidées mardi par la CEE (suspension des ambassadeurs européens à Belgrade) ont peut-être fait mouche sur un régime dont l'isolement total risque, à terme, de sonner le glas.

À défaut de ramener complètement le paix dans une région où les haines ont atteint une telle intensité, on peut espérer que les mesures européennes de coercition calmeront suffisamment le jeu pour permettre un dialogue plus consistant que par le passé. Et ce, d'autant que les États-Unis ont respecté l'engagement qu'ils avaient pris de suivre les Européens : ils ont, eux aussi, décidé de rappeler leur « très actif » ambassadeur à Belgrade, M. Warren Zimmermann.

BIEN que la responsabilité des Serbes dans le dépeçage de la Bosnie-Herzégovine ait été abondamment soulignée - et condamnée - un élément qui est loin d'être négligeable dans l'issue du conflit est l'attitude de la Croatie. D'une grande discrétion depuis que la Serbie attire sur elle l'ire internationale, Zagreb n'a pas gardé pas moins un œil sur la République voisine. Ainsi le régime du président Franjo Tudjman n'a-t-il jamais caché sa volonté de « protéger » les Croates de Bosnie-Herzégovine, surtout ceux d'Herzégovine occidentale, province limitrophe de la Dalmatie peuplée à quelque 90 % de Croates. Or, il y a déjà plusieurs mois que ces derniers ont demandé leur rattachement à la Croatie. Une tentative à laquelle la « République mère » pourrait bien, un jour, succomber, faisant fi de son alliance actuelle avec les Musulmans.

(Lire nos informations et le reportage de FLORENCE HARTMANN page 3)

M0147 - 0514 0 - 6,00 F



Alors que l'opposition confirmait ses divisions sur le traité de Maastricht

## Les députés ont adopté à une large majorité le projet de révision constitutionnelle

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, mercredi 13 mai, par 398 voix contre 77 et 99 abstentions, le projet de révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht. Ce texte autorise les transferts de compétences aux institutions européennes en matière économique et monétaire et

accorde aux citoyens des autres pays de la CEE résidant en France le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales. Le gouvernement a accepté cinq amendements proposés par l'opposition, dont l'un améliore le contrôle du Parlement français sur les décisions de Bruxelles. Le scrutin a confirmé les divisions de la

droite, la grande majorité de l'UDF et la quasi-totalité de l'UDC votant en faveur du texte, tandis que le RPR se partageait entre le vote contre et l'abstention. Toutefois, le nombre des opposants a diminué par rapport au vote sur l'exception d'irrecevabilité défendu la semaine dernière par M. Séguin.

### Premier obstacle franchi

par Thierry Bréhier

La victoire est incontestable : la révision de la Constitution - préalable indispensable à la ratification du traité de Maastricht - a été adoptée mercredi 13 mai au matin par l'Assemblée nationale, somme toute à une majorité confortable.

Mais victoire pour qui ? Pour ceux qui souhaitent la construction de cette Union européenne promise ? Certainement, puisque la première étape de la longue procédure devant mener à sa ratification a été franchie. Pour ceux qui, contre la mode du jour,

assurent que le Parlement peut être le lieu d'un débat de qualité et d'importance ? Assurément, puisque, tout au long de la discussion, les députés ont donné une image de sérieux et ont montré leur souci d'aborder les vraies questions, de trancher nettement les choix d'avenir sans s'enfermer dans les querelles partisans et immédiates.

Lire la suite page 9  
Lire aussi le compte rendu des débats, par FREDÉRIC BOBIN et GILLES PARIS, et les articles d'OLIVIER BIFFAUD et PASCALE ROBERT-DIARD, pages 7, 8 et 9



## Liban : après la guerre, la misère

La crise économique est de plus en plus éprouvante pour une partie de plus en plus importante de la population

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

En complet-veston, l'homme qui frappe à la porte de cet appartement d'un quartier bourgeois de Beyrouth surprend. Génie, il sollicite de l'argent pour acheter des médicaments. Ordonnance : à la main, il ne cherche pas la pitié. Son histoire, bascule pour un homme âgé dont la pension suffit à peine à acheter du pain et un peu de lait, est aujourd'hui celle de milliers de Libanais, dont les maigres économies ou ressources ont fondu avec la chute vertigineuse de la monnaie nationale. La misère atteint une grande partie de la population, qui ne peut plus toujours s'assurer le minimum. Le

Liban de la paix n'a pas moins un point commun avec celui de la guerre : la lutte continue pour la survie.

Toutes les organisations caritatives le constatent : les demandes d'aides se multiplient et il devient difficile d'y faire face. Les chiffres sont révélateurs. Le salaire minimum de 120 000 livres, qui représentait 136 dollars jusqu'à la mi-février, ne vaut plus aujourd'hui qu'environ 75 dollars. Or, dans le même temps, les prix ont augmenté, y compris ceux des produits déjà vendus en dollars, la monnaie américaine étant à Beyrouth aussi courante que la livre. Si la malnutrition n'affecte encore que les plus défavorisés, les problèmes de santé et d'éducation

pour beaucoup de familles nombreuses deviennent insurmontables, comme le sont les difficultés des personnes âgées, auxquelles leurs proches ne peuvent plus venir en aide, et des handicapés qui sont légion après seize ans de guerre.

Dans sa petite maison sans chauffage d'une banlieue de Beyrouth, Issam, trente-huit ans, vient, la mort dans l'âme, de retirer de l'école ses deux enfants de huit et dix ans. « J'avais tout sacrifié pour cela, dit-il. Mais cette fois, je n'ai plus de quoi payer le troisième trimestre. On verra à la prochaine rentrée si la situation s'améliore. »

FRANÇOISE CHIPAUX  
Lire la suite et nos informations page 4

### La mort de Jacqueline Maillan

La comédienne Jacqueline Maillan est morte, mardi 12 mai à Paris, des suites d'une crise cardiaque, à l'âge de soixante-neuf ans. Elle était une idole du théâtre de boulevard.

Lire page 26 l'article d'EMMANUEL DE ROUX

### C 92

Cannée retrouve Othello, le chef-d'œuvre d'Orestis Welles. Dans la Sélection officielle, Victor Erice présente le très beau Songe de la lumière. L'Argentin Fernando Solanes propose un Voyage dans lequel il brocarde le président Menem.

Lire page 17 les articles de HENRI BEHAR, DANIELE HEYMANN et JACQUES SICUET

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 28

« Le Monde de la formation professionnelle et des carrières », page 21  
« Le Monde littéraire », pages 22 et 23



### La droite mousquetaire !

Pour en finir avec la société la plus vénale, la plus sinistre, la plus vulgaire, la plus cynique des temps modernes...

LA TABLE RONDE

### Un plan pour la sécurité urbaine

Le conseil des ministres a adopté, mercredi 13 mai, un plan d'action immédiate pour la rénovation et la sécurité urbaines, associant les ministères de l'intérieur, de la ville, de la justice, de la jeunesse et du logement. Le volet policier vise à assurer un « quadrillage dissuasif » sur le terrain.

Lire page 12 l'article de ERICH INCIVIAN, ainsi que le point de vue de PHILIPPE ROBERT, « La justice impuissante », page 2

### ÉDUCATION + CAMPUS

#### Grandes manœuvres dans l'enseignement catholique

Radicalisation des associations de parents d'élèves, ultimatum lancé au gouvernement, assemblée plénière extraordinaire des évêques, mercredi 13 et jeudi 14 mai : l'heure est à la mobilisation dans l'enseignement catholique.

Lire page 13 l'article de JEAN-MICHEL DUMAY

### POINT

#### L'Opus Dei

La béatification de Mgr Escriva de Balaguer, dimanche 17 mai à Rome, consacrerait la reconnaissance officielle de l'Opus Dei.

Page 10

## La « corpo » des dockers

Ouverture du débat parlementaire sur la révision, contestée, du statut de 1947

par François Grosrichard

Quarante-cinq ans ! Il aura fallu presque un demi-siècle pour qu'un gouvernement ose prendre le risque de soumettre au Parlement la réforme du statut des dockers et déboulonner les soubassements les plus solides de la « loi-statut » du 6 septembre 1947.

Hasard du calendrier et retournement historique de la conjoncture politique : ce qu'un pouvoir socialiste emmené par Paul Ramadier et allié des communistes avait, au lendemain de la Libération, érigé en sacro-saint édifice, est aujourd'hui balayé par un autre chef de gouvernement socialiste pour qui le PC et la CGT, devenus des gêneurs, s'entendent en pure perte à vivre, selon le mot de M. Pierre Bérégovoy lui-même, au temps de la marine à voile... Ce

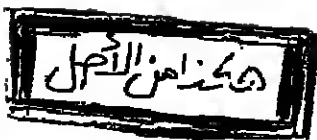
faisant, le premier ministre et son secrétaire d'État à la mer, M. Charles Josselin, savent parfaitement qu'ils vont déclencher une tempête sur les quais dont on n'a vu jusqu'à ce jour, de grèves en défilés, que les mugissements avant-coureurs. Ils n'ont pas grand-chose à perdre mais beaucoup à gagner en crédibilité dans l'opinion.

La gauche modérée qui dirige de nombreuses villes portuaires, la droite, et le patronat en tête réclament à cor et à cri la réforme d'urgence et le fin d'un régime anachronique, socialement dérogatoire et économiquement suicidaire, en vertu duquel tout le pouvoir est entre les mains d'une seule communauté soudée, les dockers, et d'un seul syndicat accroché à sa forteresse caennaise, la CGT.

Lire la suite page 18

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 ml ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 S CAN ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 150 PTA ; Grèce, 220 DR ; Hongrie, 120 H ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 S ; USA (Tokyo), 2,50 S.





## DÉBATS

### Délinquance

# La justice impuissante

par Philippe Robert

QUAND on envisage la crise de la justice sous l'angle de la société civile, ce sont les impasses de la politique criminelle, c'est la délinquance qui occupe le premier plan.

Un problème domine tous les autres, la formidable croissance des plaintes pour vols et cambriolages depuis la fin des années 80. Mais touchons là du doigt la conséquence de mutations sociales de grande ampleur : pour la première fois dans l'histoire des sociétés humaines, des biens de valeur, des biens largement liés aux modes de vie, très chargés aussi de valeur symbolique, sont largement distribués, comme la voiture ou les appareils électrodomestiques. Pour ceux qui en sont privés ou n'y ont pas encore accès, la frustration est très forte. Or ces biens sont mal surveillés par leurs propriétaires en raison de nos modes de vie, notamment de la séparation entre lieu de travail et lieu d'habitation. D'où un considérable problème de délinquance patrimoniale.

Devant ce problème, les citoyens se trouvent désarmés. Ont presque totalement disparu les solutions communautaires traditionnelles qui incitent en œuvre des surveillances et des arrangements informels sous l'arbitrage de petites communautés locales. La vie de village n'existe plus guère. Toutes les tentatives pour recréer artificiellement ces solutions communautaires se heurtent à l'anonymat des citadins ; si la victime ignore qui est le délinquant, aucun arrangement, aucune médiation n'est possible.

Le marché privé ne répond que partiellement à cette demande de particuliers : l'assurance ne comble pas tout, notamment pas la peur ou l'irritation. Surtout, elle intervient après coup, et l'on oublie que les

gens désirent avant tout ne pas être volés ou cambriolés. Quant aux prestations privées de sécurité, elles s'adaptent bien à la demande des entreprises et des organisations, assez mal à celle des particuliers, qui n'ont accès, de la sécurité multipoints à la sûreté d'alarme, qu'à des technologies bas de gamme assez coûteuses pour leur efficacité.

Reste l'État. Mais lui ne répond pas : 85 % au moins de ces plaintes ne sont pas élucidées. Cette « petite délinquance banale », comme on dit, n'est guère mobilisante. La traque demanderait beaucoup de temps et de moyens, probablement une révision déclinante des pratiques policières, et elle ne serait pas très gratifiante pour des professionnels portés à sous-estimer son impact social. Quel qu'il en soit, la police n'est guère parvenue à prévenir vols et cambriolages, ni à les éliminer ni à les rendre « moins rentables » en s'attaquant sérieusement aux circuits de recel ordinaires.

#### Echec de la médiation

On se console en faisant valoir que ceux qui violent beaucoup finissent bien par se faire arrêter, ce qui est effectivement vraisemblable, et que l'on évite ainsi de surcharger les tribunaux d'un contentieux qui les submergerait. Mais ces interventions tardives sont peu dissuasives et elles ont une contrepartie : il devient difficile de recourir à une peine autre que l'emprisonnement. Après un vol ou un cambriolage, la mise à l'épreuve, le travail d'intérêt général peuvent avoir un sens ; il est plus difficile d'y songer si l'on a laissé les méfaits s'accumuler longtemps.

Du coup, la magistrature a tenté de résoudre le problème en allou-



geant, à partir du milieu des années 70, la durée des emprisonnements. C'est sans grand espoir : la sévérité des peines n'est guère dissuasive pour ce genre de délinquance et le risque d'arrestation est bas. On a aussi développé l'aide et l'indemnisation pour les victimes individuelles. On ne diminue pas la valeur de ces réalisations incontestablement utiles quand on constate qu'elles touchent finalement une petite minorité de victimes. Châtement dotés, les dispositifs d'aide tournent pourtant souvent au plein de leur capacité. Et même si ces mesures interviennent, c'est après coup ; elles ne diminuent pas l'exposition au risque. On a aussi tenté toutes sortes de formules de médiation pénale. Une maison de justice, c'est souvent la première contrainte d'un service public dans un quartier qui tous ont délaissé depuis longtemps, ou bien dans une zone où l'on ne pénètre plus qu'à coups d'incidents.

La médiation peut avoir un bel avenir pour « civiliser » (dégradation de boîtes aux lettres, de caves, de parties communes...) et cette petite violence qui dégrade tellement les conditions de vie d'un quartier. Là, les protagonistes sont connus ou facilement connaissables. Pour les vols et cambriolages, il en va tout autrement : les enquêtes de « victimisation » (1) confirment que leurs auteurs sont en grande majorité anonymes. Toute formule de médiation se trouve de ce fait sévèrement limitée.

Entrevue par le comité Peyrefitte en 1976-1977, réellement mis sur pied par la commission Bonnemaison au début des années 80, la prévention constitue la seule nouveauté de taille de notre politique criminelle. Non qu'elle fût ignorée jusqu'alors. Au contraire, nous disposions d'une assez bonne formule de prévention spécialisée avec les clubs et équipes de jeunes, mais la dégradation du climat social et économique à partir du milieu des années 70, elle n'a plus suffi : il fallait l'encadrer dans une prévention générale.

C'est ce qui a été entrepris avec une formule caractéristique par l'entrée dans le jeu des municipalités et par un effort concerté entre les services de l'État. Faut-il lui attribuer le mérite de la baisse des plaintes pour vols et de la diminution du sentiment d'insécurité constatés à partir

de 1987 ? On ne saurait le dire avec certitude. Toujours est-il que les troubles de l'automne 1990, ceux du printemps 1991 ont montré la nécessité d'une relance, d'un recentrage de la prévention. Nous manquons il y a quinze ans d'une prévention générale. Il faut veiller aujourd'hui à ne pas perdre la spécificité de l'action préventive (2).

Même couronnée de succès, une politique de prévention ne peut constituer à elle seule toute la politique criminelle. L'accompagnement de nos missions d'arrêt en est le signe le plus visible. C'est ici qu'a conduit M. Chalandon à s'engager dans la construction de 15 000 nouvelles places (réduites ensuite à 13 000 par M. Arpaillange). Par la même occasion, on a introduit un nouveau système de gestion mis-public, mis-privé, qui n'est pas sans rappeler l'entreprise générale en vigueur au siècle précédent (3).

#### Un plan Chalandon tous les trois ans

Mais cet effort n'est-il pas vain, comme s'il était un appel d'air ? Un expert me disait récemment : si les projections se révèlent fondées, il nous faudra un plan Chalandon tous les trois ans. La question se pose de savoir si nous voulons payer un tel prix pour une discussion douteuse et des taux de récidive peu encourageants. Plus grave, le développement des victimes ne diminue pas pour autant : on se fait plaisir, mais on répond peu à la demande sociale.

Il faut donc comprendre les mécanismes de cette situation. Tout d'abord notre taux de détention provisoire par cent mille habitants est quasiment le double de celui du Royaume-Uni ou de la République fédérale d'Allemagne. Certes, il cède quelque peu depuis 1985, mais cependant qu'il pourrait le supporter, voyant l'érosion du nombre de mises en détention provisoire depuis cette époque. C'est que la durée moyenne de ces détentions diminue à peine.

Cet usage intempérant de la détention provisoire semble s'expliquer par les dysfonctionnements du système pénal. Délais de jugement, abondance des défauts, difficultés d'exécution des peines... Tous ces motifs semblent inciter à détenir les délinquants à faibles garanties de représentation,

ceux à statut précaire dont le nombre croît en période de chômage endémique... sans pourtant que personne soit positivement partisan d'une telle pratique.

Les réformes législatives semblent avoir atteint tout l'effet qu'on pouvait en attendre : celle de 1984 a entraîné une baisse du nombre de détentions provisoires, vraisemblablement en incitant le parquet à recourir moins souvent à l'instruction préparatoire. Il s'agit aujourd'hui d'un problème de fonctionnement judiciaire : diminuer notre taux annuel de détention provisoire ne peut s'obtenir ni au Parlement ni en prison. La solution est au palais de justice : il faut raccourcir des délais qui ne cessent de croître et assurer l'effectivité du processus pénal.

#### Maîtriser le contentieux

Quant aux peines, leur durée moyenne ne cesse d'augmenter depuis quinze ans. Longtemps, les vols et cambriolages ont fourni l'essentiel des condamnations à l'emprisonnement. Depuis quelques années, étrangers en situation irrégulière et vendeurs de stupéfiants prennent une place croissante. La sévérité des juges suit celle du législateur : à plusieurs reprises celui-ci a sensiblement relevé l'échelle des peines, singulièrement en matière de stupéfiants et lors des débats sur le futur code pénal.

On a vu à un moyen de donner des pages à l'insécurité : on y a vu aussi une sorte de contrepartie à l'abolition de la peine de mort. En fait, une telle politique législative produit vraisemblablement un appel d'air, elle incite les juges à retenir leurs sentences. Rien de plus conforme à la démocratie que cette sensibilité aux signaux du législateur.

Elargissons maintenant notre réflexion à l'ensemble des peines. En vingt ans, en valeur relative, l'emprisonnement a au moins doublé ; la peine de mort a disparu ; les autres peines de substitution ont gagné ce que l'emprisonnement a perdu. Il n'y a pas eu globalement substitution à l'emprisonnement, mais aux peines pécuniaires. Tout se passe comme si les juges avaient surtout tiré les conséquences des faibles facultés contributives de leur « clientèle ». Ils ont peut-être été sensibles aussi au médiocre recouvrement des amendes. Le score décevant des peines de substitution doit aussi être évalué en tenant compte de la médiocrité des ressources effectivement allouées pour leur mise en œuvre, en raison de la priorité budgétaire accordée au carcéral.

La gestion des flux, celle des durées du processus pénal, voient un problème prioritaire. A chaque phase, les délais ne cessent de croître depuis trois décennies. Rien d'étonnant à cela : le nombre de condamnés pour crimes, délits et contraventions de cinquième classe a triplé, sans compter l'explosion des peines contraventionnelles.

Aucune institution ne pourrait subir impunément une telle tornade. Conséquence : des durées de moins en moins maîtrisées, et des comportements compensatoires, par exemple une détention provisoire de plus en plus longue. Cette tendance à s'aggraver, à déplacer vers l'amont les décisions essentielles de *fata*, s'est trouvée renforcée encore par la faible effectivité du processus : la part du

défaut devient déraisonnable. Les huisseries ayant reconnu à citer dans les grandes villes, l'exécution des peines est incertaine, police et gendarmerie n'y voyant point priorité.

C'est l'occasion de le remarquer : le bon fonctionnement de la justice dépend souvent de collaborateurs extérieurs qui semblent de manière générale, considérer leur concours à la justice comme peu prioritaire. Il s'agit probablement d'un reflet du statut de la justice dans l'organisation des pouvoirs et des services publics.

Fondamentalement, réapparaît sous toutes ces difficultés un problème déjà aperçu il y a quelques années mais jamais vraiment traité, celui de la maîtrise des contentieux. Dans trois domaines, la situation est devenue explosive au cours des dernières décennies.

● **La circulation routière.** - Il a probablement manqué une administration autonome de la route qui en soit complètement responsable, y compris d'assurer sa police. Elle aurait pu régler l'essentiel par transaction administrative comme c'est la pratique dans tous les autres domaines, et tirer ce qui nécessiterait un recours à la justice. On tend de plus en plus vers cette solution, mais l'outil administratif fait défaut tant que la police de la route est assurée par les services ordinaires.

● **Les chèques.** - Dans les années 60, na a fortement incité à leur généralisation sans prendre garde à la rigidité d'une réglementation et d'une jurisprudence élaborées à un âge où cet usage était restreint. Ensuite, le législateur n'a pas su défendre ce piège, ni en 1972 ni en 1975. Ce sont donc les parquets qui ont dû procéder à une décriminalisation de fait en suspendant les réquisitions que l'on sait. Finalement, on s'est résolu à confier presque entièrement la police des chèques aux banques.

● **Les vols.** - On n'a pas su réorienter les pratiques policières dans ce domaine qui mobilise peu les professionnels. On sous-estime les opérations ainsi suscitées dans plusieurs secteurs de la société.

La justice a peu de moyens pour régler le flux des affaires qui lui sont confiées. Elle ne peut guère jouer que sur la manière de traiter ce qui lui arrive ou renoncer à en traiter certaines parties. Pendant longtemps, les parquets ont pu intervenir en jouant de l'abandon sélectif des poursuites. Ce n'est plus depuis belle lurette. A vouloir lui faire traiter tout et n'importe quoi, on obtient une justice pénale illisible qui ne simplifie plus sa fonction sociale. Il faut choisir des priorités.

(1) R. Zauberman et autres, *Les victimes, comportements et attitudes*, Paris, CSDP, 1990.

(2) Ph. Robert, *Les Politiques de gestion à l'aune de la recherche*, Paris, L'Harmattan, 1991.

(3) J. G. Petit, *Des peines obscures, la prison pénale en France 1700-1875*, Fayard, 1990. On s'appuie sur les remarquables travaux de Pierre Tournier et J. Macozec, *Base de données « sept »* des pénitenciers temporaires CSDP-DIP, 1991, et P. Tournier, *Statistiques sur les populations carcérales dans les États membres du Conseil de l'Europe* (Bulletin d'information pénitentiaire du Conseil de l'Europe, 1989).

Philippe Robert est directeur du Groupe européen de recherche sur les normativités (GERN).

#### Politique

## Les questions de M. Fabius

par Roger Stéphane

A peine élu le 22 janvier dernier, au second tour, président de l'Assemblée nationale, M. Emmanuel répondit au journaliste de la télévision qui l'interrogeait sur le désistement communiste en sa faveur : « Je ne vois rien là que de normal ; j'ai toujours considéré le parti communiste comme un parti de gauche ; et pas comme un parti totalitaire ; encore moins comme un parti de droite... »

Voici quelques jours, accordant une interview au *Nouvel Observateur*, M. Fabius évoqua les futures (les « virtuelles » ?) alliances électorales du Parti socialiste : « Nos amis rattachés de gauche certainement. Des centristes sans doute. S'agissant du PC, je me pose les mêmes questions que vous, mais on ne peut élever une question brutale : combien de députés socialistes sans son appoint (1) ? »

Que de méches vendues en peu de mots ! M. Fabius se pose des questions sur le PC ? Qu'il les pose à d'autres, il obtiendra peut-être des réponses. Que M. Fabius jette donc un coup d'œil sur un de ces livres d'histoire contemporaine qui pullulent en ce moment : il y verra qu'il n'y a guère de crimes soviétiques - crimes sanglants ou crimes contre l'esprit - que n'aient approuvés le Parti communiste français : de la répression contre les koulaks (combien de millions de morts ?) à l'organisation des goulags (même question) ; des parodies de justice d'avant guerre à celles d'après guerre ; de la répression honnête à l'invasion de l'Afghanistan.

#### Le jeu de la barbichette

Certes, les communistes français n'ont pas de sang sur les mains, mais ils ont explicitement approuvé tous les massacres de leur grand allié.

M. Fabius osera-t-il répondre qu'il ne s'agit que de détails et que... détail ? Vous avez dit détail ?

Non : ce mot n'appartient pas au vocabulaire de M. Fabius. Mais le premier secrétaire du Parti socialiste pratique une mémoire sélective. Les crimes communistes lui importent moins que les crimes nazis ; il est plus attentif à certaine amnésie qu'à d'autres. La vergogne n'étouffe pas les socialistes.

On imagine les cris d'orfraie qu'aurait poussés les socialistes si M. Juppé avait déclaré au *Figaro* : « S'agissant du FN, je me pose les mêmes questions que vous, mais on ne peut élever une question brutale : combien de députés RPR sans son appoint ? »

Cela dit, les communistes ont bien mérité cette considération particulière. Combien de fois ont-ils voté la censure à l'Assemblée ? Ils maintiennent volontiers excommunication et imprécations, mais les actes ne suivent pas, ou, plus précisément, n'ont pas suivi. Le ton pourrait changer demain, moins à cause de Maastricht que du maintien du mode de scrutin. Mais à dix mois des prochaines législatives, cela n'a plus d'importance.

Ce qui importe, et ce qui importera demain, concerne le Parti socialiste. Qu'il s'écarte et qu'il s'assume dans ses relations avec les communistes, et tout devendra normalement possible en France, y compris un long gouvernement socialiste : M. Felipe Gonzalez ne suscite, en Espagne, ni passion ni ressentiment. Qu'au contraire, les socialistes éternellement troublés continuent à jouer, avec les amis de M. Marchais, au jeu de la barbichette, et la droite, comme ils disent, reviendra au pouvoir pour longtemps.

(1) *Le Nouvel Observateur*, 1-13 mai 1992.

► Roger Stéphane est écrivain.

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lescaze, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du numéro au (7) 40-65-29-33

Imprimerie du « Monde »  
112, r. M.-Quintou  
94852 IVRY Cedex (1991)

**Le Monde**

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.808 F

**Le Monde PUBLICITE**

Jacques Lescaze, président  
Michel Croc, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Tél. MONDIPUB 634 128 F

de la SARL Le Monde et de M. Jean et Régis Europe SA.

**Le Monde**

**TÉLÉMATIQUE**  
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LM

**ABONNEMENTS PAR MINITEL**  
36-15 - Tapez LEMONDE  
code d'accès ABO

**ABONNEMENTS**  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUR-RETOUR PAR AVION	AUTRES PAYS non membres CIE
3 mois	420 F	572 F	700 F
6 mois	800 F	1 122 F	1 500 F
1 an	1 620 F	2 006 F	2 900 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à renouveler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE	
3 mois	<input type="checkbox"/>
6 mois	<input type="checkbox"/>
1 an	<input type="checkbox"/>

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les numéros parvenus par capitalisation d'impression.

PP. Paris 75 201 MON 01

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lescaze, gérant  
directeur de la publication  
Jean-François Lescaze  
directeur de la rédaction  
Jacques Gola  
directeur de la gestion  
Manuel Lucbert  
secrétaire général.

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colardant  
Robert Solé  
indépendant au directeur  
de la rédaction

Yves Agnès  
Jacques Amiel  
Thomas Ferenec  
Philippe Hermon  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)  
Jacques Fauriol (1989-1992)  
André Laurens (1992-1995)  
André Fontaine (1995-1997)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-30



# ÉTRANGER

Le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

## Les Nations unies ne peuvent envoyer qu'une mission d'enquête au Karabakh

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

Le Conseil de sécurité des Nations unies est formel : pas de « casques bleus » pour le Karabakh. L'ONU n'a pas les moyens financiers. Réuni mardi après-midi, le Conseil de sécurité a décidé d'envoyer, en dépit des réserves à peine voilées de Washington et de Londres, une mission d'enquête dans la région. Cette mission se rendra, dès jeudi 14 mai, dans le Karabakh pour « établir les faits ». Elle sera dirigée par un diplomate espagnol, M. Francisco Vendrell. Celui-ci sera accompagné de deux membres du bureau de l'action humanitaire des Nations unies ainsi que d'un diplomate du Haut-Commissariat pour les réfugiés.

« Couloirs humanitaires »

A la suite de l'aggravation de la situation militaire dans le Karabakh, les représentants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan à l'ONU ont en effet saisi le Conseil de sécurité. Dans une lettre adressée au président du Conseil pour le mois de mai, l'autrichien Peter Hohenfeller, le président de l'Arménie, M. Levon Ter-Petrosian, a demandé l'envoi d'une force de maintien de la paix des Nations unies. Dans cette lettre, M. Ter-Petrosian tient à souligner que son pays ne fait pas partie de ce conflit qui se déroule entre « la Républi-

que du Haut-Karabakh et l'Azerbaïdjan ». Sur ce point, l'Azerbaïdjan est d'un avis radicalement différent. Pour le représentant de Bakou à l'ONU, l'ambassadeur Hassan Hassanov, le conflit sur l'enclave arménienne à l'intérieur de son pays est une « guerre entre deux pays indépendants, l'Azerbaïdjan et l'Arménie ». Selon M. Hassanov, une « éventuelle » force onusienne devrait être déployée sur la frontière entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie et « surtout pas » à l'intérieur de l'enclave.

Les membres du Conseil, de leur côté, ne « veulent plus entendre » parler d'une nouvelle force de maintien de la paix des Nations unies : « C'est maintenant orlé à la mode de demander la recours aux forces de l'ONU dès qu'il y a un conflit », explique un diplomate occidental. L'ONU n'a plus les moyens financiers d'envoyer des forces partout dans le monde.

A la demande de la France, l'aspect humanitaire du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan a été souligné dans la déclaration. Paris a demandé que la mission d'enquête comprenne des experts chargés d'examiner les moyens par lesquels la communauté internationale pourrait apporter une assistance humanitaire. Les diplomates à l'ONU espèrent pouvoir créer des « couloirs humanitaires » à l'intérieur de l'enclave pour acheminer de l'aide à la population du Karabakh.

AFSANE BASSIR POUR

■ AZERBAÏDJAN : manifestations de colère à Bakou. Des manifestants armés ont brutalement encaissé le Parlement de Bakou, mardi 12 mai, pour protester contre l'armée azerbaïdjanaise après la perte de Choucha, dans le Karabakh. Ce revers militaire contre l'Arménie a provoqué une crise politique en Azerbaïdjan. (Reuters)

■ TADJIKISTAN : de nouveaux morts. Six militants de l'opposition tadjike ont été tués par balles mardi 12 mai à Koulab par des hommes de la garde nationale, récemment créée par le président communiste Rakhmon Nabiev. (AFP)

■ UKRAÏNE : le président Kravtchouk a pas au sommet de la CEE. Le président ukrainien, Leonid Kravtchouk, a annoncé mardi 12 mai, en rentrant des États-Unis, qu'il ne pourrait pas se rendre au sommet de la CEE, le 15 mai à l'Anvers, en raison d'une visite du président finlandais. L'absence de M. Kravtchouk compromet les chances du sommet d'aboutir à des résultats concrets. (Ilan-Tass)

BELGIQUE : la grève des policiers liégeois

## Des flics, la fleur au fusil

BRUXELLES

de notre correspondant

Même s'ils en apprennent de belles sur les magouilles de leur municipalité – ainsi l'ex-bourgmestre de la ville, M. Edouard Claes, comparait actuellement devant le tribunal correctionnel de sa ville pour procédures douteuses dans la concession du marché des horodateurs de stationnement – les automobilistes liégeois ont, au moins, une consolation : pour des raisons indépendantes du procès en cours, ils peuvent garer leur voiture n'importe où sans risque de contravention.

Le plus grande partie des quelque huit cents hommes de la police municipale sont en effet en grève : pas de procès-verbaux pour les délits mineurs, pas de délivrance, non plus, de permis administratifs, ce qui est moins drôle dans un pays passablement bureaucratique.

En Belgique, la police est payée par les communes, ce qui la distingue de la gendarmerie, prise en charge par le budget national. Malgré le piteux état de ses finances, Liège avait promis une augmentation à ses agents, avec rattrapage par étapes du retard accumulé. Mais les autorités provinciales de tutelle – concernées dans la mesure où elles sont appelées à éponger une partie du déficit – ont fait traîner les choses, peut-être pour s'attribuer plus tard le mérite d'une augmentation déflative, rivalisant avec collectives territoriales et arrière-pensées politiques n'étant jamais absentes. Majoritaires, le syndicat autonome de la police et

celui qui est dans le mouvement du Parti libéral ont entrepris une action de protestation, non suivie par les affiliés des deux grandes confédérations, chrétienne et socialiste, qui ont une action commune de l'ensemble des salariés et fonctionnaires.

Tout y est passé depuis trois semaines : grève de la faim, envoi systématique de certificats médicaux d'incapacité de travail (520 certificats en tout), lundi 11 mai, restitution symbolique des armes de service au siège de l'hôtel de police, parfois dans du papier cadeau et avec une fleur dans le canon.

Il n'est pas sûr que la population apprécie longtemps cet humour syndical, alors qu'une remise en ordre des finances municipales s'esquissait grâce à quelques échelons compétents et intègres. La dette est de 32 milliards de francs belges (6,3 milliards de francs français), le double du budget annuel de la ville. C'est beaucoup, mais moins que la dette de l'Etat, qui fait cinq fois le budget national.

Mais qui peut vraiment donner des leçons de civisme aux flics en colère ? Chaque jour de nouveaux scandales financiers sont découverts. Quant aux assesseurs, d'André Coles, ancien vice-premier ministre dans le gouvernement national et figure de proue du Parti socialiste liégeois, abattu dans un parking l'été dernier, ils courent toujours.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Les combats en Bosnie-Herzégovine

## Washington rappelle son ambassadeur à Belgrade

Quelques heures seulement après que les États-Unis eurent embolisé le pas à la CEE en annonçant, mardi 12 mai, le rappel de leur ambassadeur à Belgrade, les Serbes ont proclamé unilatéralement un cessez-le-feu devant prendre effet mercredi en Bosnie-Herzégovine, où les combats ont toutefois redoublé d'intensité après le départ de Sarajevo des derniers observateurs de la CEE.

La durée de cette trêve décidée par les dirigeants serbes est de cinq jours. Le « Parlement » serbe de Bosnie-Herzégovine, réuni à Banja Luka, au nord-ouest de Sarajevo, a également appelé la CEE à renouer, d'ici le 19 mai, la conférence de paix qu'elle, parraine afin qu'un

accord soit établi entre les parties au conflit bosniaque – Serbes, Musulmans et Croates. Le texte précise que si les Douze refusent de répondre à cette offre, les Serbes de Bosnie appelleront les Serbes du monde entier à les rejoindre dans la « lutte pour leur survie ».

Les douze derniers observateurs de la CEE en Bosnie-Herzégovine ont quitté mardi Sarajevo en expliquant qu'il était devenu trop dangereux d'y travailler. « Nous prenons trop de risques. On constate une hostilité à notre égard et certaines personnes ne sont plus courtoises », a déclaré le chef de la mission européenne, le Portugais Antonio Santos.

Le retrait des observateurs survient au lendemain des sanctions diplomatiques décrétées par la Communauté, qui a notamment décidé le rappel des ambassadeurs européens (le Monde du 13 mai). Cette même décision a été prise par Washington, « à la lumière de l'agression perpétrée contre la Bosnie-Herzégovine par les responsables civils et militaires serbes ».

Belgrade a rejeté les accusations des Douze à son encontre et estimé que ces derniers avaient agi avec une « vigueur démesurée ». Le ministre des affaires étrangères de la nouvelle Fédération yougoslave (Serbie et Monténégro) accuse, dans un communiqué, la Communauté européenne d'être « en partie

responsable » de la guerre en Bosnie-Herzégovine et de « manquer d'objectivité » en rejetant, « sans arguments », la responsabilité de cette guerre sur l'armée yougoslave et la Serbie.

La CEE est également accusée d'opter « pour l'offrentement » en décidant l'isolement de la délégation yougoslave dans les forums internationaux. Le Comité des hauts fonctionnaires de la CSCE a, en effet, décidé mardi à Helsinki d'exclure la délégation yougoslave (Serbie et Monténégro) de ses travaux sur la question yougoslave, et ce jusqu'au 30 juin, date d'un nouvel examen de la situation. (AFP, Reuters)

## « Casques bleus » désenchantés en Slavonie orientale

Les soldats de l'ONU préparent, sans illusions, une phase cruciale : démilitariser cette région désormais à majorité serbe

SLAVONIE ORIENTALE

de notre envoyé spécial

Des champs labourés et semés, des villages intacts, où les enfants jouent dans les cours d'école : la riche plaine de Slavonie orientale offre à certains endroits l'image trompeuse d'une campagne paisible. Les pilotes d'aviation dirigés vers la ligne de front toute proche, les soldats déambulant dans les rues et les barjacks à l'entrée et à la sortie de chaque village – sans exception – tout rappelle pourtant que la région est en guerre.

Et ce petit garçon de huit ans tout au plus, en tenue camouflée, le fusil pointé sur la route, le sait bien. Pourtant, dans son village où les Serbes étaient majoritaires, il n'y a aucune trace de combats. Pas plus que dans le village voisin de Sotin, situé en face de la frontière de la Serbie. Le réservoir serbe que nous prenons au stop pour quelques kilomètres indique trois maisons en ruine, aux murs calcinés par le feu : « Le Club 11 et ces deux autres restaurants appartenaient à des Croates, des extrémistes, qui ont rejoint la garde nationale de Tudjman. »

Dans cette région de Croatie, conquise pendant l'automne 1991 par l'ex-armée fédérale, les milices locales serbes, la plupart des villages croates ont été littéralement rasés par les obus. Tout comme Vukovar, cette ville baroque au bord du Danube, où Serbes et Croates étaient étroitement mêlés. Dans deux jours, ce réservoir, versé de Vukovar, quittera le nord de la Serbie, qu'il quittera la Slavonie en vertu de l'ordre de la présidence fédérale de rapatrier immédiatement sur le territoire de la nouvelle Yougoslavie les soldats serbes et monténégrins. Dans les semaines suivantes, ses compagnons d'armes devront également rendre leur uniforme yougoslave, puisque cette région de Croatie sera démilitarisée par la force de protection des Nations unies.

La Slavonie orientale, le Srem occidental et la Baranja, territoires de l'Est de la Croatie, adossés à la Serbie et peuplés par une forte minorité serbe (en moyenne 30 % de la population), se trouvent dans l'une des zones de déplacement des « casques bleus » de la FORPRONU (force de protection des Nations unies).

« Impossible de les désarmer... »

Installés depuis le début de mai, les unités russes, belges et luxembourgeoises ainsi que le personnel de transmission hollandais et l'unité du génie canadien sont prêts à entreprendre la phase cruciale de la mission de l'ONU : la déminution de la région. « Nous serons chargés en un premier temps de superviser le retrait de l'armée fédérale, et ensuite de désarmer les forces paramilitaires », explique le commandant adjoint du secteur est, le colonel belge Paul Malherbe, rappelant que le seul élément armé autorisé par le plan de paix des Nations unies sera la police locale.

Aussi, ajoute-t-il, si une partie des effectifs « fédéraux » et originaires de la région désirent rester sur place, « ils seront contraints de reprendre la vie civile et de déposer leurs armes ». Si le colonel Malherbe se refuse à révéler les difficultés de la mise en pratique de cette mission, ses hommes ne dissimulent pas leur appréhension. « Il est quasiment impossible de désar-

mer des gens qui se haïssent depuis si longtemps », estime le caporal canadien Ian Stevens. Pour ajouter aussitôt que dans la région « chaque homme et son chien ont un fusil ».

Il constate aussi, depuis l'arrivée des « casques bleus » que les bêtes de même couleur et les véhicules blancs sont très appréciés des combattants. « Ils utilisent nos couleurs pour éviter les tirs ennemis lorsqu'ils se rapprochent du no man's land séparant les Serbes des Croates. » « Avez-vous remarqué un

jeu de gens qui se haïssent depuis si longtemps », estime le caporal canadien Ian Stevens. Pour ajouter aussitôt que dans la région « chaque homme et son chien ont un fusil ».

Il constate aussi, depuis l'arrivée des « casques bleus » que les bêtes de même couleur et les véhicules blancs sont très appréciés des combattants. « Ils utilisent nos couleurs pour éviter les tirs ennemis lorsqu'ils se rapprochent du no man's land séparant les Serbes des Croates. » « Avez-vous remarqué un

et ayant été chassés de leurs foyers. Il envisage aussi, une fois le statu quo ante bellum rétabli, un référendum sur l'avenir de ces territoires.

La population serbe, qui représente depuis les affrontements la majorité absolue en Slavonie orientale, revendique immédiatement la consultation pour consacrer la sécession de cette enclave du reste de la Croatie. Rappelant que les Serbes de Croatie avaient opté en mai 1991 pour leur maintien dans la Yougoslavie, puis proclamé la République serbe de Krajina sur tous les territoires de Croatie conquis par l'armée fédérale et les milices locales serbes, les habitants de Vukovar s'approprient à voter dès cet été le rattachement à la nouvelle Yougoslavie.

Expulsions massives des non-Serbes

L'un des enjeux de la guerre en Croatie a justement été le déplacement des populations, impliquant la modification de la structure ethnique de certaines régions. Le processus se poursuit en dépit de l'arrivée des « casques bleus ». Les officiers de l'ONU déployés dans le secteur oriental affirment que 33 000 Serbes ont été évacués dans des maisons abandonnées par des non-Serbes et que les autorités locales procèdent à des expulsions massives.

Mille deux cents non-Serbes – Croates, Ruthènes, Slovaques et Hongrois – auraient été chassés de leurs foyers durant ces derniers mois. En avril notamment, cent vingt personnes ont été expulsées par des Serbes armés et contraintes de traverser à bord de trois bus un champ de mines à proximité de Marind. Les officiers des Nations unies estiment que ces expulsions sont très organisées et que la police locale est directement impliquée dans certains cas. Aussi dénoncent-ils « les pressions exercées contre les non-Serbes, la violation des droits de l'homme et les actes de violence ».

FLORENCE HARTMANN



certain nombre de véhicules tout terrain et de camions de l'armée yougoslave fraîchement repeints en bleu pâle ? », poursuit-il, tout en laissant entendre que les forces de police locale s'approprient du matériel militaire avant que l'ex-armée yougoslave ne retire.

Les officiers canadiens du génie recherchent par ailleurs à l'armée yougoslave de ne pas coopérer, de refuser souvent par exemple d'indiquer où se trouvent les champs de mines. Comment tenter de rétablir la paix et la sécurité et de faciliter le retour des populations si le terrain reste truffé de mines et d'obus qui n'ont pas explosé ? Le problème se pose justement à Vukovar, où l'unité canadienne a pris ses quartiers. Lorsque le capitaine Stevens est arrivé dans cette ville fantôme « libérée » le 18 novembre dernier par l'ex-armée yougoslave et les irréguliers serbes, il s'atten-

duet du 9 mai, offert aux seuls Russes par une entreprise de Belgrade à l'occasion de la « victoire contre le fascisme ».

Pour le jeune soldat russe de dix-neuf ans qui est arrivé il y a un mois dans la petite ville slave d'Erdut, le peuple serbe est « un peuple frère de religion orthodoxe » et les territoires où est déployée la FORPRONU « doivent revenir à la Serbie ». Les deux caporaux canadiens restent prudents et estiment pour le moment que la région est un « no man's land ». Un autre sous-officier prétend au contraire qu'il s'agit de la Croatie.

L'avenir des trois secteurs protégés par les Nations unies sera négocié dans le cadre du règlement de la crise yougoslave. Le dispositif nautien se contentera de rétablir la paix et de permettre le retour des habitants – en l'occurrence des non-Serbes – ayant fui les combats

MARC HONEGGER

Le premier

DICTIONNAIRE

DES ŒUVRES DE

L'ART VOCAL

Tous les genres de l'art vocal : l'opéra, les œuvres religieuses, les airs de cour, les lieder, les airs populaires.

3500 œuvres sont classées par ordre alphabétique. 2000 extraits musicaux illustrent le commentaire de l'auteur. Des hors-texte, un index et un glossaire enrichissent cet ouvrage.

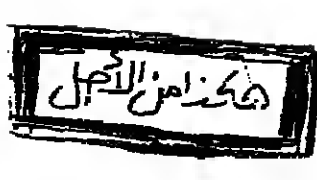
3 volumes, 2576 pages dont 128 pages de hors-texte en couleurs, format 17x24, 200 illustrations en couleurs et en noir et blanc, reliés skivern avec fers, tranches-fils, sous jaquette en couleurs.

Grand Prix de l'Académie Charles Cros

Bordos

VIENT DE PARAITRE





## EUROPE

ESPAGNE : provoquant le mécontentement des syndicats

**M. Felipe Gonzalez a exposé un programme économique de rigueur**

MADRID

de notre correspondant

Après avoir déserté pendant plus d'un an les plateaux de la télévision — son calendrier, disait-il, était trop chargé — M. Felipe Gonzalez est réapparu, lundi 11 mai, sur les écrans pour exposer un programme économique marqué au sceau de la plus grande rigueur.

Cette fermeté a soulevé un véritable tollé dans les syndicats et rendu encore plus tendue une situation sociale déjà difficile. Préludant à la grève générale du 28 mai, la première depuis quatre ans, trois millions de journées de travail ont déjà été perdues, pour cause de grève, au cours des quatre premiers mois de l'année.

M. Felipe Gonzalez a pourtant affirmé qu'il ne changerait pas son programme économique. Le nouveau défi espagnol, a-t-il déclaré en substance, c'est de rendre viables les dépenses publiques, qui ont augmenté de 6 % à 3 % en 1990 et une diminution drastique des dépenses publiques, qui doivent être ramenées de 4 % à 1 % du PIB d'ici quatre ans. Certes, reconnaît Felipe Gonzalez, un ne peut pas mobiliser l'opinion publique avec un tel projet.

Il a donc expliqué aux Espagnols que ce plan de convergence avec l'Europe signifiait que, même si on avait fortement progressé depuis l'entrée dans la CEE en 1986, il y avait encore du chemin à faire pour être parmi les pays compétitifs de la Communauté. Ce programme, c'est donc la certitude de l'ordre des emplois et d'augmenter les investissements. Pour le mettre en chantier, ajoute le président Gonzalez, « je ne demande pas des sacrifices aux Espagnols mais des efforts ».

A elle seule, la première des mesures concrètes adoptées par le gouvernement, que les syndicats appellent le décret (le coup de décret), a mis le feu aux poudres. Ce texte, adopté par le Parlement le mois dernier, réduit le montant et la durée des prestations de chômage. C'est pour protester contre ce décret que l'Espagne sera paralysée le 28 mai à l'appel des deux grandes centrales syndicales, l'UGT (socialiste) et les Commissions ouvrières (d'obédience communiste).

Dans un sondage publié il y a quelques jours par le quotidien *El Mundo*, 51 % des Espagnols interrogés déclaraient comprendre les motivations de cette grève. C'est que le chômage, l'un des plus forts de la Communauté européenne, est la plaie de l'économie espagnole. Même s'il a diminué pour le deuxième mois consécutif en avril, il touche plus de 15 % de la population active. — (Interim.)

**TCHECOSLOVAQUIE** : M. Havel met en garde contre la « décomposition sauvage » de l'Etat. — Le président tchécoslovaque Vaclav Havel a lancé mardi 12 mai une mise en garde contre une « décomposition sauvage » de la Fédération à la suite d'« actions unilatérales et irréfléchies ». Dans un discours télévisé prononcé à la veille de l'ouverture de la campagne pour les élections parlementaires des 5 et 6 juin, M. Havel s'est prononcé pour une « fédération authentique, animée d'un nouvel esprit et basée sur un arrangement qualitativement nouveau ». — (AFP, Reuters, UPI.)

A l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de la réunification de Jérusalem  
**L'AGENCE JUIVE ET L'AMBASSADE D'ISRAEL**  
vous invitent à la grande journée  
**ISRAEL AU QUOTIDIEN**  
LE 17 MAI 1992 DE 10H. À 20H.  
**ALYATZ** A L'ESPACE CHAMPERRET  
MÉTRO PORTE DE CHAMPERRET PARIS 17<sup>e</sup>

## PROCHE-ORIENT

LIBAN : après la chute du gouvernement Karamé

**M. Rachid Solh a été nommé premier ministre**

BEYROUTH

de notre correspondant

Une semaine après que M. Omar Karamé et son cabinet eurent été balayés par une fronde populaire, à cause de la dégradation massive du pouvoir d'achat des Libanais, son successeur a été désigné, mercredi 13 mai, à la suite de consultations parlementaires. Il s'agit de M. Rachid Solh, qui a obtenu de 57 à 72 suffrages, selon que l'on tient compte seulement des députés qui l'ont nommé en première position, ou de ceux qui l'ont désigné comme leur second candidat. 103 députés ont participé au scrutin sur les 108 que compte le Parlement.

M. Solh dispose d'une majorité, mais est-ce à dire qu'il aura la

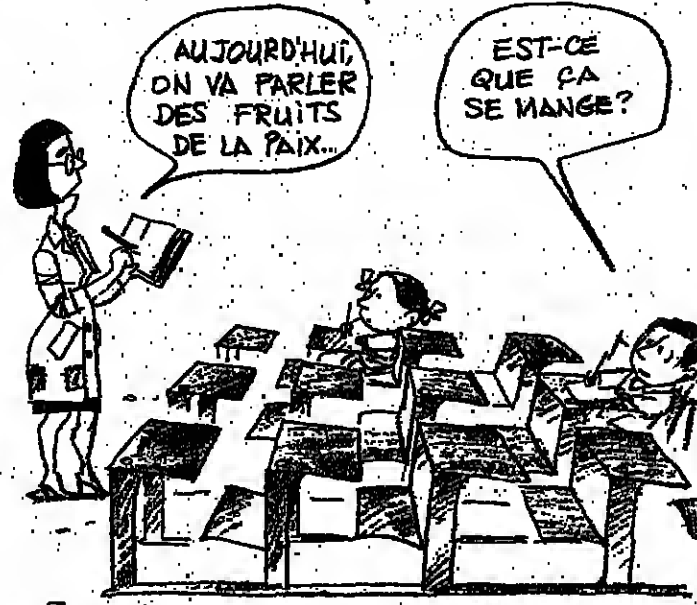
tâche facile pour former son gouvernement ? Déjà les difficultés s'annoncent. Non seulement les trois principales ex-milices — Forces libanaises, Parti socialiste progressiste et AMAL — réclament deux portefeuilles chacune, d'autant pour leur chef avec rang de ministre d'Etat, mais des Chrétiens dits « indépendants » — par rapport à la Syrie — cherchent discrètement à s'assurer la minorité de blocage du tiers.

Les appétits de différents groupes parlementaires menacent déjà de gonfler les effectifs du futur gouvernement et l'on parle d'un cabinet de trente ministres, alors que l'ancien ne comptait que 19. Enfin, et surtout, on ignore si la Syrie, après avoir donné son agrément à la

désignation de M. Solh comme premier ministre, soutiendra la formation de son cabinet ou le laissera s'empêtrer dans les contradictions libanaises. Car sans le blanc-seing syrien rien n'est évidemment possible à Beyrouth et il ne faut pas perdre de vue que c'est pour avoir défilé les pleins pouvoirs de la Syrie que le cabinet Karamé a été forcé de démissionner.

En attendant que la situation se décente, les Libanais ont accueilli avec espoir la désignation rapide du nouveau chef du gouvernement. Le dollar a remonté de plus de 15 % depuis le départ du gouvernement Karamé, revenant mardi 60-65 sous de 1 500 livres après avoir dépassé les 2 000.

LUCIEN GEORGE



## ISRAËL

**Jérusalem reproche à Washington de soutenir le « droit au retour » des réfugiés palestiniens**

Les Etats-Unis ont rappelé mardi 12 mai qu'ils soutenaient la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies établissant le droit des réfugiés palestiniens au retour dans leurs foyers ou à des compensations. Cette prise de position, est survenue quelques heures avant de l'ouverture à Ottawa d'un groupe de travail sur les réfugiés dans le cadre des négociations multilatérales de paix au Proche-Orient.

JERUSALEM

de notre correspondant

« Choquante, naïve, hypocrite ». En trois mots, M. Benjamin Netanyahu, le vice-ministre israélien des affaires étrangères, a exprimé tout à la fois la « stupeur » et la colère du gouvernement, à la suite de la réaffirmation du soutien de l'administration américaine à la résolution 194.

Littéralement assiéger par les médias locaux qui, presque tous, avaient fait mercredi matin leur « une » sur ce « nouveau mauvais coup américain », M. Elyse Gol, le porte-parole du premier ministre, a

fait savoir que l'Etat juif avait officiellement demandé des « éclaircissements » au Département d'Etat américain. Un « fonctionnaire de haut rang », non identifié mais largement cité dans la matinée par les radios israéliennes, a, à son tour, fait part de la « surprise » de l'administration américaine, laquelle « soutient, depuis 1948, le droit au retour ou à des compensations financières pour les centaines de milliers de Palestiniens qui avaient fui leurs terres, lors de la première guerre israélo-arabe déclenchée aussitôt après la fondation de l'Etat juif en 1948 ».

« Washington sait bien, a dit M. Netanyahu, que le droit au retour des Palestiniens constituerait, s'il était mis en œuvre, le meilleur moyen de détruire notre Etat en le noyant sous l'afflux de centaines de milliers de réfugiés ». Pour lui, c'est clair, « les Etats-Unis, s'ils étaient conséquents, devraient rejeter » cette résolution tant honnie par l'Etat hébreu.

M<sup>me</sup> Margaret Tutwiler, porte-parole du Département d'Etat qui a, en quelque sorte, mis le feu aux poudres mardi soir en réaffirmant la position de son pays, a répondu, certes, lodié dans la famille qu'elle se refusait à toute interprétation de la résolution en question, et que c'était « aux parties en cause » de s'entendre pour régler le problème, mais cela n'a pas suffi à calmer les appréhensions israéliennes. « Ce nouveau coup de poignard dans le dos, remarquent amèrement un fonctionnaire des affaires étrangères israéliennes mercredi matin, nous est porté au moment même où les Arabes vont

clamer leur droit au retour à Ottawa ».

Israël, on le sait, avait décidé de boycotter le groupe de travail sur les réfugiés qui devait s'ouvrir mercredi 13 mai à Ottawa, pour deux motifs : d'abord en raison de la présence de Palestiniens de la diaspora à ce groupe de travail. Ensuite, et peut-être surtout, parce que le gouvernement savait, disait son chef M. Itzhak Shamir, « que les Arabes profiteraient de l'occasion pour faire de la propagande » autour d'une question, le droit au retour, « totalement inacceptable pour Israël ».

Grand ordonnateur du difficile processus de paix en cours, M. James Baker est beau essayer de rassurer M. Shamir en lui indiquant, par exemple, qu'il demanderait expressément aux participants arabes de ne pas soulever cette question du retour pour l'instant, et même que les Etats-Unis s'engageaient à bloquer, si besoin était, toute discussion sur ce délicat sujet, le premier ministre de l'Etat juif ne voulait rien entendre.

A Jérusalem, finalement, on n'est pas loin de penser que « l'intempérative déclaration » de M<sup>me</sup> Tutwiler — concomitante du rejet, par les protagonistes arabes à Ottawa, des « conseils » de médiation de M. Baker (le « droit au retour » des Palestiniens devait être ainsi solennellement réaffirmé mercredi) —, serait en quelque sorte une nouvelle représaille américaine à l'endroit d'un partenaire jugé par trop récalcitrant.

PATRICE CLAUDE

## EN BREF

**AFGHANISTAN** : les milices prêtes à se retirer de Kaboul si « la paix est garantie à 100 % ». — Le général Dostom, chef de la milice ouzbèke, s'est dit prêt, lundi 11 mai, à évacuer Kaboul si « la paix est garantie à 100 % » et si « les forces du Hezb-e-Islami cessent leurs attaques contre la capitale ». Ce départ figure parmi les exigences du Hezb. Le médiateur des Nations unies pour l'Afghanistan, M. Benon Sevan, s'est, quant à lui, entretenu mardi avec M. Modjadidi, président intérimaire, sur l'aide à l'Afghanistan et sur le rapatriement des quelques cinq millions d'Afghans réfugiés en Pakistan et en Iran. — (AFP, Reuters.)

**THAÏLANDE** : Le premier ministre prêt à démissionner. — Après l'accord intervenu, lundi 11 mai, entre l'opposition et les partis gouvernementaux sur une modification de la Constitution

prévoyant notamment que le chef de gouvernement devrait être élu, le premier ministre, le général Suanud Krapayoon, s'est déclaré mardi prêt à quitter ses fonctions une fois l'amendement voté. Etant arrivé à son poste le 7 avril sans avoir été élu au Parlement, l'opposition a réclamé son départ au cours de grandes manifestations la semaine dernière. — (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

**Le Monde**  
DES LIVRES

**Le Monde**  
EDITIONS  
**Une histoire de la démocratie en Europe**  
sous la direction de  
**Antoine de Baecque**  
EN VENTE EN LIBRAIRIE

## Après la guerre, la misère

Suite de la première page

Au Liban, où 75 % des familles mettent leurs enfants dans des écoles privées, compte tenu de l'incurie de l'enseignement public, le coût annuel moyen de la scolarité — 500 000 livres — devient un luxe. Qui plus est, pour compenser la chute de la livre, nombre d'écoles ont réclaté, la semaine dernière, une rallonge immédiate de 100 000 livres, qui a sonné le glas de l'éducation pour beaucoup d'enfants.

Assistante sociale depuis vingt ans, M<sup>me</sup> Ghannouch, qui travaille au Comité d'aide aux familles dans le besoin, mis en place par le « Hezb » libanais, l'épouse du président de la République, avoue : « Il nous arrive d'aller voir une famille qui nous a sollicités pour une aide médicale et de nous apercevoir que, tous les enfants ont été retirés de l'école. Nous nous attendons à une nette augmentation des demandes d'aide à la scolarité lors de la prochaine rentrée, dit-elle, et déjà, des familles nous écrivent pour finir l'année ». Dans certaines familles, les parents « choisissent » désormais ceux de leurs enfants qui suivront un enseignement, ne pouvant l'assurer à tous.

Autre problème majeur : les soins médicaux. « Mes patients ne paient de plus en plus en nature : poulets, légumes, fromages », affirme un médecin de quartier à Beyrouth, qui dit ne percevoir de l'argent que dans un tiers des cas. « Des gens meurent aujourd'hui faute de pouvoir acheter des médicaments », ajoute M<sup>me</sup> Ghannouch, dont l'association accorde désormais ses aides en dollars, et non plus en livres libanaises. Le coût de l'hospitalisation pour le moindre soin est devenu hors de portée pour beaucoup de gens. « Pour l'accouchement de ma femme, j'ai dû verser 630 000 livres, raconte Moussa, soit un peu plus de trois mois de salaire, et maintenant je ne sais plus comment faire ». Chauffeur particulier, Moussa se débrouillera sans doute avec l'aide de ses patrons, mais, ajoute-t-il, « je ne dois plus avoir d'enfants ».

## Des palliatifs très libanais

Faço à la déroute de l'économie libanaise, seuls quelques phénomènes propres au Liban expliquent que la situation n'ait pas atteint — mais pour combien de temps encore — un point de rupture. Les liens qui maintiennent avec le village beaucoup de familles leur permettent d'avoir encore un peu de quoi manger, au moins des légumes par exemple. Et puis, dans ce pays aux traditions encore féodales, où le pouvoir ou le statut social se mesure au nombre de personnes que chacun emploie, les riches ont tous « leurs » pauvres. Pas une famille aisée qui ne paie, qui les études de l'enfant du chauffeur, qui les médicaments du cousin du concierge, ou fait travailler en surmarché l'un ou l'autre. Enfin, les trois quarts en moyenne des Libanais ont au moins un parent à l'étranger, dont les versements en devises constituent une aide indispensable.

Mais la méthode à ses limites, et sans des mesures de réformes profondes du système économique et financier de nature à inspirer la confiance, rien ne pourra être fait. Car, les experts en conviennent : la cause de l'effondrement de la monnaie libanaise tient en grande partie aux erreurs de gestion d'un gouvernement incompétent et corrompu. « Les politiques doivent comprendre qu'on ne peut dépenser sans compter, alors que les rentrées financières sont dérisoires », affirme un responsable de la Banque centrale qui poursuit : « Sur 1 500 milliards de livres libanaises dépensés par l'Etat, les revenus fiscaux n'ont pas dépassé 350 milliards ». « La priorité devrait être la reconstruction d'une administration, en particulier au ministère

des finances », renchérit un autre, qui souligne que « l'Etat ne possède pas même un recensement des contribuables ». La réforme de l'administration au profit de personnes compétentes — qui ne manquent pas — se heurte toutefois au confessionnalisme, seul critère réel d'attribution des postes, les responsables politiques se comportant d'abord comme défenseurs des « droits » de leur communauté.

Répondue à tous les niveaux de l'Etat et de la société, la corruption entraîne une perte de confiance générale et freine en définitive toute mesure qui pourrait supprimer des avantages particuliers. « Dans mon immeuble, raconte ainsi un avocat, les vingt-deux locataires paient chacun 50 dollars par mois d'abonnement à un gros générateur, dont est propriétaire un employé de la compagnie d'électricité. Pourquoi celui-ci chercherait-il à améliorer la distribution publique alors qu'il y perdrait gros ? » Pour pratiquement tous les services, un système privé de remplacement a été mis en place, qui profite aux plus dévoués, quitte à ce qu'ils versent des compensations aux fonctionnaires concernés.

Il est vrai aussi que les aides à la reconstruction promises au Liban dans l'euphorie des accords de Taëf ne sont pas venues, sous des prétextes divers et pas toujours convaincants.

FRANÇOISE CHIPAUX

## Beyrouth demande à la France de rappeler le général Aoun au « devoir de réserve »

A la suite de déclarations du général Michel Aoun à la presse française, le ministre libanais des affaires étrangères a convoqué, mardi 12 mai, l'ambassadeur de France à Beyrouth, M. Daniel Hénin, pour lui rappeler que le général Aoun était assailli au « devoir de réserve » et qu'il convenait d'appliquer aux « conditions de son hôte » le « devoir de réserve ».

Dans une déclaration à RFI, le général Aoun avait demandé lundi à la communauté internationale de « s'abstenir de fournir toute aide financière au Liban aussi longtemps que durera l'occupation étrangère (syrienne et israélienne) de ce pays ». Dans un communiqué, le général, qui a aussi adressé un point de vue au *Monde* (le 13 mai), avait par ailleurs dénoncé « la tenue d'élections sous la menace des forces étrangères d'occupation ».

**Raid de l'aviation israélienne** contre des bases du Hezbollah. — L'aviation israélienne a effectué dans la nuit du mardi 12 au mercredi 13 mai deux raids successifs contre des bases du Hezbollah pro-iranien dans le massif de l'Iqlim at-Toufah, faisant face à la « zone de sécurité » occupée par Israël au Liban sud. Le Hezbollah a affirmé qu'il ne déplorait aucune victime. Le dernier raid effectué par l'aviation israélienne dans cette région sud remonte au 19 février et avait visé également des positions du Hezbollah. — (AFP.)



مكتبة النور

## AFRIQUE

SOMALIE : alors que la capitale a retrouvé un calme précaire

### La guerre civile ravage le sud du pays

Des centaines de corps en décomposition parsèment le désert autour de la petite ville de Camama, à quelques dizaines de kilomètres de Kismayo, la ville portuaire du sud de la Somalie. Si, après des mois de combats sanglants, un semblant de normalité est revenu dans Mogadiscio, c'est maintenant le sud du pays qui est touché par la guerre civile.

Après avoir pris le contrôle d'une partie de la capitale, la faction du Congrès somalien unifié (CSU) dirigée par le général Mohamed Farah Aidid tente d'étendre son influence au-delà de Mogadiscio, en s'attaquant aux clans du Sud, regroupés au sein du Mouvement patriotique somalien (MPS). « Il y a eu des combats violents. Nous avons tué au moins trois cents membres du CSU et nous avons nous-mêmes subi de lourdes pertes », affirme à la fin de la semaine dernière le chef du MPS, le général Mohamed Said Hersi, selon lequel l'« agresseur » a été repoussé.

Des milliers de personnes qui ont fui la capitale se sont réfugiées à Kismayo, où mosquées et églises ont été converties en abris de fortune. La ville portuaire a elle-même été considérablement endommagée par les combats. « Il y a seize mois, la région alimentait en bananes et en fruits tout le pays, elle exportait également ; elle avait de grandes usines ; maintenant tout cela est détruit », constate le général Hersi.

Pour le chef du MPS, les Nations unies, qui ont réussi à négocier un précaire cessez-le-feu entre les deux factions du CSU qui se battaient dans la capitale, doivent maintenant prendre en compte les forces en présence dans le Sud : « La paix en Somalie n'est pas seulement l'affaire de ceux qui sont dans la capitale ; si toutes les factions ne sont pas directement consultées, il y a peu d'espoir de trouver rapidement une solution pacifique. » — (Reuters)

## TUNISIE

### Crise ouverte au sein du principal parti d'opposition

TUNIS

de notre correspondant

La crise qui couvait depuis longtemps au sein de la direction du Mouvement démocratique socialiste (MDS), le principal parti de l'opposition, a éclaté au grand jour. Le conseil national du MDS a annoncé, lundi 11 mai, qu'il avait « suspendu les activités » de trois des quinze membres de son bureau politique, dont le secrétaire général, M. Mustapha Ben Jafar, en attendant leur comparution devant un conseil de discipline.

M. Ben Jafar et ses partisans, non seulement au bureau politique mais aussi parmi la base, reprochaient — parfois publiquement — au président du MDS, M. Moha-

med Moada, certaines initiatives personnelles et sa trop grande complaisance à l'égard du pouvoir. Les sanctions, a expliqué mardi M. Moada au journal du gouvernement *la Presse*, sont motivées par une action tendant en réalité à « déstabiliser le parti » et par des déclarations « diffamatoires » à l'égard de certains de ses dirigeants.

En fait, cette crise apparaît surtout comme une querelle de personnes. Elle remonte à juillet 1989, lorsque le congrès du MDS a choisi M. Mohamed Moada comme président, plutôt que M. Ben Jafar qui était lui aussi candidat à ces fonctions.

M. D.

## MAURICE

### Polémique autour d'un billet de banque à l'effigie de l'épouse du premier ministre...

PORT-LOUIS

de notre correspondant

La mise en circulation, par la banque de Maurice, d'un billet de vingt roupies à l'effigie de l'épouse du premier ministre, M. Anerood Jugnauth, a provoqué une vive polémique.

Le jour de l'émission du billet, le 20 avril, le gouvernement était l'anniversaire de M. Jugnauth, en présence du corps diplomatique. Selon la presse mauricienne et l'opposition travailliste, dirigée par M. Navin Ramgoolam (fils de Sir Seewoosagur Ramgoolam, le « père » de l'indépendance), la coïncidence des deux événements n'est pas le fruit du hasard, mais le résultat d'une campagne de réactions provoquées par cette affaire, le premier ministre n'aurait pas reconnu son erreur devant le Parlement, le 24 avril. Il a tenté de rejeter la responsabilité de l'affaire sur le gouverneur de la Banque de Maurice ainsi que sur son ancien ministre des finances, M. Vishnu Lutchmeemareedoo, qui l'aurait incité à émettre un billet représentant son épouse, notamment pour marquer le rôle de la femme au sein de la société mauricienne.

La polémique a fragilisé la coalition gouvernementale, des ministres appartenant au Mouvement militant mauricien n'ayant pas caché leur irritation face à la « maladresse » de M. Jugnauth, du Mouvement socialiste mauricien. Ce dernier, estimant les observateurs, aurait surtout tort de trop céder aux sirènes de ses « courtisanes » et de perdre de plus en plus le contact avec le pays profond.

ALIX DJOUD

## TOGO

### Les formations politiques doivent observer une « pause »

Selon un communiqué conjoint, les autorités de la transition au Togo ont proposé, mardi 12 mai, une « pause momentanée » des activités des partis politiques, qui doivent « confier leurs efforts pour réaliser un désarmement effectif des individus et des milices ».

Sans en préciser la durée, le président Gnassingbé Eyadéma, le premier ministre de transition Joseph Kokou Koffigoh et le président du Haut Conseil de la République (HCR, assemblée provisoire), Mgr Philippe Kpodaro, ont décidé cette pause, qui devrait permettre à l'« état d'urgence » de cesser et de permettre de définir « un code de conduite » pour « régir le déroulement normal des activités politiques ».

Évoquant un climat de « psychologie généralisée », les trois responsables ont invité « les populations à garder leur calme ». Depuis la tentative d'attentat contre M. Giscard d'Estaing (le Monde des 7 et 8 mai), les violences entre militants du Rassemblement du peuple togolais (RPT, ex-parti unique) et détracteurs du général Eyadéma ont fait au moins deux morts et vingt blessés, selon des bilans officiels. — (AFP)

## NIGER

### Trêve et négociations avec la rébellion touarègue

Le gouvernement nigérien et les dirigeants de la rébellion touarègue ont conclu une trêve de quinze jours, qui doit entrer en vigueur le 15 mai, selon un communiqué conjoint rendu public mardi 12 mai à Niamey, qui annonce également des négociations « pour un juste règlement de la situation du nord ».

Ce communiqué précise que les deux parties « sont convenues que l'Algérie et la France prêtent leurs bons offices en vue de la consolidation de processus de paix ». Cet accord fait suite à une visite du premier ministre de transition, M. Amadou Cheffou, en Algérie. Le gouvernement algérien avait joué un rôle important de médiateur dans les négociations qui ont abouti à un accord en avril entre la rébellion malienne et les autorités de Bamako.

Selon une source sûre nigérienne, Niamey a demandé à Paris de lui proposer une personnalité qui servirait de médiateur, en compagnie d'un représentant d'Alger, étant entendu qu'il ne pourrait s'agir de M. Edgard Pisani. Celui-ci avait joué un tel rôle au Mali, ce qui avait suscité des critiques à Alger. Au cours des sept derniers mois, la rébellion et la répression ont fait trente morts (quinze dans chaque camp). Le Front de libération de l'Aïr et de l'Azawad (FLAA) détent vingt-neuf militaires ou fonctionnaires.

## LE MONDE diplomatique

Mai 1992

- NOUVEL ORDRE, RÉBELLIONS, NATIONALISMES : Un monde à reconstruire, par Ignacio Ramonet. — Un formidable enchevêtrement de l'organisation internationale, par Jacques Decroix. — Nouveaux pré-à-porter idéologiques, par Armand Mattelot. — La grande métamorphose urbaine, par Thierry Paquot. — Crise du sens et tentation totalitaire, par Alain Bihl. — Triomphe, fragile déconstruit, par Christian de Brie. — L'Occident saisi par la violence des replis identitaires, par Georges Corm. — L'ardente obligation de préserver le futur, par Bernard Cassen. — De l'islam et de la modernité, par Alain Gresh.
- LIBYE : L'ONU, le droit et la poigne américaine, par Gérard de la Pradelle.
- RUSSIE : L'islam comme ferment des nationalismes, par Alexei Malashenko.
- IRAN : A la recherche d'une politique régionale, par Ahmed Farouqy.
- EL SALVADOR : Des lendemains incertains, par James Le Moyne.
- IDÉES : Penser l'universel, par Philippe Videtier.
- LITTÉRATURE : La Corée et ses héros défigurés, par Patrick Maurus.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

## LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

61 rue Froidevaux 75014 Paris

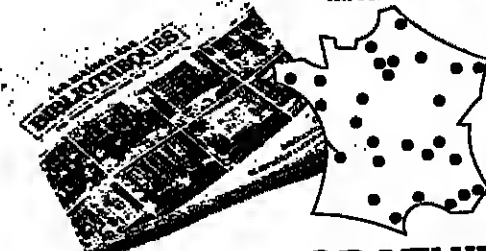


Bibliothèques "Ligne Standard" Acajou - Près de 200 modèles - 12 hauteurs - 4 largeurs - 4 profondeurs - 13 autres versions de teintes et placages d'essences véritable.

### Du meuble traditionnel... au meuble contemporain.

500 modèles  
17 lignes et styles  
85 versions (coloris, teintes ou essences de bois)

VISITEZ NOS MAGASINS



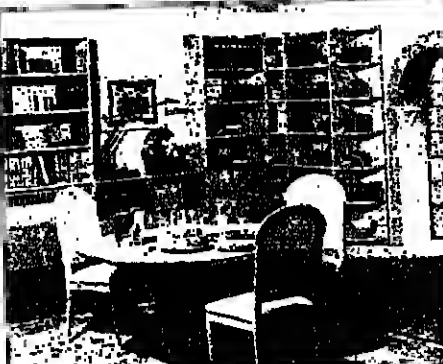
### CATALOGUE GRATUIT dans nos magasins

PARIS : 61, rue Froidevaux (14<sup>e</sup>)

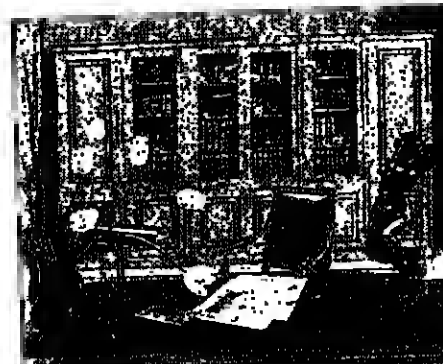
Magasin ouvert du lundi de 14h à 19h30 et du mardi au samedi inclus de 9h30 à 19h30 sans interruption.  
RER : Denfert Rochereau - Métro : Denfert Rochereau - Gare - Edgard Quinet - Autobus : 28, 38, 58, 68 - SNCF : Gare Montparnasse.

ARPAJON : 13, Route Nationale 20 (200 m avant la sortie Arpaçon-centre). Tél. 01.69.05.47.  
VERSAILLES : 64-70, rue des Chantiers. Tél. 01.30.53.66.09.  
ANGERS : Espace Sarno. 82, av. du Général-Patton. Tél. 01.41.48.44.99.  
BIARRITZ : 11, rue des Halles. Tél. 05.24.08.74.  
BORDEAUX : 10, rue Bouffard. Tél. 05.44.39.42.  
BRIVE (Point Expo) : 30, rue Louis-Labrousse. Tél. 05.74.07.32.  
CLERMONT-FERRAND : 22, rue G.-Clemenceau. Tél. 03.73.97.06.  
DIJON : 100, rue Monge. Tél. 03.85.02.45.  
ORANGUENAN (Point Expo) : ZAC de Saint-Hermentaire. Tél. 04.67.33.19.  
GRENOBLE : 58, rue Saint-Laurent. Tél. 03.37.42.55.75.  
LILLE : 88, rue Esquermois. Tél. 03.20.55.69.39.  
LIMOGES : 57, rue Jules-Norcia. Tél. 05.78.15.42.  
LYON : 8, rue de la République (métro Hôtel-de-Ville / Louis-Pradel). Tél. 04.78.28.38.51.  
MARSEILLE : 109, rue Paradis (métro Estrangin). Tél. 01.67.90.54.  
MONTPELLIER : 8, rue Sébastien (gare). Tél. 04.76.19.32.  
NANCY : 5, rue Saint-Michel (face St-Epvre). Tél. 03.32.84.84.  
NANTES : 16, rue Gambetta (près rue Coumiers). Tél. 02.40.74.59.35.  
NICE : 2, rue Offenbach. Tél. 03.88.84.55.  
PAU : 27, rue Henri-Falsens. Tél. 05.30.20.41.  
PERPIGNAN : 17, cours Lazare-Escarquié. Tél. 03.35.81.54.  
POTIERRE : 42, rue du Moulin-à-Vent. Tél. 04.41.88.48.  
QUIMPER (Point Expo) : Idées Maisons, 17, av. de la Libération. Tél. 09.90.63.23.  
RENNES : 59, bd de la Tour-d'Auvergne. Tél. 09.30.59.07.  
ROUEN : 43, rue des Chantiers. Tél. 03.57.19.22.  
SAINT-ETIENNE : 40, rue de la Montat. Tél. 07.72.51.48.  
STRASBOURG : 11, rue des Bouchers. Tél. 03.88.73.78.  
TOULOUSE : 1, rue des Trois-Renards (près place Saint-Serni). Tél. 05.62.22.40.  
TOUR : 5, rue Henri-Barbousse (près des Halles). Tél. 02.38.63.66.

Magasin ouvert du mardi au samedi inclus  
par téléphone 24 h / 24  
(1) 43 20 73 33  
OU AVEC CE BON ►



Bibliothèques "Ligne Standard" (version Frêne Naturel).



Bibliothèques "Rialto" - 12 modèles - Toutes hauteurs de 2,15 à 2,40 m - 2 largeurs - 1 profondeur - 3 versions.



Bibliothèques "Ligne Or" - 30 modèles - 4 hauteurs - 2 largeurs - 5 profondeurs - 6 versions.

### BON POUR UN CATALOGUE GRATUIT

A renvoyer à :  
La Maison des Bibliothèques 75080 Paris Cedex 14.  
J'aimerais recevoir rapidement et gratuitement votre dernier catalogue complet sur tous vos modèles de bibliothèques, avec tarif et liste des magasins, sans aucun engagement de ma part. (M 76)

Mr, Mme, Mlle  
Prénom  
Adresse  
Code postal  
Ville  
Tél.  
Profession



## AMÉRIQUES

## CANADA

## L'affaire Morin pèse sur les préparatifs du référendum au Québec

MONTRÉAL

de notre correspondant

L'ancien ministre québécois de la justice, M. Marc-André Béard, a confirmé, mardi 12 mai, que M. Claude Morin, son collègue au gouvernement de M. René Lévesque (indépendantiste, au pouvoir de 1976 à 1985) lui avait révélé au début de 1977 son rôle d'informateur payé par les services canadiens de contre-espionnage. Après cinq jours de suspense, M. Béard s'est porté au secours de M. Morin, dont il a largement entretenu le récit d'agent double amateur (*le Monde* du 9 mai).

A l'époque, « j'ai exprimé à M. Morin mon désaccord sur les moyens employés, notamment sur la question des dédommagements qu'il avait acceptés », a expliqué M. Béard. « Mais j'ai aussi tenu à lui faire part que je n'avais aucun doute sur sa loyauté dans la défense des intérêts du Québec », a ajouté l'ex-ministre, pour qui « cette affaire offre une opportunité de réévaluation des relations diplomatiques ».

M. Morin, grande figure du Parti québécois (PQ, indépendantiste), dont il fut l'un des principaux stratèges constitutionnels, et responsable diplomatique, a admis le 5 mai, à la suite d'une enquête de la chaîne nationale de télévision Radio-Canada, avoir été recruté à la fin de 1974 par le service de sécurité de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il a affirmé n'avoir jamais fourni aucun renseignement sur le PQ ni sur son gouvernement au cours de la longue série d'entretiens rémunérés qu'il a eus avec les agents de la GRC entre 1975 et 1977.

Entretiens où il se rendait « pour apprendre des choses » et qui portaient uniquement selon lui sur les agissements au Québec de ressortissants étrangers que la GRC soupçonnait de vouloir infiltrer le mouvement indépendantiste québécois pour le compte des services secrets français, soviétiques ou cubains.

## ÉTATS-UNIS

## Quatre Noirs arrêtés pour le passage à tabac d'un camionneur blanc lors des émeutes de Los Angeles

La police de Los Angeles et le FBI ont appréhendé mardi 12 mai avant l'aube quatre Noirs soupçonnés d'avoir, au début des émeutes de Los Angeles, extrait de son véhicule et violemment battu un camionneur blanc, Reginald Denny. La scène, d'une extrême violence, a été diffusée à la télévision. Le président Bush y avait fait allusion dans son allocution à la Nation le 1<sup>er</sup> mai au soir.

Selon le bureau du procureur, les hommes du FBI et d'une unité spéciale de la police ont effectué une opération en six endroits du quartier de South Central (le plus dévasté par les émeutes) mardi à 2 heures 30 du matin. C'est le chef controversé de la police de Los Angeles, qui était présent et a lui-même passé les menottes à un des suspects.

□ M. George Bush et Bill Clinton valant leurs des premières de Virginie occidentale et du Nebraska. Le président George Bush, chez les républicains, et le gouverneur de l'Arkansas Bill Clinton, côté démocrate, ont remporté mardi 12 mai, les élections primaires de Virginie-Occidentale et du Nebraska. Les deux hommes sont assurés, sauf accident, de s'affronter lors de l'élection présidentielle de novembre qui verra peut-être un troisième homme en lice, le milliardaire texan Ross Perot, qui envisage très sérieusement de déposer une candidature indépendante. — (AFP)

□ Exécution en Floride de l'auteur du viol et de l'assassinat d'une étudiante. — Nollie Martin, un homme de quarante-trois ans reconnu coupable du viol et de l'assassinat d'une étudiante de dix-neuf ans en 1977, a été exécuté mardi 12 mai au matin sur la chaise électrique du pénitencier de Starke, en Floride. La Cour suprême avait rejeté lundi le recours déposé par l'accusé, arguant de son irresponsabilité en raison de troubles mentaux. Un tribunal avait estimé en 1988 que Nollie Martin simulait la folie. Celui-ci avait pris en otage sa victime pendant un lunch, puis l'avait violée, étranglée et poignardée. — (AP)

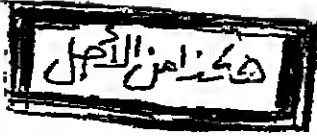
Les récits des deux anciens ministres diffèrent cependant sur un point important. M. Morin soutient avoir informé M. Lévesque de ses contacts avec la GRC dès 1975. M. Béard dit avoir été interrogé à ce sujet en novembre 1981 par M. Lévesque, qui venait, selon lui, d'en être averti. Le premier ministre lui aurait alors fait part de « son désaccord sur les méthodes utilisées par M. Morin ».

M. Béard a conservé son portefeuille ministériel mais M. Morin a démissionné peu après, geste qu'il a toujours présenté comme une initiative personnelle motivée par l'échec de sa stratégie constitutionnelle. Du côté de l'aile radicale du PQ, on a toujours douté de la ferveur indépendantiste de M. Morin, le bruit a couru que M. Lévesque avait en fait exigé sa démission. C'est aussi à cette fraction du parti que s'apparente la poignée de députés péquistes qui, peu après l'intervention de M. Béard, ont réclamé que M. Morin démissionne ou soit exclu du parti.

La direction du parti, comme l'ensemble de la classe politique, a toutefois adopté une attitude plus attentive. Le président et le vice-président du PQ, MM. Jacques Parizeau et Bernard Landry, s'entendent à la ligne officielle adoptée au lendemain des révélations de M. Morin : le fait d'avoir reçu de l'argent de la GRC est « inacceptable », mais il n'y a pas lieu de passer de plus amples jugements ou de prendre une quelconque sanction avant que toute la lumière soit faite sur cette affaire.

Et dans le contexte des négociations constitutionnelles en cours au Canada et du référendum sur la souveraineté qui doit se dérouler au Québec en octobre, c'est Ottawa qui pose, comme M. Béard, la question : « A qui profite le crime ? ».

CATHERINE LECORTE



## DIPLOMATIE

## A Strasbourg

## La reine d'Angleterre a défendu « l'équilibre trouvé à Maastricht »

La reine Elizabeth II a rendu visite pour la première fois, mardi 12 mai, aux institutions européennes qui siègent à Strasbourg. Devant les élus européens, la souveraine britannique a jugé que « c'était l'équilibre nécessaire qui avait été trouvé à Maastricht ».

STRASBOURG

de notre correspondant

Les cinq cent dix-huit représentants de l'hémicycle européen attendaient depuis 1988 la venue de Sa Grâce la Reine Elizabeth II (conservateur britannique), alors président de l'Assemblée communautaire, avait lancé une invitation officielle, mais M<sup>me</sup> Margaret Thatcher s'y était opposée.

Depuis le mardi 12 mai, l'écoulement a été réparé, et ainsi le Parlement peut s'entretenir d'avoir reçu tous les monarques et présidents de la République des Douze. Vêtue d'un manteau d'un

bleu roi proche de celui du drapeau européen et coiffée d'un chapeau de même couleur, Elizabeth II a ainsi pu rendre hommage à un « Parlement dont l'importance ne cesse de croître », tout en n'oubliant pas de saluer Strasbourg, « symbole triomphant de la réconciliation de la France et de l'Allemagne, que les pères fondateurs de la Communauté considéraient comme un préalable à une grande paix européenne ». Pour faire bonne mesure, la souveraine a non seulement cité Winston Churchill mais également Jean Monnet (en français).

Après avoir tiré les leçons du traité de Maastricht, qui renforce « la capacité des Européens d'agir sur une base européenne lorsque la nature même d'un problème exige une réponse européenne », la reine a consacré une large partie de son discours aux nouvelles adhésions à la CEE. Elizabeth II n'a aucun doute sur les conclusions à tirer du débat, cher aux Français, entre élargissement et approfondissement : « Chaque fois que la

Communauté s'est élargie, elle s'est renforcée par la même occasion. » Dans ces conditions, les Douze ont d'autant moins à craindre l'arrivée d'Etats supplémentaires : « Nous avons aujourd'hui une entité dynamique qui peut accueillir de nouveaux membres, tout en offrant au monde extérieur les liens de l'amitié et de la coopération. »

La boîte de Pandore...

C'est avec humour que la reine a évoqué la concurrence entre le Parlement du Royaume-Uni et celui de Strasbourg : « Les députés britanniques n'auront certainement pas manqué d'apporter aux délibérations de cette Assemblée le ton vigoureux des débats de Westminster ; style qui peut être celui de l'affrontement, ainsi que certains de mes oncles l'ont constaté. » Mais, a-t-elle ajouté, les différences de style et d'opinion sont insignifiantes par rapport à la vocation affirmée des Européens (...) pour la réconciliation et la démocra-

tie. » Dans sa brève allocution devant le Conseil de l'Europe, Elizabeth II a également chéri l'humour pour saluer la tâche accomplie par l'institution des droits de l'homme.

La reine a cité Ernest Bevin, ministre britannique des affaires étrangères de 1945 à 1951, « réputé pour ses qualités d'homme d'Etat européen mais moins pour sa culture littéraire », qui aurait dit : « Si vous ouvrez cette boîte de Pandore, vous la trouverez pleine de chenilles de Tripe. »

MARCEL SCOTTO

## En Grande-Bretagne, les anti-européens relancent la controverse

Le discours prononcé par la reine Elizabeth II à Strasbourg a servi de prétexte à une nouvelle fronde anti-européenne de la part de l'aile droite du Parti conservateur.

LONDRES

de notre correspondant

On ne saura probablement jamais le fin mot de l'histoire : les « fuites » relatives à la première ébauche du discours que la souveraine a prononcé devant l'Assemblée communautaire, étaient-elles des déclarations ou des déclarations ? Toujours est-il que certaines expressions de ce texte, reprises et amplifiées par la presse, ont provoqué mardi une nouvelle controverse européenne. L'exercice a beau paraître risqué, dès que le discours a été lu, M. Major affiche une conviction un tant soit peu « communautaire », les gardiens de la flamme « antifédéraliste » du Parti conservateur se mobilisent pour dénoncer un abandon de l'indépendance au détriment de Westminster.

L'affaire est moins anodine lorsqu'on la replace dans son contexte, c'est-à-dire en préface à la ratification du traité de Maastricht par la Chambre des communes. M. Major y bénéficie d'une majorité absolue qui se situe à 21 voix, soit un nombre à peu près équivalent à celui des parlementaires du Parti conservateur qui sont susceptibles d'entrer en rébellion contre la direction de leur parti. Les discours à caractère politique de la souveraine — à plus forte raison ceux qui impliquent une prise de position internationale de la Grande-Bretagne — sont censés être inspirés (c'est un euphémisme) par le Foreign Office, ou par Douglas Hurd.

Mardi soir, Buckingham Palace assure que cette règle avait été respectée, alors que les services du premier ministre, tout en reconnaissant

que des « fuites » avaient bien eu lieu, déclarent avoir quelque responsabilité dans cette affaire. Selon ces indiscrétions, la reine cette fois, d'une plus grande ouverture européenne ne semble guère faire de doute. D'autant que l'échec électoral passé, il peut se considérer aujourd'hui plus libre de ses choix politiques, notamment vis-à-vis de son pédoncule et de ses partisans.

M<sup>me</sup> Thatcher doit prononcer vendredi, à La Haye, un discours qualifié par ses proches de « provocant », ce qui signifie vigoureusement hostile à l'élargissement des pouvoirs de la Communauté.

S'il semble peu probable que la ratification du traité soit menacée (les démocrates-libéraux, et surtout le Labour, pouvant difficilement renier leurs professions de foi pro-européennes), dans bien d'autres domaines la Grande-Bretagne va affronter, une fois de plus, ses partisans. Le contenu le plus délicat concerne la question de la suppression des frontières européennes, à partir de janvier 1993, qui correspond au principe de la « libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux », prévu par l'acte instituant le Marché commun.

Londres est opposé à la suppression des contrôles frontaliers (acceptée par les onze autres pays de la CEE), à l'entrée en Grande-Bretagne. « Nous acceptons que les citoyens de la Communauté puissent voyager librement mais, naturellement, nous devons vérifier que ce sont des citoyens européens », résume M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office. Mais d'autres contentieux subsistent entre la Grande-Bretagne et ses partenaires, dont les moindres ne sont pas ceux de l'augmentation du budget européen et de la suppression du rabais financier dont bénéficie la Grande-Bretagne.

La controverse est révélatrice du climat politique qui attend M. Major avant la ratification du traité de Maastricht par le Parlement de Westminster, et à quelques

semaines de la présidence britannique — à partir du 1<sup>er</sup> juillet — de la Communauté européenne. Que le premier ministre ait voulu, avant cette date, faire entendre d'une plus grande ouverture européenne ne semble guère faire de doute. D'autant que l'échec électoral passé, il peut se considérer aujourd'hui plus libre de ses choix politiques, notamment vis-à-vis de son pédoncule et de ses partisans.

M<sup>me</sup> Thatcher doit prononcer vendredi, à La Haye, un discours qualifié par ses proches de « provocant », ce qui signifie vigoureusement hostile à l'élargissement des pouvoirs de la Communauté.

S'il semble peu probable que la ratification du traité soit menacée (les démocrates-libéraux, et surtout le Labour, pouvant difficilement renier leurs professions de foi pro-européennes), dans bien d'autres domaines la Grande-Bretagne va affronter, une fois de plus, ses partisans. Le contenu le plus délicat concerne la question de la suppression des frontières européennes, à partir de janvier 1993, qui correspond au principe de la « libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux », prévu par l'acte instituant le Marché commun.

Londres est opposé à la suppression des contrôles frontaliers (acceptée par les onze autres pays de la CEE), à l'entrée en Grande-Bretagne. « Nous acceptons que les citoyens de la Communauté puissent voyager librement mais, naturellement, nous devons vérifier que ce sont des citoyens européens », résume M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office. Mais d'autres contentieux subsistent entre la Grande-Bretagne et ses partenaires, dont les moindres ne sont pas ceux de l'augmentation du budget européen et de la suppression du rabais financier dont bénéficie la Grande-Bretagne.

LAURENT ZECCHINI

## Avant le sommet de La Rochelle

## La Belgique décidera dans quelques semaines de sa participation au corps franco-allemand

Au ministre français de la défense, M. Pierre Joxe, qui lui a rendu une visite de quelques heures à Bruxelles, mardi 12 mai, le ministre belge de la défense, M. Leo Lacroix, a dit que son pays déciderait « dans les prochaines semaines » de sa participation éventuelle au projet de corps franco-allemand.

La Belgique, avant de donner sa réponse, insiste pour que le lien entre cette formation de 35 000 hommes — autour d'une division blindée française outre-Rhin, d'une division blindée et mécanisée allemande et de la brigade mixte existante — et l'Union de l'Europe occidentale (UEO) soit clairement défini.

Les Français et les Allemands ont proposé à d'autres pays européens de se joindre à ce projet, qui sera examiné lors du prochain sommet franco-allemand de La Rochelle (le *Monde* du 13 mai). Outre la Belgique, l'Espagne, la Luxembourg et les Pays-Bas sont intéressés. Plus récemment, le

Royaume-Uni a été tenu informé lors des entretiens, les 4 et 5 mai, de M. Joxe avec son homologue britannique et de l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major français des armées, avec Sir Richard Vincent, son interlocuteur britannique, qui est en même temps le président du comité militaire de l'alliance atlantique.

Présenté comme l'embryon d'une éventuelle force européenne, le corps franco-allemand, dont le PC serait à Strasbourg, a trois missions : 1) la défense commune des alliés ; 2) l'action en situation de crise dans le cadre de l'Union européenne de Maastricht et de l'UEO (devenus le bras armé de l'union politique) ; 3) des interventions à caractère humanitaire.

Dans le cadre de la défense commune des alliés, le corps franco-allemand pourra être placé sous contrôle opérationnel temporaire (et non pas automatique) du commandement militaire de l'Alliance atlantique. Ce peut être considéré comme une concession de l'Alle-

magne à la France, puisque les forces allemandes (à l'exception des unités territoriales) sont traditionnellement sous commandement intégré de l'OTAN. La France a retiré, en effet, ses forces armées des commandements intégrés alliés en 1966 et, depuis, elle les place, sur sa seule initiative, sous le contrôle opérationnel (qui est un lien préservant son autonomie de décision sur le terrain) soit d'un corps d'armée allemand, soit d'un commandement de l'OTAN.

□ LIBYE : l'ambassadeur de l'ONU n'a pas réussi à convaincre le colonel Kadhafi. — L'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Vladimir Petrovsky, a quitté Tripoli mardi 12 mai, sans avoir obtenu de la Libye qu'elle livre deux de ses agents soupçonnés d'être les auteurs de l'attentat de Lockerbie. — (AP)

## En préface au référendum

## Le Parlement danois a ratifié les accords

COPENHAGUE

de notre correspondant

Le Parlement danois (le Folketing) a ratifié les accords de Maastricht, mardi 12 mai, en troisième lecture, à l'issue d'un long débat de sept heures entièrement retransmis par la radio. Cette ratification a recueilli une large majorité (130 voix contre 25 et 20 abstentions) ; les députés du Groenland et des îles Féroé n'ont pas pris part à ce scrutin puisque leurs territoires sont restés hors de la CEE.

Les conservateurs, les libéraux (représentés dans la coalition gouvernementale), le centre démocrate, les radicaux et trois des quatre députés chrétiens-populaires ainsi que tous les sociaux-démocrates ont voté pour la ratification. Les socialistes-populaires (extrême gauche), le Parti du progrès (extrême droite) et un député chrétien-populaire ont voté contre. Toutefois, les cinq systèmes de voix exigés par la Constitution du royaume en un tel cas (dilatation du souveraineté) n'ont pas été atteints. Le référendum reste donc indispensable pour la ratification.

CAMILLE OLSEN

## A Genève

## M. Georges Kiejan a rendu hommage au travail des ONG

GENÈVE

de notre correspondant

La longue journée passée le 12 mai à Genève par M. Georges Kiejan, ministre délégué aux affaires étrangères, a été considérée comme un signe probant de l'intérêt croissant que la France porte aux problèmes des droits de l'homme dans le monde.

Le ministre s'est longuement entretenu avec M. Antoine Blanes, secrétaire général adjoint de l'ONU pour les droits de l'homme et a examiné avec les responsables du centre des droits de l'homme, les mécanismes de protection, de contrôle et d'assistance technique aux pays en voie de démocratisation. Dans une allocution qu'il a prononcée devant les représentants des organisations non gouvernementales (ONG), le ministre a déclaré : « Je voudrais d'abord réaffirmer ici ma conviction que votre rôle aux Nations unies dans le domaine des droits de l'homme est indispensable. »

M. Kiejan a rappelé que les ONG « sont à l'origine d'une grande partie des résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations unies », et qu'elles ont joué un rôle important dans l'élaboration d'un instrument juridique assurant les « disparitions forcées » aux crimes contre l'humanité.

I. V.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

DES Livres



terre a defendu  
e a Maastricht

ni europeens  
nerse

logues sembler  
a franco-alleman

سكس النزل

# POLITIQUE

Le débat sur le traité de Maastricht à l'Assemblée nationale

## Les députés ont adopté à une large majorité le projet de révision constitutionnelle

Les députés ont adopté en première lecture, mercredi 13 mai, par 398 voix contre 77 et 99 abstentions, le projet de révision constitutionnelle insérant dans la loi fondamentale un nouveau titre, « Des Communautés européennes et de l'Union européenne », rendu nécessaire par la ratification des accords de Maastricht. L'exception d'irrecevabilité défendue dans la nuit du 5 au 6 mai par M. Philippe Séguin, sur laquelle les opposants au traité s'étaient comptés une première fois, avait recueilli 101 voix.

Après un examen difficile du projet en commission des lois, où le RPR et l'UDF avaient durci leur position, le gouvernement a su retourner la situation à son avantage. Il a d'abord fait preuve de souplesse en acceptant de tenir compte des propo-

sitions de l'opposition. Il a ainsi accueilli favorablement des amendements sur quatre points : la reconnaissance constitutionnelle que « la langue est la langue de la République », la réécriture du titre XIV en « Des Communautés européennes et de l'Union européenne », une meilleure association du Parlement français au processus de prise de décision communautaire et une meilleure définition de l'Union européenne.

En plus de ces quatre amendements présentés en commun par les groupes de l'opposition, le gouvernement a accepté qu'une loi organique détermine les conditions d'application de l'article relatif au droit de vote et à l'éligibilité des ressortissants communautaires aux élections municipales. Ce n'est pas un hasard si cette proposition

émanait de M. Alain Lamassoure (Pyrénées-Atlantiques), porte-parole de l'UDF pour les questions européennes. L'intention du gouvernement était clairement de donner des gages de bonne volonté à l'UDF.

Les pro-européens du RPR n'ont pas pour autant été oubliés puisqu'ils ont pu voir leurs inquiétudes apaisées au sujet de la validité du compromis de Luxembourg. M. Pierre Bérégovoy leur a affirmé que « la France n'a jamais renoncé et ne renoncera pas au droit de protéger, en cas de crise grave, ses intérêts fondamentaux ». Comme l'ambiguïté n'était pas complètement levée aux yeux de certains, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a répété : « Il n'existe

aucun gouvernement qui accepterait qu'un intérêt vital, dans un débat communautaire, puisse être sacrifié d'une quelconque façon. Le gouvernement ne faillira pas à cette règle qui est une règle d'honneur ».

La réaffirmation solennelle d'un tel engagement a produit un effet positif chez les « modérés » du RPR. Pour le reste, on retiendra la grande confusion qui a régné dans les rangs de l'opposition. Les tensions au sein du RPR, et entre celui-ci et l'UDF, n'ont pas cessé de se manifester au fil des débats. L'esprit de conciliation affiché par le gouvernement n'avait pas d'autre objectif que d'accuser tous ces clivages.

FRÉDÉRIC BOBIN

M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne) a ouvert la séance en constatant que la commission des lois, dont il est le rapporteur, ait « systématiquement rejeté les amendements de l'opposition », comme le proche lui en avait été fait. Il a rappelé que, sur un total de quatre-vingt-six amendements, la commission avait retenu trois des quatre amendements communs déposés par l'opposition. Les autres ont été rejetés, et il a indiqué, soit « parce qu'ils contenaient une limitation ou un frein à la ratification du traité de Maastricht » (quarante-deux) soit « parce qu'ils n'avaient aucun rapport avec l'objet du texte » (quatre).

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a enchaîné en contestant un geste à l'adresse de l'opposition, il a annoncé que le gouvernement était « prêt à poursuivre la discussion » sur le quatrième amendement commun de l'opposition, qui stipule que « la France participe à la Communauté européenne et à l'Union européenne, dont les États membres ont choisi librement d'exercer en commun certaines de leurs compétences », sous réserve d'en remettre la rédaction.

L'examen proprement dit des amendements a débuté avec celui défendu par M. Alain Peyrefitte. Usant d'un procédé plutôt inhabituel, l'académicien, député RPR de Seine-et-Marne, a en effet appelé l'Assemblée à voter « unanimement » : « Nous sommes d'accord », a-t-il précisé, « sur les principes de la souveraineté nationale, tels qu'ils ont été définis par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, n'ont pas de valeur constitutionnelle ». Un rejet de cet amendement, a expliqué M. Peyrefitte, signifierait l'affirmation du « caractère permanent et sacré » de la Déclaration de 1789 et des préambules des Constitutions de 1946 et 1958 à un moment où « l'on peut craindre une certaine dérive, une déconstitutionnalisation de ces textes ».

### « Le français, langue de la République »

Le raisonnement de M. Peyrefitte a provoqué perplexité et ironie sur les bancs socialistes. « Cet amendement ne s'apparente-t-il pas à une chinoiserie ? », a demandé M. Gouzes tandis que le gauchiste M. Michel Vauzelle, soulignant que, fort d'une telle logique, on pourrait présenter « un amendement tendant au rétablissement de la monarchie » pour mieux réaffirmer, à travers un vote négatif, « l'attachement à la République ». Quoi qu'il en soit, l'amendement de M. Peyrefitte fut rejeté à l'unanimité moins une voix.

MM. Alain Lamassoure (UDF, Pyrénées-Atlantiques), Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) et Robert Pandraud (RPR, Seine-Saint-Denis) ont ensuite défendu une série d'amendements visant à retirer de la Constitution toute référence à la Communauté, au sens de la Communauté franco-africaine telle qu'elle avait été imaginée en 1958. « Maintenir la mention de cette Communauté dans notre Constitution à un moment où nous introduisons la Communauté européenne serait source de confusion », a fait observer M. Lamassoure. M. Gouzes a admis que les références à la Communauté franco-africaine représentaient « une branche morte » de la Loi fondamentale, tout en objectant qu'une telle « folie » n'avait rien à voir avec le débat sur l'Union européenne. M. Vauzelle a abondé dans son sens en précisant que ce genre de retouches devait intervenir « dans le cadre » de l'importante révision de la Constitution annoncée par le président de la République pour la fin de l'année. Le garde des sceaux a toutefois refusé le terme de « folie ».

« Je reconnais que deux ou trois », M. Edmond Alphandéry (UDC, Maine-et-Loire), rapporteur pour avis de la commission des finances, a enchaîné en avouant que, « sans faire du nationalisme linguistique », il trouvait « extrêmement irritant » que « certains organismes publics, notamment bancaires, utilisent systématiquement l'anglais, largement par snobisme ».

Un tel plaidoyer a recueilli une large adhésion sur tous les bancs. Certains députés, tels MM. Yves Duille (PS, Côte-d'Armor), Adrien Zeller (UDC, Bas-Rhin), Jean Branc (app. UDC, Aveyron) ou M. Muguet Jacques (PC, Seine-Saint-Denis) se sont toutefois faits l'écho des inquiétudes que cette « constitutionnalisation » de la langue française pouvait inspirer aux promoteurs des langues régionales. M. Vauzelle a tenu à les rassurer en déclarant que les langues régionales « ont une richesse de notre patrimoine national » et qu'en conséquence

« aucune atteinte ne sera portée au respect de la culture régionale ». Dans ces conditions, les amendements ont été adoptés à l'unanimité.

Les débats se sont poursuivis en début d'après-midi dans un climat marqué par l'extrême confusion qui régnait dans les rangs de l'opposition. En proie à des vives tensions internes sur la ligne de conduite à adopter lors du vote final - rejet ou abstention - le groupe RPR regagnait avec une demi-heure de retard l'hémicycle où les travaux avaient repris en son absence. Pour ne rien arranger, les amendements qui venaient en discussion suscitaient des réactions contradictoires à droite et au centre. Ainsi l'amendement soutenu par MM. Pascal Clément (UDF, Loire) et Jacques Toubon (RPR, Paris) visant à préciser dans l'article 3 de la Constitution que « la souveraineté est inaliénable » a-t-il

été combattu, au nom de l'UDC, par M. Jean-Jacques Hyst (Seine-et-Marne) et, à titre personnel, par M. Pierre Mazeaud, avant d'être rejeté par 325 voix contre 212.

La série d'amendements érigant le Conseil constitutionnel en juge de la subsidiarité n'a pas posé moins de problèmes. Au nom de « l'équilibre des institutions de la République » et « des pouvoirs spécifiques du président de la République », M. Hyst s'est opposé à l'amendement présenté par M. Mazeaud visant à permettre au Parlement de coopter la plénitude de son pouvoir législatif à l'égard de tous les actes communautaires - et non seulement des directives - ainsi que d'autoriser le Conseil constitutionnel à se prononcer sur la constitutionnalité des actes de nature législative pris par les autorités internationales. Cet amendement a également été rejeté, par 370 voix contre 133.

L'amendement de M. Nicole Catala (RPR, Paris), sous-amendé par MM. Toubon et Mazeaud, a connu le même sort. Ayant pour objectif de soumettre le droit communautaire dérivé au contrôle du Conseil constitutionnel, il a été repoussé par 326 voix contre 195, c'est-à-dire qu'il n'a pas fait - et de très loin - le plein des voix de l'opposition. Celle-ci a toutefois pu resserrer ses rangs à l'occasion d'un autre amendement de M. Mazeaud, tendant à permettre à soixante députés ou soixante sénateurs de saisir le Conseil constitutionnel pour vérifier si un traité ne coïncide pas avec une clause contraire à la Loi fondamentale. C'est donc avec une marge plus étroite - 298 voix contre 268 - que l'amendement a été rejeté.

Puis ce fut à un porte-parole de l'outre-mer de donner son point de vue. Après avoir rappelé que les territoires d'outre-mer (TOM) ne relèvent pas de l'union douanière issue du traité de Rome et ne sont liés à la Communauté européenne que par une association de type de celle prévue par la convention de Lomé, M. Alexandre Léontieff, député non inscrit de la Polynésie française, a souhaité que les lois statutaires des TOM soient dotées du caractère de lois organiques et non pas seulement de celui de lois ordinaires, afin de prévenir tout risque de remise en cause de leur « spécificité » par l'Union européenne. Estimant que cette proposition n'entrait pas dans le cadre du débat en cours, M. Vauzelle n'a pas souhaité la retenir. Mais l'Assemblée a suivi M. Léontieff puisqu'elle a adopté par 293 voix contre 277 son amendement visant à introduire dans l'article 74 de la Constitution la phrase suivante : « Les statuts des territoires d'outre-mer sont fixés par des lois organiques qui définissent, notamment, les compétences de leurs institutions propres, et modifiées, dans la même forme, après consultation de l'assemblée territoriale intéressée ».

Le « compromis de Luxembourg »

Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a fait ensuite une déclaration solennelle afin de clarifier la position du gouvernement sur le « compromis de Luxembourg ». Après avoir précisé que « la France n'a jamais renoncé et ne renoncera pas au droit de protéger, en cas de crise grave, ses intérêts fondamentaux », M. Bérégovoy a déclaré : « D'une part, l'engagement mutuel des États de continuer à chercher un accord entre eux tous, quand l'unanimité n'a pas pu être recueillie et que l'application de la règle majoritaire mettrait en cause les intérêts jugés vitaux par l'un d'entre eux... Mais le premier ministre a souligné que la « pratique » de cet arrangement avait « évolué » depuis la conférence des 9 et 10 décembre 1974, à laquelle participait le président français de l'époque, M. Valéry Giscard d'Estaing, où il y eut « accord pour favoriser le vote à la majorité qualifiée ». « La France a toujours respecté cet engagement depuis lors », a poursuivi M. Bérégovoy, précisant que cet engagement fut « confirmé » lorsque l'acte unique fut ratifié en 1986 par le Parlement sur proposition de M. Jacques Chirac, alors premier ministre. Le chef du gouvernement a toutefois rappelé que ce texte n'avait pas d'existence juridique et a estimé que « ceux qui proposent aujourd'hui d'introduire dans la Constitution ce que M. Couve de Murville a appelé « un acte imaginaire » risquent de dénaturer le compromis de Luxembourg ». Toutefois, « la France peut-elle s'obliger le droit de faire échec à la règle de la majorité qualifiée qu'elle s'elle-même a dénoncée ? », s'est interrogé M. Bérégovoy.

Lire la suite page 8

### Dans les couloirs

## Les « compagnons » de la douleur

« L'union, l'union, l'union ! » implorait le RPR. « L'Europe, l'Europe, l'Europe ! » répondait l'UDF. Ce dialogue de sourds au sein de l'opposition pourrait résumer à lui seul la journée du mardi 12 mai à l'Assemblée nationale. Un groupe RPR en détresse, dévasté par l'effort Séguin et qui se perd en réunions ; des députés UDF insensibles, qui refusent de répondre à ses appels à l'aide ; des centristes, exaspérés par ses atterrissements, qui campent sur leurs positions pro-européennes ; des socialistes ravis de l'absence, qui contemplent le tout en connaisseurs : on pensait avoir déjà assisté aux meilleurs moments du spectacle de la division de l'opposition sur Maastricht, mais le tableau de mardi a dépassé toutes les attentes.

Dès le petit matin, la journée s'annonçait douloureuse pour les « compagnons », comme s'appellent, entre eux, les membres du RPR. M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, les réveille brutalement en balayant avec dédain leurs dernières réserves sur le projet de loi constitutionnelle préalable à la ratification des accords de Maastricht. Invité d'Europe 1, il confirme que les députés UDF voteront sans hésiter le texte proposé par le gouvernement (le Monde du 13 mai). Le bureau du groupe RPR, qui se réunit dans la matinée, n'avait vraiment pas besoin de cela. Depuis le discours de M. Philippe Séguin et le score inattendu recueilli par l'exception d'irrecevabilité qu'il avait défendue, les responsables gaullistes éprouvent déjà les pires difficultés à se désemparer.

A cette heure, ils n'ont qu'une obsession : camoufler leurs dissensions pour sauvegarder un semblant de cohésion au sein du groupe et préserver l'union de l'opposition. Une seule solution : l'abstention. C'est ce pis-aller peu glorieux, défendu par M. Edouard Balladur, que MM. Jacques Chirac, Alain Juppé, Bernard Pons et l'ancien ministre de l'économie et des finances viennent soumettre, en début d'après-midi, à leurs collègues de l'intergroupe. « L'important, tente d'expliquer le président du RPR, c'est l'union de l'opposition. De toute façon, je voterai Maastricht. Ce qui se

passera avant [c'est-à-dire le débat constitutionnel] n'a aucune importance ». L'argument contorne les délégués de l'UDF et de l'UDC qui, revenus chacun devant son groupe, raillent cette nouvelle trouvaille de M. Chirac.

### La colère des centristes

Chez les centristes, l'ironie le cède à la colère. Eux dont on a si souvent moqué les hésitations, ils sont réduits à ne pas céder. L'Europe est leur idéal et, depuis M. Jacques Barrot, président du groupe UDC, nous ne pouvons pas laisser le monopole de la construction européenne au Parti socialiste, ce serait une capitulation d'héritage ». A l'UDF, pourtant troublée par l'effort Séguin, on affiche la même détermination, et le président du groupe, M. Charles Millon, peut venir affirmer avec sérénité dans les couloirs du Palais-Bourbon : « Nous venons de décider que nous ne nous abandonnerons pas. Notre vote sera probablement positif ». M. Alain Lamassoure, porte-parole de l'UDF dans le débat, ajoute un ultime argument : « Honnêtement, le gouvernement a fait de gros efforts par rapport aux conditions que nous avions posées nous-mêmes, nous ne pouvons que voter pour ».

Quant aux députés RPR, qui rentrent bredouilles de la réunion de l'intergroupe, une nouvelle épreuve les attend. Leurs troupes elles-mêmes ne sont pas du tout convaincues du bien-fondé de l'abstention. Les plaidoyers de MM. Chirac, Juppé et Nicolas Sarkozy ne suffisent pas à entraîner l'adhésion de députés traditionnels disciplinés. Vainement, le président du RPR explique qu'il a fait « suffisamment de compromis » et qu'il se résigne à être « minoritaire » au sein de son groupe. « Le maximum que je peux faire, concède-t-il, c'est l'abstention ». M. Pierre Mazeaud rejette sèchement une décision qui lui paraît dictée par des considérations extérieures au débat sur Maastricht. A l'intention de MM. Chirac, Balladur et Charles Pasqua, président du groupe RPR du palais du Luxembourg, le député de la Haute-Savoie lance : « Je ne tolérerai pas que des

motivations présidentielles, des ambitions de premier ministre ou de président du Sénat commandent la position du groupe ».

L'heure de la reprise des travaux parlementaires a sonné. La réunion du groupe RPR s'achève, provisoirement, sans que la question du vote soit tranchée. Un à un, les députés rejoignent leurs bancs sans s'attendre dans les couloirs. A leur demande, une suspension de séance est aussitôt accordée, et le débat interne au RPR reprend, sans plus de succès. Hilaré, M. Séguin, qui s'est bien gardé d'intervenir en cours des différentes réunions, commente : « Ça a terriblement toujours ». M. Elisabeth Hubert (RPR), qui a voté en faveur de la motion de M. Séguin, osera : « Ce n'est pas la peine de se cacher derrière son petit doigt, on ne trouvera pas de position unanime au RPR. Est-ce, d'ailleurs, bien nécessaire ? ».

Dans l'hémicycle, l'examen des articles du projet de loi est laborieux. Les « chefs » de l'opposition s'écourent pour tenter une ultime conciliation avant la réunion plénière de l'intergroupe prévue à 18 h 30. Une fois de plus, M. Chirac tente de sauver de la motion de M. Séguin, osera-t-il, l'opinion publique n'en a cure ; l'important c'est de sauver l'union de l'opposition, qui doit se traduire par une position commune à l'UDF et au RPR en faveur de l'abstention. Deuxième refus. M. Chirac implora : qu'au moins, les présidents de groupe s'abstiennent. Un député centriste résume crûment : « C'est simple : la RPR est dans la m... et nous demandons de l'y rejoindre ».

### Conflit entre MM. Chirac et Juppé

Ni l'UDF ni l'UDC n'ont envie de prendre leur part des problèmes internes au RPR, et leurs présidents le signifieront clairement dès l'ouverture de la réunion plénière de l'intergroupe. « L'abstention, c'est illisible politiquement », affirme M. Millon. « C'est le degré zéro de l'expression parlementaire », assène M. François Léotard (UDF), qui demande au RPR d'assumer sa différence. Personne n'écoute M. Alain Peyrefitte (RPR) invoquer la défense du

« couple » de l'opposition, dans lequel, assure-t-il, « chacun doit faire des concessions », et plaider en faveur de la non-participation au scrutin. Agacé, M. Jacques Chaban-Delmas (RPR) demanda qu'on en finisse au plus vite et proposa de « s'abriter derrière la liberté de vote ».

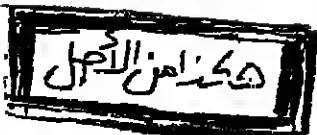
De retour dans les couloirs, les députés de l'UDF et de l'UDC constatent avec amertume la rupture avec leurs collègues du RPR. « Nous avions des différences, constate M. Pierre Méhaignerie (UDC), elles étaient maîtrisables, il y a deux semaines ; maintenant, elles ne le sont plus. Les excès médiatiques de certains ont fait de nos différences des divergences. Aujourd'hui, l'honneur de la politique est de les assumer ». Plus sévère, M. Millon observe : « L'abstention, ce n'est tout de même pas la meilleure façon de se préparer à gouverner ».

Le RPR se retrouve désorienté, bien seul avec, en plus, au terme de cette journée, un insupportable sentiment d'humiliation. C'est trop pour M. Juppé, qui, silencieux tout au long de la journée, sort violemment de sa réserve. Partisan du vote contre, le secrétaire général du RPR, qui n'avait pas pu imposer ses vues à M. Chirac, répète qu'il s'abstiendra par solidarité avec son président, mais il accompagne cet engagement d'une amère déclaration. Pour lui, le RPR commet « une erreur monumentale ». « Sur un tel texte, dit-il, on vote pour ou on vote contre, mais on ne s'abstient pas et on ne va pas quémander auprès de l'UDF ». Lui qui avait dit assumer, jusque-là, les hésitations de M. Chirac, il explose : « Je mangerais donc encore une fois mon chapeau ! ».

La réponse du président du RPR est glaciale : « Vous n'en ferez jamais autant que moi. Au nom de l'union, j'en ai avalé d'autres. » « Oui, rétorque M. Juppé, mais moi, je suis déjà au-delà du seuil de l'indigestion ».

GILLES PARIS et PASCALE ROBERT-DIARD





## POLITIQUE

### Le débat sur le traité de Maastricht

#### Dérivage Incontrôlé

par Olivier Biffaud

L'HISTOIRE du traité de Maastricht est une histoire de dérapage incontrôlé. Il est vrai, de dérapage, car le traité, tel qu'il est, n'est pas celui qui a été discuté en 1990. Mais, de dérapage, car le traité, tel qu'il est, n'est pas celui qui a été discuté en 1990.

La crise que traverse le Rassemblement pour le traité de Maastricht n'est pas la première. Elle est la dernière. Elle est la dernière car elle est la dernière à se dérouler dans le cadre de la Constitution de la République.

Le phénomène de dérapage est un phénomène qui se répète. Il se répète car il est un phénomène qui se répète. Il se répète car il est un phénomène qui se répète.

Le phénomène de dérapage est un phénomène qui se répète. Il se répète car il est un phénomène qui se répète. Il se répète car il est un phénomène qui se répète.

Suite de la page 7

Rappelant les propos tenus, le 12 mai, par M. Chirac d'Estang, selon lequel la question n'est plus d'actualité, il a conclu : « Plus précisément, depuis l'acte unique, il y a des sujets qui restent traités à l'unanimité, et la France peut user de tous ses droits pour préserver ce qu'elle juge vital, et d'autres sujets sur lesquels on se prononce à la majorité. Le traité de Maastricht définit d'ailleurs la liste des sujets sur lesquels les Douze ont maintenu le vote à l'unanimité. »

Cette explication n'a pourtant pas complètement rassuré le RPR qui, par la voix de MM. Jean de Lipkowski et Alain Peyrefitte, a tenu à relever « la contradiction » entre le début et la fin de la déclaration de M. Barlogoy. M. Charles Millon ne partageait pas cette interprétation puisque, un brin impatient, il a pris « acte que le gouvernement ne renoncera pas à utiliser le compromis de Luxembourg sur des décisions prises à la majorité qualifiée ».

Afin de lever toute ambiguïté, M. Roland Dumas, qui avait déjà déclaré, en début de séance, que « chaque pays tient cette arme comme une arme de dissuasion, c'est-à-dire avec la volonté de ne pas s'en servir », est donc à nouveau intervenu pour expliciter la pensée du premier ministre. Rappelant qu'il était « évident » que parler du compromis de Luxembourg à propos des décisions prises à l'unanimité était « redondant » et que « c'est bien dans les autres circonstances que le problème se pose », il a déclaré : « Il n'existe aucun gouvernement qui accepterait que, dans un débat communautaire, un intérêt vital puisse être sacrifié d'une quelconque façon. Le gouvernement ne faillira pas à cette règle qui est une règle d'honneur. »

#### De la Communauté et de l'Union

Hostile aux accords de Maastricht, M. Jean-Pierre Chevènement (PS, Territoire de Belfort), a fait entendre ensuite son point de vue très majoritaire au sein du groupe socialiste. « Les accords nous éloignent de la démocratie, ils ne répondent pas au défi du chômage, le mal le plus grave de nos sociétés. Ils façonnent en Europe des oligarchies, alors que ce qui est bon pour Volkswagen n'est pas forcément bon pour l'Europe », a-t-il estimé. « Cette construction européenne déséquilibrée, ambiguë, contradictoire nous prépare une crise d'ici à quelques années. Et puisque un principe devra l'emporter sur l'autre, il serait raisonnable de choisir d'embêter la confédération. Elle permet la démocratie, elle permet l'élargissement, qui est inséparable », a conclu l'ancien ministre de la Défense.

La discussion s'est poursuivie avec l'amendement commun présenté par l'opposition, visant à rebaptiser le titre XIV qui deviendrait « De la Communauté européenne et de l'Union européenne » au lieu de « De l'Union européenne » seulement. « Cela permet de faire rentrer plus nettement l'Europe dans la Constitution », a indiqué M. Lamassoure. Au nom de la commission des lois, M. Gouzes s'y est déclaré favorable au motif que cela apportait, a-t-il dit, « un coin de ciel bleu pour tous ceux qui, ce soir, vivent un psychodrame ». L'amendement a été adopté - seul le PC votant contre - après avoir été sous-amendé afin de remplacer « la Communauté européenne » par « les Communautés européennes », modification suggérée par M. Dumas.

C'est dans le même esprit de compromis que les députés ont

ensuite examiné le seul amendement commun de l'opposition qui avait été rejeté en commission des lois et dont la formulation est la suivante : « La République participe à la Communauté européenne et à l'Union européenne, constituées d'États qui ont choisi d'exercer en commun certaines de leurs compétences propres. » Après avoir été sous-amendé par MM. Gouzes, Mazaud et Toubon, l'amendement a été adopté - seul le PC a voté contre - sous la forme suivante : « La République appartient aux Communautés européennes et à l'Union européenne, constituées d'États qui ont choisi librement, en vertu des traités qui les ont insti-

#### L'analyse du scrutin

La loi constitutionnelle relative au traité de Maastricht a été adoptée par 329 voix contre 220. Les centristes ayant fait savoir, par la voix de M. Jean-Jacques Hyst (Seine-et-Marne), qu'ils étaient, sur ce point, en parfait accord avec le gouvernement, MM. Lamassoure et Millon sont alors revenus à la charge pour obtenir de nouvelles précisions de M. Guigou, d'une part, sur un projet de charte ouvrant le droit de vote aux ressortissants de pays membres du Conseil de l'Europe, d'autre part, pour savoir si le gouvernement soumettrait pour avis au Parlement le projet de directive

Ont voté pour :

263 PS sur 271

5 RPR sur 126 : MM. Michel Barnier, Pierre de Bénouville, Jean-Pierre Delalande, Alain Devaquet, Patrick Dewacq.

77 UDF sur 89

39 UDC sur 40

14 non-inscrits sur 24 :

MM. Jean-Michel Boucheron, Jean-Maria Combacère, Jean Charbonnel, Jean-Claude Chermann, Jean-Marie Daillet, Jean-Michel Duharnard, Serge Franchia, Alexandre Léontieff, Michel Noir, Alexis Pota, André Thien Ah Koon, Emile Vernaudon, Mercal Wachaux, Aloyse Warhouver

Ont voté contre :

5 PS sur 271 : MM. Jean-Yves Audeux, Roland Carraz, Jean-Pierre Chevènement, Jean-François Delahaye, Michel Suchod.

31 RPR sur 126 : MM. Patrick Balkany, Franck Brocard, Louis de Broissac, M. Nicola Catala, MM. Jean-Paul Charid, Jean Cherroppin, Alain Cousin, René Couvalhès, Bernard Dabré, Jean-Louis Dabré, Xavier Daniau, Jean-Michel Farrand, François Fillon, Edouard Frédéric-

ric-Dupont, Robert Gellay, Henri de Gastinas, George Gorse, Lucien Guichon, M. Elisabeth Hubert, MM. Didier Jullis, Jean Kiffer, Philippe Legras, Claude-Gérard Marcus, Jacques Massé-de-Arux, Jean-Louis Meisson, Pierre Mauger, Pierre Mazaud, Jean-Claude Mignon, Etienne Pinta, Philippe Séguin, Robert André Vivien.

7 UDF sur 89 : MM. François d'Aubert, Alain Griottaray, Roger Lastas, Alain Meyoud, Jean-Luc Prél, André Rossi, Philippe de Villiers

1 UDC sur 40 : M. Christine Bournin.

26 PC sur 26.

77 non-inscrits sur 24 :

MM. Léon Barrand, Auguste Lagrois, Jean-Pierre de Paréty, Claude Roca, Jean Royer, Christian Spillar, M. Marie-Franca Sirbois, M. Yves Vidal.

Se sont abstenus :

3 PS sur 271 : MM. Jean-Pierre Fourré, Jean-Pierre Michel, M. Huguette Mignon.

88 RPR sur 126.

5 UDF sur 89 : MM. Henri Bayard, Georges Durand, Gilbert Mathieu, Pierre Micaut, Jean-Pierre Philbert.

3 non-inscrits sur 24 :

M. Marine Daugreth, MM. Elie Hoarau, Maurice Sorgheraert.

N'ont pas participé au vote :

2 RPR sur 126 : M. Lucette Micheux-Chavry, M. Roland Nungesser.

tues, d'exercer en commun certaines de leurs compétences. »

La discussion a repris ensuite son cours pour parvenir, au milieu de la nuit, aux dispositions relatives au droit de vote et à l'éligibilité des ressortissants de la Communauté aux élections européennes et municipales. Sur ce sujet particulièrement sensible, M. Guigou s'est efforcé de répondre aux inquiétudes qui s'étaient manifestées dans l'hémicycle, y compris sur les banes du groupe UDF, pourtant majoritairement acquis à un vote positif sur le projet de loi constitutionnelle.

Le ministre a d'abord indiqué que les modalités d'application du dispositif seraient adoptées à l'unanimité par le conseil des ministres des Douze et que « la France dispose donc d'un filet de sécurité ». Elle a ensuite énuméré les conditions à remplir par les ressortissants, notamment sur le délai de résidence et sur la radiation obligatoire des listes électorales du pays d'origine, avant d'assurer que ce vote ne sera accordé à « personne d'autre » qu'aux ressortissants de la Communauté.

M. Pierre-André Wiltzer (UDF, Essonne) a alors défendu un amen-

derment, cosigné par quarante membres de son groupe, supprimant tout bonnement cet article. L'amendement a été repoussé par 329 voix contre 220. Les centristes ayant fait savoir, par la voix de M. Jean-Jacques Hyst (Seine-et-Marne), qu'ils étaient, sur ce point, en parfait accord avec le gouvernement, MM. Lamassoure et Millon sont alors revenus à la charge pour obtenir de nouvelles précisions de M. Guigou, d'une part, sur un projet de charte ouvrant le droit de vote aux ressortissants de pays membres du Conseil de l'Europe, d'autre part, pour savoir si le gouvernement soumettrait pour avis au Parlement le projet de directive

« D'extrême justesse »

Satisfait, le groupe de l'UDF n'a pas relâché sa pression pour autant. M. Hervé de Charette (UDF, Maine-et-Loire) a ainsi défendu un amendement renvoyant à un projet de loi organique les conditions d'élection et d'éligibilité des ressortissants. « Si vous n'acceptez pas, cela signifie que vous avez des réserves », a indiqué M. de Charette, au petit jour. De suspension de séance en suspension de séance, MM. de Charette, François Bayrou (UDC, Pyrénées-Atlantiques) et Jean Aurox, président du groupe socialiste, se sont efforcés d'aboutir à un accord sur ce point. Le gouvernement a d'abord campé sur un refus. Mis au vote, l'amendement

de M. de Charette, voté par les trois groupes de l'opposition comme par les communistes, a été repoussé d'extrême justesse par 283 contre 280, alors que les députés, très présents dans la journée et dans la soirée de mardi, affluaient à nouveau en nombre vers l'hémicycle.

La droite n'a pas pu cependant jouir longtemps de cette unanimité inespérée. Dans une ambiance de plus en plus animée, les députés de l'UDF ont en effet défendu un ultime amendement de M. Lamassoure, voisin de celui de M. de Charette. Le gouvernement, après s'être contenté de réitérer les engagements pris auparavant, a finalement accepté cette disposition, en précisant simplement que ces conditions d'application, déterminées par une loi organique, devaient être en conformité avec les dispositions du traité. L'ensemble a été voté par l'UDF, l'UDC et le PS. Le RPR, à nouveau isolé, s'est abstenu.

Restait le quatrième amendement commun présenté par l'opposition, visant à mieux associer le Parlement français au processus de prise de décision communautaire. Comme les députés socialistes adhéraient sans réserve à une telle idée, la commission des lois n'avait guère eu de difficulté à s'entendre sur un amendement de synthèse. Présenté par M. Gérard Gouzes, celui-ci était ainsi rédigé : « Le gouvernement soumet à l'Assemblée nationale et au Sénat, dès leur transmission au conseil des communautés, les projets d'actes communautaires comportant des dispositions de nature législative. Selon des modalités déterminées par la loi, chaque Assemblée émet un avis sur ces projets, au sein d'une délégation constituée à cette effet ou en séance. Il a suffi que le même M. Gouzes le sous-amende, en remplaçant le terme de « projet » par « proposition », et que le gouvernement n'y voit aucun inconvénient pour que la cause soit entendue. L'amendement, ainsi sous-amendé a été adopté à main levée à la quasi-unanimité.

F. B. et G. P.

Enseignants, Etudiants, Lycéens, découvrez

les clés de

L'INFO

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Numéro de mai 1992 - 10 F

les clés de L'INFO

Chaque mois, deux pages pour comprendre l'actualité.

Regarder le journal de 20 heures, écouter la radio le matin, lire la presse... avant de leçon de découvrir l'actualité. Encore faut-il avoir toutes les clés pour la comprendre. Donner les clés de l'Info, des bases et des repères, c'est l'objectif que s'est fixé LE MONDE DOSSIERS ET DOCUMENTS. Chaque mois, « les Clés de l'Info » resituent les grands événements de l'actualité dans leur contexte historique, social ou géopolitique. Avec un lexique des mots utiles ou des sigles, des rappels chronologiques et les dates à retenir : l'origine ou la composition des

organismes qui participent aujourd'hui à la vie politique ou économique internationale. Bref, tout ce que l'on ne trouve pas dans les manuels ou dans les dictionnaires : l'histoire récente, les personnalités, le vocabulaire, la législation, tout ce qui bouge, tout ce qui change.

Au sommaire des « Clés de l'Info » : travaillistes et conservateurs en Grande-Bretagne. L'entrée de la Russie au FMI. L'influence des taux d'intérêt. Pourquoi n'arrive-t-on pas à résorber le chômage. Les suites constitutionnelles de Maastricht. Les revendications de l'ETA.

et le Dossier du Mois

SPÉCIAL RÉVISIONS DES EXAMENS

Le dernier état du monde et de la France

8 pages pour actualiser vos connaissances



Le Monde HORS-SÉRIE LA FRANCE DANS SES RÉGIONS 26 enquêtes sur le pays d'aujourd'hui et le résultat complet des élections du 22 mars 156 pages - 45 F



# POLITIQUE

## à l'Assemblée nationale

### Obstacle franchi

Suite de la première page

Mais victoire pour le gouvernement et le président de la République? Probablement pas autant que M. François Mitterrand l'aurait souhaité. Certes, ce débat - et le vote qui le conclut - a fait éclater la droite comme le chef de l'Etat l'avait certainement prévu et espéré. Certes, l'opposition aura démontré qu'elle était incapable de dégrader une position commune sur un sujet dont chacun reconnaît qu'il engage l'avenir du pays; ce faisant, elle s'est aliénée d'un handicap dans sa prétention à se poser en force d'alternance aux socialistes. Certes, ce dossier aura fait exploser le RPR, au-delà des probables prévisions de M. Mitterrand, et mis ainsi en évidence la difficulté M. Jacques Chirac. Ces échecs de leurs adversaires, cette perte de crédibilité du présidentielisme actuel, sont à eux seuls un succès pour les socialistes. Mais pour le reste le bilan est plus mitigé.

Pour franchir ce premier obstacle parlementaire, le gouvernement a dû faire des concessions que le président de la République aurait préféré éviter. Au début du processus, il avait donné à ses ministres une consigne de fermeté. Après les deux jours de débats de la semaine dernière, il lui avait fallu convenir qu'il était indispensable de prouver concrètement sa volonté affirmée de rechercher le plus large consensus possible et de laisser le Parlement apporter sa pierre à l'édifice proposé. M. Pierre Bérégovoy a donc pu annoncer, dimanche, que le gouvernement acceptait les trois amendements retenus par la commission des lois. Puis, mardi, dès l'ouverture du débat, M. Roland Dumas prévenait qu'il se rallierait aussi à ce quatrième.

### Des ministres conciliants

Tout au long du débat, les ministres se sont montrés fort conciliants, répondant de bonne grâce aux nombreuses questions, ou inquiétudes, de députés de l'opposition: le chef du gouvernement a présenté une position sur le «compromis de Luxembourg» suffisamment nuancée pour satisfaire ceux qui s'accrochaient à ce témoignage du passé gaullien, le RPR, et ceux qui jugeaient qu'il n'y avait plus de raisons d'être dans l'Europe d'aujourd'hui, les giscardiens; M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou a confirmé, avec solennité, que la France s'opposerait à une charte du Conseil de l'Europe recommandant que tous les étrangers bénéficient du droit de vote aux élections municipales.

Mais, au petit matin, il a fallu aller au-delà. Les dirigeants de l'UDF cherchaient les moyens de calmer ceux des leurs qui ne voulaient à aucun prix du vote des citoyens européens. Les centristes présents n'avaient pas envie de faire des misères à leurs amis. M. Michel Vauzelle, dans un premier temps, ne voulait rien entendre. Tout aurait pu basculer. Une opportune suspension de séance l'amena, après un contact avec M. Bérégovoy, à faire le geste nécessaire. Tout s'arrangea. Mais le gouvernement avait dû accepter une ultime concession.

Tout cela était aussi habile que justifié. Tactiquement, cela permettait de s'assurer le soutien des centristes de l'UDF et de la majeure partie des libéraux de l'UDF, et donc de dégager une solide majorité pour le projet. Stratégiquement, en donnant, avec insistance, satisfaction à M. Valéry Giscard d'Estaing, en s'appuyant sur la déclaration de M. Raymond Barre, en soulignant avec un malin plaisir les divergences entre l'ancien président de la République et M. Chirac, le gouvernement ne faisait qu'aggraver la fracture de l'opposition. En finissant par accepter les quatre amendements sur lesquels celle-ci s'était mise d'accord, mais en refusant les autres, en laissant entendre qu'il ne pouvait que rejeter ceux sur lesquels la droite restait divisée, il aidait l'UDF et l'UDF à justifier leur vote positif en expliquant qu'ils restaient fidèles à l'union; et que c'était le RPR qui la rompait.

Le jeu ne valait certainement la chandelle, mais les risques sont grands. D'abord, les socialistes peuvent donner l'impression qu'ils n'adhèrent pas à l'Europe pour piéger l'opposition. Ce centre quel M. Lionel Jospin a mis en garde le premier ministre, mardi, lors de la réunion du bureau exécutif du PS; celui-ci en est convenu, mais il a redit qu'il ne lui appartenait pas, à lui, de régler les affaires du RPR. Pourtant, si cette impression perdure, elle pourrait amener la droite à refaire son unité, et donc compliquer la suite de la procédure.

Déjà, en étant contraint de faire plus de concessions qu'il ne le souhaitait, la première lecture à l'Assemblée nationale, le gouvernement s'est privé de munitions pour l'avenir, y compris de celle dont il sait qu'il aura besoin face aux sénateurs, qui sont encore plus réticents que les députés devant l'accord du droit de vote et d'éligibilité, lors des élections municipales, aux citoyens des onze autres Etats de la Communauté. Or il ne peut ignorer que la vraie difficulté pour mener à bien cette réforme constitutionnelle se présentera au palais du Luxembourg, quand il lui faudra dégager une majorité au Sénat, permettant aux deux Chambres du Parlement de voter le même texte.

M. François Mitterrand ne pourra vraiment proclamer sa victoire que le jour où, après que cette révision constitutionnelle sera acquiescée, il obtiendra le droit de ratifier le traité de Maastricht. Mercredi, il n'a franchi que la première étape d'une longue course d'obstacles.

THIERRY BRIÈRE

M. Léotard souhaite que la ratification du traité de Maastricht soit «soumise au peuple». Dans une tribune publiée dans le *Figaro* dimanche 13 mai, M. François Léotard, considérant que le traité de Maastricht «représente une chance pour la France», souhaite que sa ratification soit «soumise au peuple» à l'automne. Favorable à cette ratification, M. Léotard estime que l'opposition «ne pourra bâtir aucune alternance sur les décon-»

M. Bérégovoy devant le bureau exécutif du PS

## Les socialistes se félicitent de «l'amélioration de l'image du gouvernement»

M. Pierre Bérégovoy a reçu du bureau exécutif du Parti socialiste, mardi 12 mai, un accueil que M. Laurent Fabius a qualifié de «chaleureux». Le premier secrétaire a souligné «l'amélioration de l'image du gouvernement» depuis le changement de premier ministre. M. Pierre Mauroy a parlé d'un «retour de la confiance». Ainsi, selon M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, ont insisté sur le «sérieux», le «réalisme», l'«autorité», le «sens de l'Etat» dont M. Bérégovoy avait fait preuve depuis quarante jours.

Tout cela, joint aux difficultés de l'opposition, crée «un climat éminemment plus favorable sur le plan politique», a observé M. Queyranne. «Les gens ne nous considèrent plus comme des bannis d'avance», affirmait, après la réunion, M. Claude Bartolone, fabiusien, membre du secrétariat national et député de la Seine-Saint-Denis.

À la direction du PS, «tout le monde respire depuis la nomination d'un nouveau chef du gouvernement», expliquait M. Gérard Linderper, rocardien, numéro deux du parti. Le premier ministre, qui s'était exprimé devant les par-

lementaires socialistes dès sa nomination, le 2 avril, puis devant le comité directeur, le 11 avril, a adressé au bureau exécutif, après les paroles de bienvenue de M. Fabius, un discours guère différent de celui qu'il avait fait à l'Assemblée nationale lors de son entrée en fonctions, ni de ses propos sur Antenne 2 le 10 mai.

Il a redit que les trois difficultés principales avec lesquelles il doit compter sont, selon M. Queyranne, «le déficit moral qui pèse sur la vie politique française», la question du mode de scrutin et le chômage. Il a rappelé les décisions qu'il avait prises dans ces trois domaines.

Pour l'avenir, M. Bérégovoy a précisé la façon dont il compte aborder les échéances politiques. S'agissant de la ratification du traité de Maastricht, il a réaffirmé, face à l'opposition de M. Jean-Pierre Chevènement, que «si l'Europe ne se faisait pas ou si elle se désintégrait, le risque serait grand de voir les nations retrouver leurs habitudes, voire leurs démons passés». Sur le plan intérieur, il compte «réévaluer le bilan» des quatre gouvernements de gauche qui se sont succédés depuis 1981, sachant

qu'il avait appartenu à tous et qu'il entend, a-t-il dit, situer son action «dans la continuité» de celle de ses prédécesseurs au poste de premier ministre. Cette affirmation est considérée comme importante notamment par M. Lindeper, qui a souligné la difficulté, pour le gouvernement, d'être à la fois «audacieux» et «prudent», face à une opinion qui demande du neuf, mais craint l'innovation. «Je serai prudent... et audacieux», a promis M. Bérégovoy.

Le premier ministre a invité les socialistes à réfléchir, dans la préparation de leur programme, sur sept «chantiers»: l'éducation, l'environnement, la protection sociale, la sécurité, la modernisation de l'Etat, «l'évolution du capital des entreprises publiques», la défense. Plusieurs membres du gouvernement, ainsi que M. Michel Rocard, doivent participer au «séminaire» que la direction du PS consacrera, le 15 mai, à l'élaboration du futur programme.

P. J.

Après s'être démis de son mandat

## M. Chesa (RPR) est réélu maire de Carcassonne

CARCASSONNE

de notre correspondant

M. Raymond Chesa (RPR) a été réélu maire de Carcassonne (Aude), mardi 12 mai, en ralliant les suffrages de vingt-quatre des quarante-trois membres du conseil municipal. Sa principale adversaire, M<sup>me</sup> Nicole Bertrou (CDS), qui était son premier adjoint, a obtenu quinze voix, dont celle des six élus socialistes. Quant au candidat communiste, il a obtenu les voix des trois conseillers de son parti. Il y a eu un bulletin nul.

M. Raymond Chesa avait démissionné de son poste de maire le 4 avril à la suite du refus de

M<sup>me</sup> Bertrou et de trois autres adjoints RPR de voter un supplément d'impôt destiné à rembourser la dette Orsa, du nom d'un promoteur condamné pour détournement de fonds au préjudice de la ville de Carcassonne (*Le Monde* du 9 mai). Les quatre adjoints contestataires avaient profité de l'occasion pour accuser M. Chesa de se conduire en «autocrate». L'élection s'est déroulée dans un climat passionné où la présence d'un public baveux qui a empêché le maire de Carcassonne de terminer son discours. Ce dernier a toutefois promis «une autre appréhension des problèmes et plus de participation».

B. R.

En Nouvelle-Calédonie

## M. Nénou, député RPR, se déclare brimé par M. Lafleur et ses «amis» du RPCR

Rien ne va plus, au sein du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), entre l'état-major de ce parti, que préside M. Jacques Lafleur, et M. Maurice Nénou-Pwatato, député RPR de la deuxième circonscription du territoire depuis 1988. Celui-ci se juge brimé depuis que la mise en œuvre des accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie a conduit M. Lafleur et son mouvement à nuancer des relations privilégiées avec les dirigeants de l'Union calédonienne (UC), la principale composante du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS).

M. Nénou et ceux des représentants de la communauté mélanésienne qui ont opté depuis longtemps pour le maintien de la République française éprouvent le sentiment d'être désormais «relégués au niveau de simples marionnettes». Personnellement, M. Nénou redoute de se voir mis sur la touche par son propre parti aux prochaines élections législatives dans l'hypothèse où le RPCR déciderait d'abandonner à l'Union calédonienne le siège de la deuxième circonscription, qu'elle avait dévolu jusqu'en 1998 par l'intermédiaire de Roch Pidjot, décédé en 1990.

Le «comité de soutien à l'action du député Maurice Nénou», qui s'est constitué, indique notamment que celui-ci «est frappé de représailles (...) pour avoir pris position de manière claire et honnête contre l'utilisation abusive de fonds de la Caisse locale de retraites par la direction de la province Sud [que préside M. Lafleur], pour avoir pris l'initiative de s'entourer d'un groupe de réflexion formé de personnes intégrées et dévouées, pour avoir osé publier une lettre mensuelle dont le seul but est la poursuite de la vérité et l'instauration d'un véritable débat démocratique en Nouvelle-Calédonie, et pour

avoir exprimé sans ambiguïté son indéfectible attachement à la République française seule garante de la prospérité du territoire».

Ce comité précise que le député s'est vu supprimer par le président de la province Sud «son statut de sa sécurité personnelle» [son garde du corps] et que le président RPCR du congrès, M. Simon Louchebot, lui a «retiré son chef de cabinet» tandis que «l'avenir de son secrétariat est menacé».

Ses amis en concluent que M. Nénou est «traité d'une façon indigne par une direction du RPCR plus soucieuse d'enrichissement personnel que de partage et de développement véritable et par une presse locale (excepté RFO dont l'impartialité doit être saluée) qui, par ses insultes ou par sa censure, se fait complice de l'escroquerie morale et politique actuelle». Ils vont jusqu'à estimer qu'«ainsi les accords de Matignon, dont Maurice Nénou est signataire, et dont il soutient les principes initiaux, ont dérivé vers la manœuvre politico-affairiste».

A. R.

M. Charasse déclare qu'il n'y aura pas de collectif budgétaire. — M. Michel Charasse, ministre du budget, a annoncé, mardi 12 mai, devant la commission des finances de l'Assemblée nationale qu'il n'y aura «pas de collectif» budgétaire car «il n'y aura pas d'ouverture de nouveaux crédits». Il a rappelé que l'augmentation du déficit en 1991 et 1992 «résultait des pertes de recettes que le gouvernement n'avait pas voulu compenser par des relèvements d'impôts». Il a coconfirmé aussi que les impôts ne seront pas augmentés. M. Charasse a précisé en outre que le «rythme des cessations d'actifs» des entreprises d'assurances, prévues par le projet de loi adopté le 30 avril par l'Assemblée nationale, «dépendra du marché et ne financera pas les dépenses courantes».

Lancé par une centaine de personnalités

## Un appel à l'unité des écologistes

Un groupe d'une centaine de personnalités, membres des Verts, de Génération Ecologie ou militants associatifs, parmi lesquels Henri Cartier-Bresson, Daniel Cohn-Bendit, René Dumont, Félix Guattari, Edmond Jouvet et Hubert Reeves, ont lancé un appel, mercredi 13 mai, pour l'organisation d'états généraux de l'écologie.

«Une nouvelle intelligence de l'écologie, la maison du monde, est nécessairement en train de naître, inventée notamment. L'air, l'eau, l'énergie deviennent des affaires humaines. Des modes de vie sont appelés à être repensés (dans les domaines de l'urbanisme, des transports, du travail et de la production) mais aussi les mentalités qui devraient pouvoir se réorienter vers un nouveau goût de la vie, de la solidarité, de l'échange, de la concertation».

Cette proposition n'a pas sans difficultés et sans contradictions, l'une d'entre elles étant la division actuelle des écologistes en plusieurs pôles, dont les Verts et Génération Ecologie. (...) Dans cette perspective, les états généraux de l'écologie doivent être une étape exclusive de la mise en œuvre de sceller des liens nouveaux entre des projets écologiques à long terme et les actions démocratiques sur le terrain permettant une large participation des individus et des mouvements, associations, syndicats et formations politiques qui se réclament de l'écologie et agissent quotidiennement en ce sens.»

## Collectifs pluralistes de concertation

Cet appel «à la formation, partout en France, de collectifs pluralistes de concertation et d'action pour l'écologie» fait suite à l'initiative des Verts d'organiser à la rentrée prochaine des assises de l'écologie, et à une lettre du président de Génération Ecologie, adressée le 18 avril aux «responsables du parti Verts», dans laquelle M. Brice Lalonde proposait une organisation conjointe de ces rencontres. Outre les personnalités déjà citées, il est signé par plusieurs responsables de Génération Ecologie (MM. Jean-Jacques Porcher, Dominique Bidou, Guy Kozaricki), des Verts (MM. Jean-Félix Bernard, Yves Cochet, Jean Desesard) ou d'associations du cadre de vie (MM. Guy Aznar, Jean-François Blot, Jean Marchais).

Le dernier conseil national des Verts, réuni à Lyon au début du mois d'avril, avait refusé d'associer Génération Ecologie à son initiative. M. Antoine Waechter, qui s'était fait le défenseur de cette ligne, avait peu après été mis en minorité au sein du collège exécutif des Verts. La direction du mouvement a en effet proposé, le 25 avril, aux amis de M. Lalonde une double rencontre: l'une sur les assises de l'écologie, l'autre sur la stratégie politique des deux organisations. La première prise de contact a eu lieu le 6 mai entre MM. Guy Cambot, secrétaire national des Verts, et Philippe Germa, délégué général de Génération Ecologie.

J.-L. S.

Devant la commission d'enquête du Sénat

## M. Scheer déclare qu'il n'a eu «aucune hésitation» pour l'accueil de M. Habache à Paris

La commission d'enquête du Sénat sur l'affaire Habache a entendu, mardi 12 mai, M. François Scheer, ancien secrétaire général du Quai d'Orsay.

M. Scheer a déclaré qu'il n'a eu aucune hésitation à donner son avis favorable pour l'entrée sur le territoire français du dirigeant du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine) le 29 janvier. «Mon rôle s'est terminé là», a souligné M. Scheer, «et ne m'a pas demandé d'explication sur mon avis qui a été transmis au cabinet du ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas».

L'ancien secrétaire général a confié aux sénateurs que M. Dumas l'avait appelé le jeudi 30 janvier au soir, à son domicile, pour lui signifier que, compte tenu du retentissement fait autour de cette affaire, M<sup>me</sup> Edith Cresson, premier ministre, souhaitait «qu'il présente sa démission». «Je n'ai pas eu d'explication. Je n'en ai pas demandé. J'ai rédigé ma lettre de démission le vendredi matin à la première heure», a affirmé M. Scheer.

## Le Monde HORS-SÉRIE

### LA FRANCE DANS SES RÉGIONS

26 enquêtes sur le pays d'aujourd'hui et le résultat complet des élections du 22 mars

156 pages - 45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

# PARIS - BARCELONE

# 1490 FF

# AR\*

ONLY - BARCELONE\*\*

Départ	Arrivée
07h20	08h45
17h30	19h00

BARCELONE - ORLY\*\*

Départ	Arrivée
10h40	12h15
19h45	21h15

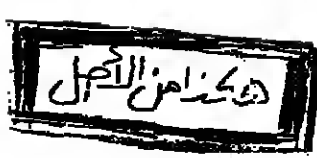
\* Tarif aller / retour payé au 31/04/92 (sous réserve d'homologation).  
 \*\* Soins à condition spéciale.  
 \* Tarif de l'air en vigueur

Pour tous renseignements, contactez votre agence de voyages

ou téléphonez à notre service de réservations ou

AGENCE AERIANNE FRANÇAISE (1) 49 79 12 34





## POINT / L'OPUS DEI

### Une béatification hautement symbolique

Dimanche 17 mai, place Saint-Pierre à Rome, près de 150 000 membres ou sympathisants de l'Opus Dei assisteront à la cérémonie, présidée par Jean-Paul II, de béatification du fondateur de l'œuvre, Mgr José María Escrivá de Balaguer (1902-1975).

Les conditions exceptionnellement rapides de cette béatification, dix-sept ans seulement après la mort du prélat espagnol, ont fait l'objet de polémiques dans son pays, aux États-Unis, en Italie, un peu moins en France

où l'Opus Dei, en progrès, est assez peu représenté.

Ce procès de béatification et les critiques qui l'ont suivi relancent les campagnes d'opinion qui, en fait depuis sa création en 1928, n'ont jamais cessé d'accompagner la progression de cette œuvre, qui, de simple association de laïcs à ses débuts, est devenue, en 1982, une « prélatrice personnelle », directement rattachée au pape, dont la forme juridique est sans comparaison dans

l'Eglise. Si, sous le pontificat de Jean-Paul II, les béatifications et les canonisations sont devenues de vrais actes de gouvernement, la « montée sur les autels » de Mgr Escrivá de Balaguer est particulièrement symbolique : elle consacre l'action, à travers le monde, d'une organisation de 75 000 membres qui dans l'Eglise catholique assure au pape, selon des méthodes souvent contestées, ses soutiens les plus inconditionnels et les plus militants.

## Les fantassins de Jean-Paul II

Pampelune la Prude. Dans la capitale de Navarre, l'amateur serait bien en peine de trouver un énième porno, un sex-shop ou une cave de drogues. Au cœur de l'Opus Dei espagnol, entre des rues neuves tracées au cordeau, l'université de Navarre est aussi célèbre en Espagne que l'hôtel de la vieille ville où vivait et écrivait Ernest Hemingway.

Les résidences du campus ressemblent à tous les centres de l'Opus Dei dans le monde. La mixité y est interdite. Les murs et les bibliothèques pleinent sous les portraits et ouvrages du fondateur, Mgr Escrivá de Balaguer. Meublées et fleuries avec goût, les pièces ruflent de propreté. A l'oratoire, à genoux sur un prie-Dieu, des « ouméraires » de l'œuvre ou de simples étudiants sont en oraison. Un souci de perfection s'attache à chacun de leurs gestes. La vie sur le campus se déroule comme dans un ballet minutieusement réglé, avec sourires et application.

### Le monde comme terre de mission

A ce socle de « sainteté quotidienne » - l'image de fabrique de l'Opus Dei - s'ajoute, depuis sa fondation en 1928 en Espagne, un formidable besoin d'expansion. Comme si tous les costumes taillés jusque-là dans l'Eglise catholique étaient subitement devenus trop petits pour elle. L'université de Navarre compte déjà mille deux cents professeurs et quinze mille étudiants. Elle est flanquée d'une clinique ultra-moderne dont 30 % du personnel appartient aussi à l'Opus Dei. Là, on cultive les vertus chrétiennes que chérissait le fondateur : l'écoute, l'ascèse, le goût du sacrifice, la compétence professionnelle, le zèle apostolique, etc.

Comme celle de Navarre, les universités de l'œuvre poussent comme champignons après la pluie : à Bogota, à Mexico, à Piura (Pérou), à Buenos-Aires, au Chili, aux Philippines, à Rome, etc. Depuis la chute du mur de Berlin, des centres de l'Opus Dei se sont ouverts à Prague, à Brno, à Budapest, à Varsovie, à Szczecin. Il n'est guère possible de recenser toutes ses écoles, ses dispensaires, ses cliniques, ses maisons d'édition, ses centres de presse et de télévision. L'Opus Dei ne se compte pas : il n'est pas propriétaire ; ce sont ses membres, à titre personnel, qui les dirigent.

Quand on interroge un membre de l'Opus Dei sur les raisons de ce succès, et sur sa propre vocation, il répond invariablement : « Ce n'est pas moi qui ai choisi. C'est Dieu qui m'a choisi. » Mais tous vous diront, sans luxe de détails, brouillant les filières de recrutement, qu'ils sont devenus membres grâce à un « ami », à un « club de jeunes », à des « rencontres culturelles », à un « automérite » de l'Opus, le plus souvent dans les meilleurs lycées. Mais de leurs premiers contacts ils parlent toujours comme d'une « expérience indescriptible » qui forge une vocation et fonde une vie.

### De « petites mortifications »

Ce soir-là, au centre de l'Opus Dei de la rue Jamin dans le seizième arrondissement de Paris, une vingtaine de jeunes écoutent, dans la pénombre d'une chapelle que dissimulent les volets d'un immeuble cossu, une « méditation » d'un prêtre en soutane noire - en fait, une longue suite de lieux communs sur la Vierge Marie. Ses auditeurs sont un mixte de modes, un ingénieur EDF, un conducteur de chantier, un informaticien, un attaché commercial, un architecte, etc.

La quarantaine, Jean-Pierre S., est, quant à lui, cadre dans une filiale du Crédit lyonnais à Paris. Il est membre de l'Opus Dei depuis 1971 et parle avec vénération du fondateur, aussi appelé par ses fils « le Père » ou « le Serviteur de Dieu ». Se sanctifier par son travail, sanctifier son travail professionnel : il répète presque mécaniquement la double consigne de

Mgr Escrivá. Aussi Jean-Pierre S., s'oblige-t-il, chaque jour au bureau, à de « petites mortifications » : recevoir un « casse-pieds », être ponctuel à un rendez-vous, exhumier un dossier qu'on n'a pas envie de traiter. Il va quotidiennement à la messe, récite le chapelet dans le métro et à l'heure de l'Angélus au bureau la prière du Regina Coeli. Chaque coup de téléphone est devenu pour lui, comme par un réflexe pavlovien, l'occasion de penser à Dieu et, dit-il, de « murmurer intérieurement que je l'aime ».

### Le temps de « colonnades »

Marié, il est « surnuméraire » d'un ordre qui compte aussi des « aggrégés » et des « numéraires » célibataires. Mais, quel que soit

### Mgr Escrivá de Balaguer

Né le 9 janvier 1902 à Barbastro, en Aragon (Espagne), José María Escrivá de Balaguer, ordonné prêtre en 1925, fonde le 2 octobre 1928 l'Opus Dei, lui adjoignant, deux ans plus tard, une section féminine. En 1934, il écrit son livre fondamental *Chemin*, diffusé dans le monde entier. Il prêche, voyage et revient à Madrid à la fin de la guerre civile. En 1944, il ordonne les trois premiers membres de l'œuvre accédant au sacerdoce (dont son successeur, Mgr Alvaro del Portillo, l'actuel prélat). En 1950, l'Opus Dei devient par décret institut séculier. Mgr Escrivá multiplie les voyages en Espagne, en Amérique centrale et latine, à Rome, où, dans son bureau, il meurt le 26 juin 1975.

leur statut, le décalage est toujours saisissant entre le niveau de compétence, de relations sociales des hommes de l'Opus Dei et leur dévotion, si proche encore de la bigoterie espagnole des origines. Le contraste est encore plus frappant entre cet appétit insouciant de « sainteté » et la réputation de secret, d'élitisme, de prosélytisme, voire de sympathie pour le fascisme qui, soixante-cinq ans après sa création, dix-sept après la mort de Franco, continue de coller à l'Opus Dei.

La plupart vous diront que ces « colonnades » ne les atteignent pas. Elles remonteraient aux circonstances mêmes de la naissance de l'Opus Dei, lorsqu'un jeune prêtre modeste, inconnu, l'abbé Escrivá, qui mettra des années pour obtenir un titre de noblesse (de Balaguer) - décide de l'idéal de sainteté, traditionnellement réservé aux prêtres et aux religieux pour des actes hors du commun, pouvait être atteint par des laïcs ordinaires dans l'accomplissement de leurs simples devoirs familiaux et sociaux.

Une révolution dans l'Eglise. Elle valut au bienheureux d'aujourd'hui d'être traité d'hérétique et même traité d'« hérétique » et même traité d'« hérétique » et même traité d'« hérétique ». Elle valut au bienheureux d'aujourd'hui d'être traité d'hérétique et même traité d'« hérétique ». Elle valut au bienheureux d'aujourd'hui d'être traité d'hérétique et même traité d'« hérétique ».

En fait, tout semble se passer comme si l'Opus Dei était tombé dans le piège tendu par ses adversaires. Des dévies se seraient produites, liées à une sorte d'acharnement mis à se protéger, à obtenir dans l'Eglise un statut toujours plus particulier, à dissimuler certains de ses modes de recrutement, de fonctionnement et d'expansion.

Un certain flou, pour le moins,

régnait en effet. Tantôt l'œuvre met en avant une spiritualité laïque de « conversion du monde », tantôt elle cherche ses soutiens dans les milieux les plus cléricaux. Elle justifie son originalité par l'association de laïcs et de clercs, mais laisse toutes les « charges de gouvernement » à ses prêtres et à son évêque. Mgr Escrivá écrit que « l'Opus Dei n'exige ni vœux ni promesses », mais ses membres numéraires et aggrégés sont en fait soumis à des obligations de célibat et d'obéissance rigoureuse aux seuls buts de l'œuvre.

A peine avait-il obtenu, en 1947, après des années de lutte en Espagne et à Rome, un statut sur mesure d'institut séculier - la Société sacerdotale de la Sainte-Croix - que Mgr Escrivá, pointilleux comme le juriste et entêté comme l'Aragonais qu'il était, repartait à l'assaut pour trouver « une solution juridique appropriée » à une association de laïcs et de clercs. Mais alors que Paul VI avait toujours gardé des distances, renouvelant l'épiscopat espagnol (sous le coup de Franco) sans jamais promouvoir de prêtres de l'Opus Dei, Jean-Paul II allait, à l'inverse, choisir des évêques dans l'œuvre (sept au Pérou, deux au Chili, un en Argentine et le prélat lui-même de l'Opus, Mgr Alvaro del Portillo) et lui donner, en 1982, un statut de « prélatrice personnelle » unique en son genre dans l'Eglise. L'Opus Dei est ainsi un « diocèse sans territoire », à diffusion universelle. Il est dirigé par un prêtre nommé par le pape, qui n'a de comptes à rendre qu'à lui. Il peut former et « incardiner » ses propres prêtres.

### Une « Eglise dans l'Eglise »

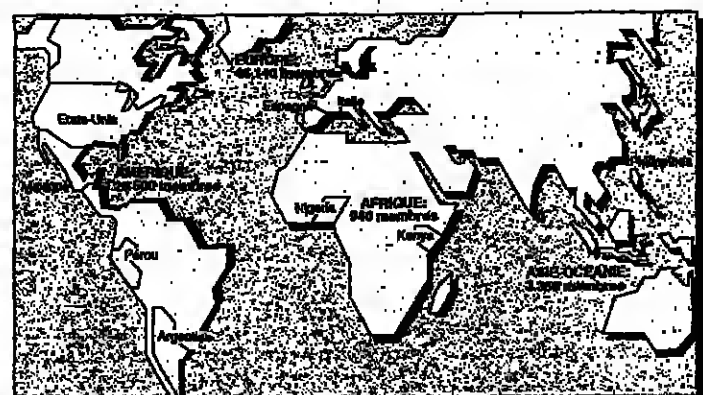
Ce statut d'exception divise encore aujourd'hui théologiens et évêques. Des conflits de juridictions naissent. Certains évêques, en Angleterre, en France, refusent de collaborer avec des prêtres de l'Opus Dei. D'autres les accueillent, leur confiant même des paroisses, des mouvements, des services. La mission de statut faite avec la Mission de France (qui n'a pas non plus de territoire réel) n'est pas bonne. La

Mission de France ne compte que des prêtres (ouvriers, paysans, etc.), mis au service des évêques. L'Opus Dei est très majoritairement composé de laïcs. La tentation est donc forte pour l'œuvre d'agir comme une sorte de « super-Eglise », ou d'« Eglise dans l'Eglise ». Ses liens de solidarité interne (la participation à la messe, la confession réservée seulement à des clercs de l'Opus) l'emportent sur la collaboration avec les autres composantes de l'Eglise, dans laquelle ils se présentent parfois comme les seuls garants de la doctrine, de la morale, de l'intégrité de la foi.

Groupe de pression dans l'Eglise, l'Opus Dei le serait aussi dans la société, selon ses détracteurs, qui rappellent les liens de certains de ses membres avec le gouvernement de Franco, en oubliant que l'œuvre fut aussi la cible du régime, on des scandales bancaires ou immobiliers dans lesquels son nom fut cité. « L'œuvre n'est liée à aucun groupe, à aucun régime, à aucun idéal politique (...). Elle n'a aucune philosophie temporelle », disait son fondateur. Celui-ci ajoutait : « Sur cent âmes, cent âmes m'intéressent ».

Mais ses héritiers ne cachent pas, pour des raisons d'efficacité apostolique, une sympathie plus grande pour les milieux intellectuels ou une certaine élite sociale, en vue d'« évangéliser » des secteurs techniques, scientifiques, universitaires, de plus en plus coupés de l'Eglise. Voir, comme disait sa revue *Cronica* en 1963, de « sanctifier la science, la culture, l'art et la civilisation ». Accusés par des familles de « prosélytisme systématique auprès des jeunes éléments brillants », de sectarisme et d'« orthodoxisme », les membres de l'Opus Dei, fantassins de la « nouvelle évangélisation » de Jean-Paul II, comparent souvent leur situation avec celle des chrétiens des trois premiers siècles. Comme eux, ils annoncent la foi « en faisant du commerce et de la navigation », c'est-à-dire avec naturel, par le témoignage de leur travail et de leur vie quotidienne. Mais, comme les premiers chrétiens aussi, ils sont persécutés.

HENRI TIMCO



Le nombre d'hommes et de femmes laïcs (en deux branches séparées) de l'Opus Dei, est d'environ 77 000. La carte ci-dessus est celle des principales implantations dans le monde. Le nombre des prêtres « incardonnés » dans la prélatrice est de 1 446. En France, l'Opus Dei compte environ 1 400 membres (dont 21 prêtres), répartis dans une dizaine de centres à Paris et d'autres érigés à Aix-en-Provence, Grenoble, Lyon, Marseille, Neully, Soissons, Strasbourg et Toulouse.

## Une influence croissante à Rome

ROME

de notre correspondant

C'est à la guerre civile espagnole et à la dernière guerre mondiale que l'Italie doit d'être devenue le siège de l'Opus Dei. En effet, dans la deuxième moitié des années 30, le fondateur, Mgr Escrivá de Balaguer, voulait commencer son travail apostolique en France. Les circonstances l'en ayant empêché, il s'installa en 1946 à Rome. C'est de là qu'il travaillera à donner une dimension universelle à l'Opus Dei, en créant notamment, en 1948, le collège de la Sainte-Croix pour les hommes et, en 1953, le collège de Sainte-Marie pour les femmes.

Lorsqu'il meurt à Rome, le 26 juin 1975, Mgr Escrivá est remplacé par l'abbé Alvaro del Portillo, le premier vicaire régional de l'œuvre en Italie. C'est lui qui va achever la bataille italienne qui mènera à l'Opus de devenir en 1982 la première « prélatrice personnelle » de l'Eglise.

Que représente aujourd'hui l'Opus Dei en Italie ? Environ trois mille membres, dont une moitié de femmes et un peu plus de 2 % de prêtres. Ses centres se trouvent dans les principaux diocèses : dix-sept en tout : outre Rome, Milan, Come,

Turin, Bari, Gênes, Naples, Padoue, etc. Très présent dans l'éducation et la formation professionnelle, l'Opus Dei, qui compte déjà une université de théologie, l'Ateneo romano della Santa-Croce, travaille à un autre projet d'université à Rome, comprenant entre autres un institut biomédical, une polytechnique et un centre de recherches.

De plus, l'Opus Dei est partie prenante dans une vingtaine de résidences universitaires, de centres de formation bôtérière ou de clubs à vocation sportive ou culturelle. Au total, chaque année, dans la seule ville de Rome, plus de 50 000 personnes auraient un contact avec l'Opus Dei. Chiffre qui passerait à environ 5 millions pour tout le pays.

### Sympathies politiques

Cette présence n'a pas toujours été acceptée facilement par le passé, en Italie. Et en 1986 la question fut posée au Parlement, où l'Opus Dei, assimilé pour son goût du secret à la maçonnerie ou au réseau politico-affairiste de la loge P2, fut mis en cause. Aujourd'hui, le climat semble plus serein et les nombreuses personnalités de la classe dirigeante italienne ne font pas mystère de leur appartenance à l'Opus Dei. C'est le cas notamment du financier Gianmario Rovarato ou encore du député Alberto Michelini. Présents dans les milieux scientifiques et médicaux, avec par exemple le professeur Raffaele Cortesini, l'un des pionniers des transplantations d'organes, les membres de l'Opus Dei sont également nombreux dans la haute bureaucratie italienne, l'instruction publique et la magistrature.

L'œuvre en tire-t-elle une influence politique aussi importante que celle qu'on voit bien lui prêter ? Selon certains, une bonne soixantaine de députés soutiennent régulièrement la cause de l'Opus Dei. Enfin - sympathie ou estime intéressée - des personnalités comme le président du conseil Giulio Andreotti, dont le livre de chevet est *Camino* (« Chemin ») de Mgr Balaguer, ou l'ex-président de la République Cossiga, ne cachent pas leur intérêt pour l'Opus Dei.

Ces sympathies et points communs se retrouvent pour une large part aussi au Vatican, où, outre le porte-parole du Saint-Siège, Joaquin Navarro-Valls, le secrétaire pontifical chargé de l'interprétation du droit canon, Mgr Herraiz, ou le sous-secrétaire pour les rapports avec les non-croyants, le professeur Luis Clavel, appartiennent en propre à l'Opus Dei. De nombreux prélats de curie, parmi lesquels les cardinaux Deskar, Felici et Palazzini, qui assistent chaque année à la messe anniversaire de la mort du fondateur, affichent leur soutien actif à l'œuvre. Jean-Paul II lui-même se montre l'un des plus réceptifs, en accueillant chaque année à Castelgandolfo des groupes de jeunes de l'Opus Dei, tandis qu'il s'est fait une règle, lors de ses voyages à l'étranger, d'y rencontrer les dirigeants locaux.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

## Procès éclair et polémique

Un record. Bien avant Charles de Foucauld, Mgr Oscar Romero, évêque assassiné, du Salvador, Jean XXIII, ou des Français célèbres comme Robert Schuman ou Edmond Michelet - autant de personnalités dont le procès de béatification est engagé - Mgr José María Escrivá de Balaguer, dix-sept ans seulement après sa mort, va « monter sur les autels », selon l'expression consacrée pour désigner, dans l'Eglise catholique, le cortège des saints et des bienheureux.

Certes, depuis l'élection de Jean-Paul II en 1978, le rythme des béatifications et des canonisations s'est singulièrement accéléré. En quinze ans de règne, son prédécesseur Paul VI avait promu 31 bienheureux et 21 saints. Au bout de douze ans de règne de Jean-Paul II, en 1990, les chiffres étaient déjà de 123 béatifications et 23 canonisations (1).

Le procès de béatification de José María Escrivá de Balaguer a tenu neuf cent quatre-vingt sessions devant le tribunal du diocèse de Madrid de 1981 à 1984, de Rome jusqu'en 1986, avant d'être transféré à la congrégation pontificale pour la cause des saints. Moins de quatre ans après, en 1990, il s'achevait par un décret du pape proclamant les « vertus héroïques » de Mgr Escrivá, dernière étape avant la béatification proprement dite.

Les critiques ont tourné autour de trois points : le caractère expéditif de l'instruction ; l'exclusion de témoins à charge au cours de l'étape de postulation destinée à recueillir des témoignages contr-

dictoires ; les pressions exercées sur le tribunal à Madrid et à Rome. 1. Le caractère expéditif de l'instruction : pour les responsables de l'Opus Dei, toutes les étapes prévues par la législation ont été « scrupuleusement respectées ». Il est vrai que la procédure a subi deux coups d'accélérateur en 1989, puis en 1993, « pour favoriser les causes de personnes plus proches aux hommes de chaque époque, par leur manière de vivre le christianisme et par leur message ».

### 75 000 témoignages écrits

Doyen de la faculté de théologie de l'Opus Dei à l'université de Navarre à Pampelune, le Père José María Illanes explique que « les historiens ont démontés les moyens de faire des dossiers rapides et bien ficelés et qu'une enquête correctement menée devrait aboutir au bout de quatre ou vingt ans ». L'efficacité de l'Opus Dei et la dévotion populaire envers Mgr Escrivá ont permis le recueil de soixante-quinze mille témoignages écrits favorables qui figurent au dossier du fondateur de l'œuvre.

2. Les anomalies de la postulation : les personnes entendues par le postulateur de la cause des saints à Rome sont toujours réparties en deux moitiés égales de témoins favorables et défavorables. Une liste de dix personnes hostiles à la béatification du fondateur de l'Opus Dei a été présentée au postulateur. Mais, selon certains révé-

latoires, les pressions exercées sur le tribunal à Madrid et à Rome. 1. Le caractère expéditif de l'instruction : pour les responsables de l'Opus Dei, toutes les étapes prévues par la législation ont été « scrupuleusement respectées ». Il est vrai que la procédure a subi deux coups d'accélérateur en 1989, puis en 1993, « pour favoriser les causes de personnes plus proches aux hommes de chaque époque, par leur manière de vivre le christianisme et par leur message ».

à charge, d'abord pressenti, ont été écartés et que tous ceux qui figuraient sur la liste n'ont pas été entendus. « C'est le tribunal qui choisit dans la liste qui il veut entendre », répond le Père Illanes. Le théologien de l'Opus Dei admet pourtant que certains ont été écartés « parce qu'ils n'avaient manifestement aucune connaissance biographique de Mgr Escrivá ».

3. Les pressions sur le tribunal : elles auraient été multiples de la part de membres de l'Opus Dei, de la phase d'instruction diocésaine à Madrid et à Rome. Les responsables de l'œuvre répondent que c'est l'archevêque de Madrid, alors le cardinal Enrique y Tarazona, et lui seul, qui a nommé les théologiens et médecins instructeurs. Alors vicaire général de Rome, le cardinal Poletti a fait la même chose dans son diocèse. A la congrégation de la cause des saints, le tribunal est inamovible et il est plus difficile à manipuler : il est composé de huit théologiens chargés de constater les vertus morales et chrétiennes du candidat à la béatification et de cinq médecins pour enregistrer la ou les maladies nécessaires au succès de sa cause. Or, sur cinq médecins, un seul appartient à l'Opus Dei, assure le Père Illanes : le professeur Cortesini, de Rome. A l'entendre, la complexité de la procédure et la multiplicité des recours interviennent, en fait, toute manipulation.

H. T.

(1) Comment l'Eglise fait des saints, par Kenneth Woodward. Grasset, 486 pages, 143 F.



هناك من الفشل

# SOCIÉTÉ

Les conclusions de la commission d'enquête administrative sur la catastrophe de Bastia

## Un rapport accablant pour les constructeurs et les instances sportives

« Nous pouvons dire qu'il n'y a pas eu de fatalité. Cette tribune ne pouvait que s'effondrer et transformer le public en victime. C'était une tribune mortelle. » En quelques mots, M. Jean-Pierre Lemoine, président de la commission d'enquête administrative, vient de résumer, mardi 12 mai, le rapport sur les causes de la catastrophe du stade de Furiati remis au ministre de l'Intérieur, M. Paul Quilès, dans l'après-midi et rendu public quelques heures plus tard.

Selon lui, toutes les parties impliquées dans le drame - le constructeur de la tribune et les instances sportives en tête - ont fait preuve d'une grande légèreté, d'incompétence et d'irresponsabilité. Elles n'ont pas hésité à faire usage de faux documents ou de circulaires erronées. Ces dysfonctionnements des commissions de sécurité, vient de le révéler que le Sporting Club Bastiais (SCB) a « voulu faire une opération financière pour combler une partie de son déficit ». En déclarant une recette de 1 339 500 F quand il comptait en réalité 3 millions de francs, le SCB comptait empêcher près de 2 millions de francs « en douze ».

Seuls le maire de Furiati, M. Eugène Bortolotti, et le préfet de Haute-Corse, M. Henri Hurand, sont restés quasiment « indemnes » de l'enquête menée tambour battant et en toute transparence. Avant de se lancer dans la longue litane des responsabilités, M. Lemoine réaffirme l'indépendance de la commission, « qui a reçu ni instruction ni directives quelconques ».

« L'incompétence des constructeurs »

La commission d'enquête administrative « est consternée par l'incartout et l'incompétence totale des constructeurs », déplore M. Lemoine. « Le chapitre consacré aux raisons techniques de l'effondrement de la tribune nord relève que « la grande légèreté de la partie « échafaudage » [la partie haute qui s'est effondrée] saute aux yeux (...). L'absence de plans et de notes de calcul, pour cette catégorie d'ouvrage, ne peut en aucun cas être justifiée la faute professionnelle est encore plus grave s'agissant d'une construction recevant du public classée dans la première catégorie. »

« L'installateur ne peut invoquer que deux arguments pour atténuer la responsabilité qui est la sienne dans ce minage :

« La hâte avec laquelle il lui a été confié les travaux (...). Mais n'est-il pas responsable d'avoir accepté d'effectuer ce marché en une semaine, sans avoir le temps matériellement d'établir les plans et notes de calcul indispensables ?

« Le contrôle technique de la SOCO-TEC (Société de contrôle technique), dont il prétend avoir été assuré. »

« Une commission de sécurité « qui n'a pas rempli son rôle »

« A aucun point de vue, la commission de sécurité départementale n'a rempli son rôle qui était d'émettre un avis après avoir étudié les prescriptions de sécurité et recommandé au maître d'ouvrage les rectifications techniques », aucun des deux procé-

verbaux des réunions des 29 avril et 4 mai - cette dernière s'est tenue dans une grande confusion, précise le rapport - n'a été signé par le directeur du cabinet du préfet.

« Des rapports entre Sud Tribune, le Sporting Club Bastiais et la SOCO-TEC « flous et ambigus »

Parce que le contrat de location a été conclu dans la hâte et verbalement, les rapports entre les trois parties restent, affirme M. Lemoine, « flous et ambigus ». Néanmoins, le rapport accable encore un peu plus Sud Tribune accusée d'avoir menti sur la marchandise. La société a prétendu avoir monté deux tribunes, pour les Jeux olympiques d'Albertville, alors qu'elle n'a été que le sous-traitant pour la construction de la tribune d'Albertville. Plus grave, la présentation de certificats d'homologation n'attestant « du contrôle de la résistance de la structure métallique que pour cinq rangées de tribunes ».

Les responsabilités de la SOCO-TEC : « Déjà critiquable pour le contrat de location, le caractère oral du mandat est encore plus inacceptable s'agissant de l'exercice du contrôle technique confié à la SOCO-TEC », poursuit le rapport. « Un contrôle sur toute la totalité de l'opération était en effet indispensable. Or le chef de l'agence SOCO-TEC de Bastia prend comme figure de défense le fait de n'avoir reçu qu'un mandat limité du contrôle du terrain. A l'appui, l'ingénieur de Sud Tribune prétend qu'un mandat général d'examen

de l'ouvrage a été confié à l'agence bastiaise de la SOCO-TEC. »

La commission ne peut « trancher sur ce point extrêmement délicat que seule l'enquête judiciaire est à même d'éclaircir ».

« La défaillance du contrôle technique, quelle qu'en soit l'origine, a été d'autant plus grave que, ni le pouvoir sportif ni l'autorité administrative ne se sont inquiétés des modalités de sa réalisation. »

« Des garanties sportives à l'index »

« La Fédération française de football (FFF), la ligue régionale de Corse ou le Sporting Club Bastiais n'ont pas construit les tribunes », précise M. Lemoine. Le club bastiais a pourtant joué les apprentis sorciers. « Le mouvement sportif - et en premier lieu le Sporting Club Bastiais - est à l'origine d'une catastrophe dans laquelle il ne peut nier avoir une lourde part de responsabilité. »

Ici encore, une cascade de déléguations, aggravée par une « déresponsabilisation » des organismes, est à l'origine de la catastrophe, explique le rapport. Comme le veut le règlement, la FFF délègue ses pouvoirs, pour l'organisation de la demi-finale Bastia-Olympique de Marseille (lire l'encadré), à la ligue régionale corse, qui, à son tour, a confié l'organisation au Sporting Club Bastiais. Une pratique largement répandue.

Les dirigeants du club n'ont pas mesuré les conséquences du montage d'une vaste tribune provisoire et n'ont pas respecté les procédures à suivre. Le SCB devait s'assurer du concours d'un bureau de contrôle technique, respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à

assurer la sécurité des personnes et, surtout, demander une autorisation de construction au maire de Furiati.

Bien que non responsable de la catastrophe, la Fédération française de football est déclarée « irresponsable » par la commission : en clair, déléguer ses pouvoirs ne veut pas dire s'en laver les mains. La ligue de Corse aurait, par exemple, pu s'inquiéter qu'au moment prévu pour l'ultime visite de la commission de sécurité, quatre jours avant le match, le haut de la tribune nord n'était pas encore monté. S'en inquiéter et alerter la fédération.

« La FFF avait la possibilité théorique de désigner un terrain autre que celui où se trouvait la tribune, mais elle n'a pas fait usage de ce pouvoir. De plus, la billetterie a été remise sur la base d'un faux document : « La billetterie n'est délivrée par la fédération et adressée au club que lorsque l'avis favorable de la commission de sécurité lui est parvenu. La fédération s'est contentée d'un procès-verbal de la commission de sécurité adressé par la ligue de Corse et qui mentionnait, bien à tort, qu'un avis favorable avait été formulé par la commission. » La commission a entendu les responsables de la fédération qui affirment avoir été abusés. Elle regrette que ses cadres n'aient pas eu la prudence de s'intéresser de plus près à la construction de cette tribune.

« Les rôles du maire et du préfet allégés »

Tout en constatant de graves manquements de l'autorité administrative, la commission allège les responsabilités du maire et du préfet. Le premier semble avoir été impuissant

face aux décisions des dirigeants du Sporting Club Bastiais, « qui ont l'habitude de ne pas solliciter d'actes juridiques de sa part ». De plus, installé sur un terrain privé, le stade de Furiati « semble disposer d'un statut d'extra-territorialité » et échapperait ainsi au contrôle de la municipalité.

La commission constate que le préfet de Haute-Corse n'a été bien isolé et les hauts fonctionnaires bien passifs : pas une voix ne s'est élevée parmi les chefs de service de l'Etat ou tout autre responsable en charge de sécurité pour exprimer des inquiétudes ou des doutes.

« Face à la confiance aveugle accordée par les dirigeants du SCB à la société Sud Tribune, le préfet n'a pu, dans l'extrême climat de passion et de tension qui régnait alors, développer des arguments de raison. »

« Trois propositions pour l'avenir »

La commission d'enquête administrative souhaite des réajustements plus sévères pour l'installation de tribunes provisoires : la nomination d'une haute personnalité chargée de clarifier les règles nécessaires à une autorisation de ce type. Enfin, elle demande la mise en place, avec le ministère de la jeunesse et des sports, d'une enquête sur le pouvoir des organismes sportifs et un contrôle sur la gestion financière des clubs. Cette dernière proposition montre combien la commission d'enquête administrative tient le monde du football pour responsable en grande partie de la catastrophe du stade de Furiati.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Une influence croissante à Rome

### Président de la FFF M. Fournet-Fayard sur la sellette

Ni les rumeurs qui le cernent ni la cercle des accusations, qui se resserrent autour de lui après la catastrophe de Furiati n'arrivent à convaincre M. Jean Fournet-Fayard de quitter son poste de président de la Fédération française de football (FFF). « Pas question de démissionner », martèle-t-il encore, mardi 12 mai, dans son bureau de la Fédération, avenue d'Iéna, à Paris. Le président de la FFF venait pourtant d'avoir une nouvelle mauvaise surprise. Une « visite » de trois heures, rendue par trois gendarmes, dont deux venus de Corse sur commission rogatoire. « Ils m'ont entendu à titre de témoin, précise M. Fournet-Fayard, et je leur ai remis un certain nombre de documents. » Le patron du football français s'empresse d'ajouter que, malgré les rumeurs de son départ imminent pour la Corse, il n'avait pas été convoqué officiellement à Bastia, devant le juge d'instruction Jean-Pierre Rousseau.

Cette deuxième audition - deux gendarmes l'avaient déjà entendu au lendemain du drame - place cependant M. Fournet-Fayard dans une situation très difficile, car elle montre que les enquêteurs n'écartent pas les responsabilités de la Fédération dans le tragédie de Furiati. Certes, la FFF n'organise directement que la finale de la Coupe de France. Pour les autres rencontres, elle délègue ses pouvoirs aux ligues régionales : en l'occurrence la ligue corse, dont le vice-président a été inculpé. Mais la FFF demeure responsable de l'émission des billets. Elle a ainsi fourni sans sourciller, et semble-t-il hors des délais qu'elle avait elle-même fixés, les 10 000 billets supplémentaires que la ligue corse lui avait réclamés, après qu'elle avait été portée à 18 000 spectateurs. A aucun moment, elle n'a semblé s'inquiéter de la construction et du rapide des nouvelles tribunes.

En affirmant dès le soir de la catastrophe qu'il disposait de « tous les certificats de garantie pouvant être délivrés par des gens autorisés », M. Fournet-Fayard ne faisait qu'aggraver son cas. Il semblerait qu'il n'ait eu connaissance en fait que d'un acte de la ligue de Corse affirmant que la commission de sécurité avait rendu un avis favorable. Tout se passe comme si M. Fournet-Fayard avait abdiqué toute autorité, de crainte d'aller à

l'encontre de la volonté des dirigeants corses, de s'opposer à l'engouement, que le match Bastia-Marseille suscitait dans l'île.

Ces cancanes de la Fédération ne peuvent que faire restaurer la réputation de pesantité de son président. Depuis son élection en 1984, ses occupations professionnelles, à la tête d'un laboratoire pharmaceutique lyonnais, l'éloignent souvent de la Fédération. D'où le tentation de lui imputer le laisser-aller général du football professionnel français dans les années 80 - qui avait conduit à un déficit de 1 milliard de francs en 1990 - et son corollaire : la multiplication des affaires au tout genre.

Un bouclier fragile

La nomination controversée de Claude Baz, ancien président des Girondins de Bordeaux, enjoué d'aujourd'hui en prison, comme intendant de l'équipe de France en 1988, est une de ces décisions que lui reprochent ses détracteurs, au premier rang desquels M. Bernard Tapie. Entre les deux hommes, l'animosité est vive, et le patron de l'OM rechigne rarement à faire connaître ses désaccords avec le président de la FFF. Les intentions de M. Tapie sont transparentes : la chute de M. Fournet-Fayard lui permettrait enfin de mettre un pied à la Fédération, en plaçant éventuellement un homme sûr. Le président de la FFF pour ce difficilement compteur sur l'aide de M. Frédéric Bredin, ministre de la jeunesse et des sports, pour résister aux assauts du ministre de la ville.

En fait, face à la pression administrative et médiatique, auxquels s'ajoutent les effets de la procédure judiciaire, M. Fournet-Fayard ne dispose plus que d'un fragile bouclier : sa place de responsable de la candidature française pour la Coupe du monde 1998. Son éviction à moins de deux mois de la désignation officielle du pays organisateur - le 2 juillet à Zurich - ne plairait pas en faveur du dossier français. Mais même cet argument est à double tranchant : la Fédération internationale peut-elle remettre le sort de son épreuve reine dans les mains d'un homme ainsi contesté ?

JÉRÔME FENOGLIO

### Nouvelles inculpations dans les milieux du football corse

BASTIA

de notre correspondant

Trois nouvelles inculpations ont été prononcées, mercredi 13 mai, par le magistrat instructeur en charge du dossier de la catastrophe du stade Furiati, M. Jean-Pierre Rousseau, ce qui porte à six le nombre des personnes inculpées. Les dernières inculpations concernent M. Ange Paolacci, secrétaire adjoint de la Ligue corse de football, pour homicide involontaire, coups et blessures involontaires et faux et usage de faux en écriture privée, le vice-président du Sporting Club Bastiais (SCB), M. Michel Lorenzi, et M. Noël Bartolotti, un des responsables de la ligue corse de football, inculpés uniquement de faux et usage de faux en écriture privée. Ces trois personnes ont été remises en liberté sous contrôle judiciaire. L'inculpation pour faux et usage de faux en écriture privée porterait à la fois sur la transmission aux faux fédéraux d'un faux certificat de la commission de sécurité, sur la révélation d'une double billetterie.

Un faux procès-verbal

Mardi, le juge d'instruction avait déjà prononcé deux inculpations d'homicides involontaires et de coups et blessures involontaires, visant MM. Etienne Galeazzi, secrétaire général de la Ligue corse de football, et Bernard Russi, le directeur pour la Haute-Corse de la société de contrôle technique SOCO-TEC. Si M. Galeazzi a été laissé en liberté, M. Russi a été écroué à la maison d'arrêt de Bastia. Le directeur technique de la société nigésoise Sud Tribune, M. Jean-Marie Boimond, a quant à lui, été transféré à la maison d'arrêt de Marseille.

En plus de ces six inculpations, le président du SCB, M. Jean-François Filippi devait être présenté dans l'après-midi au juge d'instruction. Cela confirme que les enquêteurs ont choisi de frapper fort, notamment en direction des organismes de la rencontre.

Le procès-verbal de la commission de sécurité dont la rédaction a entraîné les trois dernières inculpations, mobilise particulièrement l'attention du juge. L'enquête sur le drame de Furiati révèle en effet que les responsables de la Ligue corse de football et du Sporting Club Bastiais ont rédigé un faux procès-verbal ou flou de la commission de sécurité chargée de surveiller les installations du stade de Furiati avant la demi-finale Bas-

tia-OM, se substituant ainsi à l'autorité du préfet. Le document, rédigé sur un papier à tête de la Ligue corse de football, affirme que les prescriptions de sécurité appliquées au stade de Furiati ont toutes été exécutées et les examens SOCO-TEC réalisés.

Ce faux procès-verbal adressé à la Fédération française de football quelques jours avant le match Bastia-OM avait pour but, comme le règlement de la FFF le stipule, d'obtenir la délivrance de la billetterie supplémentaire nécessaire à la venue des dix mille places créées à l'occasion de l'installation de la nouvelle tribune. Ce document conçu, rédigé et signé par les principaux responsables du club de Bastia et de la Ligue corse pose aussi la question de la responsabilité de la FFF.

M. Fournet-Fayard aura rapidement à répondre à une convocation du juge Rousseau à propos du rôle réglementaire des délégués fédéraux en Corse, qui auraient dû être à pied d'œuvre à Furiati quatre jours avant le match, c'est-à-dire au moment où la tribune Nord était en cours d'édification. Le vrai faux procès-verbal de sécurité aurait alors été inutilisable... et la catastrophe évitée.

MICHEL CODACCIONI

### Doubles fonds

par Alain Giraud

L'APPÉTIT financier est-il une des causes de la catastrophe de Furiati ? Dans les heures qui ont suivi l'effondrement de la tribune, M. Bernard Tapie n'était ému que contre une telle opinion, qui revenait en première analyse dans tous les commentaires. Pour le président de l'Olympique de Marseille, le bénéfice de l'augmentation du nombre de places du stade Armand-Césari était absorbé par les frais de démolition de la tribune Claude-Papi et ceux de construction des nouvelles gradins par Sud Tribune. En reconnaissant dans ces colonnes que la recette estimée de la demi-finale était de 3 millions de francs, le président du Sporting Club de Bastia, M. Jean-François Filippi, laissait pourtant entendre que le résultat de l'opération n'était pas blanc, puisque que la tribune devait revenir à près de 1 million de francs.

Le rapport de la commission d'enquête administrative remis mardi 12 mai par M. Jean-Pierre Lemoine au premier ministre et au ministre de l'Intérieur présente l'opération sous un jour beaucoup plus noir. La recette déclarée - c'est-à-dire la somme qui sert d'assiette au calcul des taxes et qui est répartie entre les clubs de la fédération - a été de 1 339 500 F. En clair, il y a eu volonté de dissimulation de recette, opération dont le corollaire est l'alimentation d'une caisse noire. Faut-il mettre cela sur le compte du

contexte corse ? Le club de Bastia supporte un passif estimé à 6,4 millions de francs. La tentation pouvait donc être forte de recourir à ce procédé pour éviter que le bénéfice soit instantanément englouti par les dettes. Les Corsas n'auraient pas été les premiers à succomber. On pensait pourtant que, après les affaires du Paris-Saint-Germain de Daniel Hechter et de l'AS Saint-Etienne de Roger Rocher, la Fédération de football était avertie des opérations de double billetterie et avait les moyens de les prévenir. Manifestement, ce n'est pas le cas.

La justice aura à mesurer la part de laxisme ou de connivence qu'il peut y avoir dans cette situation. En tout cas - s'ajoutant au manque de rigueur dans l'application de son règlement mis en lumière par la commission d'enquête administrative - cela pose le problème de la légitimité de la Fédération française de football. Par délégitimation de l'Etat, elle bénéficie de prérogatives, de la puissance publique dans l'exercice de ses missions. Mais les dysfonctionnements ne sont-ils pas trop graves pour que la délégitimation soit maintenue ? La prochaine discussion d'un projet de loi sur l'organisation du sport devrait donner l'occasion de sortir du marais dans lequel le football s'est enlisé à cause de la faiblesse des structures et des hommes.

Rejetant le pourvoi de trois élus socialistes marseillais

### La Cour de cassation donne son feu vert à l'information judiciaire sur le dossier Urba

Trois ans après le début de l'enquête impossible menée en 1989 par l'ex-inspecteur Gaudin, la justice va enfin pouvoir enquêter sur le versant marseillais de l'affaire Urba. La chambre criminelle de la Cour de cassation a en effet rejeté, mardi 12 mai, le pourvoi formé par trois élus socialistes marseillais, MM. Michel Pezet, Pierre Rastoin et Philippe Sanmarco, contre l'arrêt de la cour d'appel de Lyon qui avait estimé que l'information judiciaire ouverte à Lyon, confiée à M. Christian Riss, devait suivre son cours.

Classée par le parquet de Marseille à la suite d'instructions émanant de la chancellerie, l'enquête sur Urba avait rebondi en juin 1991 grâce à l'astuce d'un avocat des Verts, M. Pierre-François Divier. Après plusieurs mois de péripéties, une information judiciaire visant MM. Pezet, Rastoin et Sanmarco avait été ouverte à Lyon

le 27 septembre 1991. Malgré un décret annulant son point de départ, l'ouverture de l'information judiciaire avait été confirmée par la chambre d'accusation le 31 janvier.

L'arrêt de la Cour de cassation met fin aux querelles sur la régularité de l'information judiciaire. L'assise de l'enquête se trouve également affirmée : le juge va pouvoir s'intéresser « aux infractions prétendument commises à l'occasion non seulement de la concession du marché concernant la construction du tunnel Prado-Carénage, mais encore d'autres marchés publics ayant intéressé la ville de Marseille de 1987 à 1989 ». La seule incertitude qui demeurait concernait l'action civile : le Conseil d'Etat examine actuellement la validité du décret remettant en question la constitution de partie civile du député des Verts « en ce qu'elle concerne M. Pezet ». La chambre criminelle de la Cour de

cession, présidée par M. Christian Le Guenec, a profité de cet arrêt pour défendre l'autonomie des magistrats du parquet, qui dépendent hiérarchiquement du garde des sceaux. Malgré le classement sans suite effectué par le parquet de Marseille, à la demande de la chancellerie, le parquet général de Lyon pouvait parfaitement, selon la Cour, prendre une décision contraire : « L'action publique ayant été mise en mouvement par voie de constitution de partie civile, il appartenait au procureur général (...) de prendre des réquisitions sans que puisse y faire échec une décision antérieure de classement sans suite. En effet, un magistrat du ministère public, compétent pour exercer l'action publique, a, en vertu de ses pouvoirs propres, d'exclusion de toute autre autorité, la faculté de revenir sur une telle décision dès lors que ne sont pas réunies les conditions d'un refus d'interrompre. »

ANNE CHEMIN



## SOCIÉTÉ

### Le plan gouvernemental pour la rénovation et la sécurité urbaines

#### Des mesures associant les ministères de l'intérieur, de la ville, de la justice, de la jeunesse et du logement

M. Pierre Bérégovoy devait détailler le plan gouvernemental «de rénovation et de sécurité urbaines», mercredi 13 mai, lors du conseil des ministres. Ce plan fait écho au discours de politique générale du premier ministre, au cours duquel il avait placé «l'insécurité urbaine» parmi les «trois fléaux qui démoralisent la société française». Les deux autres «fléaux» sont le chômage et la corruption — ont déjà fait l'objet de mesures gouvernementales.

Le gouvernement lance à présent un programme d'ensemble contre la crise urbaine, dont le contenu sera progressivement rendu public par des communications ministérielles intervenant lors des conseils des ministres successifs du mois de mai. Premier volet de ce programme, le «plan d'action immédiat pour la sécurité urbaine» a été détaillé par M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, lors du conseil des ministres du 13 mai. Une série de décisions tendant à réaffirmer l'autorité de la police et à intensifier la présence policière sur le terrain ont été annoncées.

Le deuxième volet, qui concerne le renforcement général des actions en faveur du cadre de vie urbain, sera décliné par le ministre de la ville, M. Bernard Tapie, à l'occasion du conseil des ministres du 20 mai. Les grands traits en sont déjà connus. Des opérations de réaménagement urbain, allant jusqu'à la destruction de grands ensembles, seront développées; le Groupe central des villes nouvelles sera chargé de les assurer dans la dizaine de sites nécessitant ce type de restructuration en profondeur.

La citoyenneté locale sera encouragée grâce à la création de «maisons du citoyen» (ouvertes à tous, jour et nuit, elles offriront des services tels que la garde des enfants et l'accueil des adolescents après l'école), ainsi que de «conseils de quartier» installés à titre expérimental, ils permettront aux habitants de prendre direc-

tement en charge des questions relatives à l'organisation des quartiers. Quatre mille appelés du contingent pourront, à l'occasion d'un an, exercer un «service national ville». Enfin, une procédure unique de «contrat de ville» sera instaurée, remplaçant le foisonnement actuel des diverses formes de contractualisation.

Le plan gouvernemental sera complété fin mai, à l'occasion d'un autre conseil des ministres, par M. Michel Vauzelle, garde des sceaux, sur le thème de la «justice de proximité». Des réponses judiciaires adaptées à la petite délinquance seront annoncées (développement de la médiation et des maisons de justice dans les quartiers difficiles; diversification des peines, à l'image des travaux d'intérêt général et des peines de réparations pour les mineurs). D'autres mesures seront prises en faveur de la prévention de la récidive, du soutien aux comités de probation et de la réouverture des foyers de protection judiciaire de la jeunesse en région parisienne.

M. Frédéric Bredin, ministre de la jeunesse et des sports, fera, elle, une déclaration concernant l'opération «Ete Jeunes 1992», tandis que M. Marie-Noëlle Lienemann, ministre chargée du logement et du cadre de vie, interviendra au sujet du logement social.

Cet échéancier très serré, comme le soulève la cohérence qui s'en dégage, sont la marque de la «méthode Bérégovoy». La volonté de présenter des mesures d'application rapides saute aux yeux. Intervenant dans les domaines de la lutte contre l'insécurité et du développement urbain, le programme gouvernemental s'inscrit dans la mission des politiques conduites par la gauche depuis 1981, assure-t-on dans l'entourage de M. Bérégovoy, tout en améliorant l'action des nombreux ministères intéressés et en «collant» au plus près aux demandes sociales exprimées localement.

E. In.

#### La police est redéployée pour un «quadrillage dissuasif du terrain»

Dimanche 10 mai, à «l'heure de vérité» sur Antenne 2, le premier ministre avait annoncé un plan «visant à obtenir des résultats rapides contre l'insécurité». Mercredi 13 mai, le plan de bataille est lancé. Pas seulement parce que le temps presse avant les prochaines élections législatives, assure-t-on dans l'entourage de M. Bérégovoy. Mais parce que les demandes sociales, qui s'expriment dans les quartiers en difficulté sur fond de petite délinquance et de crise urbaine, exigent un traitement d'urgence.

Aussi le ministre de l'intérieur, M. Paul Quilès, a-t-il dû présenter très vite son «plan d'action immédiat pour la sécurité urbaine». L'objectif affiché est d'«infléchir la forte hausse de la délinquance depuis 1989 (le Monde du 13 mai) que d'agir sur le sentiment d'insécurité qui l'accompagne. Aussi M. Quilès veut-il renforcer la présence policière dans les zones urbaines les plus touchées par l'insécurité au quotidien, en assurant ce que son entourage appelle un «quadrillage dissuasif du terrain».

#### Vingt-sept départements prioritaires

D'ici à la fin de 1992, 3 200 policiers supplémentaires seront ainsi affectés sur la voie publique. Une série de mesures doivent pouvoir à ce redéploiement d'une partie des effectifs policiers (il y a, au total, 123 000 fonctionnaires de police). Mille postes de policiers administratifs seront créés, ce qui permettra de remettre sur le terrain 650 policiers jusqu'alors occupés à des emplois de bureau. La réduction des gardes statiques (devant des bâtiments publics ou des domiciles de personnes) et des congés d'été de 500 gardiens de la paix qui quitteront les trottoirs parisiens pour se

retrouver dans des quartiers plus exposés.

En outre, le nombre des compagnies républicaines de sécurité (CRS) placées en réserve, c'est-à-dire prêtes à intervenir à la demande d'un préfet, passera de quatre à sept, grâce à des mesures de redéploiement (soit une capacité opérationnelle augmentée de 270 hommes). Auxquelles s'ajouteront 600 appelés supplémentaires du contingent — un millier, à terme (les policiers auxiliaires sont, à ce jour, au nombre de 4 700). Par ailleurs, un système de paiement des heures supplémentaires sera mis en place dans trois départements, à titre expérimental, afin de dégager d'autres effectifs pour des missions de police de proximité en contournant les contraintes horaires de la sécurité publique.

La diversité de ces mesures, comme le nombre relativement limité d'effectifs sur lesquels elles portent, disent assez les difficultés d'une gestion du personnel plus proche des réalités de la délinquance dans cette grande industrie de main-d'œuvre qu'est la police nationale. Les conditions de logement des policiers en région parisienne, souvent contraintes à des heures de déplacement entre leur domicile et le commissariat, seront cependant améliorées: un millier de logements vont leur être réservés en Ile-de-France (une mesure chiffrée à 100 millions de francs). Ces actions nouvelles seront financées sur le budget voté pour l'année 1992.

Cette intensification de la présence policière sera avant tout scabieuse dans les vingt-sept départements fortement urbanisés — situés dans les régions parisiennes, lilloises, marseillaises et lyonnaises — qui concentrent à eux seuls 75 % de la délinquance constatée en France. Ils feront partie de la prochaine vague de départementalisation des services (polices urbaines, renseignements généraux, police de l'air et des frontières), prévue en septembre. Le plan gouvernemental leur attribue d'ailleurs une enveloppe exceptionnelle de crédits en moyens de fonctionnement.

Le ministre de l'intérieur se propose aussi d'innover en proposant des sortes de «coopérations» aux divers acteurs de la sécurité. Des «contrats de sécurité» seront négociés avec les communes volontaires,

le but étant d'arriver à une meilleure répartition des tâches entre les polices municipales et la police nationale. Cette dernière pourrait ainsi être déchargée de missions telles que le contrôle du stationnement ou les surveillances des sorties d'école, et se consacrer essentiellement à la lutte contre la délinquance. Il reviendra aux préfets de mettre en œuvre des «plans locaux de sécurité» qui analyseront, de ce point de vue, les particularités de chaque agglomération. Un tel partage des tâches ne sera pas un jeu de dupes, précise-t-on place Beauvau: les communes intéressées bénéficieront, en contrepartie, d'effectifs et de moyens supplémentaires.

#### Un Conseil supérieur indépendant

«Mieux vaut prévenir que punir», avait déclaré M. Bérégovoy à «l'heure de vérité». Mais la petite délinquance, même lorsqu'il s'agit de jeunes, doit être punie aussi. Le couple prévention-répression reste donc de mise, notamment pour l'ilotage. Cette police de proximité et à vocation préventive sera développée (on passera de 2 300 ilots à 2 800 à la fin de l'année). Dans le même temps, des unités de police judiciaire spécialisées dans la lutte contre les phénomènes de bandes de jeunes) seront créées, dans les grandes agglomérations. Par ailleurs, des services de protection des personnes âgées seront mis en place: des policiers les accompagneront à l'occasion d'un retrait de mandat ou d'une démarche administrative.

Le renforcement de la présence policière et de la lutte contre la délinquance devra se faire dans le respect absolu de l'Etat de droit, insiste-t-on place Beauvau comme à Matignon. La preuve en est administrée par le ministre de l'intérieur qui s'est engagé, en présentant son plan d'action, à créer le «conseil supérieur de la sécurité publique» qui était réclamé de longue date par les syndicats. Composé de représentants de l'administration, de responsables des policiers et de personnalité extérieures à l'institution policière, cette instance indépendante devra veiller à ce que efficacité, déontologie et transparence fassent bon ménage.

D'application immédiate, toutes ces mesures renvoient aux calendes grecques la «démarche gouvernementale de sécurité intérieure» annoncée, le 20 mai 1991, lors d'un conseil de ministres du gouvernement Cresson. Contrairement à ce qui était alors avancé, les projets de loi fixant les statuts des polices municipales ou des sociétés privées de gardiennage ne seront certainement pas débattus à la session de printemps. Au risque de mettre en porte à faux, par exemple, la mise en œuvre des «contrats de sécurité» à passer avec les communes. Mais la priorité donnée au traitement d'urgence de l'insécurité urbaine a aussi du bon pour la police nationale: la lettre de cadrage budgétaire adressée par Matignon a retenu quatre priorités pour l'année 1993: l'emploi, l'éducation, la justice et... la sécurité publique.

ERIC INCIYAN

#### ESPACE

#### Le vol d'Endeavour prolongé pour récupérer le satellite Intelsat-6

La NASA a décidé de prolonger d'au moins vingt-quatre heures la mission de la navette spatiale Endeavour pour que son équipage tente, une nouvelle fois, de capturer le satellite de télécommunications Intelsat-6, placé sur une mauvaise orbite par une fusée voilà quelques mois. Ce délai supplémentaire ne sera pas de trop pour une opération qui s'annonce particulièrement délicate. Par deux fois déjà les astronautes Pierre Thiot et Dick Scobee ont échoué dans leur tentative de capture de l'engin. Pour cette troisième et, en principe, dernière tentative, programmée pour la nuit du 13 au 14 mai, les astronautes pourraient être au nombre de trois et les responsables du centre de contrôle de la mission envisageraient de renoncer, pour cette récupération, au système de barre déjà utilisé, se réservant la possibilité d'une saisie «à mains nues» de l'engin. — (AFP, UPI)

#### RELIGIONS

#### A la conférence judéo-chrétienne de Baltimore

### L'Eglise catholique se dit prête à ouvrir ses archives de la seconde guerre mondiale

Le Comité international de liaison entre juifs et catholiques s'est réuni à Baltimore (Etats-Unis) du 4 au 7 mai. Compré- nant chacune une trentaine de personnalités, les deux délégations étaient conduites respectivement par M. Edgar Bronfman, président du Congrès juif mondial et du Comité juif international pour les consultations inter-religieuses (JLIC), et par le cardinal Edward Cassidy, président du Conseil pontifical pour les relations avec le judaïsme.

Après une interruption de cinq ans, due à une série de crises (à propos de la réception au Vatican de M. Waldheim au de l'installation d'un camp d'Auschwitz), le Comité international de liaison entre juifs et catholiques vient de se réunir pour la deuxième fois en moins de vingt mois. Signe d'une réelle détente, la conférence de Baltimore a poursuivi la discussion sur la Shoah et l'antisémitisme engagée à Prague en septembre 1990. La délégation catholique avait alors condamné

l'antisémitisme comme «constituant un péché contre Dieu et contre l'homme» et affirmé que «l'on ne peut être à la fois authentiquement chrétien et s'engager dans l'antisémitisme».

Rappelant, à Baltimore, l'expulsion des juifs et des musulmans d'Espagne en 1492, le cardinal Cassidy a estimé que la «technique» (la repentance) était «la réponse la plus appropriée pour l'Eglise catholique à cet acte typique d'intolérance». Pour la période plus récente, les cardinaux Cassidy et Bernardin, archevêque de Chicago également présent, ont suggéré qu'«aux cas par cas», les archives du Vatican concernant la période de la deuxième guerre mondiale et tout ce qui concerne l'holocauste juif soient ouvertes aux historiens et étudiants.

Tous les participants, surtout les représentants de l'Eglise polonaise, ont insisté sur la nécessité d'une nouvelle pédagogie, plus active, pour favoriser une meilleure appréciation de cette période. «La méconnaissance du rôle joué par le peuple juif dans l'histoire du salut — a dit le Père Bernard Dupuy, dominicain français, directeur de la revue *Isis* — a fait le lit des con-

promissions chrétiennes avec la justice religieuse». La délégation juive, en particulier M. Jean Kahn, président du Congrès juif européen, a de nouveau souligné les risques d'une résurgence de l'antisémitisme en Europe et plaidé en faveur d'une reconnaissance diplomatique de l'Etat d'Israël par le Saint-Siège.

A propos du camp d'Auschwitz, les participants ont échangé des impressions sur le début de fonctionnement du centre de conférences, de recherche et d'information sur la Shoah, créé, par une volonté commune des autorités juives et catholiques, à 500 mètres du camp d'Auschwitz. Ralentie par des difficultés financières, sa construction devrait être achevée à la fin de cette année. Si les cérémonies polonaises à l'origine de la polémique, encore présentes dans le camp, partiraient à l'automne prochain, comme l'a promis le supérieur de leur ordre, il semble désormais acquis que ce sont d'autres religions qui s'installent dans le nouveau couvent également en cours de construction.

H. T.

#### EN BREF

□ Le procureur de la République de Foix fait l'objet d'une procédure disciplinaire. — Le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, a déclenché une procédure disciplinaire à l'encontre de M. Yves Delpech, procureur de la République du tribunal de grande instance de Foix (Ariège). La chancellerie, qui a saisi, mardi 12 mai, la commission de discipline du parquet, reproche à M. Delpech d'avoir refusé de participer aux cérémonies commémorant la victoire du 8 mai 1945. Par «solidarité» avec ses collègues de la chambre d'accusation parisienne ayant rendu l'arrêt Taubert, M. Delpech souhaitait ainsi protester contre les positions des associations d'anciens combattants qui avaient, selon lui, «traîné dans la boue et calomnié les magistrats» (le Monde daté 10-11 mai).

□ Le président Bush ira au «Sommet de la Terre» à Rio. Lors d'une entree à la Maison Blanche

avec le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali, mardi 12 mai, le président Bush a annoncé qu'il participerait au prochain «Sommet de la Terre», convoqué du 3 au 14 juin à Rio-de-Janeiro. Sans préciser les dates de son séjour au Brésil, le président américain a indiqué que celui-ci serait court, étant donné les impératifs de son calendrier électoral. — (AFP, AP)

□ Exercice naval interallié au large de la Bretagne. — Placé sous les ordres du vice-amiral d'escadre Régis Merveilleux du Vignaux, préfet maritime de Brest et commandant en chef en Atlantique, un exercice réunira, du 13 au 22 mai, devant les côtes bretonnes, cinquante-sept bâtiments de combat et de soutien, ainsi que des avions de patrouille maritime, relevant de dix nations alliées de la France: Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis,

Norvège, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni. Baptisé «Suroît-Normandie-Defcotex 92», cet exercice, qui rassemble sept mille hommes, a pour but de tester la protection du trafic maritime en coopération.

□ Rectificatif. — Dans l'article sur la vente potentielle de Mirage 2000-5 français à Taiwan (le Monde du 13 mai, nos premières éditions), il fallait lire que «le contrat est estimé à plus de 20 milliards de francs» (et non à 80, comme il était écrit par erreur dans nos premières éditions). De même, une phrase rendue incompréhensible au début de l'article en première page doit être rétablie comme suit: «Le ministre de la défense a évoqué le fait que les contrats d'armes, en France, sont toujours examinés — avant toute décision — à chacune des étapes du contrat — dans le cadre d'une procédure interministérielle qu'il a qualifiée de «très compliquée».

### UN GRAND COUP DE SOLEIL SUR LE NORD !

1492-1992 : Il y a 500 ans, avec la chute du royaume de Grenade, prenait fin huit siècles de civilisation andalouse et une cohabitation exemplaire entre chrétiens, juifs et musulmans.

1962-1992 : Il y a 30 ans, avec l'indépendance de l'Algérie, prenait fin un siècle de colonisation et une autre aventure de cohabitation, avec ses ombres et ses lumières.

Pour nous tous, immigrés ou rapatriés du Maghreb, qui vivons aujourd'hui en France, ces déchirures font la trace de notre mémoire. En ces temps où le monde, l'Europe et la France connaissent à nouveau l'intolérance, l'exclusion et la haine, nous voulons nous y opposer avec une fermeté absolue.

Notre vie commune au Maghreb nous a mutuellement imprégnés de nos diverses cultures. Nous avons emmené tout cela avec nous. Et nous avons ainsi, comme bien d'autres avant nous, enrichi notre pays d'accueil.

C'est cette farouche détermination commune contre le racisme, c'est cette fierté de notre apport à la France que nous avons voulu montrer, en février 1991, lors du «Coup de soleil à l'Olympia» réunissant nos trois complices Bedos, Boujenah et Smal.

C'est tout cela que nous voulons à nouveau mettre en lumière en 1992 en organisant à Lille, les 26 et 27 juin, notre «Coup de soleil sur le Nord». Nous y réunirons tous ceux d'entre nous, Maghrébins, Juifs et Pieds-noirs qui ont tant apporté à la France dans tous les domaines de la vie nationale : économie, administration, enseignement, médecine, médias, musique, littérature, comédie, cinéma, sport, gastronomie, mode, etc. Nous le ferons dans ces terres du Nord, légitimement fières de leur hospitalité séculaire.

En nous rejoignant à Lille, le temps d'un week-end, vous montrerez que vous voulez, avec nous :

- lutter contre l'ignorance et les préjugés,
- entretenir, développer et mettre en valeur tous nos patrimoines méditerranéens,
- contribuer à bâtir une société française plus sûre d'elle-même, plus ouverte et plus fraternelle.

Georges Morin, Lella Rezzoug, Benjamin Stora, association «Coup de soleil» • BP 328 • 75001 PARIS

Parmi les personnalités qui soutiennent Coup de Soleil :

Rachid Akab (journaliste), Houria Aïchi (chanteuse), Amine (chanteuse), Alexandre Arcady (chanteur), Mohamed Aïmeur (universitaire), André Assolant (entrepreneur), Roland Bacri (journaliste, écrivain), Rachid Bahri (musicien), Jean-Marc Barroso (écrivain), Guy Bedos (comédien), Azouz Begag (écrivain), Djamel Bouhassira (comédien), Rabah Belamari (écrivain), Lotti Belhassine (chef d'entreprise), Turk Benhabib (homme d'affaires), Tahar Ben Jelloun (écrivain), Hamid Benadda (journaliste), Michel Boujenah (comédien), Bernard Cohen (journaliste), Mustapha Dahleb (footballeur), Jean Daniel (journaliste, écrivain), Abdelkader Djeghloul (journaliste), Simon Eliezer (comédien), Françoise Fabian (comédienne), Jacques Fernandez (dessinateur), Louis Gardel (écrivain), Henriette Georges (écrivain), Gisèle Halimi (avocate), Roger Hanin (réalisateur, comédien), Mohamed Harbi (historien), Kiki (musicien), Michel Jobert (écrivain), Daniel Junqua (journaliste), Karim Karol (musicien), Nacer Kettane (médecin, écrivain), Yves Lacombe (géographe), Daniel Leconte (journaliste), Enrico Macias (musicien), Jean de Malmones (peintre), Albert Memmi (écrivain), Alex Métyer (comédien), Rachid Mimouni (écrivain), André Michel (universitaire), Serge Morel (réalisateur), Mohamed Mouloud (musicien), Jean Pélégri (écrivain), Norbert Régina (écrivain), Reine L'Oranaise (musicienne), Jules Roy (écrivain), Saphia (musicienne), Pierre-Olivier Scotto (comédien), Lella Sebban (écrivain), Slim (dessinateur), Smal (comédien), Adil Tajdar (écrivain), Alain Vrochoulet (écrivain), Mahmoud Zemmouri (chanteur).

COUP DE SOLEIL SUR LE NORD • LE FESTIVAL DES CRÉATEURS DE FRANCE • PRODUCTION EXÉCUTIVE : L'ESPACE 360



L'Eldora



هناك من العلم

## Le Monde EDUCATION • CAMPUS

# Grandes manœuvres dans l'enseignement catholique

Radicalisation des associations de parents d'élèves, réunion extraordinaire des évêques cette semaine : les tensions s'accroissent dans le privé

DES rassemblements en province qui se multiplient. Une association de parents d'élèves de plus de 830 000 familles, l'Union nationale des parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), qui se radicalise. Des syndicats d'enseignants qui posent leurs conditions. Des évêques qui se réunissent, mercredi 13 et jeudi 14 mai à Paris, en assemblée plénière extraordinaire, pour débattre de l'avenir de l'institution. Quelle agitation s'est emparée de l'enseignement catholique ?

Partout le ton monte. Couvrant les encoûres et les enjeux, les contentieux et les débats internes. Que le gouvernement dise poliment « respecter la demande formulée par les responsables de l'enseignement catholique », décidant, en décembre dernier, de lui verser 1,8 milliard de francs (sur six ans) pour solder une vieille dette accumulée sur huit ans, et voilà l'UNAPEL qui bat le rappel de ses troupes, se choisit un nouveau président, M. Philippe Toussaint, jugé plus radical, et pose un ultimatum au nouveau ministre de l'éducation nationale en lui donnant quatre semaines « pour prendre des décisions » (le Monde du 12 mai).

Le 23 mai, les partenaires de l'enseignement privé (parents, enseignants, chefs d'établissement, gestionnaires, religieux) se réuniront à Amiens, début juin à Lyon. En cinq mois, ils se sont réunis en Bretagne, en Auvergne, dans le Nord, en Ile-de-France (le Monde du 7 avril). Ces rassemblements régionaux entraînent : ils imperceptiblement le sentiment d'une nouvelle « guerre scolaire » ? M. Toussaint dit avec assurance que « au moindre écueil de la loi, nous pourrions descendre dans la rue ». A dix mois des élections législatives, cela a le mérite de la clarté. Dans le gouvernement comme dans l'opposition... on ne s'y trompe pas.

### Application de la loi Debré

Que réclament les responsables du privé ? « En premier lieu, l'application de la loi », répond le Père Max Cloupet, secrétaire général de l'enseignement catholique. Précisément la loi Debré du 31 décembre 1959, dont le législateur avait voulu, en son temps, qu'elle développe « une politique nouvelle essentiellement fondée sur l'idée de coopération ». Cette loi jetait notamment les bases des contrats d'association entre l'Etat et l'enseignement privé qui allaient devenir la règle des collèges et des lycées privés.

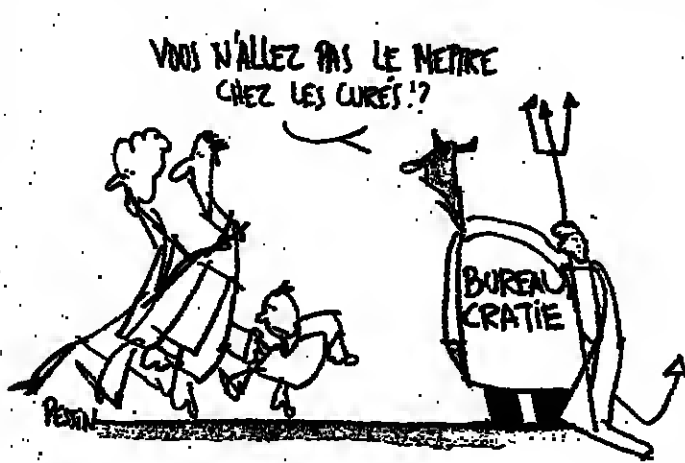
Deux des trois principaux dossiers contentieux qui opposent aujourd'hui l'Etat à l'enseignement catholique découlent de la loi Debré. Celle-ci stipule en effet que « les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat sont prises en charge dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public ». Or une interprétation trop restrictive des « frais de fonctionnement », constatée en octobre 1991 par le Conseil d'Etat, a engendré entre 1982 et 1989 un retard dans le paiement par l'Etat de sa quote-part des frais (appelée forfait d'entretien). Coût du retard selon l'enseignement catholique : 4 à 5 milliards de francs. Selon le ministère Jospin : une somme « incalculable ».

### Le plébe de Jospin

De même, la loi de 1959 prévoit la parité dans les charges affectées à la formation initiale et continue des maîtres du privé et du public. L'enseignement catholique réclame donc, également, l'application de cette parité pour la formation de ses maîtres tant du premier degré que du second degré, dans la mesure où de nouveaux moyens ont été mis en œuvre dans le public avec la création des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Selon ce même principe de parité, elle réclame un ajustement des dérogations de carrière, des retraites (un instituteur du privé cotisant en moyenne 15 % de plus que son homologue du public perçoit une retraite inférieure de 16 %), la prise en charge par l'Etat des documentalistes, des psychologues scolaires, des directeurs d'école.

Pressés par l'urgence de la discussion législative en décembre dernier, le gouvernement et l'enseignement catholique avaient négocié point par point. L'enseignement catholique avait accepté en dernier ressort de ramener ses prétentions financières à 1,8 milliard de francs mais « à condition que soient prises en compte dans la négociation l'intégralité des demandes concernant l'application du principe de parité ».

Pour preuve de sa « bonne volonté », M. Jospin décidait alors d'octroyer ces 1,8 milliard de francs aux établissements privés, pour solde de tout compte. Mais, dans le même mouvement, il tirait un trait sur les demandes annexes, plus techniques, mais « très chères » aux yeux des responsables catholiques. Ceux-ci ont, dès lors, le sentiment très net d'avoir été piégés et ont pas



supporté l'idée de voir ce dossier réglé par « l'ochot de [leurs] enfants ». De technique, le contentieux devenait « symbolique », pour ce pas de politique. Symptomatique, en tout cas, pour le privé, de l'état d'esprit du gouvernement.

La part des symboles, il est vrai, dans cette affaire, est à la mesure des passions que celle-ci déchaîne. Reine au royaume des symboles, la loi Falloux, vieille de cent quarante-deux ans, fait figure d'arbre qui cache la forêt. Alors qu'une loi de 1886 — dans la foulée des lois de Jules Ferry — interdisait strictement l'octroi de fonds publics au bénéfice des écoles primaires privées, la loi Falloux, adoptée antérieurement dans un contexte plus favorable aux intérêts de l'Eglise, autorise les collectivités locales à financer partiellement les investissements en faveur des collèges et des lycées.

### Les évêques à huis clos

Selon l'arrêt du Conseil d'Etat du 25 octobre 1991, les subventions que les collectivités locales peuvent allouer aux établissements secondaires privés doivent être limitées « au dixième des dépenses annuelles de ces établissements non couvertes par les fonds publics versés au titre d'un contrat d'association ». Or, sur le terrain, chacun connaît, à droite comme à gauche, les « ficelles » qui permettent de contourner la loi. En créant par exemple une « cité scolaire » regroupant sur un même site lycée technique (pour qui la loi ne prévoit aucune limitation de subvention) et lycée général.

C'est dans cette atmosphère conflictuelle que s'inscrit la réflexion des évêques de France sur le statut de l'enseignement

catholique. Réunis en Assemblée plénière extraordinaire — à huis clos — à Paris, mercredi 13 et jeudi 14 mai, les évêques devraient confirmer leur intention de renforcer leur contrôle sur l'institution, comme ils l'avaient laissé supposer en octobre dernier à Lourdes lors de leur assemblée ecclésiale (le Monde du 24 octobre). Or les va-et-vient inhabituels des projets de statuts entre la conférence épiscopale et le Comité national de l'enseignement catholique (CNEC), qui regroupe des parents d'élèves, des enseignants, des chefs d'établissement, des représentants des organismes gestionnaires, témoignent pour le moins de profondes divergences entre la hiérarchie et les partenaires de l'institution. Ces divergences délaissent d'un jour ou l'autre le rattachement des parents du privé à l'Etat par le gouvernement, qui n'est pas à l'évidence fondé sur la seule référence à l'identité catholique.

En fait, en révisant les statuts actuels, qui datent de 1973, et en les adaptant notamment aux lois de décentralisation (1), certains évêques ont purement et simplement déconvoqué quelle était la réalité de l'enseignement catholique depuis la loi Debré : une institution elle-même confrontée à la démocratisation de l'enseignement, à l'accroissement des effectifs, à l'accueil d'élèves non chrétiens ou tout au moins profondément sécularisés, ou de départs du service public (2).

Institution d'Eglise par le « caractère propre » qu'il entend mettre en jeu au sein de ses établissements (et que lui reconnaît la loi Debré), mais aussi structure épurée par l'association qui l'unit à l'Etat, l'enseignement catholique pose ce fait crûment à l'Eglise la question de son action missionnaire. Pour les évêques, le

réviser des statuts a donc pour ambition de repenser qui fait quoi dans l'enseignement catholique et, surtout, d'élaborer suffisamment de garde-fous pour que celui-ci puisse « garder son âme ».

Car, à l'examen, certains évêques ont été ébranlés par le degré de laïcisation non seulement des personnels enseignants — crise des vocations oblige — mais aussi et surtout des personnels d'encadrement, même au sein des établissements congréganistes, qui représentent le tiers des établissements privés : 97 % des enseignants sont des laïcs, 88 % des directeurs d'école, 81 % des chefs d'établissement du second degré (contre 46 % en 1978), 66 % des directeurs diocésains, garants de l'enseignement catholique dans chaque diocèse (contre 9 % en 1978).

### Professionnel ou confessionnel ?

Ainsi, les revendications de la « base » de l'enseignement catholique reposent moins sur un engagement confessionnel que sur des exigences professionnelles. Celles-ci mêmes qui resurgissent aujourd'hui dans les discussions avec le gouvernement. L'élection d'un enseignant, membre de la CFDT, à la commission permanente du CNEC en novembre dernier eut dit long sur ce changement des mentalités.

Or que peuvent peser réellement les exigences « professionnelles » des partenaires de l'enseignement privé dès lors qu'elles ne sautent aux yeux ni de leur teneur, méfiance envers le rôle des laïcs dans l'institution, ni à fortiori de leurs « ennemis » du public, convaincus que « la guerre scolaire que la droite prépare au lieu » (3) ? Le succès même partiel, jeudi, de la tendance « dure » des évêques, soucieux essentiellement d'un renforcement de la tutelle des évêques, pourrait peser lourd et donner du crédit à l'image d'un enseignement privé « expansionniste », qu'incarne la « nouvelle évangélisation de Jean-Paul II ».

Les radicalismes de tout poil — et de tout bord — habituellement co-busés à l'approche des élections pourraient alors accentuer la confusion des genres, mêlant arguments professionnels, politiques et confessionnels.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) L'échelon académique régional n'existe pas en droit canon, l'évêque « régit » sur un diocèse et dépend directement du pape.  
(2) On se reportera sur le sujet à l'analyse du Père Jean-Marie Marchal dans la revue *Etudes*, avril 1992.  
(3) Propos de M. Jean-Claude Barban, secrétaire général du SNL-PEGC, dans *l'Ecole libératrice*, en décembre 1991.

## Un élève sur six

A la rentrée 1990, l'enseignement catholique (qui représente la quasi-totalité de l'enseignement privé sous contrat) scolarisait 2 033 770 élèves (près d'un élève sur six), pour une moitié dans l'enseignement primaire et pour l'autre dans le secondaire, au sein de 9 980 établissements scolaires : soit 13,4 % des élèves du premier degré, 20,1 % des collégiens et 19 % des lycéens. Dans certaines académies, le poids de l'enseignement catholique est particulièrement important : 38 % des effectifs scolarisés à Rennes, 37 % à Nantes, 148 100 élèves sont passés en 1990 du secteur public au secteur privé, et 102 400 du secteur privé au secteur public. Plus d'un Français de plus de dix-huit ans a suivi et effectué au moins une partie de sa scolarité dans l'enseignement privé.

L'enseignement catholique emploie près de 41 000 enseignants dans les écoles primaires et 80 000 professeurs dans le second degré, parmi lesquels près de la moitié sont rémunérés à partir des écoles de maîtres auxiliaires de l'enseignement public. L'enseignement catholique emploie par ailleurs 40 000 administratifs.

Aux termes de la loi Debré, les établissements privés peu-

vent opter pour deux types de contrat : le contrat de service public ou le contrat d'association. L'Etat paie les maîtres et participe aux frais de fonctionnement des classes dont l'enseignement est conforme aux programmes et règles de l'enseignement public (ou le contrat simple (moins contraignant pour les écoles privées, où l'Etat prend seulement en charge les traitements des enseignants). Le contrat d'association est le régime quasi unique pour les collèges et lycées, tandis que 53 % des écoles primaires demeurent actuellement sous contrat simple.

La fonctionnalité de l'enseignement catholique repose sur une pyramide d'organismes et d'associations, de l'établissement scolaire au Comité national de l'enseignement catholique (CNEC), le « parlement » au sein duquel siègent parents, chefs d'établissement, ayants droit d'enseignants, organismes de gestion. Son « exécutif » est assuré par une commission permanente présidée par le secrétaire général de l'enseignement catholique, désigné lui-même par les évêques. Les chefs d'établissement sont nommés par l'évêque du diocèse.

J.-M. D.

## L'Eldorado des historiens

Les archives des anciens régimes et des Partis communistes d'Europe de l'Est constituent une véritable mine pour les chercheurs

### PRAGUE

#### Correspondance

APRÈS les décennies de domination communiste, où des informations élémentaires comme la production industrielle ou le taux de pollution de l'air étaient considérés comme des secrets d'Etat, la liberté d'accès aux documents d'archives dont bénéficient actuellement les historiens d'Europe de l'Est a quelque chose d'incroyable. « Les historiens ne peuvent pas se plaindre », souligne, ravi, M. Pavel Seifter, directeur adjoint de l'Institut des relations internationales, un organisme de recherche dépendant du ministère tchécoslovaque des affaires étrangères. « Mais si la situation n'a jamais été aussi bonne auparavant, elle ne sera probablement plus jamais aussi favorable », souligne ce professeur d'histoire, exclu de l'université Charles de Prague pendant les purges de l'après-68.

En effet, la suppression parfois désordonnée des contrôles au

moment de la disparition de régimes communistes, ainsi que la reconnaissance du besoin d'y voir clair sur le passé récent de ces pays ont permis aux chercheurs d'avoir accès à bon nombre de documents. Et les historiens soulignent que si la concentration des pouvoirs par les Partis communistes a longtemps rendu leur travail très difficile, elle représente aujourd'hui une véritable eubaine. « En France, l'accès aux archives du Parti communiste ou d'autres partis dépend du bon vouloir de ces organisations. Ici, les archives du Parti communiste ont pu être nationalisées », se réjouit ainsi M. Andrzej Paczkowski, professeur à l'Institut de sciences politiques de l'Académie des sciences de Varsovie.

De nombreux historiens se sont donc plongés, depuis des mois, dans la masse des archives des partis communistes et des précédents gouvernements de la région. Avec l'énorme excitation intellectuelle d'espérer trouver des réponses aux nombreuses questions qui demeurent sur l'organisation et l'histoire

du monde communiste. « Nous voulons pouvoir expliquer exactement comment la société a été manipulée », comment le régime communiste a pu établir un tel contrôle pendant si longtemps, lance ainsi M. Vilem Precan, directeur de l'Institut d'histoire contemporaine de Prague, une figure importante de l'opposition pendant les années 70-80.

### Enigmes et procès politiques

Et chaque pays ressasse quelques questions brûlantes. Qu'est-ce qui a conduit le général Jaruzelski, par exemple, à décréter la loi martialle le 13 décembre 1981 en Pologne ? « Une intervention soviétique était-elle alors imminente ou pas ? » interroge ainsi M. Andrzej Paczkowski. Jusqu'à présent, notre connaissance des archives ne nous permet pas de répondre à cette question.

De même en Roumanie, où l'on s'interroge sur l'étendue de la répression menée par la police secrète du régime communiste, la

Securitate. « Ce n'est pas seulement une question historique, souligne Jean Chipier, chef de département à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences de Roumanie. C'est aussi une question politique. Les partis historiques, c'est-à-dire ceux qui étaient interdits pendant la période communiste et sont à nouveau actifs aujourd'hui, veulent savoir ce qui est arrivé à leurs organisations et à leurs responsables. »

De façon plus générale, les chercheurs d'Europe de l'Est attendent avec impatience l'ouverture complète des archives soviétiques en Russie, dans l'espoir de comprendre comment Moscou a dominé l'évolution politique de leurs pays respectifs, et en particulier comment l'Internationale communiste a contrôlé les mouvements communistes dans le monde entier. Mito Isusov, directeur de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences bulgare, espère ainsi le dossier de la « bulchévisme » du Parti communiste de Bulgarie.

BURTON BOLLAG

Lire la suite page 16



### INSTITUT SUPERIEUR DE MANAGEMENT CULTUREL

L'Institut Supérieur de Management Culturel créé par Claude Mollard, propose une année de spécialisation en management et en ingénierie culturels. Diplôme niveau 3ème cycle en cours d'homologation. Concours d'entrée ouvert aux étudiants des universités et aux diplômés des grandes écoles. Clôture des inscriptions le 8 juin. L'ISM-C prépare à la production, à l'administration, à la programmation artistique et à l'ingénierie culturelle. Le salaire moyen en début de carrière est de 170 KF/an.

Renseignements : ISM-C (Etablissement privé d'enseignement supérieur) 3, RUE DANVILLE - 75014 PARIS - TEL : (0) 43.20.73.73



## EDUCATION • CAMPUS

Un entretien avec M. Friedrich Hirzebruch, président de la SME

## Patience de correcteur

Les épreuves écrites du concours 1992 des écoles nationales supérieures d'ingénieurs (ENSI) se sont déroulées du 4 au 7 mai. Les correcteurs chargés de sélectionner les quelques 2 200 élèves ingénieurs de ces trente-sept écoles d'ingénieurs avaient mené, jusqu'à la veille du concours, de ne pas remettre les sujets des examens et de ne pas corriger les copies. Ces mesures de rigueur visaient le ministère de l'éducation nationale, coupable de ne pas avoir réglé ses dettes à l'encontre des professeurs chargés de corriger les épreuves du concours de l'année 1991. Près d'un an après les épreuves, ces derniers n'avaient toujours pas été payés. La régularisation est intervenue au mois de mai 1992.

Pour que la situation soit normalisée, M. Christian Masselot, directeur des études à l'Ecole nationale d'ingénieurs-électriciens de Grenoble, et président du concours ENSI option physique, n'a pas ménagé ses efforts. Alerté par les professeurs lésés, il écrivit, le 17 décembre 1991, le recteur de l'académie de Grenoble. Le 31 janvier, il saisit le directeur des enseignements supérieurs au ministère. La réponse sera similaire : le paiement interviendra dans quelques semaines. En février, les correcteurs ne voient rien venir. En mars, on leur promet que le règlement interviendra dans les jours prochains. En avril, le ministère se déclare désolé, mais la régularisation ne pourra pas intervenir avant le début du nouveau concours. Les enseignants chargés de la correction entament le bras-de-fer.

## Querelles de ministères

Le coût du concours est de 1 500 francs par candidat. La majeure partie du budget du concours des ENSI est consacrée à la rémunération des enseignants qui corrigent les épreuves écrites : environ 150 000 copies et 20 000 heures de travail pour cinq cents correcteurs, et font passer les copies - 32 000 interrogations, soit 16 000 heures de travail pour deux cents correcteurs. La correction de chaque copie est fixée à

28 francs et chaque vacation de quatre heures pour les copies atteint 680 francs. La rémunération des professeurs correcteurs et interrogateurs est basée sur le volontariat. « Ils tolèrent un retard de quelques mois pour le remboursement de leurs frais et leur rémunération, mais n'acceptent pas de faire le même travail un an plus tard sans avoir reçu ce qui leur est dû. Qui pourrait leur en vouloir ? », souligne M. Masselot.

Au ministère de l'éducation nationale, on précise que la situation des correcteurs du concours des ENSI est connue. Les retards de paiement seraient dus à un « problème de dotation budgétaire ». Le chapitre 2732 des examens et concours des enseignements supérieurs serait en déficit structurel. Sur les 47,9 millions de francs destinés aux concours de l'enseignement supérieur, 20 étaient destinés aux concours, jusqu'à la fin du mois d'avril. Et la chaîne était rompue. La direction de l'enseignement supérieur avait beau être en possession de tous les documents nécessaires, les correcteurs ne pouvaient être rémunérés au niveau de chaque académie, faute de moyens.

Le ministère du budget a insinué. Faisant figure d'accusé, il rétorque que les moyens du ministère de l'éducation nationale sont versés de manière globale. Les services financiers sont chargés de les répartir. S'ils ont choisi d'autres priorités, entend-on à Bercy, à eux de trouver un moyen de rémunérer les concours. Fin avril, 8,15 millions de francs sont débloqués par le ministère de l'éducation nationale. Le solde (12 millions de francs) vient d'être mis à la disposition des trésoriers-payeurs généraux. La direction des enseignements supérieurs a demandé aux recteurs de transférer rapidement ces sommes aux enseignants concernés.

Cette régularisation intervient tard. Comme le note M. Masselot, « à force de compter sur la bonne volonté de ses fonctionnaires, l'Etat risque de perdre la confiance de ses plus fidèles serviteurs et de semer la colère chez les étudiants, qui risquent d'attendre longtemps les résultats du concours ».

MICHÈLE AULAGNON

## « Il faut unir les efforts des mathématiciens européens »

« Directeur du Max Planck Institut für Mathematik, vous présidez, depuis sa création en 1990, à Varsovie, la Société mathématique européenne. Comment est née cette initiative ? »

Tout d'abord c'est une idée ancienne. Déjà en 1962, Henri Cartan avait suggéré la création d'un « passeport européen » permettant à un étudiant de faire ses études de mathématiques dans différents centres européens. Mais c'est surtout une démarche naturelle : regardez la Norvège Sophie Lie, qui a travaillé à Göttingen, Berlin, Paris, ou encore au contexte continental des créateurs de la géométrie non euclidienne, Nicolai Lobachevski et James Boyai, un Russe et un Hongrois.

Le projet est donc né de la volonté de plusieurs mathématiciens européens, parmi lesquels Sir Michael Atiyah, de l'Institut Newton de Cambridge, d'unir nos efforts dans le contexte politique en plein mouvement de la fin des années 80. En 1990, les perspectives d'ouverture européenne se précisent. Mais nous n'imaginions pas, en créant la SME, à Varsovie, que le développement de nos liens avec l'Europe de l'Est deviendrait si vite possible !

Comment s'articule ce regroupement de scientifiques de toute l'Europe avec les programmes des Douze en la matière ?

« Bien sûr nous suivons de près les initiatives européennes qui peuvent avoir de l'intérêt pour les mathématiciens européens qu'elles viennent de la Communauté ou de la Science Européenne Fondation de Bruxelles. Par exemple, nous attirons avec intérêt l'attention de tous les mathématiciens européens sur les nouvelles perspectives ouvertes par le traité de Maastricht concernant l'éducation ou encore par le nouveau programme « Human Capital and Mobility » de la CEE, qui doit être d'ailleurs

étendu aux pays de l'Est. Ce programme très important doit favoriser la mobilité et stimuler les collaborations d'équipes de recherche à travers l'Europe.

Entre le mode de fonctionnement des Instituts de Bruxelles et les microcours des mathématiciens, il s'agit de trouver des schémas de compatibilité. Il y a déjà un réseau assez dense de centres de recherches de mathématiques à travers l'Europe : ici le MPF, l'Institut des hautes études scientifiques à Bures-sur-Yvette, l'Institut Mittag-Leffler à Stockholm, le nouvel institut Euler à Saint-Petersbourg, le Centre international de Marseille-Luminy et le nouvel Institut des mathématiques discrètes qui va ouvrir dans le cadre du CNRS à Marseille. Mais il faut développer et faciliter les échanges et aider les centres naissants, notamment en Europe de l'Est.

Dès le départ, les relations avec l'Europe de l'Est mathématique ont été au centre de nos préoccupations. Nous sommes évidemment concernés par le drame que constitue la fuite des cerveaux provoquée par la destruction du système scientifique en Russie et dans d'autres pays de l'Est. Pour la CEE nous avons repris l'excellente idée venue de France d'organiser des visites de chercheurs, de six mois par exemple, répétées sur une période de plusieurs années. Le financement de cette opération est prévu : il doit être décidé courant juin.

Bien sûr, nous voulons aussi que l'Europe mathématique reste grande ouverte sur le monde, en particulier sur les Etats-Unis, qui ont la première école mathématique, et sur les pays en voie de développement, qui comptent sur nous.

Quelle est la situation particulière dans l'ancienne Allemagne de l'Est ?

J'ai été mis à contribution pour la transformation du système édu-

catif (secondaire, supérieur, recherche) dans les cinq nouveaux Etats créés à partir de l'ancienne Allemagne de l'Est. Chaque Etat a créé un comité qui est placé auprès du gouvernement ; je suis membre du comité pour Berlin. Je visite différents instituts et discute avec les enseignants et chercheurs. Comme vous savez, l'Académie des sciences de l'Allemagne de l'Est fonctionnait, sur le modèle soviétique, avec de très nombreux instituts où travaillaient de nombreux chercheurs.

Cette situation s'est brutalement transformée. Aujourd'hui l'Académie n'est plus employeur, elle pourrait tenir un rôle analogue à votre Académie des sciences. Il a fallu recenser les chercheurs. Par exemple, il y avait cent cinquante chercheurs à plein temps sans charge d'enseignement à l'Institut Karl Weierstrass de Berlin. Ces chercheurs étaient organisés en quatre groupes. L'un a été intégré au Max Planck Institut de Bonn, un groupe a créé une annexe du Max Planck, sous le nom de l'Institut d'analyses mathématiques appliquées et des processus stochastiques (IASS).

Il a fallu proposer des retraites anticipées, tenir compte des situations personnelles, provoquer le brassage nécessaire au renouvellement des idées. Tout cela n'a pas été facile mais devrait être réglé d'ici l'automne. Il ne devrait pas en résulter de chômage dans un avenir proche, mais c'est une menace pour les années qui viennent car nous n'avons pas assez de postes à proposer.

Comment fonctionne la société mathématique européenne ?

La SME regroupe des sociétés nationales sans exclusive : y participent par exemple, pour la France, la Société mathématique de France et la Société des mathématiques appliquées à l'industrie, mais aussi une société de mathématiques géométriques ou deux sociétés baltiques...

L'ambition de la Société européenne est également de rassembler des individus qui peuvent adhérer par l'intermédiaire de leur société locale. Nous espérons à l'avenir que ces adhérents individuels prendront une place prépondérante. Pour l'instant, on en compte environ 1 100, dont environ 400 français et 120 allemands. Le conseil de la SME reflète cette orientation puisqu'il comprend un membre par société locale et un membre ou pour cent membres individuels.

Tout en respectant le mode de fonctionnement général des activités scientifiques, les mathématiciens doivent pouvoir garder leur spécificité de fonctionnement : après tout elle a déjà fait ses preuves !

Nous devrions pouvoir le vérifier lors du congrès de la SME qui se déroulera à Paris, entre le 6 et le 10 juillet prochains. Ce sera une étape importante dans le développement de la SME. Je suis particulièrement attaché au nouveau mode d'organisation de ce congrès : il sera partagé entre des exposés faits par les meilleurs mathématiciens européens et des tables rondes qui réuniront mathématiciens, chercheurs et enseignants avec d'autres scientifiques, des utilisateurs divers des mathématiques, des industriels, des pédagogues ou des journalistes.

Il faut prendre garde, quand nous justifions notre métier en évoquant les très importantes applications technologiques des mathématiques, des télécommunications aux sondages, du scanner aux modèles cosmologiques, de ne pas oublier que la science ne doit pas être au service de la technique, mais le contraire. La technique doit nous libérer, nous donner plus de temps pour nous adonner à la culture, à Beethoven, Gauss - le prince des mathématiciens - ou Goethe.

Ou Baudelaire, Poincaré, Debray.

Absolument !

Propos recueillis par JEAN-MICHEL KANTOR

**M**  
MASTER  
COMUNICAZIONE  
D'IMPRESA

**5° Anno Accademico**  
Milano, Settembre 1992 - Novembre 1993

**ISCRIZIONI APERTES FINO AL 15 APRILE**

C'è un premier corso specialistico di 5° ciclo qui prepara esplicitamente il ruolo professionale, non il bisogno di un'aggiornata vivente, e che deve essere, in un prossimo futuro indispensabile: lo specialista di comunicazione, il programmatore, coordinatore e gestore, su basi di una strategia globale, l'analisi di tutte le tecniche di comunicazione: marketing, pubblicità, relazioni pubbliche, vendite, sponsoring e media, relazioni pubbliche.

La programma comprende la frequenza obbligatoria a pieno tempo:

- Più di 1.500 ore di corsi intensivi
- Tre mesi di stage in aziende
- Incontri con personalità riconosciute del mondo dell'Industria, della Comunicazione e dello Spettacolo
- Giornate di studio di 100 ore, corsi dispensati da professori di fama internazionale
- Lingue ufficiali: italiano e inglese

**Gruppo Berlusconi**  
Master in Comunicazione d'Impresa - 223, Viale Fulvio Testi, 20122 Milano, Italia - Tel. 02/5831.1111



## EDUCATION • CAMPUS

### Promoteurs immobiliers cherchent étudiants

Depuis quelques années, organismes de HLM et constructeurs privés s'intéressent au marché universitaire. Un créneau en plein développement

**F**INIES les chambres à la mode des années 60, les 9 mètres carrés-placard-lavabo refoulés aux portes des villes. A en croire les promoteurs immobiliers privés ou les organismes HLM qui se sont lancés depuis deux ou trois ans sur ce nouveau marché de la résidence universitaire, la « cité U » classique, c'est dépassé. Tant simplement parce que les droits des étudiants et leurs ressources ont évolué depuis quelques années. Ce qu'ils attendent désormais ? Un studio au cœur de la vie urbaine, assez spacieux pour dormir, cuisiner, recevoir et travailler, offrant un minimum de services. Un logement « banalisé » pour une clientèle qui ne l'est guère : le seul psychologue que du loyer mensuel se situe à 1 000 francs ou 1 500 francs ; l'occupation dure en général dix mois ; les garanties locatives sont incertaines.

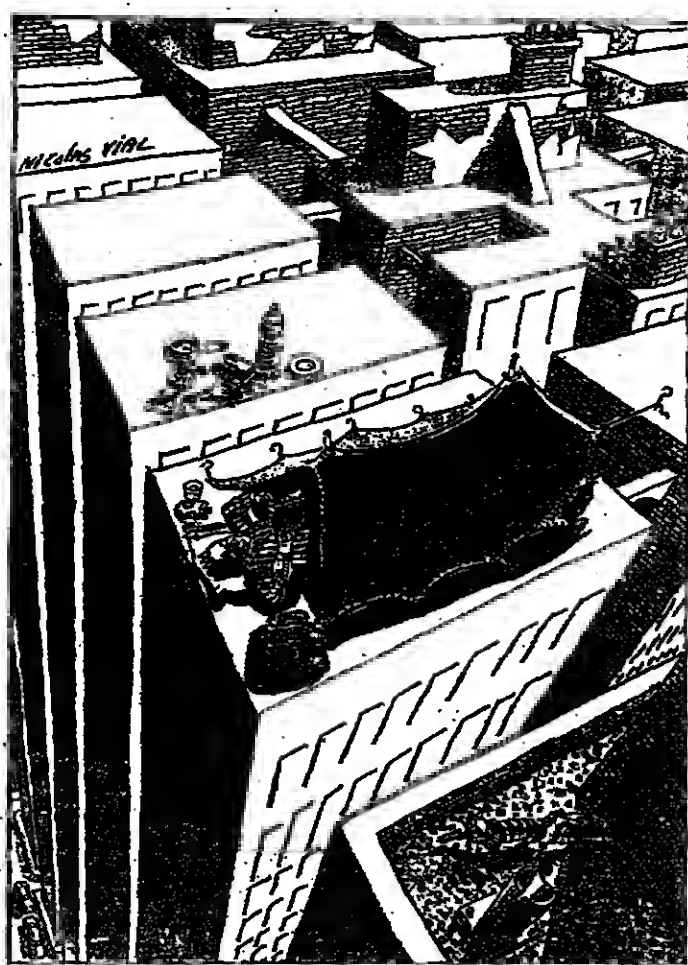
Un beau casse-tête pour les professionnels privés de l'immobilier qui s'intéressent à ce produit. Selon Philippe Plantagenet, directeur de cabinet à la direction générale de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), quel que soit le neuf permis de construire relatif à une résidence pour étudiants ont été déposés en 1991, contre soixante en 1990. Voici cinq ans, c'était le désert.

Car le créneau est porteur : une étude récente de la direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France (DREIF) situe les besoins pour l'an 2000 entre 35 000 et 75 000 nouveaux logements, selon les méthodes de calcul. On n'en recense aujourd'hui que 10 000 gérés par le CROUS et 14 000 par des associations diverses. Si la province est moins mal lotie en chambres de cité universitaire, la demande et les besoins n'y sont pas moins forts. A Montpellier par exemple, où la municipalité a commandé à l'OPAC 5 000 logements spécifiques, on dénombre à peine 6 000 chambres en cité U ou en ville, alors que quinze mille jeunes postulent chaque année !

**De 900 à 2 800 francs mensuels**

Si les pouvoirs publics ont commencé à bouger, depuis le milieu des années 80, le problème n'est pas franchement nouveau. Depuis 1968, en effet, les CROUS ne construisent plus comme ils l'ont fait massivement avec des subsides directs de l'éducation nationale. Certes, ils peuvent depuis lors faire des « réservations » dans des HLM. Mais la réforme des aides au logement de 1977 a privé les étudiants des aides personnelles.

C'est avec une loi de 1985, complétée en 1991, que l'ère de l'apréciété universitaire a vraiment commencé. Le logement étudiant rentre alors dans le droit commun du logement social. Les jeunes peu argentés sont aidés (aide personnelle au logement ou APL, allocation logement à caractère social ou ALS). Des financements aidés sont ouverts aux promoteurs, privés ou



sociaux (prêts locatifs aidés, PLA). Les initiatives « privées » sont récentes.

La Caisse des dépôts, via sa petite sœur immobilière, la SCIC, a ici fait œuvre de pionnier. Entre 1987 et 1988, 3 millions de francs d'études ont été consacrés à ce sujet, et une filiale créée, Eurostudios. Sa force ? Une succession de détails : dit simplement le PDG, Jean-Claude Szalenick. En matière de services, par exemple avec la création d'espaces d'accueil, de vidéo, ou de sport, autocommunications comme le contrôle d'accès à l'immeuble, laverie, bagagerie, service courrier, etc.

Les résidences d'Eurostudios offrent trois types de logements : studios (18-20 mètres carrés), studios classiques (22-26 mètres carrés), ou « studiosomes » (32-42 mètres carrés) comprenant deux chambres, avec salles de bains et entrées indépendantes et une cuisine commune : c'est la « convivialité restreinte » à deux. Les loyers varient entre 900 et 2 800 francs mensuels, soit 700 à 1 900 francs en plus de la charge du locataire bénéficiant d'une aide. A la rentrée prochaine, Eurostudios gèrera vingt-trois résidences.

Peu après la SCIC, le Crédit national s'est mis, lui aussi, aux

résidences pour étudiants, par l'intermédiaire d'une nouvelle société, Résidence-Études. Son produit, les « Estudines », correspond globalement aux précédents en termes de qualité ; d'ici à la fin de l'été, cinq résidences fonctionneront, notamment en villes nouvelles. « L'implantation est capitale », note le PDG de la filiale, Philippe Nicolet. Cependant, à la différence d'Eurostudios, qui n'est pas promoteur, Résidence-Études mène toute l'opération, de la construction à la commercialisation, via le réseau de la banque.

SEERI, SAE, Pelage, Quillery... De près ou de loin, les grands groupes de BTP ont tous mis leurs filiales immobilières sur ce créneau. Avec des stratégies diverses. Ainsi France Construction (Bouygues) a pris le parti de vendre ses opérations en bloc à un investisseur unique. D'où une valenté que le produit puisse évoluer en immeuble d'habitation classique. Parmi les acquéreurs des six opérations en cours, citons une caisse de retraite (à Strasbourg) et des sociétés anonymes d'HLM (Nancy et Reims).

Séjour inverse pour GESTRIM, un important administrateur de biens. Ce dernier, qui entend être le trait d'union entre le monde étudiant et celui des promoteurs et investisseurs, vient de

conclure un accord de partenariat avec la MNEF et la Murselle universitaire du logement (MUL). Chacun son métier. GESTRIM gèrera les résidences, la MUL et la MNEF garantissant les impayés et donnant leur agrément pour la conception des immeubles.

Si la MNEF travaille avec GESTRIM et figure comme actionnaire minoritaire dans Eurostudios, elle n'exclut aucun partenariat. « Notre objectif est de susciter les initiatives », assure Philippe Plantagenet, qui note avec satisfaction que les privés comme les HLM s'éloignent peu à peu du modèle de la cité universitaire. Un retour à la standardisation, mais par le haut ? Pas pour autant. Derrière des discours semblables, les démarches varient, certains adoptant des systèmes constructifs et économiques mais pas forcément confortables (cf. les chambres-couloirs), tandis que d'autres privilégient le sur-mesure et le confort. Mais cela, seules des visites in situ permettent de le constater.

#### Montpellier en pointe

Les résidences pour étudiants des organismes HLM sont pour leur part soit des constructions neuves, soit des réhabilitations avec changement d'usage. Le cas de Montpellier, la ville de Montpellier a lancé l'initiative en 1987, demandant à l'OPAC (l'Office de HLM) de réhabiliter mille logements en cinq ans. L'OPAC revendique avec fierté des prix imbattables, ce qui n'exclut pas le sonet du beau. Ainsi, la ville projette de construire une cité internationale comme celle de Paris, avec deux pavillons aux couleurs de l'Europe, conçus par des architectes étrangers.

Autre originalité de cette politique, les résidences qui ne sont pas gérées par le CROUS, mais par une association locale, l'ARI, sont attribuées en fonction de critères particuliers : la réussite universitaire, l'origine géographique (priorité aux locaux), enfin, contrairement au CROUS, les revenus des étudiants et non ceux de leurs parents.

Depuis deux ans, un groupe de travail consacré au logement étudiant a été constitué à l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM. Toutes les grandes villes sont représentées, mais aussi des cités moyennes souvent fortement investies dans leur développement universitaire. Cela étant, l'exemple de Montpellier, où c'est la municipalité qui a initié un programme, n'est pas vraiment suivi. Souvent, c'est au contraire tel organisme dynamique qui mène la danse. Il arrive aussi que des départements, régions ou établissements soutiennent le dispositif (conseil régional d'Ile-de-France, secrétariat général des villes nouvelles). De l'implication de ces différents partenaires dépend la cohérence de véritables politiques locales.

HÉLÈNE GIRAUD

### Des ingénieurs tout terrain

Un rapport original de l'Académie des sciences repose sans ménagement le problème des flux et des modalités de formation

**L'**AVENIR des formations d'ingénieurs est l'objet, depuis quelques années, d'attentions multiples, et parfois contradictoires. Depuis le rapport prospectif, en 1988, du Conseil national pour le développement des grandes écoles jusqu'aux travaux de la commission présidée par Bernard Decroix, en 1989, sans oublier les exhortations de M. François Mitterrand à doubler les flux de formation d'ingénieurs français dans les cinq ans, ou plus récemment - les projets controversés de M. Claude Allègre, alors conseiller de M. Jospin au ministère de l'éducation (réduction de la durée des classes préparatoires, création des instituts universitaires professionnalisés), chacun s'est efforcé de répondre à deux questions : faut-il former davantage d'ingénieurs ? Et faut-il les former autrement ?

Ces deux interrogations sont, à nouveau, au centre du rapport que l'Académie des sciences et son comité d'application (le CADAS) ont rendu public mardi 12 mai. Ce petit rapport d'une trentaine de pages, coordonné par M. Dominique Pécoud, professeur à l'université de Toulouse, ne craint pas de bousculer les idées reçues ou les positions acquises.

Sur l'augmentation des flux de formation d'ingénieurs, tout d'abord. Au terme de comparaisons entre la situation de la France et celles des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, du Japon et de l'Italie, les experts de l'Académie estiment en effet que « la France n'a un taux d'ingénieurs de formation initiale longue comparé à sa population totale très supérieur à tous les autres pays (...). En revanche elle pourrait pousser au-delà une fraction des étudiants s'arrétant actuellement au terme de formations courtes de type BTS ou DUT ».

Cela justifie-t-il un développement très rapide des formations d'ingénieurs ? Sur ce point, l'Académie des sciences se montre nuancée. Globalement, « une augmentation des flux limitée à 4 % par an semble raisonnable à court terme », soit une croissance beaucoup plus prudente que bien des projections faites aujourd'hui. Mais, surtout, le groupe de travail se montre « réservé sur une croissance massive et indifférenciée » des formations d'ingénieurs. Il reprend, à cet égard, l'analyse de base faite depuis plusieurs années : plutôt que de continuer à développer des formations fondées sur les capacités d'abstraction des jeunes, en particulier dans les grandes écoles, il est indispensable de renforcer les formations comportant soit davantage d'enseignement technologique, soit davantage de recherche.

Ses conclusions sont sans ménagement excessif. Le système des

classes préparatoires, estime-t-il, « ne doit pas être développé quantitativement (...). Quand on constate les fractures irréparables laissées chez trop d'élèves, inadaptables à ce système, il ne serait vraiment pas judicieux d'en augmenter le nombre ou d'allonger la durée au-delà de deux années ». En revanche, « l'amélioration pédagogique » des grandes écoles est indispensable. « Il n'est pas admissible que des étudiants brillants conçoivent leur accession à une école comme un droit à privilèges », lance l'Académie, avant de préconiser une plus grande exigence d'assiduité pour les élèves et une ouverture plus grande vers le monde de l'entreprise. D'autre part, le rapport souligne la qualité de nombreux deuxième et troisième cycles scientifiques et invite fortement la commission du titre d'ingénieur à reconnaître les meilleures de ces filières universitaires comme des formations d'ingénieurs à part entière et non plus seulement leurs diplômés, individuellement, comme c'est le cas aujourd'hui.

#### Filières intégrées

Quant aux formations à profil plus technologique, l'Académie préconise le développement rapide des filières intégrées sur cinq ans. « Un recrutement sur dossier à l'issue de la classe terminale s'avère pour ces élèves plus concret et bien meilleur qu'un recrutement sur concours, où seules les qualités scolaires peuvent servir de critère d'admission. Le niveau scolaire, pour ce profil d'ingénieur, ne doit pas servir de critère de tri mais seulement être ou-dessus d'un seuil minimum ». Pour développer de telles formations, l'Académie suggère que des écoles recrutent actuellement sur concours passent des conventions avec des lycées pour qu'ils transforment leurs prépas en années initiales de cursus intégrés.

Enfin, l'Académie souligne fortement la nécessité de renforcer le pourcentage d'ingénieurs ayant une formation à la recherche qui reste « faible dans notre pays ». Le nombre d'ingénieurs ayant soutenu une thèse est non seulement « très inférieur aux postes à pourvoir dans l'industrie » mais surtout insuffisant pour répondre aux besoins de l'enseignement supérieur et de la recherche institutionnelle. « Alors que l'on parle d'augmentation considérable de l'effectif à accueillir dans l'enseignement supérieur, on ne semble pas se préoccuper de ce que le renouvellement même des enseignants-chercheurs existants est actuellement impossible ».

GÉRARD COURTOIS

► « La formation des ingénieurs », Académie des sciences-CADAS, mars 1992, 32 p.

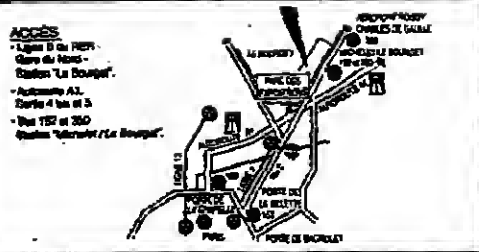
## 4 JOURS D'EXPOSITION MOBILIER CAMIF AU BOURGET

DU VENDREDI 15 AU LUNDI 18 MAI 1992 INCLUS. DE 10 H À 19 H, SAUF LUNDI DE 10 H À 18 H.

**50% de remise** sur tous les articles présentés

EXPOSITION ORGANISÉE PAR LA CAMIF AU "PARC DES EXPOSITIONS" DU BOURGET À PARIS.

- 12 000 m² d'exposition
- Présentation de tous les meubles du catalogue Mobilier 92/93
- 300 professionnels vous accueillent et vous conseillent
- Un taux de crédit exceptionnel de 12,45% T.E.G., des facilités de paiement
- Parking gratuit, espace enfant, bar, restaurant
- Navette gratuite du RER jusqu'au Parc des Expositions.



Invitation réservée aux sociétaires CAMIF, MNH Catalogue, MFP Catalogue, MSPOL Catalogue, et adhérents CDOF VPC PTF et MOCM Catalogue.

## IFAM, the best way for the M.B.A.

Depuis 1982, l'Institut Franco-Américain de Management (IFAM) permet à ses étudiants de déboucher en quatre années après le baccalauréat (trois après une prépa.) sur le diplôme MBA des meilleures universités américaines et sur le diplôme IFAM.

Outre ses partenaires associés, University of Hartford, Northeastern University à Boston, Pace University à New-York, Temple University à Philadelphie, chez qui les étudiants effectuent leur troisième ou quatrième année, l'IFAM entretient des relations privilégiées avec les autres grandes universités américaines. C'est ainsi que des étudiants de l'IFAM ont terminé ou terminent actuellement leur MBA à University of Pennsylvania (Wharton), University of Chicago, Indiana U., University of Wisconsin, Duke U., George Washington U., Mac Gill U. Enfin, le développement de l'IFAM a entraîné la création en 1986 du programme "MBA University" en association avec plusieurs business schools américaines. Ce programme offre aux diplômés de l'enseignement supérieur et aux cadres, la possibilité d'obtenir le MBA en un an. Un atout supplémentaire pour l'IFAM, établissement pionnier de la formation franco-américaine au management.



CONCOURS D'ENTRÉE EN 2<sup>e</sup> ANNÉE POUR BTS, DEUG, DUT.

INSTITUT FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGEMENT  
Établissement d'enseignement supérieur privé, 19, rue Capré, 75015 Paris - France. Tél. : 47 34 38 23



EDUCATION • CAMPUS

POINT DE VUE

# Le métier d'intellectuel doit s'apprendre

par Guy Belloncle

DANS sa déclaration du 23 avril, le ministre de l'éducation nationale, M. Jack Lang, tout en déclarant que l'arrêté portant rénovation pédagogique des premiers cycles universitaires « ne serait pas publié dans sa version actuelle », a invité la communauté universitaire à lui proposer des « solutions concrètes » susceptibles de « faire émerger les idées positives qui permettront de progresser ». C'est dans cet esprit que s'inscrivent les réflexions qui suivent.

Ce qu'il était convenu d'appeler le « projet Jospin » comportait en effet trois innovations positives qui ont été largement occultées par le débat sur la redéfinition des filières. La première consistait à rendre obligatoire la pratique d'une langue étrangère. Ici, sur des bases claires : cette langue étrangère ne peut être que l'anglais, devenu — qu'on le regrette ou qu'on s'en réjouisse — la langue de communication scientifique internationale.

Or, aujourd'hui, ce que l'un constate, c'est une incroyable régression des compétences linguistiques des étudiants entre le lycée et la maîtrise, en l'absence de toute pratique de la langue pendant quatre ans. Quant à l'objectif à atteindre, il ne devrait pas porter seulement sur la maîtrise de l'anglais écrit mais également sur une réelle maîtrise de l'anglais oral, permettant la participation aux colloques où l'anglais est langue de travail, ce qui sera bientôt le cas dans tous les colloques européens. Et cela implique, bien entendu, la pratique du laboratoire de langues. Avec les conséquences financières que l'on devine.

Seconde innovation : une information approfondie sur l'ensemble des sciences humaines dès l'entrée à l'université. L'argument généralement invoqué pour justifier une telle mesure est celui d'une meilleure information permettant une meilleure orientation. Sans minimiser la portée d'un tel argument, il en est un autre qui me paraît plus essentiel. Une information solide sur la complexité actuelle du champ des sciences humaines constitue le fondement de la culture générale indispensable à tout étudiant, quelle que soit la discipline qu'il choisira de privilégier par la suite.

## Le tutorat contre l'asphyxie

La troisième innovation est la plus importante. Il s'agit de l'introduction du tutorat, seul antidote possible à la massification des premiers cycles. C'est, à mes yeux, une question de vie ou de mort pour éviter l'asphyxie totale des universités.

Chacun conviendra que si l'enseignement supérieur a une raison d'être, c'est bien de faire passer progressivement les étudiants d'une situation de consommateurs à une situation de producteurs de connaissances. Or, aujourd'hui, l'université est dans l'incapacité (en tout cas pour les sciences humaines) de mettre en œuvre un tel apprentissage.

L'explosion démographique dans le premier cycle conduit à restreindre les contrôles aux seuls contrôles annuels administratifs (le contrôle continu de février et l'examen terminal de juin). Or 500 étudiants en première année (norme de plus en plus courante), c'est, dans l'année,

mille copies à corriger soit, à raison d'un quart d'heure par copie et pour un cours magistral de vingt-cinq heures, deux cent cinquante heures de correction ! Déjà, pourquoi la cacher, nous en sommes à limiter arbitrairement le nombre de pages (pas plus de quatre pages par copie). Mais comment traiter de l'épistémologie comprise de Durkheim et de Weber en quatre pages ? Et le temps n'est pas loin où nous ne procéderons plus que par QCM !

Maître il y a les travaux dirigés, m'objectera-t-on. Hélas, il y a bien longtemps que ceux-ci ne jouent plus le rôle qui leur était dû. Avec 45 étudiants par groupe, il est absolument impossible (tout enseignant le sait) de demander à chacun d'eux un travail personnel présenté au groupe pour qu'il en propose la critique. Les « TD » se transforment donc indubitablement en nouveaux cours magistraux.

Un travail personnel (impliquant étudiants et professeurs « côte à côte » et non « face à face ») ne peut se faire — chacun le sait d'expérience — qu'avec des groupes de 12 à 15 étudiants, ce qui nous ramène au tutorat.

Ici se pose cependant un problème de terminologie. Certains étudiants (mais aussi certains enseignants) trouvent à ce terme une connotation péjorative, voire infamante. Ainsi l'étiche où l'ennemi vers laquelle il faut donc « orienter », c'est la constitution d'équipes enseignantes-étudiants en doctorat, où ces derniers participeraient comme observateurs aux séances animées par l'enseignant avant de les démultiplier.

d'accord sur la réalité qu'elle recouvre, c'est-à-dire l'apprentissage des méthodes du travail intellectuel dans l'enseignement supérieur.

Ce problème de terminologie, cependant, n'est pas le plus important. L'obstacle le plus redoutable est celui des « maîtres d'apprentissage ». Et sur ce point les dispositions de l'ancien projet d'arrêté sont entièrement à revoir. Il est hors de question en effet de faire assumer le rôle de maître d'apprentissage par des étudiants en maîtrise (qui sont précisément ceux qui ont le plus besoin de tutorat dans la mesure où c'est l'année où ils deviennent réellement producteurs de connaissances) avec la rédaction de leur mémoire.

Il faut donc être clair : cet apprentissage aux méthodes du travail intellectuel ne peut être assuré que par les enseignants (maîtres de conférences et professeurs) pour lesquels cela devrait constituer une obligation de service.

## Les moyens de la réforme

Reste le problème des effectifs et des ratios. Il est bien évident que (sauf à ne faire que du tutorat) les enseignants sont trop peu nombreux pour encadrer la totalité des étudiants actuels. La solution vers laquelle il faut donc « orienter », c'est la constitution d'équipes enseignantes-étudiants en doctorat, où ces derniers participeraient comme observateurs aux séances animées par l'enseignant avant de les démultiplier.

Une telle formule — celle ne serait pas le moindre intérêt de la réforme — permettrait en outre de faire d'une pierre deux coups. Ces « doctorants » devraient en effet être recrutés comme « ATER » (assistants temporaires d'enseignement) et de recherches, ce qui leur permettrait, avec un salaire, de préparer leur thèse dans des conditions décentes.

A ces trois innovations, s'ajoutait, dans le projet Jospin, une lacune importante : l'absence de toute référence à la nécessité d'une initiation théorique et pratique au langage informatique, qui constitue, à y a une huitaine d'années, une idée force de la rénovation des DEUG. Dans le département de sociologie de Tours, elle a été introduite et donne pleine satisfaction aux étudiants. L'expérience montre qu'elle peut se faire sur un an (le deuxième année) avec vingt-cinq heures de cours magistraux d'initiation au langage et trente-sept heures de travaux pratiques par groupes de 24 étudiants (à raison de deux par ordinateur).

Où trouver les moyens d'une telle réforme pédagogique ? Il ne faut pas le dissimuler : si on ne veut pas renouveler l'expérience des DEUG rénovés mort-nés faite d'un minimum de moyens supplémentaires, la « rénovation pédagogique » des premiers cycles coûtera cher. Laboratoires de langues, salles d'informatique, petites salles « conviviales » pouvant recevoir les groupes d'apprentissage (et qui impliquent une véritable révolution dans l'architecture universitaire actuelle où le mot d'ordre est : toujours plus d'amphis et de plus en plus grande), recrutement « massif » d'ATER, tout cela doit être chiffré avec précision UFR par UFR. C'est ce que nous avons déjà fait dans l'UFR de sciences humaines de Tours.

Il est évident que cela est hors de portée du ministère, même si la croissance de son budget est maintenue. Il faut donc trouver d'autres sources de financement. Nous nous limiterons ici à en mentionner trois dans la seule perspective d'ouvrir le débat sur une question qu'on ne peut plus éluder :

- la participation des conseils régionaux aux dépenses de fonctionnement (et non plus simplement aux dépenses d'équipement) ;
- l'instauration de droits d'inscription proportionnels aux revenus des parents, le 1 % parental à côté du 1 % patronal ;
- les ressources propres des départements obtenues par la passation de contrats.

► Guy Belloncle est professeur de sociologie à l'université de Tours.

## L'Eldorado des historiens

Suite de la page 13

D'autres énigmes historiques pourraient trouver là leur solution : celle, par exemple, de la disparition à Budapest en 1945 du diplomate suédois Raoul Wallenberg, ou celles des procès politiques des années 50, à Budapest comme à Prague notamment.

Toutefois, les premières plongées dans les archives sont parfois déconcertantes. M. Vojtech Menel, qui a été destitué, après l'invasion soviétique de 1968, de son poste de recteur, est aujourd'hui à la tête d'une équipe d'une douzaine d'historiens, spécialement créée par le gouvernement tchécoslovaque pour analyser l'écrasement du « printemps de Prague ». M. Menel explique que son équipe de chercheurs a pu examiner tous les dossiers et documents qu'elle souhaitait, émanant aussi bien du gouvernement que de l'armée ou du Parti communiste.

C'est ainsi qu'en décembre dernier l'ambassadeur de Tchécoslovaquie a fourni à cette commission d'historiens, environ quatre-vingt documents, essentiellement des télégrammes diplomatiques codés, démontrant que la pression en faveur d'une invasion du pacte de Varsovie, en 1968, venait encore davantage des responsables de l'époque d'Allemagne de l'Est et de Bulgarie que de Moscou. « Même s'il y avait eu des allusions dans la presse à l'époque, nous avons été surpris. Mais les documents sont formels. »

## Prescription de trente ans

Si les archives des anciens pays et partis « de l'Est » constituent donc une mine formidable pour les historiens, ceux-ci commencent à se heurter à de nombreux problèmes. Le plus immédiat, dans de nombreux cas, est l'état de désorganisation dans lequel ils ont trouvé ces archives. A qui s'ajoutent les difficultés de stockage satisfaisant de ce flot de documents. En Tchécoslovaquie, par exemple, les historiens déplorent que, faute de place, certaines archives pourrissent dans des monastères, voire, dans un cas, dans un bûcher d'une ferme d'état.

En outre, la marge de liberté d'accès aux archives les plus récentes se réduit progressivement, au fur et à mesure que les autorités introduisent les normes occidentales en la matière, et particulièrement celle de la prescription trentenaire. Pendant les deux dernières années, note M. Paczkowski, dans le chaos qui a suivi la chute du régime communiste, la « liberté d'accès aux documents dépendait beaucoup des archivistes que nous pouvions connaître. Cette période est en train de prendre fin ». Les autorités polonaises ont pris le contrôle des archives du Parti communiste et ont commencé à appliquer strictement la règle de la prescription trentenaire, sauf autorisation spéciale, « pratiquement impossible à obtenir désormais ».

Autre problème, souligné par ce chercheur polonais spécialiste de l'histoire de la période stalinienne : la difficulté de consultation des archives de la police secrète. « C'est une sorte de système soviétique, explique-t-il. Je leur dis le sujet qui m'intéresse et ils me communiquent quelques documents. Mais il n'y a pas de catalogue central qui permettrait de savoir ce que l'on peut chercher et trouver. » D'autre part, si les historiens ne se plaignent guère de constater des disparitions de documents, il n'est pas rare de les trouver incomplets. M. Paczkowski explique ainsi que de nombreuses pages ont été arrachées dans les grands volumes rassemblant les comptes-rendus des réunions du bureau politique du Parti communiste polonais dans les mois qui ont précédé l'introduction de la loi martiale en 1981.

## Assumer le passé

En Tchécoslovaquie et, très récemment, en Hongrie, les archives communistes ont été confiées et confiées aux Archives nationales. Dans ces deux pays, selon les historiens, il n'est pas encore trop difficile d'avoir accès à des documents récents. En Hongrie, les chercheurs doivent en faire la demande à une commission spéciale de l'Académie des sciences et, en Tchécoslovaquie, l'accès dépend souvent de la décision de chaque archiviste. Dans un cas comme dans l'autre cependant, les historiens savent que cela ne durera pas longtemps. « Les bûchers sont en train d'être resserés », note M. Seifert à Prague.

En Bulgarie, le Parti social-démocrate qui a succédé au Parti communiste a gardé le contrôle des archives. Selon M. Issarov, de l'Institut d'histoire, l'accès est autorisé pour les historiens. Il ajoute cependant que l'absence de catalogue central rend difficile la consultation des documents portant sur les années 70-80. La situation la plus difficile est celle de la Roumanie. M. Chipier précise en effet que les archives du Parti communiste ont été saisies par l'armée en décembre 1989, au moment de la chute de Ceausescu et qu'elles sont restées bouclées depuis.

Dans plusieurs pays de l'Europe centrale et orientale, des projets de loi sont en préparation sur l'accès aux documents historiques. Mais si le consensus est très large pour éviter la communication de documents pouvant être nuisibles pour les particuliers, de nombreux historiens souhaitent que la liberté d'accès aux documents récents soit la règle plutôt que l'exception. « Il n'y a aucune raison de protéger aucun secret de l'histoire jusqu'en 1989 », en moment de la chute du régime communiste, souligne M. Precan à Prague. Et il ajoute : « C'est la tâche des historiens d'aider la société à assumer son passé. »

BURTON BOLLAG



L'éditorial l'avait éclairé,  
le libre propos interpellé,  
l'analyse économique rassurée.

Déterminé,  
il venait de lire les pages offertes d'emploi.

**Le Monde**  
INITIATIVES

Le monde des nouveaux commerciaux  
Une nouvelle rubrique dans Initiatives, tous les mardis

ILLUSTRATION : PHOTO FREDERIC HUYGHE

AN AMERICAN M.B.A IN 4 YEARS FRANCE U.S.A

ABG American Business School UNIVERSITY OF HARTFORD

PARIS 75116 15, avenue de la Grande Armée Tél: 48.61.96.31  
LYON 69009 24, avenue Jeanne-Marcel - Tél: 78.54.15.31  
MARSEILLE 13006 26 - 28, cours Pierre Puget Tél: 51.55.05.48

Le Monde de l'éducation

Mai 1992

SPÉCIAL ORIENTATION DES CONSEILS POUR UN TRIMESTRE DÉCISIF

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 25 F.



هكسان التحول

# Cannes 92

de nos envoyés spéciaux

## Rendez-vous

Dès le 19 juin, le Museum of Modern Art de New-York, le prestigieux MOMA, met son département cinéma à l'honneur de Cannes. Pendant quatre mois y seront présentés, en version originale sous-titrée, cent quarante films qui ont connu leur première projection au Festival. Quarante-cinq ans de cinéma, de Rome, ville ouverte, de Rossellini (1946), à Manhattan, de Woody Allen (1979), en passant par Van Gogh, de Maurice Pialat (1991), qui ouvrira le bal. Autre rendez-vous : un « Paris-Rome », prévu pour février 1993. Sous l'égide d'Unitas Film et de Cinecittà, une

grande rétrospective retracera les noces fécondes et orageuses de la coproduction franco-italienne, avec des rejets aussi dissemblables que Don Camillo et l'Année dernière à Marienbad... Plus proche, le rendez-vous

donné par Francis Ford Coppola à mille festivaliers privilégiés, le 16 mai, après la projection de Twin Peaks, de David Lynch. Sur le carton d'invitation, il remercie « pour leur concours » la sous-préfecture de Grasse, la mairie de Cannes, les affaires maritimes, la police municipale, la gendarmerie nationale, les pompiers de la ville de Cannes, la protection civile et la Croix-Rouge. Il s'agit bien d'une fête!

D. H.

### SÉLECTION OFFICIELLE

#### « le Voyage », de Fernando Solanas

## Passeport pour la liberté

Bien Fernando Solanas est arrivé à bon port avec un film où il a joué sa vie, qui lui a pris des années et a failli causer sa mort. Cela ne peut être un film « normal », qu'on aborde avec une bienveillance mais tiède neutralité. Avant même que la lumière s'éteigne, on a pris sans discuter son billet pour ce Voyage, le cœur ouvert à toutes les tendresses, à toutes les estimes, à toutes les sympathies.

Et l'on s'embarque. Qu'importe quelques lenteurs du parcours, des omissions démonstratives dans la volonté de convaincre, on est emporté dans un flot de belles colères et de farouches espérances. Tout commence au plus loir, au plus austral de la planète, à Ushuaia. Un adolescent, Mario (Walter Quiroz), l'argentin des amarrs, quitte son collège-prison où il neige dans les classes et où le vent et les voleurs (alternativement) emportent les cheveux de bronze des généraux stupides. Il quitte sa mère plaintive (Dominique Saade) et son beau-père odieux, décide de rejoindre son père. Père mythique, auteur de B. D. et géologue, dont il ignore la résidence, mais qui est ailleurs, c'est tout et c'est assez. Ailleurs est le mot-clé.

Mario Nooca, (« jamais », en espagnol) enfourche donc sa bicyclette et s'en va à la recherche de ses origines. Argentine, Paraguay, Argentine, Mexique ou Amazonie, Mario fait des rencontres bouleversantes. Un ange salvateur en la personne d'un vieux rouleur caribéen, le fantôme de l'amour

sous la robe rouge d'une beauté morte, une petite fille violée qui a encore quelque chose à donner, les esclaves immémoriaux de la mine d'or de la Sierra Pelada. Martin avale tout, les kilomètres et les frontières, les mystères et les beautés, les paysages, les personnages, le politique, le spectacle, le spectacle des dictatures. Solanas démontre, fustige. Tous les moyens lui sont bons, mais le meilleur, celui où il excelle, où il manifeste une sorte de génie, est le burlesque militant. Un contributeur insolvable a-t-il sa maison saine? On voit un tracteur géant emportant le matériel. La situation économique impose-t-elle qu'on se serre le ceinture? Les citoyens dociles se promènent ligotés, les pieds et les mains entravés. Les instances internationales organisent-elles une réunion des « pays agonisants », tous les participants se déplacent en prière, avec une humilité grotesque et décapitante.

Mais la plus belle séquence du genre, la plus frappante, est celle qui illustre un slogan de l'opposition, « l'Argentine plonge et nage ». Solanas montre alors Buenos-Aires sous les eaux, un vaste domaine lacustre et désolé, où les morts quittent le cinéaste en cercueil flottant pour rentrer chez eux, un cloaque nauséabond où parade un président en palmes de plongée. Pour cette scène et quelques autres, Fernando Solanas a été puni. Une rafale de pistolet-entraîneur. Mais que peuvent six balles dans les jambes d'un homme, qui rêve d'être?

DANIELE HEYMANN

### Solanas en campagne

#### BUENOS-AIRES

de notre correspondant

« Un autre pays est possible ». Le leitmotiv du Voyage, le nouveau film de Fernando Solanas, est aussi le slogan que le cinéaste argentin, à l'instar de son père, a lancé dans la politique active. Alors qu'à Buenos-Aires la sortie du Voyage, où il brocarde le président Menem, a provoqué une polémique avec le chef de l'Etat, Solanas vient d'annoncer sa candidature à un poste de sénateur dans la capitale, lors des élections du 28 juin prochain.

Cinéaste engagé, promoteur de loque date, le réalisateur se présente à la tête du Front du Sud qui regroupe un mouvement hétéro-gène d'intellectuels et d'hommes politiques provenant du péronisme dissident, mais aussi du centre-gauche, du Parti communiste et de plusieurs petits partis de gauche.

Déjà surnommé « le Fulgore de gauche » par ses détracteurs, le cinéaste part en guerre contre « le projet raciste du méningisme, qui condamne la misère, plus, mais aussi contre la complaisance des dirigeants du Parti radical ». Il affirme que sa candidature « n'est qu'un premier pas vers la création d'un vaste mouvement national » qui revendique les bannières du nationalisme et de la justice sociale. Fernando Solanas, qui a vécu plusieurs années en exil en France durant la dictature militaire, dénonce « la corruption au sein du gouvernement et la dépendance croissante vis-à-vis des Etats-Unis », accusant le président Menem de « brader le pays aux étrangers ». Le Voyage montre d'ailleurs la Patagonie devenue colonie anglaise, le reste du pays noyé sous une inondation de corruption et d'eaux polluées d'excréments. Il présente un portrait du président, rebaptisé « docteur La Grenouille », arrogant et incapable. Une prise de position qui n'est pas de tout repos : le cinéaste venait de terminer le tournage quand il a été blessé aux jambes par deux inconnus qui ont tiré sur lui. La veille de l'attentat, Solanas avait renouvelé devant les tribunaux ses accusations contre le chef de l'Etat, qui lui avait intenté un procès pour « injures graves contre le président de la nation ».

CHRISTINE LEGRAND

### « La Sonde de la lumière », de Victor Erice

## Au plus près du soleil

Revenir au plus près des choses essentielles : dire exactement ce qui rend l'homme unique, différent, sa capacité à créer ; entrer dans cette magie avec gaieté, humilité ; retrouver une vertu bafouée, perdue, la simplicité. C'est ce qu'a fait l'Espagnol Victor Erice avec Le Sonde de la lumière, un film bien-faisant, nécessaire, un film qui désaltère.

Le peintre balaye son atelier, prépare sa toile, sort dans le petit jardin où pousse un arbre, un cognassier, planté quatre ans plus tôt. Encore frêle mais portant de gros fruits, charnus, lisses, parfaits, des cadeaux de nature, d'un jaune d'or mat, bletés dans le vert obscur du feuillage. Le peintre veut saisir le soleil d'automne lorsqu'il carressera le haut de l'arbre, un certain moment qu'il sait incalable.

Le peintre organise son travail, plante des piquets autour de l'arbre, matérialise le niveau de son regard et en vérifie l'exactitude au fil à plomb, enfonce des clous dans le sol, y cale ses pieds comme un athlète avant la course ; ainsi la position de son corps sera immuable.

Rien de manique ou d'exalté. Le prélude à un rendez-vous, c'est tout. Pas un mot n'a été prononcé : on a entendu aboyer le chien, un train passer, au loin. On est désemparé, pour deux heures dix-huit de bonheur et d'otémité, captif d'un jardin minuscule et d'un mystère immense, on est ébahi.

« Passent les jours, les semaines. Le peintre fredonne, et doucement s'approprie les fruits. Ils deviennent siens puisqu'il les représente. Ils sont de plus en plus beaux, de plus en plus vrais puisqu'il leur apporte, par sa patience inspirée, l'éternité.

Rien de pédant, de maniéré. Le peintre n'est pas seul : autour de lui, le vie. Sa femme est là ; des amis passent, échores aussi, avec qui il parle, rit, évoque sa jeunesse, mange des biscuits, du chocolat.

### L'obsession joyeuse de l'arbre

Il y a seulement, unique, son obsession joyeuse de l'arbre, sa passion têtue de la lumière. Aurore, il le temps d'attraper le soleil avant que l'hiver éteigne les états et les rêves, que les fruits tombent de l'arbre, cessant d'être la cristallisation du plus beau désir de l'homme - qui est de se survivre - pour redevenir ce qu'ils sont : de la chair à confiture.

Victor Erice donne un film tous les dix ans (l'Esprit de la roche, Sud). Il réussit, avec Le Sonde de la lumière, une sorte de miracle. Un documentaire sur le peintre Antonio Lopez peignant des coings dans son jardin, qui a plus de fantaisie, d'imagination, de soufflé, que les plus spectaculaires fresques retrouvées étrangement ce qui fait l'irremplaçable singularité des pionniers du cinéma, la capacité de remplir chaque plan d'existence, chaque regard de présence, chaque image d'émotion.

D. H.

## La saga « Othello »



Beatrice Welles

Née du mariage entre l'italienne Paola Mori, comtesse de Gerolamo, et Orson Welles, Beatrice Welles est la benjamine des enfants du cinéma américain. La raison de sa venue à Cannes? La présentation de l'Othello de papa - Grand Prix (Palme d'or) - à l'exactement quarante ans. Un Othello retrouvé, restauré et complété conformément aux désirs du cinéaste.

La saga d'Othello (le film) est tout aussi shakespearienne que celle du Meurtre. Citizen Kane et le Splendeur des Amberson lui ayant fait comprendre que le système des studios se souciait peu de la liberté de création, Orson Welles quitta Hollywood et parcourut l'Europe à la recherche d'un financement pour l'Othello dont il rêvait.

Après onze faux départs, Welles trouve sa Desdémone, la Québécoise Suzanne Cloutier. Par manque de moyens, le seul tournage d'Othello durera plus de deux ans, avec des interruptions : lorsque l'argent vient à manquer, Welles va faire l'acteur ailleurs (Prince of Foxes, la Fosse noire et... le Troisième Homme de Carol Reed).

L'argent de ses cachets (ou celui qu'il arrache au producteur Darryl Zanuck) est immédiatement investi dans Othello, Welles convoquant à nouveau ses acteurs, qui laissent alors tout tomber et s'en vont le

rejoindre où qu'il soit. Ainsi, l'ago passe du portique d'une église à Torcello (lie vénitienne) à une citadine portugaise au large de l'Afrique. Almé, au détour d'une phrase, sinon d'une sylabe, on peut avoir changé de continent. Roderigo frappe Cassio à Mazagan ; Cassio lui rend sa gifle à Orvieto, à 1 500 kilomètres de là... Sans doute pour défaut de paiement, le bateau portant les costumes en provenance d'Italie n'arrive pas à temps à Mogador, sur la côte marocaine, qui tient le rôle de Chypre. Welles trespasse alors une des scènes dans un hammam marocain, et drap ses acteurs de burnous...

Présenté au Festival de

Cannes en 1952, quatre ans après le début du tournage, Othello mettra trois ans de plus à sortir aux Etats-Unis. Peu soutenu par les Artistes associés, son distributeur à l'époque, il tiendra l'affiche moins d'un mois dans deux petites salles new-yorkaises, puis disparaîtra. A peine quelques pâles copies de copies circuleront encore en Europe.

### Le négatif retrouvé dans un hangar

C'est à Paris, pendant le tournage du Proche, que j'ai vu Othello pour la première fois - et le dernier - jusqu'à tout récemment, dit Beatrice Welles, aujourd'hui Welles-Smith par

mariage et PDG d'une entreprise de cosmétiques à Chicago. J'avais cinq ans à l'époque, je n'y ai pas compris grand-chose... Beatrice est la seule des enfants du cinéaste qui ait passé avec son père une enfance « normale ». « A moi, en tout cas, elle paraissait normale, dit-elle ; je ne suis jamais allée à l'école, on se trimballait tout le temps à travers l'Europe. J'ai mis des années à découvrir que ce n'était pas tout à fait la norme... »

Othello « appartient » à Beatrice Welles. C'est la seule chose dont j'ai pleinement hérité de mon père, la seule dont le copyright soit effectivement au nom d'Orson Welles. Papa avait si peu le sens des affaires, c'est un miracle qu'il ait même fait un testament... »

Mais où est le négatif? C'est dans un hangar du New-Jersey qu'il est retrouvé, presque en parfait état, avec la majeure partie de ses éléments sonores. Le film est restauré. Syllabe par syllabe, le dialogue est ramené dans la bouche de ses acteurs, la partition originale enregistrée en numérique. Après Othello, Beatrice Welles projette de restaurer cet autre chef-d'œuvre d'Orson Welles pratiquement disparu, M. Arkadin.

HENRI BEHAR

### UN CERTAIN REGARD

## Des angoisses par vagues

#### Voyageurs à la recherche du passé, misère noire en Suède et crime sexuel

Décidément, à en croire les films de cette section (officielle), le monde va vraiment mal. Passée l'ouverture avec le best chouchou d'Abbas Kiarostami - qu'accompagnait un excellent court-métrage italien d'Eric Mendelsohn, Une grande fenêtre ouverte, - la morosité, l'inquiétude, la misère et l'angoisse sont arrivées par vagues.

Prague de Jan Sellar échappe pourtant à la tristesse ambiante par un run de comédie de meurs juste et mélancolique. Un jeune Américain, Alexander Novak (Alan Cumming), arrive à Prague pour consulter, aux Archives du film, un extrait de bande d'actualités du temps de l'occupation allemande, où doivent se trouver les dernières images de ses grands-parents, déportés par les nazis. Il tombe amoureux d'Elena, la responsable du service. Elle est la maîtresse de Josef, le directeur. La recherche d'ivoire tragique va se confondre avec une quête du bonheur qui exige autre chose que les états d'âme masochistes du garçon. Elena est jouée par Sandrine Bonnaire. Elle apporte à cette histoire son énergie habituelle, son charme rude, son talent.

Averil Ortega, qui a vingt ans comme Alexander, est le héros, si l'on peut dire, de l'Arrivée d'Averil, film autrichien de Michael Schottenberg. Voyageant par le train pour aller retrouver son père, Averil est bloqué par une grève dans une ville inconnue. Il traverse des lieux fanto-

matiques et si évidemment « kafkasiens » qu'on est vite rebuté des procédés de mise en scène. Averil, qui cherchait son père comme tout un chasseur des temps-ci, trouve à la place... mais non, on ne va pas le dire. Il faut laisser au film cette chance d'intriguer.

Beaucoup plus intéressant, tant par le scénario que la réalisation, est le Vocancier, premier long-métrage du comédien hongrois Can Togay (on l'a vu dans Mahina de Werner Schroeter). Là encore, il y a un voyageur, mais c'est un homme noir, qui revient au village de son enfance, où arrive, en même temps, une femme étrangère au pays. Une histoire d'amour et de meurtre appartenant au passé va se reproduire dans le présent, comme sous l'effet d'une fatalité. On peut y voir la métaphore d'une société débarassée du communisme. Mais en pleine confusion idéologique et économique. Sur un schéma pseudo-policier, Can Togay a tissé une atmosphère volontairement pesante de cafard, d'immobilisme, d'attente anxieuse.

Avec Oxen, le suédois Sven Nykvist, grand chef opérateur que l'on sait, et qui n'en est pas à son coup d'essai dans la mise en scène de cinéma, se réfère à un fait réel des années 1960 à Smaland. Une terrible famine s'est abattue sur le pays. Pour nourrir sa femme et sa fille, un ouvrier agricole privé de travail tue un bœuf, propriété du petit fermier qui l'employait. Le

remords le pousse à avouer sa faute au pasteur. La justice des hommes le condamne à la prison à vie. Sven Nykvist peint la misère noire et les catastrophes brisant un couple, sans naturalisme ni tentation de la « belle image ». Il montre le prix à payer pour un intérêt de rédemption sociale dans lequel le pasteur joue un rôle ambigu.

Et encore moins de Being or Home with Claude, film canadien (français malgré son titre) de Jean Beaudin, où alternent les images, en noir et blanc du monde de la prostitution masculine et des lieux de drague homosexuelle à Montréal et la face-à-face d'un jeune prostitué et du policier l'interrogeant sur le meurtre d'un de ses clients. On aboutit à la démonstration que le crime commis en plein déchainement sexuel sur le carrelage d'une cuisine était un vrai crime d'amour. Pas convaincant.

Heureusement, on a eu Strictly Ballroom pour se remonter le moral. Le premier long-métrage de l'australien Baz Luhrmann évoque à la fois les comédies musicales américaines kitch en couleurs vives, irrésistibles, et l'Acrobate de Jean-Daniel Pollet pour les cocorcos de danse. Une jeune femme, Scott Hastings, est poussée par sa mère et la fédération, toute-puissante, à concourir, dans le tango et le paso-doble, pour le Grand Prix Pan Pacific. Or il veut imposer ses propres pas contre le technique officielle et choisir pour partenaire Fran, une jeune fille appartenant à une famille d'immigrés espagnols.

Baz Luhrmann caricature à outrance le clan des adultes représentant l'ordre établi, prend le parti de la jeunesse et d'une minorité ethnique, organise des scènes de danse qui fascinent et donnent des fourmis dans les jambes, grâce au couple Paul Mercurio-Tara Morice, passe, très adroitement, de la satire sociale au conte de fées. Quel plaisir!

JACQUES SICLIER

### L'ÉCOLE PRIMAIRE ÉVOLUE

Pour mieux comprendre.  
Le fonctionnement des cycles à l'école...

Comment chaque école peut adapter son fonctionnement au milieu...

Collection : UNE ÉCOLE POUR L'ENFANT  
DES OUTILS POUR LES MAÎTRES.

CO-ÉDITION MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE/ CNP/ HACHETTE ÉCOLE

le projet d'école

le projet d'école





# ÉCONOMIE

## BILLET

### Drôle de guerre transatlantique

La drôle de guerre transatlantique résultant de l'enlèvement des négociations commerciales internationales de l'Uruguay Round se perpétue avec son lot de menaces et de tensions.

La Commission européenne vient ainsi de réagir à l'annonce faite par les États-Unis de mesures de rétorsion à l'égard de la CEE dans le cas où celle-ci mettrait en œuvre, comme prévu au 1<sup>er</sup> janvier 1993, la directive ouvrant à la concurrence les marchés publics des télécommunications, des équipements électriques, des matériels de transports et d'installations pour l'approvisionnement en eau.

Washington reproche à cette directive la préférence (très limitée) qu'elle prévoit en faveur des entreprises de la CEE, étant entendu que les entreprises de pays tiers installées dans la CEE ne sont en rien discriminées.

La Commission réplique en brochant sur le thème de la paille et de la poutre. Les discriminations imposées outre-Atlantique en matière de marchés publics, au niveau fédéral (le *Buy American Act*) ou bien à celui des États, sont beaucoup plus importantes que celles prévues par la CEE.

S'agissant de transports publics par exemple, la discrimination atteint 25 % : il faut par exemple qu'une rame de métro proposée par un constructeur européen soit plus du quart meilleur marché que le produit concurrent américain pour pouvoir prétendre remporter une adjudication aux États-Unis.

D'autre part, la CEE a fait savoir qu'elle était pleinement disposée à ouvrir ses marchés publics aux entreprises des pays tiers, et notamment américaines, mais sur une base de réciprocité. Les pourparlers engagés à cette fin dans le cadre de l'Uruguay Round ont échoué à cause des États-Unis. La Commission, qui, à ce stade, ne veut pas envisager comment elle ripostera si l'administration Bush met à exécution ses menaces au 1<sup>er</sup> janvier prochain, répète qu'elle est prête à négocier, soit au GATT, soit, si les Américains le préfèrent, de manière bilatérale.

Autre manifestation inquiétante de cette drôle de guerre commerciale : les sidérurgistes américains déposent des dizaines de plaintes contre les exportateurs communautaires d'acier, ce qui laisse redouter pour bientôt des droits compensateurs et autres taxes sur ces livraisons de la CEE. Ce sont les États-Unis, rappelle-t-on à Bruxelles, qui ont récemment rompu les négociations engagées afin d'instaurer un minimum de discipline dans les échanges internationaux de produits sidérurgiques.

Depuis des années, les Américains font baigner l'Uruguay Round dans un climat d'agressivité qui a vicié la négociation. Cela continue.

PHILIPPE LEMAITRE

## « Répondre aux préoccupations quotidiennes des citoyens »

### Le nouveau ministre du logement présente un programme en cinq points

M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Lienemann, nouveau ministre délégué au logement et au cadre de vie, a présenté mardi 12 mai son programme de travail en cinq points et sa méthode d'action : « Écouter, entendre, mobiliser tous les acteurs pour trouver des réponses concrètes et rapides aux préoccupations quotidiennes des citoyens ».

Écouter le nouveau ministre délégué au logement et au cadre de vie, M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Lienemann, c'est prendre un bain de jeunesse. On retrouve dans ses propos le ton, l'idéal et pour tout dire le souffle qui inspiraient les socialistes version 1981 et qui ne se trouvent plus guère que dans le courant de la gauche socialiste dont le maire d'Adieu-Mons est, au demeurant, l'un des animateurs.

Réputée pour la force de ses convictions, la ministre n'hésite donc pas à parler de « véritable citoyenneté de l'habitant » ou de ses « nouveaux droits ». Elle ne cache pas son intérêt pour les « cages d'escalier » chères à M. Michel Rocard, baptise « Le temps des cerises » un programme d'écologie urbaine pour les enfants, affirme la nécessité de permettre aux Français de faire un « parcours résidentiel personnalisé ». Présentant à la presse son programme pour les mois à venir, M<sup>me</sup> Lienemann a cerné cinq priorités qui, toutes, lient étroitement les deux domaines de compétence du ministre.

La première doit permettre de « développer la participation des habitants aux choix qui les concernent » car, aujourd'hui, ils ont

« l'impression de subir leur cadre de vie » et il y a « un déficit démocratique dans le secteur du cadre de vie et du logement ». M<sup>me</sup> Lienemann souhaite améliorer l'accueil des demandeurs de logements « renforcer la protection des occupants dans leurs droits » et « réfléchir à la réglementation de la profession des marchands de biens » afin de modifier la loi actuelle au cours de l'automne. Pour mettre sur pied un « nouveau droit des habitants », elle se propose de faire pour eux « au moins l'équivalent » de ce qui a été prévu pour les salariés dans les lois Anxieux (1982) et d'associer les locataires aux procédures de réhabilitation aidées par l'État.

#### Mettre l'accent sur l'écologie urbaine

La deuxième priorité du ministre concerne l'emploi. Les mesures prévues par le plan de soutien au BTP (bâtiment et travaux publics) du mois de mars vont être mises en place prochainement, notamment le Fonds de garantie de l'accession sociale (FGAS), les prêts locatifs sociaux et les abaissements fiscaux. M<sup>me</sup> Lienemann entend aussi revaloriser les métiers touchant au cadre de vie (concierges, gardiens, agents d'entretien...) en mettant en place des statuts, des structures de formation et un « cursus de promotion ». Cette action devrait favoriser un entretien courant de qualité du parc HLM : le ministre a promis à ce sujet un « dialogue franc et déterminé » avec les organismes HLM dont elle attend un « partenariat actif ».

« Créer des espaces de convivialité » : telle est la troisième priorité du ministre, qui veut lutter contre la « déshérence de l'espace public ».

Des « sites-pilotes » (sorties d'écoles, abris, kiosques pour jeunes) vont être développés ainsi qu'un « programme qualité-service-sécurité » permettant un traitement adapté des cages d'escaliers.

Le ministre souhaite aussi mettre l'accent sur l'écologie urbaine, notamment en refusant la monofonctionnalité (le « zoning ») dans les villes. Pour cela, une réflexion sur la révision des codes de la construction et de l'urbanisme va être engagée. « L'intégration urbaine des grandes surfaces » va être amorcée en évitant pourtant l'écueil du retour des grandes surfaces en centre-ville, des dispositions comme l'entassement des câbles d'EDF et la lutte contre le bruit vont être prises.

Cinquième et dernière priorité : « le droit au logement par la diversification et la mixité de l'habitat ». A cette fin, M<sup>me</sup> Lienemann veut que les décrets d'application de la loi sur la ville soient rapidement mis en œuvre, relancer (dans le cadre de la loi Besançon sur les plus démunis) les plans d'occupation du parc social, réfléchir sur les plafonds de prix et de ressources des prêts locatifs aidés et des prêts conventionnés en région parisienne, répondre aux besoins de certaines populations spécifiques comme les fonctionnaires : « Je trouve scandaleux qu'un jeune fonctionnaire ait du mal à trouver un logement social car les HLM considèrent que ses revenus sont trop bas », a notamment déclaré le ministre, qui se promet enfin de lutter contre la corruption dans l'immobilier.

FRANÇOISE VAYSSE

## Une étude de l'INSERM

### Le tiers des décès est dû en France aux maladies de l'appareil circulatoire

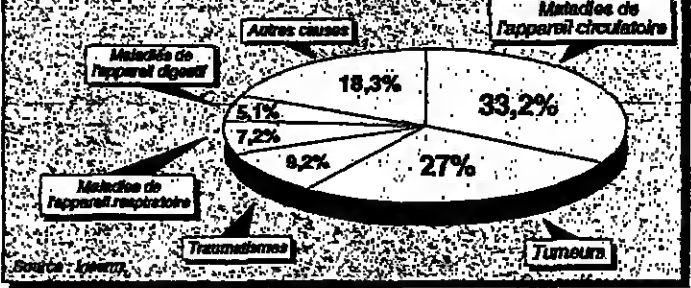
Si la mortalité recule en France (le Monde du 29 février), les causes de décès aussi évoluent, même si la plupart des morts restent dues à quelques groupes de maladies. C'est ce qui ressort des analyses publiées par deux chercheurs de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) dans le dernier numéro d'*INSERM première* (n° 196, mai 1992).

En 1990, parmi les grandes causes de décès, arrivaient en tête les maladies de l'appareil circulatoire (33,2 %), les tumeurs (27 %), puis,

pas sans rapport. Si, à tous les âges, les décès sont plus fréquents chez les hommes que chez les femmes, cette « surmortalité » atteint cependant son maximum entre vingt et trente-quatre ans. Elle est notamment due aux décès par accident, sept fois plus fréquents chez les hommes, alors qu'entre trente-cinq et soixante-neuf ans la différence tient plus au cancer du poumon et des voies aéro-digestives supérieures (lié notamment au tabac et à l'alcool).

Depuis vingt ans, certaines causes de mortalité ont perdu de leur

Les principales causes de décès en 1990



loin derrière, les accidents et les suicides (9,2 %). Mais la fréquence de chacune varie selon l'âge, le sexe et la région. Ainsi, jusqu'à trente-cinq ans, « les morts violentes prédominent ». Ensuite, les tumeurs l'emportent et enfin, à partir de soixante-dix ans, les maladies de l'appareil circulatoire.

Parallèlement, les morts avec tumeurs sont plus fréquentes chez les hommes que chez les femmes (31 % contre 22 %). C'est l'inverse pour celles dues aux maladies de l'appareil circulatoire (29 % contre 37,3 %). Les deux constats ne sont

importance : chez les hommes en particulier, la baisse a été nette pour la cirrhose du foie, les cancers de l'estomac et des voies digestives supérieures tandis qu'augmentaient les décès par cancer des bronches, du poumon et de la prostate.

Enfin, on note que les décès par cancer du poumon, des voies aéro-digestives ou ceux dus à l'alcoolisme sont plus fréquents dans le Nord et l'Est, tandis que les morts causées par les accidents de la route sont plus nombreuses dans le Sud-Ouest et le Bassin parisien.

GUY HERZLICH

### La « corpo » des dockers

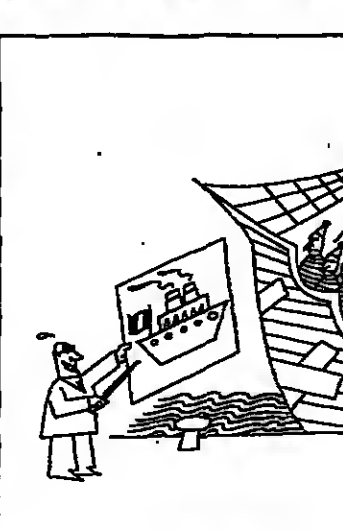
Suite de la première page

Tout a été dit sur la perte de substance économique des grands ports français, les désempolement de trafics, le surestocit exorbitant du passage des marchandises par Marseille, Dunkerque ou Nantes. Les centaines de millions de francs de manque à gagner s'ajoutent aux centaines de licenciements déjà programmés dans les entreprises liées de près ou de loin au transit maritime (1). Réputation détestable, fiabilité aléatoire, risques permanents de grèves perçues ou géométriques : au lieu d'être naturellement des havres tranquilles, les ports se sont forgés depuis l'automne dernier une détestable image de repaires inféquentables et de pièges dangereux. Qu'ils battent pavillons asiatiques, américains, danois, allemands ou... français, les grands navires transocéaniques porte-conteneurs ont pris l'habitude de brûler l'escalade du Havre ou de Marseille et d'aller décharger leurs précieuses cargaisons à Auviers ou à Gênes dont les responsables, du reste, se frottent les mains.

C'est un combat politique farouche que va livrer le gouvernement. Nul au Parlement, où seuls les communistes coordonnés par le maire du Havre, M. André Duron, ne se battent le dos au mur, mais sur le littoral. Les amendements tendant à ntéroder dans le temps les effets d'une réforme évidemment néfaste pour des travailleurs aujourd'hui « hyper-privilegiés », présentés par le rapporteur M. Jean Beaufils (PS, Seine-Maritime), seront considérés comme nuls et non avenus par le bloc AC-CGT.

De droite ou de gauche, les ministres successifs de la V<sup>e</sup> République

ont régulièrement renoncé à toucher au dogme des spécificités du métier de dockers, et au statut, dont l'omnipotente fédération CGT des ports et docks parle toujours avec un S majuscule. En 1970-1971, le ministre de l'équipement de l'époque, M. Alain Chalonon, avait bien



tenté d'introduire une réforme comparable à celle qui est aujourd'hui soumise aux députés, à savoir la mensualisation et la garantie d'emploi des travailleurs. La réplique ne tarda pas : soixante-dix jours de grève... qui aboutirent au retrait du projet. Toutes les initiatives ultérieures se contenteront d'actions mécaniques et d'ajustements sociaux : plans sociaux et départs en préretraites très chèrement payés, comme en 1987, améliorations par-

tielles de la productivité, revalorisation des indemnités de chômage.

Mais gare à ceux qui, sous couvert de modernisation, auraient voulu modifier le cœur du statut historique du « corporatisme » au sens étroit du terme. Dans cet esprit, le contrat de travail collectif l'empêche sur tout engagement individuel et l'intensification de l'emploi (on est embauché chaque matin par un employeur différent) est un gage irremplaçable de liberté vis-à-vis du



patronat. C'est pourquoi l'affrontement actuel entre le gouvernement et les dockers prend aussi, par référence à l'histoire ouvrière et syndicale, une dimension « culturelle » essentielle.

#### Une communauté singulière

Les dockers n'ont jamais reconnu qu'un seul patron, le port : c'est un lieu hybride, mi-national mi-étran-

ger, et une communauté singulière, ni entreprise, ni usine, ni ministère. Devant ce semblant d'autorité dirigeante éclatée, plus les travailleurs seront solidaires, plus ils seront puissants. Les dockers le comprennent dès le début du siècle et leur groupe prend le pas sur chaque individu. N'ayant pas de patron attiré, le dockeur ne peut crier le licenciement. Il ne reconnaît aucune autorité légitime que le syndicat, auquel revient le droit naturel de réglementer, régler, répartir le travail disponible. C'est à Marseille, le 27 avril 1900, que sera signé le premier « contrat de travail collectif » entre le Syndicat des entrepreneurs de manutention et l'Union syndicale des ouvriers du port : dix-neuf ans avant que la loi du 25 mars 1919 définisse officiellement le contrat collectif et le travail en équipe, de règle chez les dockers. Dès lors, et bien avant la « loi » législative de 1947, l'indépendance des ouvriers portuaires ne cessera de se renforcer, tant vis-à-vis du patronat que de la puissance d'État. Et il s'admettra qu'un seul lien de subordination : celui qui le relie à son syndicat.

Pour les 8 300 dockers, derniers survivants d'un « modèle » ouvrier quasi unique, quand la cloche de la séance parlementaire va retentir au Palais-Bourbon (le débat était prévu pour mercredi 13 mai en fin d'après-midi), sonnera la fio d'un mode d'organisation du travail, d'un monopole syndical d'atmosphère, d'un régime juridique atypique dans lequel les entrepreneurs, toujours convaincus d'être battus d'avance dans les rapports de forces, se sont laissés conquérir la gestion des hommes, et ce qui est plus grave, les ambitions maritimes de la nation.

FRANÇOIS GROSCHICHARD

(1) Le Monde du 15 février et « Le Monde de l'économie » du 18 février.

## Événements de Los Angeles, déficits américains

### Le principal conseiller économique de M. Bush répond à MM. Mitterrand et Bérézgovy

A quelques jours de la réunion ministérielle annuelle de l'OCDE (les 18 et 19 mai), le principal conseiller économique de la Maison Blanche, M. Michael Boskin, a estimé mardi 12 mai à Paris que la croissance économique américaine devrait atteindre un rythme annuel de 3 % au deuxième semestre. Après une longue sortie de récession, le produit national brut des États-Unis a augmenté à un rythme annuel de 2 % au premier trimestre. Cependant, si les perspectives de reprise s'avèrent décevantes, et que l'inflation reste contenue, la Réserve fédé-

rale aura la « possibilité et la volonté de prendre des mesures supplémentaires », c'est-à-dire de poursuivre l'assouplissement du crédit, a déclaré M. Boskin.

Interrogé sur les propos tenus par M. François Mitterrand en leodmain des émeutes de Los Angeles (le président français avait rapproché les émeutes de la « théorie politique conservatrice » de l'administration américaine), M. Boskin a répondu que « cette analyse est erronée ». De même, selon M. Boskin, M. Pierre Bérézgovy se trompe en rendant les déficits américains responsables de

la récession vécue à l'heure actuelle dans les pays industrialisés (le Monde du 12 mai). Le ralentissement s'explique, a noté M. Boskin, par le maintien dans plusieurs pays d'une politique monétaire très stricte menée pour lutter contre l'inflation, au moment où des problèmes structurels s'accumulent. Remarquant la très lente croissance économique de l'Europe, M. Boskin a déclaré qu'un assouplissement des politiques budgétaires qui ne serait pas accompagné d'un assouplissement du crédit aurait pour conséquence de prolonger le marasme économique.

## EN BREF

□ TGV Nord : un conseiller maître à la Cour des comptes incriminé d'ingérence. — M. Jean-François Carrez, conseiller maître à la Cour des comptes, a été inculpé d'ingérence par M<sup>me</sup> Brigitte Blind, juge d'instruction au tribunal de Paris, dans le cadre d'une procédure ouverte à la suite d'une plainte avec constitution de partie civile déposée en décembre 1988 par l'association TGV-Amiens-Picardie-Normandie, qui conteste le tracé du TGV Nord. M. Carrez, écarté par le gouvernement de novembre 1987 à janvier 1988 d'une étude complémentaire sur le tracé du TGV Nord en tant que délégué à l'aménagement du territoire, siègeait au conseil d'administration de la SNCF, ce qui constituait, selon le plaignant, une ingérence. — (AFP).

□ La Mutualité française décidée à « jouer le jeu » de la maîtrise des dépenses de santé. — La Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) se prononcera que le 13 décembre, date de sa prochaine assemblée générale, sur l'accord sur la maîtrise des dépenses de santé conclut entre les caisses d'assurance-maladie et la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF). Président de la FNMF, M. Jean-Pierre Davant — qui vient de succéder à M. René Teulade, nommé ministre des affaires sociales — a estimé mardi 12 mai, lors d'une conférence de presse, que le nouveau dispositif, qui doit prochainement faire l'objet d'un projet de loi, « paraît relativement compliqué ». Néanmoins, il se dit « décidé à jouer le jeu en pesant de son poids pour obtenir des corrections ».

## Conséquence du Clean Air Act

### Deux sociétés américaines échangent des « droits » de polluer

C'est une première aux États-Unis : la Tennessee Valley Authority (TVA), l'une des principales compagnies américaines d'électricité, a racheté à Wisconsin Power and Light Co. (WPL), une firme concurrente, des « droits » de polluer.

La transaction, révélée par le *Wall Street Journal*, va permettre à une dizaine de centrales à charbon exploitées par la TVA dans le Tennessee, l'Alabama et le Kentucky, de rejeter dans l'atmosphère 10 000 tonnes de dioxyde de soufre, un dérivé chimique tenu pour principal responsable des pluies acides. En contrepartie, WPL devra réduire le niveau de ses émissions de 10 000 tonnes en dessous du niveau légal, ce qu'elle fera sans peine, la compagnie n'étant dotée d'équipements anti-pollution de pointe.

#### Protéger la pureté de l'air

Cette curieuse pratique, qui permet à la TVA de repousser des investissements anti-pollution, est une conséquence du Clean Air Act, la loi de protection de l'environnement adoptée outre-Atlantique en 1990. Celle-ci autorise, en effet, les centrales polluantes moins que le maximum légal à céder leurs « crédits » antipollution à des firmes moins bien placées.

Gardé secret jusqu'ici, le prix de la transaction est estimé entre 2,5 et 3 millions de dollars, soit une fourchette de 250-300 dollars la tonne de dioxyde de soufre émise. Un chiffre que les spécialistes jugent relativement bas, donc peu incitatif pour investir dans les équipements antipollution. De là les critiques des protecteurs de l'environnement : « La pureté de l'air devrait être protégée et non pas vendue comme une voiture d'occasion », a fait valoir l'un d'eux.



هناك العمل

## ÉCONOMIE

### SOCIAL

#### Chômage de longue durée

### M<sup>me</sup> Martine Aubry veut privilégier la « qualité » du dispositif

M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, a présenté mardi 12 mai un premier bilan du programme en faveur des 900 000 chômeurs de longue durée (le Monde du 30 avril). Selon les derniers chiffres indicatifs transmis le 31 avril par les agences pour l'emploi, près de 180 000 chômeurs de longue durée ont été reçus au cours d'un premier entretien depuis le 1<sup>er</sup> février 1992. Parmi eux, 32 % ont été mis « en relation avec un emploi », 9 % sont déjà entrés en formation et 29 % ont bénéficié d'un « bilan approfondi » et recevront une deuxième convocation. Pour un quart des intéressés, « aucune relation immédiate avec un emploi ou une formation » n'a été possible, a précisé le ministre. Ils seront donc dirigés vers une activité d'intérêt général ou bénéficieront d'un « appui social individualisé » (600 000 contrats emploi-solidarité sont prévus en 1992).

A l'occasion de la présentation d'un ouvrage consacré au chômage

de longue durée (1), M<sup>me</sup> Aubry a rappelé que le dispositif du gouvernement vise « à prendre en compte la totalité des problèmes des individus ». « Il ne s'agit pas d'une opération conjoncturelle », a souligné le ministre, mais d'une démarche qui doit « devenir une mission permanente du service public de l'emploi ». Revenant enfin sur les récentes déclarations du premier ministre, M. Pierre Bérégovoy (le Monde du 12 mai), M<sup>me</sup> Aubry a quantifié la portée des objectifs du gouvernement. « En aucun cas nous ne sacrifions la qualité à la quantité », a souligné le ministre, rappelant que « 70 000 chômeurs de longue durée supplémentaires entrent chaque mois dans le dispositif ». Il s'agit donc d'apporter un soutien pour chacun des 900 000 chômeurs de longue durée actuellement inscrits, tout en sachant que, d'ici le mois de novembre 1992, « de nombreux nouveaux seront arrivés ».

O. P.

(1) Le chômage de longue durée, éditions Syros Alternatives

### INDICATEURS

#### ÉTATS-UNIS

• Prix de gros : + 0,2 % en avril. — Les prix de gros ont progressé aux États-Unis de 0,2 % en avril par rapport à mars, soit une hausse identique à celle des deux mois précédents. Sur les quatre premiers mois de l'année, les prix de gros enregistrant, en rythme annuel, une hausse de 1 %. Les analystes prévoient, pour 1992, une augmentation de 2,5 % après la baisse de 0,1 % enregistrée en 1991. Du coup, les prix de détail pourraient, selon les experts, augmenter de 3,5 % en 1992. Ces bons chiffres, qui montrent que l'inflation reste contrôlée aux États-Unis, alimentent des rumeurs d'une nouvelle baisse des taux courts, ce qui a affaibli le dollar mardi 12 mai sur les marchés des changes.

#### GRANDE-BRETAGNE

• Prix de gros : + 0,2 % en avril. — Les prix de gros ont augmenté de 0,2 % en Grande-Bretagne au mois d'avril par rapport à mars. En un an — avril 1992 comparé à avril 1991 — la hausse revient à 3,8 % contre 4,5 % en mars. Le glissement annuel des prix enregistré en avril est le plus faible depuis février 1988.

### FINANCES

#### Annulé en mars

### Le plan d'épargne en actions soumis au conseil des ministres

Le conseil des ministres du mercredi 13 mai devait adopter le projet de plan d'épargne en actions (PEA), un produit de placement financier, annoncé au mois de mars par M. Pierre Bérégovoy, alors ministre des finances, qui vise comme son nom l'indique à favoriser l'épargne longue en actions. Il sera présenté ensuite au Parlement avant la fin de la session de printemps.

La création rapide du PEA vise à la fois à répondre aux besoins en fonds propres des entreprises et à faciliter les privatisations partielles.

Son contenu devrait être sans surprises (le Monde du 8 mai) : il s'agit d'un produit simple permettant d'investir jusqu'à 600 000 francs (1,2 million pour un couple) en actions pour une durée de huit ans mais avec une possibilité de sortie sans pénalité à partir de six ans.

Le principal attrait du PEA est fiscal. Les plus-values et les revenus — y compris l'avoir fiscal — sont exonérés d'impôt à la sortie.

Pour autant, les financiers n'ont pas fait preuve d'un grand enthousiasme à son annonce et affichent même un certain scepticisme. Ils reprochent notamment au PEA de ne pas offrir d'avantage fiscal immédiat, à l'entrée, seul susceptible à leurs yeux d'attirer rapidement des capitaux en Bourse comme l'avaient fait les Sicav Monory (1978) ou les comptes d'épargne en actions (1983). Mais, pour des raisons d'équilibre budgétaire, le gouvernement ne va pas amputer ses recettes.

Selon certains experts, le PEA pourrait apporter au marché financier plus de 20 milliards de francs d'ici à la fin de l'année.

E. L.

### COMMUNICATION

#### UPI vendue aux enchères

### Un télévangéliste américain rachète la quatrième agence de presse mondiale

La deuxième agence de presse américaine après Associated Press (AP), United Press International (UPI), a été vendue 6 millions de dollars — environ 33 millions de francs — lors d'une mise aux enchères, mardi 12 mai, au révérend Pat Robertson, l'un des télévangélistes les plus connus des États-Unis.

Créée en 1907, celle qui demeurerait la quatrième agence de presse mondiale après AP, Reuters et l'AFP enregistrait un déficit chronique depuis trente ans. Son passif actuel, estimé à quelque 60 millions de dollars pour des actifs de l'ordre de 18 millions, avait incité son précédent propriétaire, Infotechnology, à demander la protection de la loi américaine sur les faillites (le Monde du 2 avril 1991), puis sa direction à réclamer une vente aux enchères.

La participation irakienne au capital de Hachette serait de 12,5 %, selon le *Casard* cachalot. — La participation irakienne au capital de Hachette, au travers de la société panaméenne Mootana, s'élèverait à 12,5 % et non à 8,4 %, révèle le *Casard* cachalot dans son édition du mercredi 13 mai. Selon l'hebdomadaire, « aux titres détenus par Mootana s'ajoutent 825 000 actions, soit 4,2 % du capital, achetées en nom propre par un nommé Abdul Sattar Al Abouha », qui était alors président de Mootana. Interrogé par le *Casard* cachalot, M. Jean-Luc Lagardère, président du groupe Matra-Hachette, a refusé de confirmer ce chiffre, invoquant la « confidentialité de l'actionariat d'une société ». A la direction d'Hachette, certains font remarquer que c'est peu après que M. Jean-Luc Lagardère eut réussi à recapitaliser son groupe une bradée des actifs que semblables informations ont été divulguées. « Nous avons la certitude que la source n'est pas située à l'étranger », affirment-ils.

enchères. Le révérend Pat Robertson était le seul candidat au rachat de la totalité des activités de UPI (service de dépêches, service audio-phonique, archives, etc.).

M. Robertson, soixante et un ans, est à la fois président du Christian Broadcasting Network (CBN) et du réseau Family Entertainment, qui possède l'un des principaux réseaux câblés américains, Family Channel. CBN produit notamment l'émission qui permet au révérend de diffuser la bonne parole évangélique, sur un ton très conservateur, auprès de cinquante-quatre millions d'Américains. Le télévangéliste a indiqué qu'il s'intéressait surtout aux activités de UPI en Amérique latine mais qu'il conserverait les cinq cents salariés et ferait appel aux nouvelles technologies (CD rom, câble) pour diversifier UPI. Il a toutefois indiqué qu'il ne voulait pas « transformer l'agence en entreprise de tendance chrétienne ».

Y.-M. L.

### Le groupe Bertelsmann vient d'acquérir les disques Vogue

BMG-France, filiale française de Bertelsmann Music Group, département musical du groupe de communication allemand, a annoncé mardi 12 mai qu'elle avait acquis la totalité du capital de la maison de disques Vogue, l'un des derniers labels français indépendants après le rachat d'Erato et de Carrère Musique par l'Américain WEA. Le montant de la transaction n'a pas été révélé.

Vogue, qui annonçait une centaine de millions de francs de chiffre d'affaires et un bénéfice de 3 millions pour 1991, était, avec FNAC Music et Musidisc, l'une des dernières maisons de disques à capital français. Sa réputation s'était construite dans les années 60, lorsque le label fut à la pointe du mouvement *yé-yé*, éditant Johnny Hallyday ou Jacques Dutronc. Jean-Louis Détry, l'actuel PDG, qui avait acquis Vogue en 1985, avait assaini la situation financière de l'entreprise, très compromise au début des années 80. Tout en ne fréquentant qu'épisodiquement le Top 50 (son dernier succès fut *Cœur de loup*, de Philippe Lafontaine, en 1989), Vogue exploitait un fond de catalogue extrêmement riche, surtout en matière de jazz.

T. S.



**CHEVEU APRES CHEVEU**

NOUVEAU

INVITATION Du 11 au 15 mai DEMONSTRATION EN DIRECT

MEDIC HAIR

**IMPLANTATION ARTIFICIELLE**

Contre MEDIC-HAIR

## Europe 2 est la première radio musicale sur les CSP+

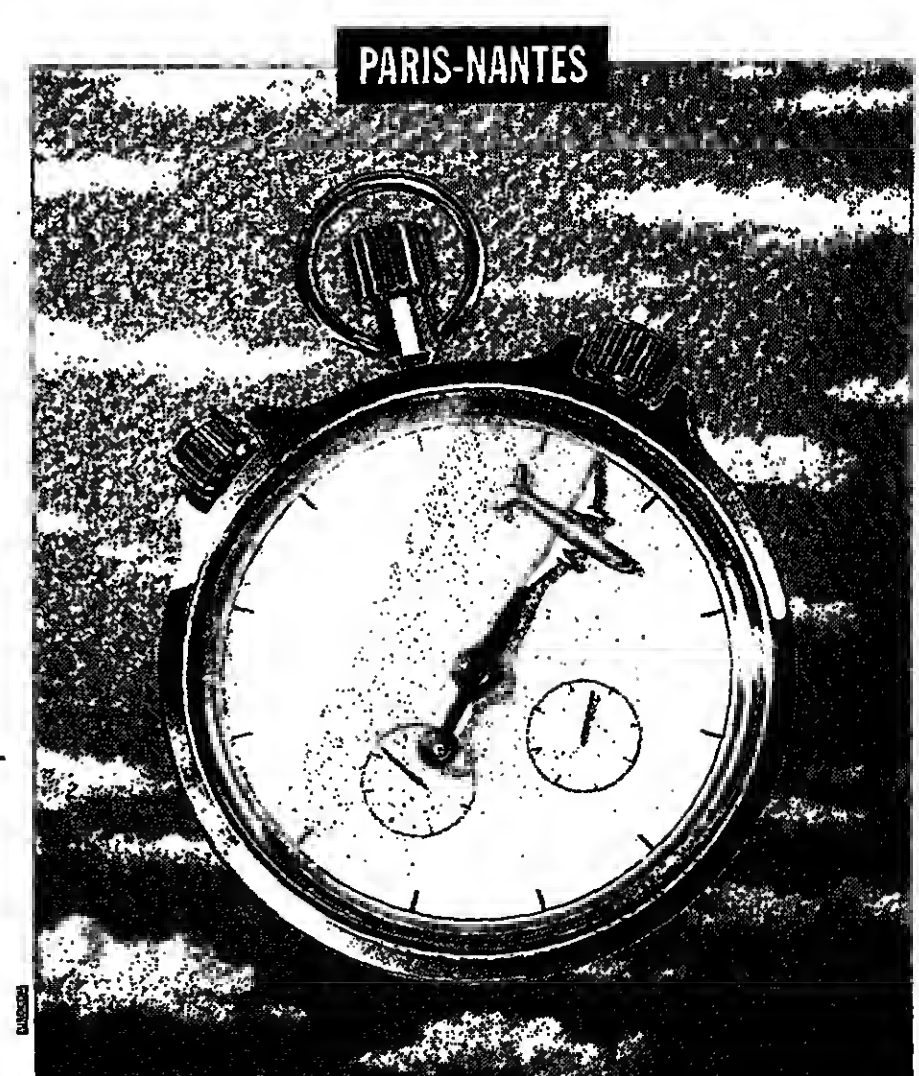
Que voulez-vous, il faut faire des choix dans la vie.

	E2	NRJ	NOSTA	FUN	CHERIE	SKY	RFM
CSP+	8,4%	6,7%	4,6%	3,9%	3,6%	3,4%	2,6%

(AUDIENCE CUMULÉE DES RADIOS MUSICALES - PÉNÉTRATION MÉDIAMÉTRIE (JANVIER-MARS 92) - ENQUÊTE RADIO "75 000")



### EUROPE 2, PREMIERE FM ADULTE



### POURQUOI FAIRE EN UNE JOURNÉE CE QUE L'ON PEUT FAIRE EN UNE DEMI-JOURNÉE.

Si Air Inter vous propose d'aller à Nantes en 55 minutes, c'est pour vous permettre de faire l'aller-retour dans la demi-journée. Et comme il y a 7 vols par jour, vous aurez le choix de vos horaires. Air Inter vous propose encore plus de possibilités de voyage à tarifs réduits avec par exemple, la nouvelle Carte Evasion pour tous ou les nouveaux vols Grand Bleu pour les jeunes. Renseignez-vous vite auprès d'Air Inter (Paris 45 46 00 00) ou de votre agent de voyages et Minitel 3615 - 3616 AIRINTER.

**AIR INTER**  
L'AVION FACILE







هنا نحن العمل

REPRODUCTION INTERDITE

## FORMATION PROFESSIONNELLE

### MASTERS EN FINANCE

BACK-OFFICE  
INGENIERIE ET GESTION INTERNATIONALE DE PATRIMOINE

Profil : jeunes diplômés (Bac + 5), cadres en activité ou demandeurs d'emploi  
Renseignements : CERAM - MS Finance - B.P. 085 - 06902 Sophia-Antipolis  
Tél. : (16) 92 94 22 90

### LE MASTER FRANCO-RUSSE 1992/1993

Diplômé(e) d'études supérieures, vous êtes français(e) ou ressortissant(e) d'un pays francophone de la CEE, vous avez de bonnes bases en langue russe.

La Chambre de commerce et d'industrie de Paris vous propose de suivre à Moscou, pendant dix mois (août 1992-juin 1993), le MASTER FRANCO-RUSSE DE MANAGEMENT INTERNATIONAL.

Pour tous renseignements, adressez-vous AVANT LE 15 MAI 1992 à Bruno BARON-RENAULT - Responsable JOURNAL - Direction de l'enseignement de la CCP. Tél. : 42-88-74-83. Fax : 42-88-74-27

22,3 % DES CADRES SUPERIEURS (594 000) lisent le Monde.

Le Monde est la première source d'information des cadres supérieurs.

(IPSOS 91)

### A la découverte des techniques japonaises ...

Vous êtes ingénieur ou chercheur salarié d'une entreprise française.

Par le COMITE FORME, vous pouvez acquérir une formation en R et D au Japon.

Après un apprentissage intensif du Japonais, vous effectuerez un stage dans un laboratoire public japonais (6 à 12 mois), puis un stage dans une entreprise japonaise (6 mois).

DOMAINE : Sciences et Techniques Appliquées à l'Industrie.

Envoyez CV + photo au COMITE FORME  
17, rue Hamelin - 75783 PARIS CEDEX 16  
Tél. : (1) 47 27 21 67

フランス-日本工業技術協会

SOCIETE FRANCO JAPONAISE DES TECHNIQUES INDUSTRIELLES

COMITE FORME

Cadres en activité, l'INE de Paris vous propose une formation en management.

Tous les matins pendant 2 années universitaires. Accueil en plan de formation, en congé individuel de formation ou à titre individuel. (1) 44 25 27 51 - (1) 44 25 27 52

INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES  
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15  
Métro 3616 code IAE  
Diplôme National de 3<sup>e</sup> cycle

INSTITUT BUSINESS SCHOOL

IAE DE PARIS UNIVERSITE PARIS VII PASTEUR - GORENCE

### CENTRE D'EDUCATION PERMANENTE DE L'UNIVERSITE PARIS X - NANTERRE STAGES 1992-1993

#### INFORMATIQUE

**DECISION ET IMPLANTATION INFORMATIQUES :**  
Responsable du projet, moyens et petits utilisateurs (1200 h.). Tél. : 40 97 78 64 • DUSC\* (Bac + 3) • Structure et fonctionnement des logiciels PASCAL, COBOL, ALGOL, C, BASIC • Bases de données • Réseaux et télécommunications • Aspects juridiques de l'informatique de gestion. Tarif individuel : 22.000 Fcs.

**ANALYSTE UNIX :**  
(1200 h.). Tél. : 40 97 78 64 • DUSC\* (Bac + 3) • Systèmes d'exploitation UNIX • LANGAGE C • APPELS SYSTEME • Bases de données • TCP/IP • Introduction aux drivers • STREAMS. Tarif individuel : 22.000 Fcs.

**SYSTEME D'INFORMATIONS, INFOCENTRE ET FONCTION EXPERT :**  
Tél. : 40 97 71 37 • Diplôme d'Etudes Supérieures Universitaires en Informatique (Bac + 4) • 1000 heures de décembre 92 à septembre 93 • Systèmes experts • Systèmes d'exploitation • Réseaux et télécommunications • Conduite de projets. Tarif individuel : 22.000 Fcs.

#### COMMUNICATION, GESTION ET DROIT

**CONCEPTEUR MEDIATIQUE :**  
Tél. : 40 97 71 07 (1200 heures) • DUSC\* (Bac + 3) • EAO • Télématique • Vidéo • Infographie • Méthodologie de l'enseignement. Tarif individuel : 22.000 Fcs.

**COORDINATEUR D'ACTIONS MUSICALES :**  
Tél. : 40 97 71 07 • Diplôme Universitaire du second cycle (niveau licence) • Cadres de l'éducation Musicale. Tarif individuel : 11.500 Fcs.

**CADRE COMMERCIAL :**  
Tél. : 40 97 71 09 • Stage professionnel : 220 heures • DUSC\* (niveau licence) • 440 heures • Licence d'Etat de Sciences Économiques : 720 heures • Méthodes du marketing et de la vente. Tarif individuel : 10.000 Fcs + droits universitaires.

**GESTION DU PERSONNEL ET DES RESSOURCES HUMAINES :**  
Tél. : 40 97 77 77 • DUSC\* • Formation de Cadres de la fonction "personnel". Tarif individuel : 12.000 Fcs.

**DROIT ET COLLECTIVITES TERRITORIALES :**  
Tél. : 40 97 77 77 • Licence et Master en droit • DESS d'Administration publique • Diplômes d'Etat aménagés pour la gestion de la décentralisation. Tarif individuel : Licence 9.000 Fcs - DESS, 6.000 Fcs + droits universitaires.

**CHEF DE PROJET COMMERCIAL INTERNATIONAL :**  
Tél. : 40 97 71 08 • DUSC\* • Formation de Cadres export. Tarif individuel : 12.000 Fcs.

**GESTION ET AMENAGEMENT DES ESPACES TOURISTIQUES :**  
Tél. : 40 97 77 77 • DUSC\* • Tarif individuel : 12.000 Fcs.

**GESTION DES ASSOCIATIONS ET DES ORGANISMES DE L'ECONOMIE SOCIALE :**  
Tél. : 40 97 71 07 • DUSC\* (secteurs coopératif, associatif et mutualiste). Tarif individuel : 10.000 Fcs.

**ADMINISTRATION ET GESTION DE PME-PMI :**  
Tél. : 40 97 71 08 • Diplôme d'Etudes Supérieures Universitaires (Bac + 4) • Formation d'objets de dirigeants des PME. Tarif individuel : 12.000 Fcs.

**PREPARATION AUX EXAMENS DE L'EXPERTISE COMPTABLE :**  
Tél. : 40 97 71 37 • Préparation au DCECF ou au DEC • Tarif selon le nombre d'LV.

#### LANGUES

**ANGLAIS :** B aussi Américain, Britannique pour étrangers • Tél. : 40 97 71 07 • Cours hebdomadaires. Tarif individuel : 5.100 Fcs.

• DUSC : Diplôme Universitaire du Second Cycle Technologique  
• DUSC : Diplôme Universitaire du Second Cycle

L'ensemble de ces formations est réalisé par des équipes d'Universitaires et de professionnels. Des prises en charge sont possibles (C.F., A.F.R., Aides de la région, etc.). Les versements sont échelonnés sur trois termes. Clause de dédit. Tout trimestre commencé est dû.

200, avenue de la République. 92001 Nanterre Cedex  
Tél. 40 97 78 66 Information Minitel : 40 97 76 08 puis 2F0C0

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

## Le Monde des Carrières

sofresid

IMPORTANTE SOCIETE D'INGENIERIE A VOCATION INTERNATIONALE recherche pour son entité CHIMIE PETROLE

### INGENIEURS PROCEDES INGENIEURS COMMERCIAUX CHEFS DE PROJET

Pour rejoindre une équipe en forte expansion. Ces postes évolutifs, s'adressent à des ingénieurs expérimentés et mobiles ouvrant à ces candidats à fort potentiel de larges perspectives de carrière au sein du Groupe. Merci d'adresser lettre manuscrite + CV détaillé s/réf. M H10 à SOFRESID - Direction des Relations Sociales - 59, rue de la République 93100 MONTREUIL.

CENTRE DE FORMATION ET CONSEIL (Poitou Charentes) à vocation régionale CA 10 MF, 8 permanents, 30 vacataires.

### DIRECTEUR OPERATIONNEL

Nous recherchons un manager pour gérer, organiser, animer... mais aussi un développeur, attaché à la rentabilité et à la progression du centre, avec un sens perspicace du partenariat. BAC+4, vous connaissez la formation, l'entreprise et la responsabilité d'un centre de profit. Adressez votre dossier complet à Sophie BECQUET - BPS - 17002 LA ROCHELLE CEDEX.

Epinay sur Seine

### ATTACHE TERRITORIAL Pour la Délégation au Développement Urbain

Justifié de formation avec une spécialisation développement local ou aménagement et urbanisme, vous prendrez en charge le suivi administratif et financier des opérations D.S.G. et la préparation des actes, conventions, cahiers de délibérations. Réf. AT

### ANALYSTE PROGRAMMEUR

Vous participerez à la mise en place et assurerez le suivi du parc matériel et logiciel micro-informatique. Vous développerez des applications dans le cadre du plan informatique. Réf. AP

Votre maîtrise de l'environnement MS-DOS et des standards du marché seront appréciées, ainsi que votre connaissance d'UNIX et de C. Adressez lettre manuscrite et CV sous la référence choisie à M. le Député-Maire, Hôtel de Ville, 3 rue Quéquigny, 93806 EPINAY SUR SEINE.

#### AGENCE VARENNE

Recherche négociateur immobilier, 24/30 ans, avec ou sans expérience. Env. CV + photo, 44, rue Barbey-de-Joey, 75007 Paris.

LA FEDERATION NATIONALE LEO-LAGRANGE MANAGERS SOCIAUX

pour diriger et développer des instituts de formation. L'insertion des publics en difficulté et la qualification des cadres du développement local, dans des régions du nord et de l'est de la France. Formation initiale : niveau III minimum. Exp. de la formation prof. et de la gestion. Motivation par la dévelop. de la citoyenneté active. Adresses lettres + CV + préférences : Service du personnel, Fédération nationale Léo-Lagrange, 21, rue de Provence, 75008 Paris.

Société d'économie mixte d'aménagement et de construction proche banlieue sud de Paris

**ASSISTANT DE DIRECTION**

suprême du Directeur Général Vous bénéficiez d'une solide formation généraliste (niveau supérieur) complétée d'une bonne expérience de l'enseignement. Vous utilisez couramment le bureautique. Votre sens de l'adaptation et votre capacité à communiquer ont été mis à l'épreuve dans des expériences professionnelles diversifiées. Vous manifestez de l'intérêt pour la développement local (une connaissance des collectivités territoriales serait appréciée). Nous vous proposons, tout en continuant l'ensemble des tâches logistiques liées à la Direction de la société, d'organiser et faciliter les relations avec l'extérieur et d'intervenir dans la communication interne (relation avec les services, transmission et collecte d'informations). Vous aurez à développer la formation planning (calendrier des activités, suivi des dossiers et des échéances). Vous pourrez aussi être appelé à analyser et donner suite aux dossiers du ressort du Directeur Général. Adressez lettre manuscrite, CV, photo et 3 références, sous le n° 8519, Le Monde Publicité, 15-17, r. de Col-P-Aide, 75002 Paris Cedex 15.

#### URGENT

AGENCE DE PUBLICITE DOCUMENTALISTE STAGIAIRE

A PLEIN TEMPS pour les mois de juin et/ou juillet, août, septembre. Missions : gestion du fonds documentaire (microfilm, cédérom, etc.) ; recherche documentaire ; participation à la revue de presse mensuelle. Indemnités : 500 F/mois. Lieu de travail : Lavallois Parrot (93), Métro Anatole France.

Importance collective de la région parisienne (800 salariés) recherche plusieurs collaborateurs :

**1 adjoint au directeur du personnel**

en matière de gestion prévisionnelle

**1 adjoint au directeur des restaurants**

**1 secrétaire de direction**

**1 secrétaire documentaliste**

Les candidatures, accompagnées de CV, sont à adresser à l'Agence Carrière, sous le n° 8481, en précisant le poste, BP 417, 92103 Boulogne Cedex, tel. 01.47.35.10.00.

Etablissement privé Paris 8<sup>e</sup> arrondissement recrute tous professeurs

**BTS**

Action Co. et commerce int. EXPERIENCE BTS REQUISE pour rentrée 1992/93

Ecr. Collège Sainte-Barbe 4, rue Valérie, 75006 Paris

Recherchons **AUTEURS FREELANCE**

critiques film francophones (incl. cinéma, séries), PC (MS-DOS) ou mode de vos écrits, précisons spécialité et matériel informatique à : Film ID, BP 88, 47202 MARMANDE CEDEX.

#### GLAZPART accessoirs de véhicule, rach.

DIRECTEUR DES VENTES EUROPEENNES. Basé en France. Enveloppe de salaire négociable. Nous sommes le premier fournisseur au Royaume-Uni d'accessoires de véhicule en matière plastique moulée par injection. Nous cherchons à accroître nos ventes sur les marchés français et européens.

Vous êtes professionnel, motivé, autonome et capable de développer les opportunités de vente sur le marché européen. Sous la responsabilité du directeur des ventes au Royaume-Uni, vous serez capable de communiquer avec courtoisie en anglais qu'en français. Merci d'adresser votre candidature en anglais à : Glazpart Ltd, Wildmore Ind Estate, Banbury, Oxon, OX16 7AX, Angleterre.

**LE GROUPE VOCAL DE FRANCE**

**SON REGISSEUR GENERAL**

En collaboration étroite avec le directeur musical et l'administrateur général, expérience professionnelle dans des fonctions similaires exigées. Prises de fonctions en juillet 1992. Ad. CV + lettre de motivation, photo au Groupe Vocal de France, 28, rue du Renard, 75004 Paris.

**RECH. ATTACHE DIRECTION**

ATT. COMMERCIAL, tous régions pour relation publique et vente. Expér. édition publicitaire souh. Env. CV + photo à : EDITIONS OFFICIELLES 3, bd J. Jaurès, 13100 Aix-en-Pce. Tél. : 42-23-06-68.

Société de presse spécialisée recherche

**UN JOURNALISTE UN REDACTEUR EN CHEF**

Ad. CV + photo à : Rubrique Banque, finance BAC + 4, 5 ans expérience. Merci d'envoyer CV, lettre, photo et références sous réf. n° 8515 se.

Monde Publicité 15/17, rue de Col-P-Aide 75015 Paris

**propositions commerciales capitales**

Firme italienne productrice de penguins prêts, recherche distributeurs déjà introduits dans le secteur. Tél. : 88320173.

Entrepr. pr la production d'eco thermique et minérale (Australie), en pleine activité, en développement, en pleine activité. Adh. sous. Ecr. à : Postamt Graz 8012 / Kennwort "Mineralwasser", Autriche.



## DEMANDES D'EMPLOIS

## CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

**JOURNALISTE** - 27 ans - Formation ESCP + Sciences Po. - expérience 3 ans AFP et presse éco. spécialiste CEE et relations internationales - anglais et espagnol courants.

**RECHERCHE** piges en presse écrite de préférence (Section BCO/HP 2208).

**CADRE CONFIRMÉ** gestion, administration, informatique, informatique, commerce, cultivé - très motivé, enthousiaste, dynamique, sportif, méthodique, sens responsabilité et rentabilité - forte capacité relationnelle et animation - aptitude à anticiper et à négocier - anglais courant.

**SERAIT** excellent secrétaire général ou adjoint de direction générale (Section BCO/JV 2209).

**JOURNALISTE** - H. 47 ans - 25 ans en quotidiens et journal entreprise.

**RECHERCHE** : nouvel élan : presse tous publics, communication d'associations ou collectivités locales - exp. rubriques : vie urbaine, immigration, décentralisation - formation : vie des médias - aime également : enquête terrain et dossiers à dimension historique - exp. personnelle de vie associative (Section BCO/HP 2210).

**RESPONSABLE CENTRE DE PROFIT** - ing. électronique - 46 ans - Exp. : organisation et mise en œuvre (tech. et commerciale) de prestations en maintenance, SAV, installation (secteur élect., informatique, industrie) - bon manager (animation et motiv. du pers.) - pilotage d'activités. Dévelop. de l'activité commerciale - rigoureux : gestion, product. qualité - ouvert à proposition - RP province - dir. d'agence, direct. technique (Section BCO/JV 2211).

**INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE** expérimenté - 45 ans.

**RECHERCHE** : partenariat avec PME ou cabinet d'études pour développement de produits : machines spéciales, manutention, véhicules industriels, matériels de collecte de déchets sur Paris et Est parisien (Section BCO/BD 2212).

**DOCTEUR EN PSYCHOLOGIE** - DESS psychologie clinique (Paris-V) - docteur (Paris-X) - psychologue - formation analytique - 12 ans expérience psychiatrie individuelle et de groupe enseignant - formation continue et professionnelle.

**RECHERCHE** : emploi de psychologue ou de formateur (Section BCO/HP 2213).

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :  
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09  
Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

**J.F. traducteur** (fr./angl./esp.) ayant acquis expérience au niveau international en communication (presse d'entreprise), documentation, organisation de conférences, recherche à l'étranger, gestion de projets et son dynamisme dans un poste à responsabilité.

Tél. : 330-42-15-66.

Professeur exp. angl./franc. - langues, math. - traductions. Tél. : 43-25-55-59.

Formateur - bureautique - 5 ans d'expérience, libre de suite, cherche poste stable.

Tél. : 43-05-12-42.

Spécialiste en droit international privé, titulaire d'un doctorat en droit anglo-américain, diplômé de la faculté de droit de Paris, ayant été employé par une société française à Paris. Actuellement responsable du service juridique d'une société internationale basée à New York, cherche poste similaire à Paris.

Tél. : 43-25-15-66.

M. 25 ans BTS comm. int. avec exp. adm. ch. et log. Etude des propositions.

Tél. : 43-41-55-04.

## L'AGENDA

## Bijoux

**GILLET**  
Bijoux anciens, bijoux contemporains.  
19, rue d'Arcole, Paris-6.  
Tél. : 43-54-00-63

## BIJOUX BRILLANTS

La plus formidable collection.  
« C'est des affaires exceptionnelles à des prix de gros. »  
Paris, rue de la Harpe, 101, au 1er étage, 101-103, 105, 107, 109, 111, 113, 115, 117, 119, 121, 123, 125, 127, 129, 131, 133, 135, 137, 139, 141, 143, 145, 147, 149, 151, 153, 155, 157, 159, 161, 163, 165, 167, 169, 171, 173, 175, 177, 179, 181, 183, 185, 187, 189, 191, 193, 195, 197, 199, 201, 203, 205, 207, 209, 211, 213, 215, 217, 219, 221, 223, 225, 227, 229, 231, 233, 235, 237, 239, 241, 243, 245, 247, 249, 251, 253, 255, 257, 259, 261, 263, 265, 267, 269, 271, 273, 275, 277, 279, 281, 283, 285, 287, 289, 291, 293, 295, 297, 299, 301, 303, 305, 307, 309, 311, 313, 315, 317, 319, 321, 323, 325, 327, 329, 331, 333, 335, 337, 339, 341, 343, 345, 347, 349, 351, 353, 355, 357, 359, 361, 363, 365, 367, 369, 371, 373, 375, 377, 379, 381, 383, 385, 387, 389, 391, 393, 395, 397, 399, 401, 403, 405, 407, 409, 411, 413, 415, 417, 419, 421, 423, 425, 427, 429, 431, 433, 435, 437, 439, 441, 443, 445, 447, 449, 451, 453, 455, 457, 459, 461, 463, 465, 467, 469, 471, 473, 475, 477, 479, 481, 483, 485, 487, 489, 491, 493, 495, 497, 499, 501, 503, 505, 507, 509, 511, 513, 515, 517, 519, 521, 523, 525, 527, 529, 531, 533, 535, 537, 539, 541, 543, 545, 547, 549, 551, 553, 555, 557, 559, 561, 563, 565, 567, 569, 571, 573, 575, 577, 579, 581, 583, 585, 587, 589, 591, 593, 595, 597, 599, 601, 603, 605, 607, 609, 611, 613, 615, 617, 619, 621, 623, 625, 627, 629, 631, 633, 635, 637, 639, 641, 643, 645, 647, 649, 651, 653, 655, 657, 659, 661, 663, 665, 667, 669, 671, 673, 675, 677, 679, 681, 683, 685, 687, 689, 691, 693, 695, 697, 699, 701, 703, 705, 707, 709, 711, 713, 715, 717, 719, 721, 723, 725, 727, 729, 731, 733, 735, 737, 739, 741, 743, 745, 747, 749, 751, 753, 755, 757, 759, 761, 763, 765, 767, 769, 771, 773, 775, 777, 779, 781, 783, 785, 787, 789, 791, 793, 795, 797, 799, 801, 803, 805, 807, 809, 811, 813, 815, 817, 819, 821, 823, 825, 827, 829, 831, 833, 835, 837, 839, 841, 843, 845, 847, 849, 851, 853, 855, 857, 859, 861, 863, 865, 867, 869, 871, 873, 875, 877, 879, 881, 883, 885, 887, 889, 891, 893, 895, 897, 899, 901, 903, 905, 907, 909, 911, 913, 915, 917, 919, 921, 923, 925, 927, 929, 931, 933, 935, 937, 939, 941, 943, 945, 947, 949, 951, 953, 955, 957, 959, 961, 963, 965, 967, 969, 971, 973, 975, 977, 979, 981, 983, 985, 987, 989, 991, 993, 995, 997, 999, 1001, 1003, 1005, 1007, 1009, 1011, 1013, 1015, 1017, 1019, 1021, 1023, 1025, 1027, 1029, 1031, 1033, 1035, 1037, 1039, 1041, 1043, 1045, 1047, 1049, 1051, 1053, 1055, 1057, 1059, 1061, 1063, 1065, 1067, 1069, 1071, 1073, 1075, 1077, 1079, 1081, 1083, 1085, 1087, 1089, 1091, 1093, 1095, 1097, 1099, 1101, 1103, 1105, 1107, 1109, 1111, 1113, 1115, 1117, 1119, 1121, 1123, 1125, 1127, 1129, 1131, 1133, 1135, 1137, 1139, 1141, 1143, 1145, 1147, 1149, 1151, 1153, 1155, 1157, 1159, 1161, 1163, 1165, 1167, 1169, 1171, 1173, 1175, 1177, 1179, 1181, 1183, 1185, 1187, 1189, 1191, 1193, 1195, 1197, 1199, 1201, 1203, 1205, 1207, 1209, 1211, 1213, 1215, 1217, 1219, 1221, 1223, 1225, 1227, 1229, 1231, 1233, 1235, 1237, 1239, 1241, 1243, 1245, 1247, 1249, 1251, 1253, 1255, 1257, 1259, 1261, 1263, 1265, 1267, 1269, 1271, 1273, 1275, 1277, 1279, 1281, 1283, 1285, 1287, 1289, 1291, 1293, 1295, 1297, 1299, 1301, 1303, 1305, 1307, 1309, 1311, 1313, 1315, 1317, 1319, 1321, 1323, 1325, 1327, 1329, 1331, 1333, 1335, 1337, 1339, 1341, 1343, 1345, 1347, 1349, 1351, 1353, 1355, 1357, 1359, 1361, 1363, 1365, 1367, 1369, 1371, 1373, 1375, 1377, 1379, 1381, 1383, 1385, 1387, 1389, 1391, 1393, 1395, 1397, 1399, 1401, 1403, 1405, 1407, 1409, 1411, 1413, 1415, 1417, 1419, 1421, 1423, 1425, 1427, 1429, 1431, 1433, 1435, 1437, 1439, 1441, 1443, 1445, 1447, 1449, 1451, 1453, 1455, 1457, 1459, 1461, 1463, 1465, 1467, 1469, 1471, 1473, 1475, 1477, 1479, 1481, 1483, 1485, 1487, 1489, 1491, 1493, 1495, 1497, 1499, 1501, 1503, 1505, 1507, 1509, 1511, 1513, 1515, 1517, 1519, 1521, 1523, 1525, 1527, 1529, 1531, 1533, 1535, 1537, 1539, 1541, 1543, 1545, 1547, 1549, 1551, 1553, 1555, 1557, 1559, 1561, 1563, 1565, 1567, 1569, 1571, 1573, 1575, 1577, 1579, 1581, 1583, 1585, 1587, 1589, 1591, 1593, 1595, 1597, 1599, 1601, 1603, 1605, 1607, 1609, 1611, 1613, 1615, 1617, 1619, 1621, 1623, 1625, 1627, 1629, 1631, 1633, 1635, 1637, 1639, 1641, 1643, 1645, 1647, 1649, 1651, 1653, 1655, 1657, 1659, 1661, 1663, 1665, 1667, 1669, 1671, 1673, 1675, 1677, 1679, 1681, 1683, 1685, 1687, 1689, 1691, 1693, 1695, 1697, 1699, 1701, 1703, 1705, 1707, 1709, 1711, 1713, 1715, 1717, 1719, 1721, 1723, 1725, 1727, 1729, 1731, 1733, 1735, 1737, 1739, 1741, 1743, 1745, 1747, 1749, 1751, 1753, 1755, 1757, 1759, 1761, 1763, 1765, 1767, 1769, 1771, 1773, 1775, 1777, 1779, 1781, 1783, 1785, 1787, 1789, 1791, 1793, 1795, 1797, 1799, 1801, 1803, 1805, 1807, 1809, 1811, 1813, 1815, 1817, 1819, 1821, 1823, 1825, 1827, 1829, 1831, 1833, 1835, 1837, 1839, 1841, 1843, 1845, 1847, 1849, 1851, 1853, 1855, 1857, 1859, 1861, 1863, 1865, 1867, 1869, 1871, 1873, 1875, 1877, 1879, 1881, 1883, 1885, 1887, 1889, 1891, 1893, 1895, 1897, 1899, 1901, 1903, 1905, 1907, 1909, 1911, 1913, 1915, 1917, 1919, 1921, 1923, 1925, 1927, 1929, 1931, 1933, 1935, 1937, 1939, 1941, 1943, 1945, 1947, 1949, 1951, 1953, 1955, 1957, 1959, 1961, 1963, 1965, 1967, 1969, 1971, 1973, 1975, 1977, 1979, 1981, 1983, 1985, 1987, 1989, 1991, 1993, 1995, 1997, 1999, 2001, 2003, 2005, 2007, 2009, 2011, 2013, 2015, 2017, 2019, 2021, 2023, 2025, 2027, 2029, 2031, 2033, 2035, 2037, 2039, 2041, 2043, 2045, 2047, 2049, 2051, 2053, 2055, 2057, 2059, 2061, 2063, 2065, 2067, 2069, 2071, 2073, 2075, 2077, 2079, 2081, 2083, 2085, 2087, 2089, 2091, 2093, 2095, 2097, 2099, 2101, 2103, 2105, 2107, 2109, 2111, 2113, 2115, 2117, 2119, 2121, 2123, 2125, 2127, 2129, 2131, 2133, 2135, 2137, 2139, 2141, 2143, 2145, 2147, 2149, 2151, 2153, 2155, 2157, 2159, 2161, 2163, 2165, 2167, 2169, 2171, 2173, 2175, 2177, 2179, 2181, 2183, 2185, 2187, 2189, 2191, 2193, 2195, 2197, 2199, 2201, 2203, 2205, 2207, 2209, 2211, 2213, 2215, 2217, 2219, 2221, 2223, 2225, 2227, 2229, 2231, 2233, 2235, 2237, 2239, 2241, 2243, 2245, 2247, 2249, 2251, 2253, 2255, 2257, 2259, 2261, 2263, 2265, 2267, 2269, 2271, 2273, 2275, 2277, 2279, 2281, 2283, 2285, 2287, 2289, 2291, 2293, 2295, 2297, 2299, 2301, 2303, 2305, 2307, 2309, 2311, 2313, 2315, 2317, 2319, 2321, 2323, 2325, 2327, 2329, 2331, 2333, 2335, 2337, 2339, 2341, 2343, 2345, 2347, 2349, 2351, 2353, 2355, 2357, 2359, 2361, 2363, 2365, 2367, 2369, 2371, 2373, 2375, 2377, 2379, 2381, 2383, 2385, 2387, 2389, 2391, 2393, 2395, 2397, 2399, 2401, 2403, 2405, 2407, 2409, 2411, 2413, 2415, 2417, 2419, 2421, 2423, 2425, 2427, 2429, 2431, 2433, 2435, 2437, 2439, 2441, 2443, 2445, 2447, 2449, 2451, 2453, 2455, 2457, 2459, 2461, 2463, 2465, 2467, 2469, 2471, 2473, 2475, 2477, 2479, 2481, 2483, 2485, 2487, 2489, 2491, 2493, 2495, 2497, 2499, 2501, 2503, 2505, 2507, 2509, 2511, 2513, 2515, 2517, 2519, 2521, 2523, 2525, 2527, 2529, 2531, 2533, 2535, 2537, 2539, 2541, 2543, 2545, 2547, 2549, 2551, 2553, 2555, 2557, 2559, 2561, 2563, 2565, 2567, 2569, 2571, 2573, 2575, 2577, 2579, 2581, 2583, 2585, 2587, 2589, 2591, 2593, 2595, 2597, 2599, 2601, 2603, 2605, 2607, 2609, 2611, 2613, 2615, 2617, 2619, 2621, 2623, 2625, 2627, 2629, 2631, 2633, 2635, 2637, 2639, 2641, 2643, 2645, 2647, 2649, 2651, 2653, 2655, 2657, 2659, 2661, 2663, 2665, 2667, 2669, 2671, 2673, 2675, 2677, 2679, 2681, 2683, 2685, 2687, 2689, 2691, 2693, 2695, 2697, 2699, 2701, 2703, 2705, 2707, 2709, 2711, 2713, 2715, 2717, 2719, 2721, 2723, 2725, 2727, 2729, 2731, 2733, 2735, 2737, 2739, 2741, 2743, 2745, 2747, 2749, 2751, 2753, 2755, 2757, 2759, 2761, 2763, 2765, 2767, 2769, 2771, 2773, 2775, 2777, 2779, 2781, 2783, 2785, 2787, 2789, 2791, 2793, 2795, 2797, 2799, 2801, 2803, 2805, 2807, 2809, 2811, 2813, 2815, 2817, 2819, 2821, 2823, 2825, 2827, 2829, 2831, 2833, 2835, 2837, 2839, 2841, 2843, 2845, 2847, 2849, 2851, 2853, 2855, 2857, 2859, 2861, 2863, 2865, 2867, 2869, 2871, 2873, 2875, 2877, 2879, 2881, 2883, 2885, 2887, 2889, 2891, 2893, 2895, 2897, 2899, 2901, 2903, 2905, 2907, 2909, 2911, 2913, 2915, 2917, 2919, 2921, 2923, 2925, 2927, 2929, 2931, 2933, 2935, 2937, 2939, 2941, 2943, 2945, 2947, 2949, 2951, 2953, 2955, 2957, 2959, 2961, 2963, 2965, 2967, 2969, 2971, 2973, 2975, 2977, 2979, 2981, 2983, 2985, 2987, 2989, 2991, 2993, 2995, 2997, 2999, 3001, 3003, 3005, 3007, 3009, 3011, 3013, 3015, 3017, 3019, 3021, 3023, 3025, 3027, 3029, 3031, 3033, 3035, 3037, 3039, 3041, 3043, 3045, 3047, 3049, 3051, 3053, 3055, 3057, 3059, 3061, 3063, 3065, 3067, 3069, 3071, 3073, 3075, 3077, 3079, 3081, 3083, 3085, 3087, 3089, 3091, 3093, 3095, 3097, 3099, 3101, 3103, 3105, 3107, 3109, 3111, 3113, 3115, 3117, 3119, 3121, 3123, 3125, 3127, 3129, 3131, 3133, 3135, 3137, 3139, 3141, 3143, 3145, 3147, 3149, 3151, 3153, 3155, 3157, 3159, 3161, 3163, 3165, 3167, 3169, 3171, 3173, 3175, 3177, 3179, 3181, 3183, 3185, 3187, 3189, 3191, 3193, 3195, 3197, 3199, 3201, 3203, 3205, 3207, 3209, 3211, 3213, 3215, 3217, 3219, 3221, 3223, 3225, 3227, 3229, 3231, 3233, 3235, 3237, 3239, 3241, 3243, 3245, 3247, 3249, 3251, 3253, 3255, 3257, 3259, 3261, 3263, 3265, 3267, 3269, 3271, 3273, 3275, 3277, 3279, 3281, 3283, 3285, 3287, 3289, 3291, 3293, 3295, 3297, 3299, 3301, 3303, 3305, 3307, 3309, 3311, 3313, 3315, 3317, 3319, 3321, 3323, 3325, 3327, 3329, 3331, 3333, 3335, 3337, 3339, 3341, 3343, 3345, 3347, 3349, 3351, 3353, 3355, 3357, 3359, 3361, 3363, 3365, 3367, 3369, 3371, 3373, 3375, 3377, 3379, 3381, 3383, 3385, 3387, 3389, 3391, 3393, 3395, 3397, 3399, 3401, 3403, 3405, 3407, 3409, 3411, 3413, 3415, 3417, 3419, 3421, 3423, 3425, 3427, 3429, 3431, 3433, 3435, 3437, 3439, 3441, 3443, 3445, 3447, 3449, 3451, 3453, 3455, 3457, 3459, 3461, 3463, 3465, 3467, 3469, 3471, 3473, 3475, 3477, 3479, 3481, 3483, 3485, 3487, 3489, 3491, 3493, 3495, 3497, 3499, 3501, 3503, 3505, 3507, 3509, 3511, 3513, 3515, 3517, 3519, 3521, 3523, 3525, 3527, 3529, 3531, 3533, 3535, 3537, 3539, 3541, 3543, 3545, 3547, 3549, 3551, 3553, 3555, 3557, 3559, 3561, 3563, 3565, 3567, 3569, 3571, 3573, 3575, 3577, 3579, 3581, 3583, 3585, 3587, 3589, 3591, 3593, 3595, 3597, 3599, 3601, 3603, 3605, 3607, 3609, 3611, 3613, 3615, 3617, 3619, 3621, 3623, 3625, 3627, 3629, 3631, 3633, 3635, 3637, 3639, 3641, 3643, 3645, 3647, 3649, 3651, 3653, 3655, 3657, 3659, 3661, 3663, 3665, 3667, 3669, 3671, 3673, 3675, 3677, 3679, 3681, 3683, 3685, 3687, 3689, 3691, 3693, 3695, 3697, 3699, 3701, 3703, 3705, 3707, 3709, 3711, 3713, 3715, 3717, 3719, 3721, 3723, 3725, 3727, 3729, 3731, 3733, 3735, 3737, 3739, 3741, 3743, 3745, 3747, 3749, 3751, 3753, 3755, 3757, 3759, 3761, 3763, 3765, 3767, 3769, 3771, 3773, 3775, 3777, 3779, 3781, 3783, 3785, 3787, 3789, 3791, 3793, 3795, 3797, 3799, 3801, 3803, 3805, 3807, 3809, 3811, 3813, 3815, 3817, 3819, 3821, 3823, 3825, 3827, 3829, 3831, 3833, 3835, 3837, 3839, 3841, 3843, 3845, 3847,



هنا نحن العمل

REPRODUCTION INTERDITE

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>15<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>		
<b>4<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 PIÈCES	11, rue Alexandre-Cabanel AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 357 + 900 5 242	2 PIÈCES	BOULOGNE 33-37, rue Louis-Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 400 + 825 6 700
4 PIÈCES	15, rue des Lions-Saint-Paul SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	12 000 + 1 702 9 400	3 PIÈCES	12, rue Duplex AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 268 + 600 4 460	3 PIÈCES	BOULOGNE 24, rue des Abondances LOC INTER - 47-45-15-09 Frais de commission	7 042 + 755 5 382
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 PIÈCES	95, rue de la Fédération AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	15 500 + 2 200 11 029	3 PIÈCES	COURBEVOIE 12, place des Dominos SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	4 600 + 1 194 3 406
5 PIÈCES	18, avenue de La Bourdonnais AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	28 500 + 1 900 18 857	2 PIÈCES	15, rue Fizeau LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	5 450 + 432 4 194	3 PIÈCES	COURBEVOIE 178, rue J.-B. Charcot CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	8 160 + 550 4 705
2 PIÈCES	50, rue de Bourgogne SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 750 + 685 3 463	3 PIÈCES	20 bis, avenue de Lowendal SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	13 850 + 1 706 9 828	4/5 PIÈCES	COURBEVOIE 333, boulevard Saint-Denis CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	8 000 + 600 6 030
3 PIÈCES	80-82, rue Saint-Dominique SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 600 + 1 138 5 472	4/5 PIÈCES	20 bis, avenue de Lowendal SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	21 250 + 2 901 15 300	3 PIÈCES	NEUILLY 223, avenue Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	8 900 + 1 090 5 238
7 PIÈCES	42, boulevard Raspail SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	23 500 + 3 394 16 920	<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			4 PIÈCES	NEUILLY 223, avenue Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	9 890 + 1 512 7 390
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			STUDIO	84, boulevard Flandrin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 578 + 350 3 258	4/5 PIÈCES	NEUILLY 3, rue du Général-Delanne SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	21 350 + 1 015 15 372
4 PIÈCES	10 bis, rue Paul-Baudry SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	22 800 + 3 685 16 272	6 P. DUPLEX	4, rue Félicien-David SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	18 500 + 1 980 14 275	6 PIÈCES	NEUILLY 1 bis, bd Richard-Wallace AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	27 156 + 3 786 19 324
<b>11<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>18<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			7 PIÈCES	NEUILLY 43, boulevard Victor-Hugo AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	27 009 + 3 206 19 219
3 PIÈCES	110, avenue de la République SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 400 + 504 4 808	2 PIÈCES	67, rue du Mont-Cenis AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 811 + 1 200 2 711	3 PIÈCES	PUTEAUX 18, avenue Georges-Pompidou AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 129 + 630 3 649
4 PIÈCES	1, rue Pelée LOC INTER - 47-45-16-58 Frais de commission	9 557 + 750 7 182	<b>77 - SEINE-ET-MARNE</b>			4 PIÈCES	SURESNES 16, rue S.-de-Rothschild AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 730 + 1 315 4 789
<b>12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			MAISON 5 PCES	BUSSY-SAINT-GEORGES 30, promenade des Golfes SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	11 025 + 400 8 769	<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
2 PIÈCES	29, avenue Ledru-Rollin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 500 + 1 150 3 913	<b>78 - YVELINES</b>			3 PIÈCES	CHARENTON 158, rue de Paris LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	5 380 + 903 4 158
5 PIÈCES	8-10, rue Jules-César AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	11 888 + 1 684 8 408	3 PIÈCES	POISSY 3, av. des Ursulines AGIFRANCE - 30-74-32-14 Frais de commission	3 532 + 889 2 890	3 PIÈCES	SAINT-MANDÉ 4, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	6 162 + 731 4 734
<b>14<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			3 PIÈCES	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 2 bis, rue La Rochejaquelein AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 287 + 783 4 473	2 PIÈCES	VINCENNES 53, allée Félicien-David AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 350 + 530 3 807
3 PIÈCES	199/201, avenue du Maine LOC INTER - 44-75-14-85 Frais de commission	8 954 + 788 6 750	PAVILLON 6 P.	VILLEPREUX 6, impasse de la Fontaine AGIFRANCE - 30-44-01-13 Frais de commission	7 025 + 345 4 999			

**Le Monde**

CHAQUE MERCREDI  
numéro daté jeudi

VOS  
RENDEZ-VOUS

**IMMOBILIER**

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde, premier quotidien national avec 1 668 000 lecteurs, dont 742 000 habitent Paris et la région et 630 000 appartiennent à des foyers « cadres supérieurs ». (Source CESP 91 - LNM.)

Le Monde, premier quotidien des cadres supérieurs : 844 000 lecteurs. (Source : IPSOS 91 - LNM.)

Le Monde, le quotidien national le plus vendu à Paris : 91 176 exemplaires. (Source : NM 88 - année 90.)

Pour tous renseignements : **PROFESSIONNELS 46-62-73-43**  
**PARTICULIERS 46-62-73-90 - 46-62-72-02**

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE

**AGIFRANCE**  
GROUPE  
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



**CIGIMO**  
GROUPE GTF

**gerer**  
Le Service Immobilier

**LOCARE**



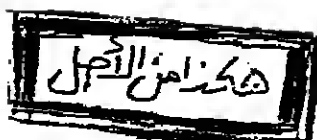
**LOC INTER**

**PHENIX  
GESTION**  
AGF GROUPE DE  
SÉCURITÉ DE FRANCE

**SOLVEG**  
LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMOBILIER

**SAGGEL  
VENDÔME**  
GROUPE UAP





## VIE DES ENTREPRISES

Concurrencée par le TGV

### Air Inter cherche à attirer les jeunes

La guerre du Golfe n'a pas épargné Air Inter. La filiale d'Air France a transporté 15 787 000 passagers en 1991, soit une baisse d'activité de 2,3 % par rapport à 1990 et un recul du coefficient de remplissage de ses avions de 3,2 %. La clientèle des abonnés a résisté à cette mauvaise conjoncture. En revanche, les clients « plein tarif » ainsi que les jeunes, plus sensibles à la concurrence du TGV, notamment Atlantique, sont partis moins nombreux en avion.

Toutefois, le déficit enregistré en 1990 (-166,5 millions de francs) a pu être limité à 45,5 millions en 1991. Le chiffre d'affaires a augmenté de près de 9 % pour atteindre 10,4 milliards de francs. Cette progression s'explique par la hausse des tarifs (+1,3 % en un an) et par des charges contenues grâce à la baisse du prix du carburant.

La marge brute d'autofinancement a atteint près de 11 % du chiffre d'affaires. Un bon indicateur pour une entreprise qui, bon an mal an,

cherche à autofinancer les deux tiers de ses investissements. De 1990 à 1991, les investissements pour renouveler la flotte sont estimés à 15,5 milliards de francs. Les derniers Mercure seront remplacés en 1994. Le déficit du résultat d'exploitation de la compagnie aérienne s'est élevé à 236 millions de francs contre 495 millions en 1990. La faible fréquentation d'Orlyval, la liaison rapide entre Antony et Orly dont Air Inter est actionnaire à 26,6 %, lui a fait perdre plusieurs dizaines de millions de francs. La liquidation de sa filiale fret inter cargo service, intégrée à l'Aéropostale, s'est soldée par une perte d'une centaine de millions de francs au cours des deux dernières années.

#### Programme de fidélisation

Pour revenir à un résultat équilibré en 1992, Air Inter a lancé plusieurs initiatives commerciales, dont

les jeunes sont la cible. Depuis le 29 mars, les vols « Grand Bleu » leur permettent, par exemple, de faire Paris-Lyon ou Paris-Nantes pour 195 francs, Paris-Bordeaux pour 205 francs. Une carte de fidélisation, Fréquence jeune, offre un billet gratuit sur vol « Grand Bleu » après six voyages. La nouvelle carte Evasion Loisirs permet des réductions pouvant aller jusqu'à 55 % par rapport au plein tarif.

Enfin, Air Inter lancera à l'automne un programme de fidélisation, à l'instar des compagnies américaines, destinés à ceux qui voyagent beaucoup. Un cumul de points en fonction de la distance parcourue permettra aux voyageurs de bénéficier de voyages gratuits. En 1992, Air Inter table sur une progression de 10 % de son chiffre d'affaires et une augmentation des passagers transportés de 6,4 %.

MARTINE LARONCHE

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

### PROCÈS

Sega (jeux vidéo) paiera 43 millions de dollars à l'inventeur américain, M. Jan Coyle. Le plus important fabricant japonais de jeux électroniques, Sega Enterprises, a annoncé le 13 mai qu'il avait accepté de payer 43 millions de dollars (236 millions de francs) à l'inventeur américain Jan Coyle, après avoir perdu un procès contre celui-ci pour piratage technologique en avril dernier. Selon Sega, ce paiement autorisera en contrepartie sa maison-mère, sa filiale aux États-Unis et ses autres filiales, à développer et à commercialiser le procédé de colorisation de l'image inventé par Coyle.

### RÉSULTATS

Bons résultats pour la compagnie maritime allemande Hapag-Lloyd. La grande compagnie maritime allemande Hapag-Lloyd, dont le siège est à Hambourg, a sensiblement amélioré ses résultats financiers en 1991. L'ensemble du groupe a dégagé 66 millions de francs de bénéfices (220 millions de francs) de bénéfices au lieu de 41 (139 millions de francs) en 1990. Pourtant le niveau des taux de fret ne s'est pas notablement raffermi. La compagnie a surtout fait des efforts pour comprimer ses coûts et a obtenu de bons résultats commerciaux sur ses lignes entre l'Europe et l'Extrême-Orient. Le transport maritime (22 navires porte-conteneurs) représente 57 % du chiffre d'affaire du groupe et le tourisme (bateau aérien, notamment avec 20 avions, et un paquebot) 33 %. Une augmentation du capital de 40 millions de DM (135 millions de francs) sera proposée aux actionnaires le 22 juin.

### FUSION

La fusion des banques Pallas et Stern a été approuvée. La fusion entre la banque Pallas France et la banque Stern, annoncée en février dernier (le Monde du 16 février) à

l'occasion du rapprochement de la Comipar de M. Gérard Eskenazi et du groupe Pallas de M. Pierre Moussa, a été officiellement approuvée par les instances dirigeantes des deux sociétés. Elles ont également approuvé les comptes 1991, qui font ressortir un bénéfice net de 72,5 millions de francs pour la banque Stern et une perte nette de 674 millions de francs pour la banque Pallas. La banque Pallas Stern issue de cette fusion, effective le 19 juin, disposera de fonds propres d'environ 1,1 milliard de francs. Son capital sera détenu intégralement par la Compagnie Industrielle Pallas, résultat de la fusion du groupe Pallas et de la Comipar, effective elle aussi début juin.

### CAPITAL

Pechiney International : augmentation de capital de 1,29 milliard de francs. Pechiney a vendu, mardi 12 mai, 14 292 136 bons de souscriptions d'actions Pechiney International à trois banques — la BNP, le Crédit suisse First Boston et Lazard Frères. Cette opération a entraîné la création de 7 146 068 actions nouvelles que les banques, qui servent de courtiers, ont réaffectées à des investisseurs. Pechiney International, filiale « emballage » du groupe, renforcera ainsi ses fonds propres de 1,29 milliard de francs. La participation de Pechiney dans le capital de sa filiale sera ramenée de 74,1 % à 67,9 %. Si l'ensemble des bons de souscriptions actuellement en circulation sont exercés avant le 30 juin, la participation de Pechiney sera ramenée à 66,7 % et sa filiale bénéficiera d'une augmentation de ses fonds propres de 1,7 milliard de francs. Cet apport de fonds propres vient s'ajouter aux 3,845 milliards de francs déjà reçus par Pechiney International, lorsque sa maison-mère a repris ses activités aluminium et commerce international (le Monde du 25 avril).

### CRISE

Dépôt de bilan d'Habitat-Center. Le groupe de construction Habitat-Center, qui était le premier d'Alsace, a déposé son bilan. Il emploie une centaine de personnes dans ses trois composantes : la Société de promotion COVIM, la Gestion immobilière, et la Société d'aménagement foncier ALSAS. Toutes trois placées en redressement judiciaire. En 1990, le groupe avait réalisé un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de francs et vendu quelque 1 000 appartements et 450 pavillons. L'an dernier, avec 890 millions de francs d'affaires, il avait perdu 3,5 millions de francs. Les deux principales banques actionnaires, la Banque populaire et le Crédit mutuel, cherchent une solution de reprise pour le groupe, dont les difficultés pourraient retomber sur plus de 250 sous-traitants et de nombreux particuliers engagés dans des programmes de construction. (Corresp.)

### ENVIRONNEMENT

Rhône-Poulenc présente un plan environnement. Rhône-Poulenc a présenté mardi 12 mai un plan environnement de trois ans (1992-1994) basé sur la prévention des accidents et des pollutions accidentelles et sur la diminution des déchets. Le groupe chimique est également engagé à réduire tous ses effluents et déchets dans le monde de 50 % d'ici 1995 et de 65 % en l'an 2000, a annoncé son directeur général, M. Jean-Marc Bruel. Pour cela, la firme nationalisée a conçu trois indices mesurant les rejets dans l'eau, dans l'air et les déchets provenant de ses usines dans le monde et a décidé de publier chaque année leur évolution. Le budget total du groupe pour l'environnement s'est élevé à 2 milliards de francs en 1991 et devrait rester du même ordre d'ici 1995.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Madame, Monsieur, Actionnaires de la Compagnie Financière de Paribas,

Mercredi 27 mai votre Assemblée Générale se réunira à 10 h 00 à l'Espace Cardin, 1, avenue Gabriel à Paris (8<sup>e</sup>)

L'intermédiaire financier auprès duquel sont déposées vos actions Paribas vous procurera les documents d'information sur cette assemblée et pourra vous obtenir une carte d'admission si vous désirez y participer ou un pouvoir si vous voulez vous y faire représenter.

Sachez aussi que vous pouvez voter par correspondance. Renseignez-vous auprès de votre intermédiaire financier ou auprès de Paribas Actionnariat.

#### PARIBAS ACTIONNARIAT

3, rue d'Antin - 75002 PARIS - Tél. : (1) 42 98 17 88 - 36 16 CLIFF

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 12 mai ↓

### Pause

Vendredi de prises de bénéfices, la Bourse de Paris perdait un peu de sa superbe mardi 12 mai après s'être pourtant approchée lundi en clôture à moins de 2,5 % de son record historique. L'indice CAC 40 était à l'ouverture en repli de 0,15 % et accentuait ensuite progressivement ses pertes pour céder 0,81 % en milieu de journée. En fin de séance, l'indice cédait 0,87 % à 2 063,83 points.

En dépit du nouveau sursaut historique atteint lundi par Wall Street, le marché français a été marqué par un dynamisme. Les volumes de transactions sont restés relativement faibles et les acheteurs peu nombreux. La Bourse de Paris a manifesté un besoin de reprendre son souffle après les récentes embellies, expliquent un opérateur.

Du côté des valeurs, forte hausse de 7,5 % de l'action Dassault Aviation à la suite de l'annonce faite dans la matinée par le ministre de la Défense, M. Pierre Joxe, d'une commande par l'armée de 100 avions de combat. Bonne tenue également de SGE et SCDA, en progression de respectivement 4,1 % et 3,6 %. En revanche, net recul de 18,8 % de Métrolife International, qui va procéder à un « coup d'accrochage » sur son capital et d'Euro Disney, qui perd 4,3 %. Disney était victime d'une information parue dans le journal Libération et faisant état d'une dégradation du parc d'attractions inférieure aux prévisions. Baisse également de 3,5 % d'Eurotunnel et de 3,3 % de la Société générale.

NEW-YORK, 12 mai ↓

### Tassement

Wall Street a reculé mardi 12 mai sous la pression de prises de bénéfices, après avoir battu un nouveau record la veille. L'indice S&P 500 a reculé de 3,400 points. L'indice Dow Jones a terminé mardi à 3 385,30 points en baisse de 12,24 points (-0,36 %). Les volumes des transactions ont été bien plus élevés que la veille, avec quelque 194 millions de titres échangés contre 186 millions lundi. Le nombre des valeurs à la cotation officielle, à 976 contre 732, alors que 850 actions sont restées inchangées.

Selon des analystes, la baisse de mardi serait passagère car le marché reste soutenu par plusieurs facteurs, dont le décalage des taux d'intérêt à long terme en réaction à l'annonce d'une hausse de l'indice des prix de gros en avril aux États-Unis, encore plus modérée (0,2 % contre 0,3 %) que prévu.

Le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à trente ans, principale valeur de référence sur le marché obligataire, a reculé à 7,85 %, contre 7,90 % la veille au soir.

VALEURS	Cours du 11 mai	Cours du 12 mai
Alcoa	78 1/8	77 3/8
Amgen	42 1/4	41 1/8
Boeing	43 1/4	42 3/8
Chemical Bank	29 5/8	29 1/8
Chrysler	44 1/4	43 1/8
Eastman Kodak	40 1/4	39 1/8
Exxon	59 1/2	58 3/8
General Electric	70 3/8	69 1/8
General Motors	38 3/8	37 1/8
IBM	92 7/8	91 3/8
ITT	88 1/4	87 1/8
ITT	71 3/4	71 1/8
Johnson & Johnson	72 1/2	71 3/8
Merck	62 1/4	61 1/8
United States Steel	27 1/2	26 3/8
United Technologies	54 1/4	53 1/8
Westinghouse	71 3/8	70 1/8
Xerox Corp.	72 1/8	71 1/8

LONDRES, 12 mai ↓

### Baisse

Les valeurs ont viré à la baisse mardi 12 mai au Stock Exchange après quatre séances consécutives de records, déprimées par des prises de bénéfices, l'ouverture malséante de Wall Street et les commentaires pessimistes des magazines Marks and Spencer sur la reprise de la consommation. A la clôture, l'indice Footsie des valeurs de Londres a reculé de 15,4 points (0,6 %) à 2 722,4. Le volume des échanges est tombé à 890,1 millions de titres, contre 844,8 millions la veille.

Marks and Spencer s'est très légèrement apprécié en dépit de résultats annuels inférieurs aux prévisions des analystes, mais les commentateurs miligés de son président sur l'absence de signes de reprise de la consommation ont essaimé la tendance.

TOKYO, 13 mai ↑

### La reprise se poursuit

Un moment interrompue, la reprise de la Bourse de Tokyo s'est poursuivie mercredi 13 mai dans un marché relativement actif. A la fin de la séance, l'indice Nikkei gagnait 280,05 points, soit 1,4 %, à 18 788,57 points.

En dépit d'un recul initial, le Kabuto Cho s'est rapidement rattrapé, les opérateurs se montrant satisfaits de voir que les prises de bénéfices de la veille n'avaient pas trop entravé le marché à la baisse. Symbole d'un certain retour à l'optimisme, les investisseurs réinvestissent — selon les professionnels — leurs liquidités sur le marché après avoir pris leurs bénéfices.

VALEURS	Cours du 12 mai	Cours du 13 mai
Aluminium	1 280	1 320
Bois	1 280	1 320
Chimie	1 280	1 320
Énergie	1 280	1 320
Industrie	1 280	1 320
Services	1 280	1 320
Transport	1 280	1 320
Autres	1 280	1 320
Indice Nikkei	18 788,57	18 788,57

PARIS :

### Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	4740	4725	Imtech	1150	1140
Amstel	255	250	Imtech	147	140
BAC	82	80	IP.BM	70	68
Banque Paribas	800	780	Locatix	78 10	76 10
Borcia	494	480	Mater Com.	185 60	185
Bouygues	228	220	Mol.	178	170
CAJ-de-Fr. (C.F.)	800	778	Publi-Presse	488 60	476
Cash	395	380	Reco-Alp. (S.)	320	310
Cedif	853	833	Sabot Invest (S.)	90	85
C.E.S.P.	176	170	Sabot	318	310
C.F.P.I.	275	270	Sopis	310	300
CAJUM	1237	1215	TFI	485 20	480
Cofinor	291	280	Thermor H. (S.)	415	400
Conforama	1218	1200	Unilog	284	270
Dauphin	281	270	Val et Co	113 80	110
Dalmeida	1000	980	V. de Laurent Group	385	381
Dassault	370	360			
Dassault	1088	1119			
Dassault	200	195 10			
Dassault	128 70	125 10			
Dassault	172	165 10			
Dassault	200	195 10			
Dassault	110	105			
Dassault	105	100			
Dassault	380	370			
Dassault	388	380			
Dassault	201	195			
Dassault	100	95			

### LA BOURSE SUR MINUTEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

### MATIF

Notation 10 % - Cotation en pourcentage du 12 mai 1992  
Nombre de contrats estimés : 114 737

COURS	Jun 92	Sept 92	Déc 92
Dernier	108,56	108,98	108,98
Précédent	108,56	108,76	108,92

Options sur notation	Options d'achat	Options de vente
PRIX D'EXERCICE	Jun 92	Sept 92
109	0,10	0,78
	0,54	0,95

CAC 40 A TERME (MATIF)	Jun 92	Sept 92	Déc 92
Dernier	2 075,50	2 067,50	2 072
Précédent	2 069	2 067,50	2 078

### CHANGES

Dollar : 5,43 F ↓

Le dollar s'inscrivait en forte baisse mercredi 13 mai, notamment après les propos d'un responsable américain réclamant une surveillance étroite de yen. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,43 francs contre 5,47 francs la veille à la cotation officielle. Le franc continuait à progresser contre le mark (lire page 28).

FRANCFORT 12 mai 13 mai  
Dollar (en DM) 1,638 1,618  
Tokyo 12 mai 13 mai  
Dollar (en yen) 137,48 138,38

MARCHE MONÉTAIRE (cote privée)  
Paris (13 mai) 97/8 - 10 %  
New-York (12 mai) 511/16 %

### BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

Valeurs françaises : 11 mai 12 mai  
Valeurs étrangères : 108,98  
SBIF, base 100 : 31-12-91  
Indice global CAC 40 : 55,43  
SBIF, base 100 : 31-12-91  
Indice CAC 40 : 2 077,40 - 2 063,83

NEW-YORK (indice Dow Jones)  
11 mai 12 mai  
Industriel : 3 397,50 - 3 385,30  
Londres (indice Financial Times) : 11 mai 12 mai

100 valeurs : 2 737,98 - 2 722,40  
30 valeurs : 2 147,18 - 2 137,30  
Mines d'or : 111,49 - 116,10  
Fonds d'investissement : 96,67 - 96,61

FRANCFORT 11 mai 12 mai  
Dax : 1 743,50 - 1 751,16  
Nikkei Dow Jones : 18 788,57 - 18 788,57  
Indice global : 1 385,81 - 1 396,22

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offre
\$ E-U	5,438	5,438
Yen (100)	164,00	164,00
DM	1,638	1,618
Franc suisse	2,075	2,075
Libra sterling (1000)	1,495	1,495
Paquet (100)	1,495	1,495
Paquet (100)	1,495	1,495

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

UN MOIS	TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offre	Demande	Offre
\$ E-U	3 5/8	3 5/8	3 11/16	3 11/16
Yen (100)	4 9/16	4 13/16	4 9/16	4 12
DM	10	10	10	10
Franc suisse	9 11/16	9 13/16	9 3/4	9 3/4
Libra sterling (1000)	9 9/16	9 9/16	9 9/16	9 9/16
Libra sterling (1000)	11 7/8	12 1/8	11 15/16	12 3/16
Libra sterling (1000)	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16
Paquet (100)	12 1/16	12 1/16	12 1/16	12 1/16
FRANCFRANCAIS	9 3/4	9 7/8	9 3/4	9 7/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

## Le Monde - RTL

### ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Mercredi 13 mai : Yves Boussard, président de la FNAM.

Judi 14 mai : Léon Sello, PDG du groupe Printemps.



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 13 MAI

**Cours relevés à 10 h 30**[illegible]

**COMPTANT** - (sélection)

**SICAV** (sélection)

**12/5**

VALEURS			% du note.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net
Obligations								Etrangères											
Emp.Ét. 100/77	123 90	7 80			C.I.M.	1425		Païs France	181 30		Acéon	273 32	207 61	Fair	508 09	484 25	Pdvey, Escom.	109 05	108 66
Emp.Ét. 9/8/81	99 90	8 10			C.I.T.R.A.M. 81	2282		Païs Océan	220 30		Agropar	889 84	814 20	Financ. Term.	110 70	107 48	Prd. Association	22929 38	22928 38
10/05/79/84	101 05	5 43			Cop.	343 50	343 50	Païs Invest.	316 90		Amélio	7435 11	7148 14	Financ. Hérit.	1263 50	1216 98	Procton	1012 40	987 71
Emp.Ét. 15/4/83	105 55	7 27			Cy Indus. Ind.	8900		Païs Océan	1112		Ampl.	284725 48	284725 48	Financ. Hérit.	35 09	35 09	Quetz	140 02	136 70
Emp.Ét. 12/25 84	100 72	7 26			Cy Indus. Alcan.	360 10	361	Pdvey	1201		Ampl.	861 72	842 45	Financ. Hérit.	41 72	41 70	Rebaco	843	826 47
10/25 mars 85	104 30	1 74			Cy Indus. Ind.	715	767	Pdvey	1815		Ampl.	1770 27	1770 27	Financ. Hérit.	571 67	571 67	Nitelo	180	158
OAT 10% 5/2000	108 40	9 61			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	170		Ampl.	438 89	428 18	Financ. Hérit.	540 80	528 48	Reven. Term.	5395 48	5332 18
OAT 5 3/2 12/1997	105	4 91			Cy Indus. Ind.	331		Pdvey	108		Ampl.	1175 98	1144 64	Financ. Hérit.	1474 56	1467 10	Reven. Term.	1135 54	1118 76
OAT 5 3/2 11/1998	108 08	3 78			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
PTT 11/25 85	102 30	2 88			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/25 nov 80	107 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	108		Ampl.	1733 40	1689 41	Financ. Hérit.	175 20	171 44	St Honoré Bio-Alim.	11027 52	980 93
CF 10/10 85	100 80	1 05			Cy Indus. Ind.	384		Pdvey	1										

## PUBLICITÉ

## FINANCIÈRE

**Renseignements :  
46-62-72-67**

## Cote des Changes

### Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 13/6	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 13/6
			achat	vente			
Etats Unis (100 \$)	5 477		82	87			
Esc.	5 300						
Allemagne (100 dm)	326 750		325	345	Or fin (50 en barre)	59 100	
Belgique (100 f)	18 311		16	18	Or fin (en lingot)	58 950	
Payes-Bas (100 g)	258 250		288	308	Napoléon (20 f)	241	
Italie (1000 lire)	2 444	42	42	47	Pièce 17 (10 l.)	388	
Denemark (100 kr.)	86 870		84	93	Pièce Suisse (20 f.)	337	
Gde. Bretagne (1 l.)	2 875		84	102	Pièce Latine (20 f.)	340	
Grèce (100 drachmes)	9 946		25	32		437	
Suisse (100 fr.)	362 250		245	268		2006	
Suède (100 kr.)	93 330		89	97	Pièce 10 dollars	950	
Norvège (100 kr.)	86 100		82	90	Pièce 5 dollars	700	
Autriche (100 sch.)	47 727		76	87	Pièce 50 peson.	2215	
Espagne (100 pes.)	5 385		31	36	Pièce 10 florins	347	
Portugal (100 esc.)	4 036		36	44			
Cuba (1 \$ am.)	4 561		43	47			
Japon (100 yens)	4 139		4	42			

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu



## CULTURE

### Mort de Jacqueline Maillan

Une star du théâtre

Jacqueline Maillan est morte mardi 12 mai à Paris des suites d'une crise cardiaque. Elle était âgée de soixante-neuf ans.

Il y a peu de gens dont le seul nom fait déplacer les foules. Celui de Jacqueline Maillan était de ceux-là. Son public, celui de la France populaire, venait par cars entiers pour assister à une représentation où elle tenait la vedette. Peu importe le titre, le thème et l'auteur de la pièce. Quand, en 1988, elle fit une infidélité à ses auteurs de prédilection - François Dorin ou Barillet et Grédy - pour Bernard-Marie Koltès, dont elle créa *Retour au désert*, avec Michel Piccoli, dans une mise en scène de Patrice Chéreau, des nouveaux spectateurs accoururent en masse au Théâtre du Rond-Point et furent sans doute déçus car elle n'était pas celle qui jouait devant eux. Qu'importe.

Meis cette idole du boulevard était aussi une star incontestée du théâtre, reconnue par l'ensemble de la profession. Ce qui impressionnait les plus exigeants était ce dynamisme, ce ressort, cette masse critique : elle débarquait sur scène comme une boule d'énergie concentrée, presque dangereuse. Et avec ça, elle faisait rire.

Elle n'avait pas, comme Michel Serreau, la folie des mots, le génie de l'improvisation, mais le

contraste de sa brusquerie et de sa gaieté, de sa chaleur et de sa rigueur, l'alliage d'un naturel et d'une élégance d'exécution exceptionnelle, l'absence de toute vulgarité emportaient les convictions les plus rétives. D'autant plus que les textes sur lesquels elle s'appuyait étaient tenus, convenus, diaphanes. Son art devenait alors gratuit, imagination pure, acrobatie de tout l'être. Trépassée sans fillet, elle anéantissait les piroquettes avec tant de netteté qu'elle provoquait un plaisir sans équivoque.

Elle avait construit cette impeccable mécanique à travers l'école du cabaret, qu'elle avait connue, dans son âge d'or, au lendemain de la guerre. Née en 1923 à Paray-le-Monial, elle était « montée » à Paris en 1944 pour fréquenter le cours Simon. Dès 1952, on la voit à l'Amiral, aux côtés de Roger Pierre, Jean-Marc Thibaud, Jean Richard et Darry Cowl, où elle participe à des revues délectables. Puis elle est propulsée sur une scène qu'elle ne quittera plus : celle du boulevard. On la voit dans *Les Belles Bacchantes* (1953) avec Robert Dhéry et Louis de Funès, dans *Ornifle*, d'Anouilh (1955), avec Pierre Brasseur, dans *Gog et Magog* (1959) avec François Périer. La quarantaine sonnée, elle décroche son premier « grand rôle » dans *Croque Monsieur* (1964), de Marcel Mithois, qu'elle jouera plus de mille fois.

Ensuite, de *Folle Amanda* (1971) à *la Cuisse du steward* (1990), elle enchaîna les succès. Elle venait d'interpréter *Pièce montée*, une pièce de Pierre Palmade, et devait créer l'année prochaine une comédie écrite pour elle par Josiane Balasko. Au cinéma, on la vit dans une trentaine de films qui ne laisseront pas des souvenirs immortels. Seul Jean-Pierre Mocky (*Où il y a Français dans la salle*), les *Saisons du plaisir*, *Une nuit à l'Assemblée nationale*, *Ville à vendre*) su - inégalement - tirer parti de son talent.

E. de R.

**Histoire de la presse des jeunes**

et des journaux pour enfants

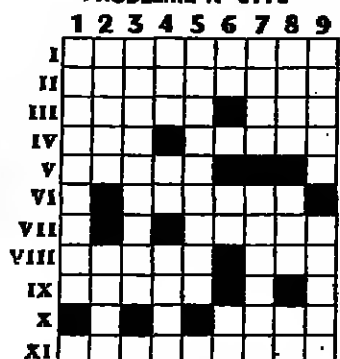
Par Alain FOURMENT

Édition Éole 150 F

Distributeur Distique

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5779



HORIZONTALEMENT

1. Façon d'accommoder un adversaire. - 2. Courent les russes. - 3. Prendre certaines précautions. A éteindre. - 4. Perd une partie de ses réserves. En Syrie. - 5. Enguirlander peut-être. - 6. Ouvrage obscur. - 7. Perd facilement la tête. - 8. Moyen de culture. Abréviation. - 9. Anciens titres. - 10. On trouve des tas de choses dans son lit. - 11. Pur contraste.

VERTICALEMENT

1. Tendent à craquer quand ils sont trop gonflés. - 2. Médecin de Molère. Possessif. - 3. Comme le pouvoir d'un ressort. - 4. Oblitération. Symbole. Justifié, chez bien des gens, le désir d'avoir un garçon. - 5. Confinement parfois à l'étouffement. - 6. Morceau de liège. Annonce une restriction. Interjection. - 7. Invoque l'Europe. Un monument qui défie le temps. - 8. Serrés. Gardé à contrecoeur. Préposition. - 9. Traversent parfois les beaux quartiers. Mordant.

Solution du problème n° 5778

Horizontalement  
1. Monnayeur. - 2. Amoureux. - 3. NO. Ruines. - 4. Nuée. Tas. St. - 5. Arts. Oiseau. - 6. Yau. Agnès. - 7. Eudes. Russe. - 8. Usur. Coléas. - 9. Réséda. Est. - 10. Bouteurs.

Verticalement  
1. Manœuvre. - 2. Oméga. Rio. - 3. NO. Ruines. - 4. Nuée. Tas. St. - 5. Arts. Oiseau. - 6. Yau. Agnès. - 7. Eudes. Russe. - 8. Usur. Coléas. - 9. Réséda. Est. - 10. Bouteurs.

GUY BROUTY

## CARNET DU Monde

### Naissances

Jacqueline BOURGOIN-ALASSEUR, Philippe ALASSEUR et leur fille Marie, ont la joie d'annoncer la naissance de

Pierre, le 5 mai 1992, à Maisons-Laffitte, 50, avenue Hortense-Foubert, 78300 Sartrouville.

### Décès

Jouet-sur-l'Aubois (Cher).

M<sup>me</sup> Solange Cédile, sa mère, M<sup>me</sup> Jean-Michel Cédile, son épouse, Guy-Henri et Elisabeth Cédile, ses enfants, M<sup>me</sup> Renée-Lise Delaire, sa belle-mère, M. et M<sup>me</sup> Pierre Cédile et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Maurice Allègre et leurs enfants, Ses frères, beau-frère, belles-sœurs, neveux et nièces, Les familles Picot, Vénay, Raynaud, Pinelli, Silin, Mirault, Lohse, Joly, Marchal, Essier.

Et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Jean-Michel CÉDILE, survenu le 11 mai 1992, à Jouet-sur-l'Aubois, à l'âge de cinquante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 13 mai, à 14 h 30, en l'église de Jouet-sur-l'Aubois, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille. Condoléances sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

104, cours de Vincennes, 75012 Paris, 22, rue de Tocqueville, 75017 Paris, 20, place Daumy, 18320 Jouet-sur-l'Aubois.

On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu, le 10 mai 1992, de

Révérend Père Hubert de LAUSSE, a.j. directeur, fondateur des revues *Études médicales* et *Études scientifiques*.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Ignace, 33, rue de Sévres, à Paris-6<sup>e</sup>, le vendredi 15 mai, à 10 h 30.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. et M<sup>me</sup> Henriette Gröll, M. et M<sup>me</sup> Guillaume Daloz, Alexandre et Sémintha, leurs filles, ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père, beau-père et grand-père,

M. Pierre DALLOZ, officier de la Légion d'honneur, survenu le 2 mai 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Un service religieux a eu lieu en l'église des Clères-de-Sassey (Isère).

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Grand-Vigne, 38360 Les Clères-de-Sassey, 156, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris.

M<sup>me</sup> Suzanne Rey, née Ponsolle, M<sup>me</sup> Jean-Claude Rey, M<sup>me</sup> et leur fils Jean-Christophe, Le docteur Francis Montane, M<sup>me</sup> née Claudette Rey, Erle, Cécile, Valérie, Anne et Thibaut, leurs enfants et petits-enfants, Le docteur Christian Rey, M<sup>me</sup> et leurs enfants Jean-Roch et Céline, Les familles Ponsolle, Reges, Barrat, Montane, Guiter, Scatena, Lapierre, Parents et alliés, Et tous ses proches, ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père et grand-père,

M<sup>me</sup> Marthe REY, notaire honoraire, chevalier de l'Ordre des Arts et Lettres, survenu le 10 mai 1992 en son domicile, à Portguyon, 16, rue Paul Doumer, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Jusqu'à la fin, il eut pensé à ses amis. Aucun n'a été oublié. Qu'ils n'oublient pas sa mémoire. Selon son vœu, les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Not obnubilés et nos acclamations, l'édification d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Une messe de requiem pour Olivier Messiaen. - Présidée par le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, une messe de requiem pour Olivier Messiaen sera célébrée, jeudi 14 mai à 18 heures, en l'église de la Trinité, place d'Estienne-d'Orves, Paris-9<sup>e</sup>, métro Trinité. Pour tous renseignements : tél. : 48-74-12-77.

SPORTS

VOILE : coupe de l'America

Avantage à « America »

America a repris l'avantage dans la coupe de l'America en gagnant la troisième régate avec 1 mn 58 s d'avance sur *Il Moro di Venezia*, mardi 12 mai à San-Diego (Californie). Plus agressif pendant le procès de départ, les Italiens ont franchi la ligne en tête mais ont opté pour le mauvais côté du plan d'eau. Dès le premier croisement, America possédait une bonne avance et a pu virer la première bouée avec une marge de 47 s. Dans des conditions météorologiques souvent rencontrées sur ce plan d'eau (vent de 10 à 12 nœuds et mer assez plate), le voilier américain a confirmé sa légère supériorité de vitesse à toutes les allures.

Jamais les Italiens n'ont semblé en mesure de regagner du terrain par rapport à leurs adversaires. Dès le deuxième bord de large, Buddy Melges a pu céder la barre au skipper et propriétaire du bateau, le milliardaire Bill Koch, qui a encore accru l'avance d'America jusqu'à l'arrivée. Pour conserver la coupe, les Américains qui mènent par deux victoires à une, doivent gagner encore deux régates.

PARIS EN VISITES

JEUDI 14 MAI

« Le parc Montsouris, ses sculptures et cités d'artistes », 10 h 30, métro Cité-Universitaire (Paris capitale historique).  
« L'Opéra, centre de la vie mondaine de la fin du dix-neuvième siècle », 11 heures et 15 heures, devant l'entrée, à droite (Connaissance d'ici et d'ailleurs).  
« L'Hôtel Mezzera de Guillard, exceptionnellement ouvert », 14 heures, 60, rue Fontaine (C. Mériel).  
« Jardins et hôtels autour de Notre-Dame-de-Lorette », 14 h 30, métro Notre-Dame-de-Lorette (Paris pittoresque et insolite).  
« Le parc de la Villette, de la Cité des musées à la Cité des sciences », 14 h 30, fontaine aux Lions, métro Porte-de-Pantin (Sauvegarde du Paris historique).  
« Les salons de l'Hôtel de Ville » (carte d'identité), 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Louvre (D. Flourens).  
« Le couvent des Carmes : église, crypte et jardins », 14 h 30, rue de Valenciennes (S. Rojot-Kern).  
« Hôtels et église de l'Île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réunion du Passé).  
« Les salons de l'Arsenal », 15 heures, 1, rue de Sully (D. Bouchard).  
« Promenade le long du canal Saint-Martin, entre le pavillon de Ledoux et la folie de l'orfèvre gouthière », 15 heures, sortie métro Jean-Jaures (Paris et son histoire).

« Promenade du Palais-Royal à la basilique Notre-Dame des Victoires », 15 heures, métro Pyramides (Lettres visitées).

« Le vase d'Aïda », 18 heures : « Le vase d'Aïda », 18 heures : Guillaume le troubadour et le roi de Sardaigne le 17 juin 1120 : Rapports entre l'Espagne musulmane et l'Aquitaine au douzième siècle », par G. Beati (Institut historique allemand).

**UNE NOUVELLE PUBLICATION**

*La Lettre du Monde de l'éducation*

Chaque semaine, pendant l'année scolaire, l'essentiel sur :

- les projets et les décisions de l'éducation nationale ; les réglementations nouvelles ;
- les politiques éducatives et les réalisations des collectivités locales ;
- les initiatives de l'enseignement privé, des organisations professionnelles et des entreprises ;
- les nouvelles des universités ;
- les nominations des responsables ;
- les publications spécialisées, les textes officiels et la documentation administrative ;
- les rendez-vous importants : colloques, congrès, conférences, séminaires...

Réservée exclusivement aux abonnés du *Monde de l'éducation*, cette lettre est un instrument indispensable aux professionnels de l'éducation pour suivre au plus près l'actualité du monde scolaire et universitaire.

**OFFRE D'ABONNEMENT**

211 MEN 24

**1 AN : 450 F** = Le Monde de l'éducation + La lettre du Monde de l'éducation

OUI, je désire m'abonner :

- au *Monde de l'éducation* et à la *Lettre du Monde de l'éducation* (36 numéros par an).

Pour 450 F

NOM : \_\_\_\_\_

PRENOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_

MODE DE RÈGLEMENT :

- Chèque bancaire ou postal
- Mandat ☐ Carte bleue Visa ☐
- Carte AMEX ☐

N° Carte bleue Visa \_\_\_\_\_

Expire à fin \_\_\_\_\_

N° carte American Express \_\_\_\_\_

Expire à fin \_\_\_\_\_ Date et signature obligatoires \_\_\_\_\_

**Le Monde de l'éducation**

Service abonnements : 1, place Hubert-Sauvage-Méry 94552 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

**AUTOMOBILE**

**Des Renault 19, nouvelle donne**

En attendant la commercialisation de son « huit de gamme » Safrane, toujours prévue pour le deuxième trimestre de mai, Renault livre désormais ses 19 dans un style nouveau, nettement inspiré des lignes originales de... le Safrane. Ainsi l'ensemble de la production prend-elle un nouvel air de famille.

Sur ces 19 de deuxième génération le capot est plus court avec une calandre à entrée d'air et des projecteurs, à droite et à gauche, regroupés, en amande, dans un seul bloc optique. Les boucliers qui ont été redessinés donnent à la silhouette un aspect compact et plus sportif. A l'intérieur, le tableau de bord a été revu et l'instrumentation apparaît de jour de couleur blanche, de nuit, en noir.

Mais cela n'est que l'aspect visible des transformations opérées sur cette gamme lancée en 1988 qui a connu, notamment à l'exportation, un succès mérité. A la fin de 1991, 1 970 000 exemplaires de cette voiture dite « moyenne inférieure » étaient sortis des usines de l'ex-Régie (Douai, Maubeuge et Valenciennes en Espagne). D'autres innovations, moins apparentes, sont à citer, notamment le renforcement de la rigidité de l'habitacle et le montage de barres de protection latérale dans les portières. L'air-bag, ce ballon qui gonfle en cas de choc, pour protéger le conducteur, est à venir.

Sous le capot, du nouveau aussi : avec un 1 800 cm<sup>3</sup> tiré de 1 721 cm<sup>3</sup>. Le groupe est livrable avec l'injection monopoint (7 CV, 95 ch à 5 750 tours et un couple maximum de 14,8 mkg) ou en multi-point (9 CV, 137 ch à 5 500 tours avec un couple de 16,7 mkg). Dans les deux cas un catalyseur est monté en série. Cette nouvelle motorisation, qui se distingue par une discrétion encore de bon aloi, porte à trois le nombre des moteurs disponibles dans la gamme, dont deux diesel, de 1,9 litre, suralimentés ou pas. Notons enfin qu'une version luxueuse sous le label Baccara est mise en vente avec habillage de cuir et pléage de bois.

A la route, les structures de suspension n'ayant pas subi de transformation, chacune des versions de ces 19 « nouvelle donne » se révèle équilibrée, bien accordée au bitume et d'une grande maniabilité. Des caractéristiques que nous avions soulignées voici quatre ans lors du lancement de la gamme et qui restent, ici, toujours présentes.

C. L.

► Prix : de 65 000 F à 125 000 F selon la version.

**MÉTÉO FRANCE**

ÉTAT DU CIEL

TEMPÉRATURES

PRÉVISIONS

14 MAI

15 MAI

16 MAI

17 MAI

18 MAI

19 MAI

20 MAI

21 MAI

22 MAI

23 MAI

24 MAI

25 MAI

26 MAI

27 MAI

28 MAI

29 MAI

30 MAI

31 MAI



# MÉTÉOROLOGIE

**METEO FRANCE**

Samedi 14 mai 1952

**VER-S-MOI**

**LEGENDE**

- ☀ ENSOLEILLÉ
- ☀☁ ÉCLAIRCISSES PERIODIQUES
- ☀☁ NUAGEUX COURTES ÉCLAIRCISSES
- ☀☁ TRES NUAGEUX OU COUVERT
- ~~~~~ PLUIE OU NEIGE
- ❄ NEIGE
- ☁ AVERSES
- ☁ ORAGES
- ==== BRUMES ET BROUILLARDS
- ➔ SENS DE DEPLACEMENT

Les maxima atteindront des valeurs nettement supérieures aux normales saisonnières. Les 30 degrés seront souvent atteints. Sur les côtes méditerranéennes, un régime de brise limitera la hausse des températures. Un peu plus de fraîcheur également sur les côtes de la Manche et en Bretagne avec des températures généralement comprises entre 22 et 26 degrés.

FRANCE			TOULOUSE			LUXEMBOURG.		
AJACCIO	22	10 D	TOLUSE	21	7 D	NAMRID	17	8 D
BREDA	17	15 D	PONT-E-ETRE	31	23 P	MARRACHEK	34	23 C
BORDEAUX	25	14 D			MEXICO	26	12 D	
BOURGES	22	15 D	L'ETRANGER		MILAN	24	8 N	
BRESSY	15	7 D	ALGER	23	12 C	MONTREAL	27	11 N
CANNES	22	15 D	AMSTERDAM	16	10 D	MOSCOW	19	11 D
CHATEAUBRIANT	17	7 D	ATHENS	25	25 C	NAIROBI	21	25 D
CLEMONT-FERR.	23	9 P	BANGKOK	26	16 N	NEW-DELHI	43	25 D
DUNON	30	6 D	BARCELONA	21	11 D	NEW-YORK	21	13 N
GRENOBLE	34	8 D	BELGRADE	21	6 D	OSLO	-	-
LYONS	22	15 D	BELLEVILLE	21	6 D	PALMA-MAYAJA	24	10 D
LAVAL	22	15 D	BHAKATPURA	15	9 C	RISTEN	12	8 D
LEZ	31	8 D	BIRMINGHAM	11	10 P	ROBIN-JANSSEN	-	-
MARSEILLE	25	14 D	BOZAR	25	20 D	ROME	24	13 D
NANCY	20	4 D	DIERHA	22	16 D	SERAPORA	30	24 P
NANTES	20	10 D	GENEVE	26	16 D	STOCKHOLM	15	7 P
NISSERS	22	15 D	HANOI	27	22 D	STUTTGART	12	14 P
PARIS-MONTY	19	11 D	ISLANBU	26	12 D	SYRNEY	28	16 C
PAU	25	12 D	JERUSALEM	23	12 D	TAOYO	19	14 C
PERPIGNAN	26	11 D	LE CAIRE	20	17 D	TOKYO	22	10 N
RENNES	20	7 D	LIJNAP	20	15 D	VARSOVIE	22	16 C
ST-ETIENNE	20	7 D	LONDON	37	15 D	VENICE	23	13 D
STRASBOURG	27	15 D	LOS ANGELES	23	15 D	VIENNE	19	8 D

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

# RADIO-TÉLÉVISION

# Amour, toujours

n'évrait pas le cœur à rire. Il bouillait. Mieux. Quel? Alors? que le sida frappe aux vitres des lycées, il faudrait, en interdisant les préservatifs, lui faire délibérément offrande de vies balbutiantes? Il faudrait laisser venir au monde l'enfant d'un vol? Mais au nom de quoi? D'une certaine conception de l'amour, selon laquelle il vaut mieux se limiter à un seul partenaire? Soit. Peut-être. Le débat est ouvert. Discutons si l'on veut. Mais le mort, elle, n'attend pas.

— Poussés dans leurs roziachements, certains prêtres finissent, hors amener, par concevoir que ces interdits ont vocation à rester platoniques. Le rôle de l'Église, se

défendent-ils, est de marquer une borne, mais une toute petite borne, qu'il est loisible à quiconque d'en franchir. Il ne faudrait donc surtout pas les prendre au pied de la lettre, et passer son chemin.

Après tout pourquoi pas ? Qui, sûr ce sujet, écoutes encore les obligations, mécaniques : de l'Eglise, à part les croisés parrains de chez Duchayenne et leur parentèle ? A la vérité, on soupçonne même chez nous la génération, y compris chez les croyants, de redécouvrir avec étonnement que les grands principes font rarement le poids face aux grands sentiments. Sans avoir forcément envie d'en faire part à la sédu-

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :  
 ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On ne voit ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■■ Chef-d'œuvre du cinéma

## Mercredi 13 mai

0.40 1. 2. 3. Théâtre.  
0.45 Journal et Météo.

---

**FR 3**

20.40 Magazine : La Marche du siècle.  
Présenté par Jacques Marie Cavada. Nouveaux  
nir en Europe : des pour et des contre.

22.20 Journal et Météo.

22.45 Mercredi en France.

23.40 Traverses.  
L'héritage des Romanov, documentaire  
sur les Romanovs et Peter Harcourt.

0.30 Musique : Méditerranée.

---

**CANAL PLUS**

20.30 Le Journal du cinéma.  
Spécial Cannes.

21.00 Cinéma : *América*,  
Film américain de Roger Spontiswood  
(1990), Avec Mel Gibson, Robert Doney  
Nancy Travis.

22.45 Flash d'informations.

22.50 Sports : Football.  
Avec d'Amsterdam-Torino : finale retour  
de la Coupe de l'UEFA, en différé.

1.05 Cinéma : *L'Enfant du diable*,  
Film américain de Jerrold Freeman (1986)  
Avec Victor Love, Carroll Baker, Elizabeth  
McGovern.

---

**M 6**

20.40 Téléfilm : Passeport pour la peur.  
De Lou Antonio, avec Lee Remick, Norman  
Alandro.

22.25 Téléfilm : *L'Enlèvement*  
de Karl Stevenson.  
De Stephen R. Cylisshel, avec Tracy Pollan,  
Joe Don Baker.

0.05 Magazine : Vénus.

0.35 Six minutes d'informations.

9.40 Magazine : Dazibeg.  
 2.00 Rediffusions.

## LA SEPT

20.05 Documentaire  
 Mémoires en ricochets.  
 Informations : Des Sables.  
 21.10 Magazine : Cornets d'Europe.  
 21.20 Documentaire : Site 2.  
 22.50 Informations : Dépêches.  
 22.55 Cinéma : Twist and Shout. *avec*  
 Jean Genès de Bile August (1984). Avec  
 Jean Toubert.  
 0.40 Informations : Dépêches.

## FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue: Quid des Vikings?  
 21.30 Correspondances.  
 22.00 Commentaires des radios publiques de  
 langue française.  
 22.40 Les Nuits magnifiques.  
 0.05 Du jour au lendemain.  
 0.50 Musique : Coda.

## FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 13 mars à Rotterdam) :  
 Symphonie n. 4, de Kodakine; Concerto  
 pour Violon et orchestre en ré mineur  
 n. 17, de Shostak, par l'Orchestre philhar-  
 monique de Rotterdam, dir. Pieter Ber-  
 ghuis; Josiah Ball, violon.  
 22.00 Concert (donné le 26 janvier à Radio-  
 France) : Topologie d'une cité fantôme, de  
 Vellari; One by one, de Henry; Un ciel  
 d'herbes, de Ledoux; Shadowland, de Scran-  
 sen, par l'Ensemble Musique oblique, dir.  
 Nicolas Brocher; Pascal Zavaro, percussion.  
 23.10 Ainsi la nuit.  
 0.30 Dépêche-notes.  
 0.35 L'Heure bleue.

# Jeudi 14 mai

14.30 Questions au gouvernement  
en direct du Sénat.

17.00 Magazine : Zapper n'est pas jeu.  
Zapper.

18.00 Magazine : Une pêche d'enfer.  
Zapper.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.  
Zapper.

19.00 Le 9-20 de l'information.  
Zapper.

20.00 Un livre, un jour.  
Zapper.

20.10 Divertissement : La Classe.  
Zapper.

20.30 INC.

20.40 Cinéma : Le Guepard. ■■■■  
Film italien de Luchino Visconti (1962).

23.40 Cinéma : Mélo.  
Zapper.

0.05 Court métrage : Regards sur courtes.  
Zapper.

Quand je suis jeune, de Yann Deder, avec  
Yann Deder, Myriline Certo, Brigitte Roan  
Musique : Méloamaruit.

0.25

**CANAL PLUS**

13.35 Cinéma : Sailor et Luta. ■■■■  
Film américain de David Lynch (1990).

15.35 Cinéma : Mélo.  
Zapper.

16.00 Cinéma : L'Année de l'éveil. ■■■■  
Film franco-belge de Gérard Corbiau (1990).

18.05 Cinéma péchère.

*En clair jusqu'à 20.35*

18.30 Ça cartoon.  
Zapper.

18.50 Le Top.  
Zapper.

19.15 Magazine : Nulle part ailleurs.  
Zapper.

20.35 Cinéma : La Vent de la Toussaint. □  
Film français de Gilles Béhat (1989).

22.25 Flash d'informations.  
Zapper.

22.27 Le Journal du cinéma.  
Zapper.

22.30 Social. Cernex.

22.35 Cinéma : Highlander, le retour. □  
Film américain de Russell Mulcahy (1990).

0.00 Le Journal du midi.  
Zapper.

0.05 Cinéma : La Francine.  
Zapper.

1.00 Film américain de X. d'Henri Pechard.  
Zapper.

1.20 Cinéma : Ferendi. □  
Film français de Sabine Pérozière (1990).

**M6**

13.50 Série : L'Homme de fer.  
Zapper.

14.00 Série : Destination danger.  
Zapper.

16.45 Jeu : Zygomatch.  
Zapper.

17.15 Magazine : Zygomatchine.  
Zapper.

17.30 Série : Mère de dames.  
Zapper.

18.30 Série : Vic Daniels.  
Zapper.

19.00 Série : La Petite Maison  
dans la prairie.

19.54 Six minutes d'informations.  
Météo. M 8 Finances.

20.00 Série : Madame est servie.  
Zapper.

20.15 Météo.

20.40 Cinéma : Gator. □  
Film américain de Bart Reynolds (1978).

22.35 Documentaire :  
Le Glaive et la Balance.  
Les flagrats défaits.

23.30 Série : Brigade de nuit.  
0.25 Six minutes d'informations.  
0.30 Magazine : Dazibao.  
0.35 Magazine : Sexy Clip.  
2.00 Rediffusions.

**LA SEPT**

16.25 Magazine : Cinéma de poche.  
16.25 Séries : Les 12 coups d'Auguste ; 16.50  
L'Edaieur ; le journal des actualités ciné-  
matographiques françaises et étrangères.

17.25 Séries : Une fille d'Ève.  
D'Alexandre Astruc.

18.50 Informations : Dépêches.  
18.55 Documentaire : Grand reporter.  
1. La Force du témoignage.

19.55 Informations : Dépêches.  
20.00 Chronique : Le Degrès des cartes.  
20.05 Documentaire : Histoire parallèle.  
20.58 Informations : Dépêches.  
20.55 Magazine : Carnets d'Europe.  
21.00 Magazine : Megamix.  
21.50 Informations : Dépêches.  
21.55 Magazine : L'été en direct.  
Les actualités locales : La comète.

22.50 Informations : Dépêches.  
22.55 Documentaire : Jazz à Paris.  
23.50 Informations : Dépêches.

**FRANCE-CULTURE**

20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. 4.  
Luis De Pablo, le libretté sourd.

20.30 Théâtre : Les rochers noirs. Andréi Zanzotto ; les regards : les fils et le cerisier.

21.30 Profils perdus.  
Maurice-Edgar Coindreau, traducteur.  
Des Nuits romantiques.

0.05 Du jour de demain.

0.50 Musique : Coda.

**FRANCE-MUSIQUE**

20.30 Concert (en direct du Théâtre des  
Champs-Élysées) : Symphonie n° 2, de  
Meyerson ; Concert pour piano et orchestre  
n° 1 en si bémol mineur op. 23, de Tchaï-  
kovski ; Le Martyr du désert, de Debussy ; que-  
ques fragments symphoniques, de Debussy ;  
Daphnis et Chloé, suite n° 2, de Ravel, par  
l'Orchestre national de France, dir. James  
Conner ; ad. : Florent Gantier, piano.

23.10 Ainsi le nuit...  
0.30 Dépêches-notes.  
0.35 L'Heure bleue.



Afin d'élargir son champ d'action

## Le Syndicat national des instituteurs tiendra un congrès extraordinaire le 24 juin

Le conseil national du SNI-PEGC, réuni mardi 12 mai, a adopté le principe d'un congrès extraordinaire, qui se tiendra à Orléans le 24 juin prochain. L'objet de ce congrès est l'aménagement des champs de syndicalisation du Syndicat des instituteurs, autrement dit, la création d'un nouveau syndicat d'enseignants, regroupant instituteurs et professeurs des collèges, des lycées et des lycées professionnels. Une consultation des adhérents de l'actuel SNI sur l'opportunité d'une telle création devrait avoir lieu du 4 au 18 juin.

Après l'exclusion, le 6 mai, du principal syndicat minoritaire de la FEN, le SNES (Syndicat national des enseignants de second degré) qui regroupe les enseignants des collèges et des lycées, le SNI-PEGC a désormais le champ libre pour étendre son emprise. Une étape essentielle du scénario de recomposition de la fédération

ration enseignante au bénéfice de sa majorité socialiste, dont le SNI est le principal pilier, s'est jouée mardi 12 mai.

Le conseil national du Syndicat des instituteurs a, en effet, adopté (par 86 voix contre 36) un texte fixant la date du congrès extraordinaire qui doit lui permettre de modifier ses structures et d'étendre son champ de syndicalisation aux enseignants des lycées. Cette décision, prise de longue date, et qui est au cœur de la crise traversée par la FEN depuis la fin mars, ne fait qu'officialiser l'appel « pour rassembler tous les enseignants dans la FEN » lancé par le patron du SNI, M. Jean-Claude Barabant dès le 7 mai (le Monde du 8 mai). Une « initiative » que le conseil national du SNI a d'ailleurs approuvée.

La question sur laquelle les adhérents du SNI devront se prononcer lors de la consultation à bulletin secret qui doit préparer le congrès du 24 juin est incluse dans le texte voté le 12 mai : « Etes-vous favorable à l'élargissement, dans la FEN, d'un syndicat des enseignants au sein duquel les enseignants des écoles, des collèges, des lycées, du technique et de l'éduca-

tion physique seraient regroupés dans quatre secteurs professionnels spécifiques largement autonomes ? »

Mais il est frappant de constater que, outre le flou qui entoure l'idée de réunir plusieurs « secteurs professionnels » dans le même syndicat, l'essentiel est occulté. Que devient le SNETAA (enseignement technique), passé en 1989 du camp majoritaire de la FEN à celui des opposants, et qui, depuis le début des hostilités, soutient sans condition les deux syndicats exclus, le SNES et le SNEP (éducation physique) ?

La création d'un syndicat « de tous les enseignants » implique, de fait, que le SNETAA soit à son tour exclu de la Fédération puisqu'il est actuellement, comme le SNES dans les lycées, en situation de monopole dans les lycées professionnels. Dans un appel adressé le 12 mai au conseil national du SNI, M. Jean-Claude Pabot, secrétaire général du SNETAA, l'a rappelé brutalement, en soulignant que ses troupes avaient, en mai 1991, « rejeté à 98 % » l'idée de la création d'un syndicat unique.

CHRISTINE GARN

Le financement de la chaîne franco-allemande

## M. Jeanneney annonce un crédit supplémentaire de 160 millions de francs pour ARTE en 1992

M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication, a annoncé mardi 12 mai au Sénat « un crédit supplémentaire de 160 millions en 1992 pour ARTE », la chaîne européenne qui doit utiliser le réseau de La Cinq, à partir du mois de septembre. Ces 160 millions de francs, inscrits dans la loi de finances rectificative, seront consacrés au fonctionnement d'ARTE et s'ajoutent au crédit initial fixé à 1,2 milliard (dont 800 millions pour les programmes) à partager à égalité entre la France et l'Allemagne.

M. Jeanneney a déclaré qu'ARTE ne sera « ni austère, ni envieux, ni guindé », mais « frivole, cocasse, drôle et même farfelu ». « Elle élèvera l'âme et enrichira l'esprit », a poursuivi le secrétaire d'Etat, qui a insisté sur « la nécessité d'élaborer une conférence de programmes entre l'Antenne 2, FR3 et ARTE ». M. Jeanneney a affirmé qu'il fallait « enrayer le retard frappant de la télévision française par rapport aux autres pays » et s'est prononcé en faveur « d'un réajustement nécessaire au profit du câble ».

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Oui et non

C'EST pas en avion qu'il est rentré de l'île Maurice, Chirac, c'est à la rame, façon d'Abouville, en cogitant à s'en faire des câles au cerveau. A peine rentré à l'Hôtel de Ville :

— Dis donc, Bernadette, qu'est-ce qu'il a bien voulu dire, le Mimi, quand il a dit qu'il allait prendre l'opposition au siège de Maastricht ?

— Il s'est dit ça exactement.

— Oui, mais bon, il a parlé de cacophonie. Visiblement, il avait une idée de derrière la tête.

— Te la casse pas la tête, toi, mon grand ! Quelle importance, ce machin ? Tu l'as traité par-dessous la jambe au départ. T'es pas dit oui, t'es pas dit non, t'es dit bon.

— Je pouvais pas prévoir que Giscard allait squatter l'Europe en essayant de passer le coup, pour pas faire le grand écart. J'ai dit : Bon, allez, n'est-ce pas, c'est oui. Mais, oui si. Si c'est si pas ça, enfin tu vois.

— Je vois que cette garce de Marie-France Géraud, je t'ai tou-

jours dit de t'en mêler, a poussé

Balleclur à esquisser un référendum. Et là, t'es pas dit non.

— Non, j'ai dit oui. Ça faisait capoter le Mimi. Les Français auraient voté contre lui. Et qui c'est qui se prenait les pieds dans le tapis ? Naturellement, il a fallu que Giscard dise non. Je lui ai téléphoné. Maastricht était en réunion ! Faut de savoir ! Il s'est fait de mal, ou quoi ?

— C'est pas lui, c'est Giscard quand il a dit non à Maastricht en accusant Giscard de dire oui et toi non, puis oui, puis...

— A partir de ce moment-là, qu'est-ce tu vois que je dis ?

— Oui.

— Oui ? Moi, on m'a appris à dire oui.

— Oui, m'sieur l'ex-Président.

— En lui disant oui, je disais oui à une partie du parti. Et je m'éclairais sur l'embûche, le traquenard tendu par ce Machiavel de Prieu. Bon, allez, n'est-ce pas, je prends mes responsabilités. Tu sais ce que je vais dire ? Rien. Ni oui ni non. Je vais... m'abstenir. Au moins, comme ça, le Mimi pourra pas dire qu'il y a des couacs dans l'opposition.

Pour lutter contre l'effet de serre

## Bruxelles invite les Douze à taxer l'énergie

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

A l'approche de la conférence de Rio, le débat sur les contraintes à accepter par les pays industrialisés et par ceux du tiers-monde pour limiter l'effet de serre se précise. La Commission européenne devait ainsi approuver mercredi 13 mai les propositions à soumettre aux Douze afin de respecter les engagements pris en octobre 1990 par leurs ministres de l'environnement, à savoir stabiliser d'ici à l'an 2000

les émissions de CO<sub>2</sub> dans la Communauté au niveau atteint en 1990.

La stratégie préconisée par Bruxelles comporte deux volets : d'une part un programme renforcé d'économies d'énergie et de promotion des énergies renouvelables (y compris une incitation fiscale à la production de biocarburants), lequel devrait permettre à lui seul d'atteindre 50 % de l'objectif de réduction des émissions pilulantes ; d'autre part une taxe sur l'énergie modulée selon la teneur en carbone.

L'économie générale du projet reprend pour l'essentiel ce que la Commission avait déjà proposé (le Monde du 27 septembre 1991). La taxe serait progressive : fixée à 3 dollars le baril pour le pétrole au 1<sup>er</sup> janvier 1993, elle devrait atteindre 10 dollars le baril au 1<sup>er</sup> janvier de l'an 2000 (à comparer à un prix du pétrole qui se situe actuellement autour de 18 dollars le baril). Seuls en seraient exemptés les énergies renouvelables et les produits pétroliers utilisés comme matière première, par exemple les hydrocarbures pour la pétrochimie. A plein régime elle devrait rapporter 350 milliards de francs.

La Commission entend que cette taxe sur l'énergie soit fiscalement neutre, autrement dit que son instauration n'entraîne pas une augmentation des prélèvements obligatoires. Il reste à savoir si ce projet n'aurait pas une contrepartie fiscale. Il reviendrait aux Etats membres de choisir entre les différentes options possibles.

Les industries grosses consommatrices d'énergie (aluminium, verre, papier, ciment) ne doivent pas être pénalisées : il leur sera certes demandé de consentir un effort pour réduire leur consommation de CO<sub>2</sub>, mais il est attendu que la nouvelle taxe leur sera appliquée de façon dégressive.

De manière plus générale, la Communauté entend préserver la compétitivité de ses industries par rapport à ses principaux concurrents. Selon toute probabilité (le débat n'étant pas complètement tranché avant que se réunisse la Commission), il sera proposé d'alléger de l'avant que de consentir avec nos grands partenaires industrialisés, les Etats-Unis, le Japon et les autres pays de l'OCDE. Vu le refus des Américains de s'engager dans cette voie, une telle condition risque de remettre en cause l'application de la taxe. On fait remarquer à Bruxelles que le débat au niveau mondial ne fait que s'engager et que la détermination de la CEE à agir pour limiter l'effet de serre pourrait devenir un élément déterminant de la pression qui va s'exercer sur l'administration de Washington.

PHILIPPE LEMAÎTRE

La monnaie française se valorise par rapport au deutschemark

## «Le cours pivot du franc n'est pas un plafond», déclare M. Sapin

M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, a déclaré mardi 12 mai devant la commission des finances du Sénat qu'il « souhaitait une appréciation continue et sereine du franc, reflet de la situation économique de notre pays ».

Cette déclaration a été faite au moment où le franc, très en forme, continue de s'apprécier par rapport au deutschemark, atteignant ses plus hauts niveaux depuis novembre dernier. Mardi 12, le franc a même frôlé son cours pivot de 3,3538 pour 1 mark, faisant dire à M. Michel Sapin que « le cours pivot du franc n'est pas un plafond à cette appréciation et qu'il existe une marge nettement plus importante ». Interrogé sur l'éventualité d'une baisse des taux d'intérêt en France, le ministre de l'économie et des finances a déclaré : « Nous ne pouvons pas décréter une baisse des taux, mais nous pouvons régler progressivement les conditions objectives qui la rendront possible ».

Le ministre confirme ainsi la nouvelle stratégie monétaire mise en place à la fin de l'année dernière à la suite de l'échec de la baisse des taux à court terme décidée par la France en octobre : les pouvoirs publics laisseront désormais s'apprécier durablement le franc à l'intérieur des marges de fluctuations du SME (système monétaire européen) plutôt que de se précipiter à baisser les taux d'intérêt dès que la monnaie s'affaiblit. M. Sapin a ajouté que la politique monétaire « n'était pas le seul instrument de lutte contre l'inflation ».

Les revendications salariales outre-Rhin

## L'IG Metall pose un ultimatum au patronat allemand

FRANCFORT

de notre correspondant

La situation est désormais tendue à l'extrême dans le secteur privé allemand après la victoire des employés du secteur public, qui ont obtenu une hausse de leurs salaires de 3,4 %. La grève menace dans la métallurgie, l'imprimerie et la construction.

IG Metall, le syndicat qui représente 4 millions de métallurgistes, a adressé mardi 12 mai un ultimatum au patronat lui demandant de présenter, avant la fin de la semaine, une offre « acceptable » de hausse de salaires pour cette année. Dans le cas contraire, le syndicat se réunira lundi 18 mai pour décider d'organiser un référendum sur la grève après de la base. Si une majorité des métallurgistes se prononce pour la grève, la grève commencera le lundi 25 mai. Pour l'instant le patronat offre une augmentation de 3,3 %.

E. L. B.

## M. François Mitterrand en visite dans les pays baltes

M. François Mitterrand était attendu mercredi après-midi 13 mai à Vilnius pour la première étape d'un voyage officiel de trois jours dans les pays baltes. Le président de la République veut profiter de ce séjour pour « confirmer la réalité de l'indépendance » de la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie, faisant-on valoir à l'Elysée.

Des traités de coopération et d'amitié seront signés à l'occasion de cette visite entre Paris et les trois capitales. — (Reuters)

## SOMMAIRE

### DÉBATS

« La justice impuissante », par Philippe Rabier ; « Les questions de M. Fabius », par Roger Stéphane. 2

### ÉTRANGER

Les Nations unies ne peuvent envoyer qu'une mission d'enquête au Karabakh... 3  
Les combats en Bosnie-Herzégovine : Washington rappelle son ambassadeur à Belgrade... 3  
Liban : M. Rachid Solh nommé premier ministre... 4  
Jérusalem reproche à Washington de soutenir le droit au retour des réfugiés palestiniens... 4  
La Belgique décidera dans quelques semaines de sa participation au corps franco-allemand... 6  
La visite de la reine Elisabeth d'Anvers à Strasbourg... 6

### POLITIQUE

Le débat à l'Assemblée nationale sur la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht... 7, 8 et 9  
Les socialistes se félicitent de l'amélioration de l'image de marque du gouvernement... 9

### POINT

L'Opus Dei... 10

### SOCIÉTÉ

L'enquête sur la catastrophe de Bastia... 11  
Le plan gouvernemental pour la rénovation et la sécurité urbaines... 12

### ÉDUCATION • CAMPUS

Grandes manœuvres dans l'enseignement catholique • Promoteurs immobiliers cherchent étudiants • Des ingénieurs tout terrain... 13 à 16

### CULTURE

Le 45<sup>e</sup> Festival de Cannes : le Voyage, de Fernando Solanas et le Songe de la lumière, de Victor Erice en Sélection officielle. Un certain regard, une section marseillaise : le saga Othello... 17

### ÉCONOMIE

Programme en cinq points présenté par le ministre du logement... 18  
La mortalité en France... 18  
M. Martine Aubry veut privilégier la « qualité » du dispositif du chômage de longue durée... 19

### COMMUNICATION

Le groupe Bertelsmann vient d'acquiescer les disques Vogue... 19

### ARTS • SPECTACLES

CANNES 1992 : Une vie à la Gens Rowlands • Rencontre avec James Ivory et Ismaël Merchant : quand les théâtres ont une âme • Enquête dans le shéd de Brooklyn • Les chanteurs nubiels d'Eldorado • Musique : capitale Austin 28 à 40

### Services

Abonnements... 2  
Annonces classées... 21 à 23  
Automobile... 28  
Marchés financiers... 24 et 25  
Météorologie... 27  
Cartes... 28  
Mots croisés... 26  
Radio-télévision... 27  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM  
Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folioté 29 à 40  
Le numéro de « Monde » daté 13 mai 1992 a été tiré à 502 906 exemplaires.

## Demain dans « le Monde »

### Prévert en « Pléiade » dans « le Monde des livres »

Les poèmes de Prévert développent le thème majeur du refus d'obtempérer. Défense, par André Velter, d'une poésie qui ne prend pas de parti et ne se laisse aujourd'hui les honneurs de la « Pléiade ». Et le Festival du premier roman, qui se déroule depuis cinq ans à Chambéry. « Le Monde des livres » suit les premiers pas des jeunes auteurs.

## La SNCF invite les musiciens à faire "la" Fête

Fête de la musique  
20 et 21 juin 1992

La SNCF, partenaire national de la fête de la musique, recherche des groupes classiques, pop, folk, country,

dans les Gares de Paris

zazou et guinguette pour les podiums parisiens. Renseignements et inscriptions au 42.85.62.69

SNCF

SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.

## Publicité

PRENEZ VOUS UN VOI POUR LE FUTUR. APPRENDRE À PILOTER UN AVION.

Débutez votre carrière dans l'aviation en participant au séminaire professionnel de BOLIVAR AVIATION.

Aucune réservation nécessaire. Sans frais. Paris, France. Hôtel Intercontinental. Samedi 16 mai 1992 à 14 heures.

Inscrivez-vous pour gagner un voyage aux USA. BOLIVAR AVIATION INTERNATIONAL.

École de pilotes William L. Whitehurst Field. P.O. Box 228. Bolivar, Tennessee 38008 USA. Tél. (901) 658-6282. Fax (901) 658-6782.



# ARTS • SPECTACLES

Oui et non



Gena Rowlands dans « Night on Earth » de Jim Jarmusch.

CANNES  
1992

UN restaurant français de Manhattan, Gena Rowlands apparaît, à l'heure pile. Pantalon noir et veste rouge impeccablement taillée. Simple. Royale. Elle a dit oui à l'interview mais elle reste sur ses gardes. « Vous avez vu mes films ? Alors, vous savez tout de moi. Les acteurs n'ont pas de secret. »

— Pardon, madame, vous fumez ?

— Et il prétend avoir vu tous mes films !, dit-elle, gentiment sarcastique, en prenant la première cigarette d'un paquet neuf qui ne survivra pas au plat de résistance. Dieu sait qu'elle fume (dans tous ses films), qu'elle boit en virtuose (Une femme sous influence), qu'elle est passée experte en crise d'identité (Opening Night). Par les films, journalistes et spectateurs connaissent dans le moindre détail l'intimité de l'acteur. L'acteur, en revanche, ignore tout de son interlocuteur. « Toutes nos tares sont là, au vu et au su de tout le monde, et il faut bien nous faire à cette idée... »

Gena Rowlands est une femme et toutes les femmes, émue, toujours sur le fil du rasoir, constamment au bord d'un précipice ouvert sous ses pas par les scénaristes et metteurs en scène avec qui elle a travaillé. Et bien sûr par John Cassavetes, à qui la France et le Festival de Cannes rendent aujourd'hui hommage.

On doit la reprise de quatre de ses films (Shadows, Faces, Une femme sous influence et Meurtre d'un bookmaker chinois) et la présentation sur la Croisette d'Opening Night — film pour lequel Gena Rowlands a reçu le prix d'interprétation au Festival de Berlin en 1978 et qui est resté inédit — à Gérard Depardieu. Il en a racheté les droits et assuré la distribution en association avec Anne François.

« Ce sont les seuls films dont John et moi avons conservé les droits. Quand on était fauchés, on vendait. On a vendu Minnie et Moskowitz pour faire Une femme sous influence. L'attitude de Gérard Depardieu nous a surpris, elle nous a touchés, dit Gena Rowlands. C'est très rare, ce geste d'amoureux... Depardieu m'a demandé de venir à Cannes, j'ai dit oui. Il m'a appelé un jour du plateau de Christophe Colomb, il était

## UNE VIE À LA GENA ROWLANDS

Gena Rowlands est l'invitée du Festival de Cannes pour la projection d'« Opening Night », film inédit de celui qui était son mari, John Cassavetes. Elle y incarne une actrice de théâtre bouleversée par la peur de mourir. Un peu à la manière de Bette Davis dans le chef-d'œuvre de Manckiewicz, « All about Eve ». Dans l'entretien qu'elle nous a accordé à New-York, sa ville, avant son départ pour la France, Gena Rowlands se souvient de ses films, de Cassavetes, d'Orson Welles et de Bette Davis, de toute une vie de cinéma.

occupé à « injecter un peu d'humour » dans le rôle. « Vous allez faire de Colomb un personnage drôle ? Voilà qui sera une grande première dans l'histoire des Américains... » Elle n'a jamais rencontré Anne François, jamais rencontré Depardieu. « Nous ne nous sommes jamais vus au téléphone. Mais je suis son travail, donc, je crois assez bien le connaître. Assez, en tout cas, pour savoir qu'il ne cessera jamais de surprendre... »

Elle rend aussitôt hommage à un autre amoureux du cinéma, Julian Schlossberg, qui contribua à la reprise américaine des mêmes films de Cassavetes et présente, à Cannes, hors compétition, l'Othello d'Orson Welles reconstitué. « Orson Welles et John se retrouvaient souvent pour déjeuner au restaurant Ma Maison, dit-elle. John revenait hilaré, ils n'arrêtaient pas de se marrer tous les deux. Un jour, je m'étais jointe à eux. A cette époque-là, Welles était énorme, énorme ! En me levant, j'ai laissé tomber mon paquet de cigarettes, je me suis penchée pour le ramasser, il est allé plus vite que moi — avec une telle grâce ! on aurait cru un danseur de ballet. Je revois encore le geste. »

Opening Night pourrait être le All About Eve de John Cassavetes. Comme dans le film de Mankiewicz, l'actrice qu'incarne Gena Rowlands a secrètement peur de vieillir — c'est le sujet même de la pièce qu'elle répète, la Deuxième Femme. « On s'est bien amusés sur le plateau, dit Gena Rowlands. Sans aucun doute, Opening Night est une comédie. D'un ton particulier, je vous l'accorde. » C'est aussi un commentaire sur le travail de l'acteur. Partie pour être un mélodrame domestique, cette pièce, à mesure des représentations, se transforme en vaudeville. Deux hypothèses : ou l'acteur est trahi pour faire rire le public à tout prix ; ou, par le rire, l'acteur rend les choses plus efficaces et plus émouvantes, et fait passer le vrai message de l'auteur. « C'est évidemment la deuxième hypothèse qui est la bonne », dit Rowlands.

HENRI BÉHAR

Lire la suite page 30

<b>MUSIQUE</b>	<b>34</b>
Europe-Amérique latine les chemins du baroque	
<b>DISQUES</b>	<b>39</b>
« Nonsuch », le nouvel album du groupe anglais XTC	
<b>ROCK</b>	<b>40</b>
Reportage à Austin (Texas) capitale de la musique vivante	
Lire pages 35 à 38 la sélection des rendez-vous de la semaine.	

THEATRE

NANTERRE AMANDIERS

LE PETIT BOIS

d'Eugène Ionesco

Mise en scène  
Eric Elmosnino

du 12 au 24 mai

46 14 70 00



«OPENING NIGHT»  
de John Cassavetes

# UNE FEMME AU CRÉPUSCULE

«Opening Night» ou le dernier chignon manquant. Film inédit en France, important, essentiel comme «Faces», plus encore peut-être, parce que situé à un point de rupture : en 1978, lorsque John Cassavetes tourne ce film, le grave échec de «Meurtre d'un bookmaker chinois» risque de le priver de son indépendance. «Opening Night» n'aura pas de sortie nationale aux États-Unis. Après avoir frôlé la catastrophe, Cassavetes rétablit in extremis sa situation en 1980, grâce à «Gloria».

FILM d'ombres, de mystères, d'inquiétudes. Film en crise sur une femme en crise. Film déconcertant par rapport aux idées reçues — même les meilleures — sur le cinéaste. Opening Night clôt le cycle qui, depuis le début de l'année, de reprises en inédits, a obtenu en salles un succès public au-delà du cercle de la cinéphilie. Cassavetes est enfin à sa place, jusqu'au Festival de Cannes qui lui consacre une séance spéciale le 13 mai.

Opening Night montre la préparation d'un spectacle de théâtre. On répète et on rode — sur une scène de New-Haven, ville du Connecticut, à une centaine de kilomètres de New-York, où aura lieu la «première» — une pièce de Sarah Goode, la Seconde Femme, produite par David Samuels, mise en scène par Manny Victor, jouée par Maurice Aarons, et quelques autres avec, en vedette, une comédienne célèbre, Myrtle Gordon. La troupe forme un groupe aux allures familiales autour d'une figure centrale : on retrouve l'univers familier de Cassavetes. En inscrivant le théâtre dans le cinéma, dans son cinéma, il marque l'importance qu'il accorde aux acteurs. Opening Night est donc un prodigieux film d'acteurs. Mais aussi un film à secrets, avec des images cachées derrière les images, quelque chose d'insolite.

Cassavetes a brouillé ses cartes habituelles. A son milieu favori, gréco-italo-américain, il a substitué celui

d'intellectuels juifs new-yorkais, et pas seulement pour le réalisme social du sujet. Ben Gazzara tient le rôle du metteur en scène et, lui, celui de Maurice Aarons, acteur qui semble être ordinaire, sinon médiocre, aux yeux de ses partenaires. Le producteur est joué par Paul Stewart (second rôle dans Un enfant attend, en 1963, et, surtout, acteur du Mercury Theatre fondé par Orson Welles et John Houseman ; il fut le majordome de Citizen Kane). La plus grande surprise vient du choix de Joan Blondell (Sarah Goode, l'auteur de la pièce). L'ancienne «belle» des comédies musicales de la Warner dans les années 30 termina presque ici sa carrière (elle mourut en 1979), avec le plus extraordinaire rôle de composition qu'elle ait jamais tenu.

Myrtle Gordon (Gena Rowlands) est cernée par les professionnels du spectacle comme Mabel l'était par sa famille dans Une femme sous influence. A cette différence près qu'ici ce sont des gardiens. Ils surveillent Myrtle, ils critiquent ses faits et gestes, ils l'encerclent d'un barrage de protection pour qu'elle continue à les servir. Myrtle est une femme sans homme, sans enfant. Seule avec son métier.

Glissant de la loge de l'actrice aux coulisses, puis à la salle du théâtre, puis de nouveau aux coulisses, Cassavetes trace un portrait fascinant de Myrtle Gordon. Elle est blonde, belle, désirable, elle a quarante ans et des jambes superbes, l'allure royale d'une star mar-

chant sur un tapis rouge qu'on déroute à mesure qu'elle avance. Mais elle est prisonnière.

Ce soir-là, elle a eu un petit malaise pendant la répétition. A la sortie des artistes, elle est happée par une jeune admiratrice qui se conduit de façon hystérique et lui tient des propos passionnés. Myrtle croit entendre un message, mais l'adolescente est renversée par une voiture. Scène troublante, vertigineuse, emportée par la confusion du mouvement, brouillée par les trombes de pluie qui noient la vision de la rue. A partir de là, Myrtle déraile.

Cassavetes ne livre aucune explication sur le malaise, désormais ouvertement déclaré, de la comédienne ; il s'en tient, par plans-séquences, gros plans, mouvements d'appareil, à la stricte observation du comportement de Myrtle. Une atmosphère singulière se faufile entre les images et s'amplifie. Dans une sorte de palais vétuste et baroque, l'appartement de la vedette est composé d'une très grande pièce, dont tous les meubles sont placés contre les murs, laissant dégagé, au centre, un tapis rouge sombre qui paraît immense. Univers propice à toutes les apparitions.

La jeune fille accidentée meurt. Elle s'appelait Nancy Stein, appartenait à une famille juive qui a poignamment éconduit Myrtle quand elle vint lui présenter ses condoléances. Myrtle devient de plus en plus imprévisible. Aux répétitions, elle ne supporte pas d'être giflée,

comme le veut la pièce, par Maurice Aarons, qui a été son amant. Un soir, elle change le texte. Elle se bat avec son personnage, une femme plus âgée qu'elle, avec sa peur de la vieillesse. Cette peur qui est le thème de la pièce... L'entourage est excédé par ses caprices. Mais c'est autre chose. Myrtle souffre, grille cigarette sur cigarette et force sur le whisky. Nancy Stein lui apparaît et la torture. Sarah Goode s'inquiète de son état, cherche à la guérir de ses hallucinations.

Pour la première fois dans un film de Cassavetes, surgissent des éléments fantastiques et irrationnels — mais on se souvient qu'il fut l'interprète de Roman Polanski dans Rosemary's Baby, Myrtle a deux «doubles» : l'épouse brune de Manny Victor (Zohra Lampert), une ancienne rivale, et qui l'observe de loin ; Nancy Stein, image de sa jeunesse perdue — comme un succube, proche du «dibouk» de la légende yiddish.

S'il filme frontalement la scène, et du point de vue de la salle, Cassavetes déséquilibre les plans qui se passent au-dessus. Il fait de Sarah Goode une figure maternelle, une sorte d'exorciste. Sarah conduit Myrtle chez une voyante mais, au dernier moment, l'actrice refuse la consultation : elles se rendent toutes les deux à une séance de psychanalyse sauvage où, dans un accès de violence inouïe, Myrtle affronte Nancy Stein et s'en débarrasse enfin, comme on tue.

Arrive alors le soir de la «première», cette «opening night» qui donne son titre au film et qui est bien ce qu'on aura vu de plus fort, de plus inattendu et de plus bouleversant chez Cassavetes. La salle est pleine. Le public s'impatiente. En coulisses, pas de Myrtle. Elle se présente enfin. Ivre morte. A tomber. Elle tombe. On la relève, elle se relève. Elle tombe dans sa loge, elle se prépare, elle tombe encore. Elle va réussir à entrer en scène. Seule.

De même que Myrtle se confondait avec son image de star et avec son personnage de la Seconde Femme, Gena Rowlands se confond avec Myrtle Gordon dans cette lutte pour la reconquête d'une identité, cette «passion» purement existentielle. Spectacle admirable, beau à pleurer, que ce corps à corps farouche d'une comédienne en plein brouillard éthylique avec un rôle injouable. Course de fond qui ne relève plus de la conscience professionnelle, mais de l'instinct de survie, de la délivrance intérieure. Cette femme ne sera plus jamais sous surveillance. A quel prix ? En sera-t-elle heureuse pour autant ?

La réponse est venue dix ans plus tard dans un film tourné par Woody Allen. Le seul à savoir, dans le cinéma américain, quelle actrice magistrale est Gena Rowlands. C'est elle, s'appelle Une autre femme.

JACQUES SICLIER

\* Présenté en séance spéciale le 13 mai à Cannes, Opening Night sort le même jour en salles.



Gena Rowlands et John Cassavetes.

## RENCONTRE AVEC GENA ROWLANDS

ude de travailler en toute petite équipe — presque toujours la même ; et une grande confiance dans l'acteur.

Opening Night, Une femme sous influence, Gloria, Night on Earth, Gena Rowlands paraît à l'écran, et sa seule démarche est déjà une notice biographique. Elle est peut-être la seule actrice américaine à indiquer d'entrée, par la façon de marcher, tout le passé de son personnage. Chez les hommes, les références (quasi uniques) seraient John Wayne et, surtout, Robert Mitchum. «C'est intéressant de vous l'entendre dire, car je n'y pense jamais. J'apprécie le compliment car j'adore Mitchum. Mais je ne me préoccupe guère du physique ; il suivra le mental et l'émotion, et ce qui arrivera arrivera. Ce n'est qu'en toute fin de parcours que j'ai découvert la tête que j'avais dans Une femme sous influence. La seule fois où je me suis vraiment préoccupée de démarche, c'est pour Gloria. Je voulais vraiment qu'elle marche comme un mec. Une femme qui n'avait pas peur des rues de New-York, et qui signalait d'emblée qu'on avait intérêt à ne pas lui marcher sur les pieds.

Durant tout le film, elle traîne un garnement portoricain, vêtu d'une robe d'Ungaro. «John et moi revenons de voyage, nous avions mangé toutes les pâtes passées, présentes et à venir d'Italie. Je redoutais cet essayage comme l'enfer. » Épargnez-moi tout commentaire, ou faites-les en français, ai-je dit un peu brutalement. Personne ne dira assez le génie d'Ungaro sur ce coup-là.

Gena Rowlands aime le cinéma, elle aime les acteurs. Mais ne les fréquente pas. «Et pour cause ! Au début de notre mariage, explique-t-elle, John et moi allions tout voir ensemble. Quand il nous arrivait parfois de rencontrer un acteur ou un metteur en scène, nous étions presque toujours déçus. Nous avons alors fait un vœu : ceux que nous aimions vraiment, nous ferions tout pour les éviter. Un jour, on projetait Shadows à la Cinéma-thèque française. John bavardait avec Henri Langlois. Arrive un monsieur japonais, très digne. Langlois fait les présentations : «John Cassavetes, Akira Kurosawa.» John lui serre la main, tourne les talons et prend la fuite. Par la suite, dans des interviews, Kurosawa, qui avait aimé le film de John — il disait qu'il ne pourrait plus filmer les rues du Japon comme il le faisait avant d'avoir vu Shadows — ajoutait généralement : «Vous savez, il s'est passé une chose très étrange avec ce jeune metteur en scène...»

Quand j'avais l'âge de Winona Ryder (sa partie-

quelque chose qu'on aime. Chaque fois que nous étions fauchés, John et moi, et que le film que nous venions de tourner était coincé au laboratoire pour défaut de paiement, nous allions vite faire un tour dans le film de quelqu'un d'autre, puis revenions payer le labo pour débloquer le nôtre. On avait de la chance : peu de réalisateurs sont aussi acteurs. On me mettrait un revolver sur la tempe, on ne m'ôterait pas la douceur du souvenir de ces moments-là.

On entend souvent dire, à Hollywood, «c'est un rôle à la Rowlands». Intimidés par l'aura de Cassavetes et la sienne propre, combien osent l'approcher ? «Oui, John était un grand cinéaste ; oui, c'est intimidant de suivre ses traces. Mais ceux qui n'osent pas, c'est leur problème, pas le mien.

Certains s'y sont risqués, avec bonheur. Woody Allen pour Une autre femme, Jim Jarmusch pour Night on Earth. «Ils ont des personnalités très différentes. John portait apparemment dans tous les sens, il établissait une telle ambiance de créativité à jet continu que vous auriez pu jouer mon rôle, et moi celui de Peter Falk. Woody est plus introverti. Plus cool, plus sensible au dialogue que je ne m'y attendais — lui aussi vous pousse à l'improvisation — mais très strict en ce qui concerne la caméra, ce qui n'était pas tout à fait le cas de John. Jim donne toujours l'impression de ne pas savoir ce qu'il fait mais il le sait parfaitement. Il est très détendu, jamais sous pression, les choses ont l'air d'arriver comme ça. Mais ils avaient tous trois des points communs : un individualisme farouche ; l'habi-

nair dans le film de Jarmusch) j'étais gauche, timide, mal à l'aise avec les gens. Dès que je suis devenue actrice, au milieu d'autres acteurs, plus de problème. Même si les techniques de travail, même si les générations sont différentes. On les cultive. Je regretterai toujours de n'avoir jamais rencontré Anna Magnani.

J'ai toujours adoré Bette Davis. J'ai vu chacun de ses films cent fois. Sa personnalité, son indépendance m'ont toujours épatée. Nous avons travaillé une fois ensemble, pour la télévision. Je jouais sa fille. Bette Davis était d'une ponctualité maladroite. Elle détestait les jeunes acteurs qui étaient toujours en retard. Le jour où je devais lui être présentée, il y a eu un accident sur l'autoroute. A Los Angeles, plus personne n'ose donner cette excuse — mais il le fallait bien, puis-que c'était vrai !

Quand je suis arrivée, c'est tout juste si elle m'a regardée. On a commencé à parler du scénario ; chaque fois que je disais quelque chose, elle répondait : «Pas d'accord !» Puis elle se tournait vers le producteur : «Je ne vais pas comment vous pouvez faire passer cette grande blonde pour ma fille.» Elle oubliait seulement que je fais dix centimètres de moins que sa propre fille, passons...

Ca démarrait mal, mais j'étais tellement contente de travailler avec elle que ça m'était égal si elle me méprisait. Quand elle s'est aperçue qu'il n'était pas dans mes habitudes d'être en retard, elle a commencé à dire bonjour. Elle était dure, Bette. Mais en même temps... Sur ce tournage, elle avait le cameraman dans le collimateur. Un jour elle m'a dit : «Tu as vu les rushes ? — Oui. — Comment tu trouves ? — Bof, ça peut aller, il y a un ou deux petits problèmes. — Et moi ?» J'hésite, puis je lui dis : «Vous avez une tête à chier.» Silence. «You're right, kid. Je vais le faire virer.» C'est peut-être à partir de ce moment-là qu'on est devenues amies. Elle n'aimait rien tant que la franchise.

Nous, on tremblait pour le malheureux cameraman. On était sûrs que chaque jour serait son dernier jour. Sur le film, sinon sur la terre. Mais non, il revenait le lendemain. Jusqu'au cocktail de fin de tournage. Bette s'est levée. Silence. Elle a remercié tout le monde pour le plaisir qu'elle avait eu à travailler avec eux, puis, se tournant vers le cameraman, elle a dit : «Sauf vous !»

C'était tout Bette, ça, dit Gena Rowlands, tirant, à la Davis, une dernière bouffée de la dernière cigarette... d'un deuxième paquet.

HENRI BEHAR

Suite de la page 29

Sur le parcours d'un rôle, à un moment où à un autre, l'acteur en saura toujours plus sur son personnage que le metteur en scène ou même l'auteur. «C'est toujours un mano a mano, poursuit Rowlands. Mais au bout du compte, c'est l'acteur qui l'il faudra écouter.

Sur le tournage d'Opening Night, en 1977, observant les rapports entre Rowlands, Cassavetes et Gazzara, Joan Blondell, qui incarnait l'auteur de la Deuxième Femme, confiait à un journaliste : «Il est impossible de savoir quand les acteurs ont une conversation privée et quand ils sont carrément en train de récrire le dialogue.

La cuisine intérieure d'une actrice. Personne n'y a accès, pas même, parfois, son mari, même s'il est le metteur en scène. «C'est un processus qui ne regarde que vous, et vous seul, commente Rowlands. Nous n'avons pas besoin de mourir pour nous réincarner, nous le faisons dans la vie plus souvent qu'à notre tour. Mais quelle liberté ! Nous avons tous des milliers de personnages en nous. Seuls les acteurs et les fous (auxquels nous sommes souvent assimilés) peuvent leur donner expression, et corps, et les défendre. En toute impunité.

Rien ne me rend plus furieuse qu'un acteur qui déclare : «Je gagne ma vie en mentant.» C'est faux. Il n'est rien de plus honnête que de jouer la comédie. Jean Cocteau parlait pourtant de «mensonge qui dit la vérité». «Je persiste à n'être pas d'accord avec le terme de mensonge. Le contrat est clair. Vous dites au public : je vais faire semblant d'être quelqu'un d'autre. » Un mensonge partagé par libre consentement, alors ? «Non ! Mensonge implique tromperie. Le deal est celui-ci : je vais faire semblant, et vous le savez. Vous allez me permettre d'être quelqu'un d'autre, vous allez m'accompagner tout le long du chemin, nous allons froter nos imaginations. Qu'y a-t-il de plus honnête et de plus direct que ça ? Je ne connais pas un contrat de mariage qui soit aussi clair.

Gena Rowlands a eu trois enfants avec John Cassavetes. Zoé est étudiante en cinéma, Nick est acteur et scénariste, Alexandre est compositeur-interprète. Deux d'entre eux accompagneront Gena Rowlands à Cannes, où Nick présentera un film, Together, dans une section parallèle. «Je suis ravie qu'ils aient tous trois choisi d'entrer dans le métier.» Et qu'ils se préparent une vie de chien ? «Mais toute vie est une vie de chien ! s'écrie-t-elle en riant. Alors autant y faire

L'ÉVE  
GR



# RENCONTRE

1 9 9 2

avec James Ivory et Ismail Merchant

## QUAND LES THEÏÈRES ONT UNE AME



De gauche à droite, James Ivory, Ruth Jhabvala et Ismail Merchant.

TOUT arrive par un geste spontané, anodin, puis infime en accord avec le temps qu'il fait. Le temps, en réalité, n'a rien d'exceptionnel, puisque nous sommes en Angleterre, et qu'il pleut. A l'issue d'une conférence savante sur « La musique et son sens », une jeune fille s'empare du parapluie de son voisin. C'est tout. Mais, filmé par Ivory, le parapluie n'est bientôt plus l'objet d'un innocent larcin, mais un signe inéluctable du destin. Une fois encore, le metteur en scène de *Shakespeare Wallah*, de *Chaleur et poussière*, de *Chambre avec vue*, a assigné un rôle essentiel à une chose, lui qui est capable de donner une âme aux théâtres.

Une des héroïnes de son nouveau film, celle qui tient le rôle-titre, est d'ailleurs une maison, un délicieux cottage en briques au milieu des fleurs, *Howards End*, qui, malgré son apparente modestie, déclenchera des unions, des séparations, des drames, des passions au sein de trois familles que leur différence de classes (le roman a été écrit en 1910) n'aurait jamais dû rapprocher. Si ce n'est un parapluie...

*Retour à Howards End* est évidemment né de l'association maintenant trentenaire entre le metteur en scène, son producteur, Ismail Merchant, et sa scénariste Ruth Jhabvala. Union d'une telle longévité qu'elle a fait récemment son entrée dans le livre des records, et d'une telle solidité que les deux hommes ont marié leurs noms pour en faire une raison sociale : Merchant-Ivory présente.

Ismail est né Noor Mohamed Abdul Rehman, à Bombay. Les esprits du jeu et de la famille veillaient sur lui : son père élevait des chevaux de course et il a eu six frères. Éduqué à Bombay, à la fois chez les jésuites et dans la foi musulmane, il est le grand argentier de l'atelage. Lorsqu'il prononce le mot *money*, on dirait qu'il croque le fruit d'or du jardin des Hespérides. N'est-ce pas lui-même qui a choisi son pseudonyme comme un talisman, une profession de foi, ou un aveu : Merchant ?

James, Jim pour ses proches, est, lui, californien, mais si britannique dans ses gestes économes, ses sourires, ses cachemires, que l'on est tout surpris d'entendre filtrer de ses lèvres un léger mais indéniable accent yankee. Les interrogers ensemble est à la fois délicieux et frustrant. Merchant, aussi volubile et équilibrant que son partenaire est calme et retenu, parle tout le temps, répond pour deux, tandis qu'Ivory s'assoupit presque, soulagé de pouvoir se taire comme lorsqu'un ami vous prend obligeamment une valise des mains.

Quant à Ruth Prawer Jhabvala, d'origine polonaise, elle a vu le jour à Cologne, où son grand-père était curé de la Grande Synagogue, a émigré en Angleterre en 1939, a épousé un architecte indien, a vécu à Delhi, a toujours écrit. Des pièces de théâtre, d'incompréhensibles nouvelles, dix romans (dont *Chaleur et poussière*)... Et son nom est lié à quatorze films de Merchant-Ivory.

Le trio se retrouve souvent dans la maison de James Ivory à deux heures de New-York (1), une grande maison coloniale qui date de 1805. Avec ses colonnades blanches, son parc, elle semble tout droit sortie d'un film d'Ivory. Ils travaillent là tous les trois ; Ruth a son sanctuaire sous un érable, près d'une pièce d'eau. En 1985, un bâtiment de ferme a été transformé en salle de montage...

« Nous n'avons pas fait tout ce que nous voulions, dit jovialement Ismail Merchant, mais nous voulions tout ce que nous avons fait. » Ajoutant, comme une évidence : « Les films d'Ivory sont précieux. Ils sont le reflet de l'union inespérée de trois continents. Vivre comme ils le font, presque en autarcie, n'est-ce pas aujourd'hui extraordinaire ? » Le seul qui crée dans le même genre d'indépendance que nous aux États-Unis, c'est Woody Allen. Et on peut remarquer qu'il est considéré chez vous presque comme un Européen. Pour notre part, nous estimons que nous sommes des survivants. Et le milieu où nous vivons, c'est la jungle », conclut Ismail, de plus en plus hilare. « Nous n'imagi-

Présenté à Cannes juste avant sa sortie en salle, le 13 mai, *Retour à Howards End* est la nouvelle réussite du trio Ivory, Merchant, Jhabvala. Cette association, unique dans l'histoire du cinéma, d'un metteur en scène américain, d'un producteur indien et d'une scénariste d'origine européenne, a produit des films déjà devenus classiques, tels que *Chaleur et poussière* ou *Chambre avec vue*, adaptés, comme *Retour à Howards End*, d'un roman de E.M. Forster. Joué par une troupe d'acteurs remarquables - c'est une constante chez James Ivory, - *Retour à Howards End* est déjà donné comme un *Palme d'or* possible et offre, en tout cas, à Emma Thomson une solide place de prétendante au *Prix d'interprétation*.

« Nous ne pouvons pas que cela puisse durer aussi longtemps », murmure alors James Ivory. Aussitôt, Ismail Merchant reprend : « C'est à New-York en 1960 - que j'ai vu pour la première fois un très beau film de Jim sur les *Indes*, *The Godfather*, *The Godfather Part II*, *The Godfather Part III*. J'ai vu le projet de production des films en Inde qui paraissent convenir aux sensibilités occidentales. Cherchant des sujets, je demande à une amie, auteure dramatique, si l'idée l'intéresse... Non, merci, elle ne connaît rien à l'Inde, mais elle vient de lire un livre, *The Householder* (l'accession à l'âge adulte d'un Indien ingénieur), dont l'auteur est une certaine Ruth Jhabvala, qui, peut-être... C'est alors que j'ai rencontré Ruth, que j'ai rencontré Jim, et que *The Householder* est devenu notre premier film, une simple conversation avait changé nos trois vies... »

Tentons une question directe à James Ivory. D'où provient votre attraction pour l'Inde ? Avant qu'Ismail, qui ouvrirait la bouche pour répondre à sa place, n'y parvienne, Jim entreprend, sans doute pour la première fois, mais avec le bien-être renouvelé que procure l'évocation d'un souvenir très doux, de raconter le jour et l'heure de sa « conversion » : « J'avais réalisé pour mon film de fin d'études un documentaire de vingt-huit minutes, *Venise*, thème et variations, le portrait d'une ville à travers les yeux des peintres qui l'ont représentée. Moi qui ne connaissais rien à l'Ecole vénitienne, je me suis passionné pour *Guardi*, puis pour *Canalotto*. On me signale qu'un marchand d'art de San-Francisco a dans sa galerie, justement, des gravures de *Canalotto*. J'y vais, en achète une, très chère pour moi à l'époque, 100 dollars ! Au fond de la galerie, une grande table couverte de miniatures indiennes sorties pour un client. Si j'étais arrivé cinq minutes plus tard, elles auraient été rangées... C'est ça le destin, il agit souvent en douce, par petits coups qui n'ont l'air de rien. Oui, c'est vrai, ces coups discrets, peut-être dû à cause de ce jour-là, j'aime bien les mettre dans mes films. »

« En tout cas, j'ai aussi été fasciné par la beauté de ces images, sans rien comprendre à leur signification. J'ai donc commencé à lire, à visiter toutes les expositions sur l'Inde, à écouter les premiers enregistrements de *Ravi Shankar*. En fait, chaque nouveau film est un apprentissage. » Si James Ivory a rencontré très tôt le cinéaste indien Satyajit Ray, ce n'est pas par lui que les premières images de l'Inde lui sont parvenues. « C'est par le *Fléuve*, de Jean Renoir, que j'avais beaucoup aimé. Mais ce n'est que plus tard, lorsque j'ai vu pour la première fois *Pathar Panchali*,

que le choc s'est produit, que toutes les connexions personnelles que je pouvais avoir avec l'Inde me sont apparues. J'ai connu Ray, j'ai été chez lui, à Calcutta, sur ses tournages, à la première de ses films, le *Salon de musique*, et les autres. Tant et si bien que lorsque j'ai terminé *The Householder*, que j'étais là, assez perdu dans la salle de montage, à ne pas trop savoir comment coudre les morceaux ensemble, Ray est arrivé et, en trois jours, il a entièrement remonté le film. »

De même s'est-il penché sur le problème de la musique, comme il le ferait aussi pour *Shakespeare Wallah*. Un compositeur avait été engagé pour *The Householder*, et avait momentanément disparu. Satyajit Ray nous a donc proposé d'écrire une partition, d'assembler et de réorchestrer des morceaux de musique indienne traditionnelle, nous étions fous de joie. Mais voilà que le compositeur pressenti réapparut, furieux.

« Nous avons trouvé à ce dilemme une solution habile. Comme le film a eu deux versions, une en indhi, une en langue anglaise, chacune a sa musique particulière ! Ray était toujours très généreux, très encourageant, un mentor. Son attitude poussait les gens à bien faire. J'essaie aujourd'hui de le suivre sur ce point. Et je suis très heureux qu'on me reconnaisse quelques facultés qu'il m'a en partie enseignées, découvrir sans cesse de nouveaux talents - des individus, pas des stéréotypes - organiser des tournages qui reproduisent une structure de vie familiale, avec ce qui comporte de bonheurs et de tensions. »

James Ivory a aussi cette faculté de prendre les auteurs du passé et de les rendre très proches de nous. « Forster n'a pas pris une ride. La lutte des classes existe toujours, et même de plus en plus. D'un côté, ceux qui ont l'argent ; de l'autre, ceux qui n'en ont pas. Je crois que c'est cette « modernité »-là qui touche les Américains ! Ils sont en train de faire un gros succès de *Howards End*. E.M. Forster et Henry James, dont j'ai adapté les Européens et les Bostoniennes, sont, d'autre part, des auteurs très « visuels ». Cela facilite beaucoup l'adaptation cinématographique, mais, en même temps, cela vous offre presque trop d'images ! Je me sens, c'est vrai, en parenté avec Forster et James, ce sont mes cousins, en quelque sorte ; Forster était comme un voyant qui écrivait le passé pour voir l'avenir, c'est sans doute pour cela qu'il n'a jamais, comme James, quitté le devant de la scène. »

Ismail Merchant intervient vigoureusement : « Dis plutôt qu'ils sont revenus sur le devant de la scène

quand tu t'es intéressé à eux. Après que *Chambre avec vue* est sorti, il s'est vendu 2 millions de livres, dont 100 000 dans les deux premières semaines d'exploitation. Alors que Forster n'avait vendu que 50 000 exemplaires dans toute sa vie. Le même phénomène est en train de se reproduire avec *Howards End*. »

Le parfum de modernité que l'on trouve dans *Howards End* n'est pas seulement dû aux dialogues mais à la façon dont les acteurs les disent. Emma Thompson, notamment, a un jeu si extraordinaire de franchise, de netteté. Elle joue « moderne », elle « est » moderne. A cette affirmation qui ne demande pas de réponse, James Ivory hoche la tête avec un sourire béat, comme si on venait de faire un compliment à un de ses enfants. Et si on insiste, si on lui dit que la fin du film, en particulier, est magnifique, dans cette campagne si fiévreusement douce, avec cette lumière... il rit pour de bon : « Si vous saviez ce qu'on se démène pour arriver à ça ! Ça ne sort pas toujours aussi bien : on a seulement eu de la chance ce jour-là, il n'a pas plu, le soleil s'est montré au bon moment. *Howards End* est, semble-t-il, un film agréable à voir, il a été agréable à tourner. Il y a des films heureux. »

Quand l'on s'interroge sur l'organisation du système de production, c'est alors, évidemment, Ismail Merchant qui reprend la parole. « Une équipe très homogène, très soudée. Nous trois, Jim, Ruth et moi, mais aussi le même compositeur, Richard Robbins, les mêmes costumiers, Jenny Beavon et John Bright, depuis dix-sept ans. Cela permet de rêver au prochain film pendant qu'on en tourne un. Ainsi nos costumiers mettaient du matériel de côté pour *Howards End* depuis trois ans. Et John Bright, dernièrement, a acheté dans une vente aux enchères une robe du XVIII<sup>e</sup> siècle pour notre film en préparation. Il se tournait en France et portait sur les cinq années que Thomas Jefferson a passées à Paris. »

Comment ? Quoi ? Quelle robe ? James Ivory n'est pas au courant. Est-elle en bon état ? Pas trop petite, au XVIII<sup>e</sup>, ils n'étaient pas grands... Ismail lui envoie quelques gestes apaisants, et lève les bras au ciel lorsqu'on lui demande si toute cette équipe régulière est salariée de l'entreprise Ivory-Merchant. « Salariée, grands Dieux, non ! Ils nous rejoignent film après film, et ils sont souvent tombés l'un sur l'autre pour être avec nous. L'envie d'être ensemble, encore une fois, compte plus que le cachet. On ne sait pas très bien comment prendre ça... Un petit souffle frais de paternalisme souffle sur la conversation, mais Ismail Merchant ne se démoote pas : « La crise du cinéma ? Elle est en grande partie là. Les budgets sont devenus fous. Les stars, les metteurs en scène, les agents, les avocats, ont perdu la tête. J'ai entendu dire qu'un budget de 36 millions de dollars avait été bloqué par un studio pour un premier film, c'est une aberration... »

James Ivory intervient. Qui ? Qui a touché ça ? « Je te donnerai le nom », dit Merchant, qui ajoute : « L'économie du cinéma aux États-Unis est devenue incontrôlable. Des films à 30 millions auraient pu être faits pour 8 millions. *Retour à Howards End* a coûté 8 millions de dollars ; les critiques ont écrit qu'il ressemble à un film de 30 millions de dollars. Nous travaillons plutôt avec un distributeur anglais qu'avec les studios ou les producteurs américains. Roger Windgate est avec nous depuis vingt-deux ans. Il nous aide hors du territoire des États-Unis, mais il faut évidemment financer nos films. Pour *Howards End*, nous avons eu beaucoup de malchance, suivie de beaucoup de chance. A la fin du tournage - le film devant être distribué par Orion Classics qui venait de faillir - tous nos associés étaient en difficulté. Des Japonais qui ne nous avaient jamais fait signe nous ont aidés à nous en sortir, ce qui a poussé *Sony Classic* à emboîter le pas. Or, c'est bien ça le cinéma, les nouveaux responsables de *Sony* n'étaient autres que ceux qui venaient de quitter Orion ! »

Si on leur demande à qui appartiennent les droits de leurs films, les deux hommes, pour la première fois, répondent d'une seule voix : « Nous sommes propriétaires de notre catalogue à 90 %. » Et James Ivory précise : « Nous nous sommes parfois associés aux studios, c'est confortable, mais on peut se débrouiller sans eux. Jefferson sera à nous. » Et il rêve un instant « à cet homme paradoxal, cet Américain par excellence bien qu'il fût aussi anglais, parce que, en ce temps-là... Cet homme qui rédigea la déclaration d'indépendance, mais dont le bien-être financier fut lié à l'esclavage et qui acheta la Louisiane à la France pour une poignée de dollars... »

DANIELE HEYMANN

(1) Éléments cités dans un très beau livre illustré, *The Films of Merchant Ivory*, publié aux États-Unis par Robert Emmet Long, dont une traduction en français est imminente.

L'EVENEMENT BERKOFF - LAVELLI

# GREEK

GRAND THEATRE - 6 MAI - 21 JUIN  
Luc-Antoine Diquero, Catherine Hiegel,  
Judith Magre, André Weber

(à la grecque)

MELLIÈRE DE MEILLEUR SPECTACLE  
MELLIÈRE DE MEILLEUR COULEUR  
MELLIÈRE DE MEILLEUR RÔLE POUR JUDITH MAGRE

15 RUE MALTE BRUN - 75020 PARIS

43 66 43 60

# KVETCH

PETIT THEATRE - 15 MAI - 28 JUIN  
Juliette Brac, Christiane Cohendy, Jean-Claude Jay,  
Jean-Luc Moreau, Hugues Questier



« A STRANGER AMONG US »  
de Sidney Lumet

# ENQUÊTE DANS LE SHTETL DE BROOKLYN

Devant la petite salle de projection de la MGM, dans Manhattan, le réalisateur Sidney Lumet fait les cent pas. Ses films ont beau avoir remporté une trentaine de nominations aux Oscars, le trac est son vieux copain. Avant le Festival de Cannes (où le film sera projeté en compétition le 14 mai), Sidney Lumet présente « A Stranger Among Us » en public pour la première fois, l'histoire d'un meurtre dans la communauté juive de Brooklyn.

POUR tromper son impatience, Sidney Lumet égrène quelques souvenirs de Cannes. L'année 1982 où il fut juré. L'année 1990 où il revint rendre hommage à Akira Kurosawa. L'année 1962 où, pour la première fois dans l'histoire du Festival, quatre acteurs d'un même film remportèrent collectivement le prix d'interprétation (Katharine Hepburn, Ralph Richardson, Dean Stockwell et Jason Robards Jr pour le *Long Voyage au bout de la nuit*). En 1992, il s'amuse de voir *A Stranger Among Us* en compétition avec *The Player*, de Robert Altman, un film qu'il faillit tourner.

« A l'époque, explique-t-il, le producteur David Brown ne disposait que d'un budget de 6 millions de dollars, je ne pensais pas pouvoir réaliser le film en dessous de 9 millions - personne ne prenant de salaire (on n'en prend pas dans des cas comme ça) - et il était évident que nous n'aurions jamais l'appui d'un studio. Je sais que Bob Fosse fut pour 8. Chapeau ! Je suis ravi de ne l'avoir pas tourné, car à mon avis Altman convient infiniment mieux à ce type de projet. Il a le sens des fresques amples et saugement comiques. Il suit brillamment en contrôle la Julie : revoyez M.A.S.H., revoyez Nashville, dans ce domaine, c'est un maître incontesté. »

Il y a au moins deux Sidney Lumet : celui qui aime porter à l'écran des pièces de théâtre, *Equus*, le *Long Voyage au bout de la nuit*, *Un du pont*. Et celui qui, peut-être mieux que personne, connaît le pavé (et les bas-fonds) de New-York. Quand un a été pauvre, aime-t-il répéter, on ne l'oublie jamais. La question n'est pas : la vie est-elle juste ? On sait qu'elle ne l'est pas. Mais plutôt : si je n'ai rien, ai-je au moins une chance d'entrer dans la course ?

Aussi a-t-il créé toute une galerie de combattants solitaires, des types en décalage avec le monde qui les entoure, qui se battent lorsqu'ils estiment avoir raison.

Cela remonte à *Douze hommes en colère* (Henry Fonda, juré isolé persuadé de l'innocence d'un accusé), cela s'incarne surtout dans Frank Serpico, l'officier de police qui, refusant de toucher des pots-de-vins révéla le pot aux roses. Sans oublier Robert Leuci, ancien flic corrompu qui balance ses collègues (*Prince of the City*) ; ou John Wojtowicz, braqueur maladroit qui s'attaque un jour à une banque pour trouver l'argent qui permettra à son amant de se transformer définitivement en femme (*Un après-midi de chien*).

Devant l'entrée de la salle de projection, Sidney Lumet continue d'accueillir les spectateurs, recrutés « dans les écoles de mes petits-enfants » grâce à des petites annonces dans le bulletin des associations de parents d'élèves. « Ils ne savent absolument rien du film. »

Fils d'acteur, Lumet faisait ses premiers pas sur scène « dès l'âge de cinq ans ». Il jouait Jésus dans *Journey to Jerusalem* ; il fut, âgé de douze ans, un « Dead End Kid » à Broadway (la pièce *Dead End*, une des premières à traiter du « mal de vivre des teenagers », fut portée à l'écran par William Wyler, avec James Cagney). Dans *One Third of a Nation*, il était le petit frère de Sylvia Sidney. Ce fut sa première et unique apparition au cinéma, et le dernier film tourné aux studios Astoria de New-York, avant que l'armée le réquisitionne pour la deuxième guerre mondiale. Trente-six ans plus tard, en 1977, devenu metteur en scène, Lumet devait ouvrir les studios pour y tourner *The Wiz*, son remake du *Magicien d'Oz* avec Diana Ross et Michael Jackson. Il avait longtemps auparavant mis fin à sa carrière d'acteur, en 1946, avec *A Flag Is Born*, de Ben Hecht, où il remplaçait... Marlon Brando.

La projection commence. Générique : la caméra glisse sur l'East River, remonte, découvre en hélicoptère les gratte-ciel de Manhattan. L'audio est dédoublé : le terrain est familier. Surprise, l'hélicoptère vole à gauche, franchit le pont et, se détournant de Manhattan, plonge dans un autre univers. Géographique : le faubourg de Brooklyn. Mental et culturel : celui des communautés hassidiques, ces juifs orthodoxes qui vivent à Brooklyn mais travaillent à Manhattan, dans le quartier des diamantaires, 47<sup>e</sup> Rue. Un univers dans lequel plongera le détective Emily Eden (Melanie Griffith), enquêtant sur le meurtre d'un jeune tailleur de diamants. Pour débusquer l'assassin, elle « devient » une rassist, et, pour éviter toute question indiscrète, se fait passer pour une « revenante » (au sens littéral du terme : celle qui revient). Au cours de son enquête, elle découvre une culture différente, une autre façon d'aimer... Le film s'ouvre dans une *yeshiva*, où des enfants suivent un cours de chants sacrés hébraïques.

Le père de Lumet s'appelait Baruch, c'était l'une des grandes stars du théâtre yiddish. « De la 14<sup>e</sup> Rue à Houston Street, la 21<sup>e</sup> Avenue était, dans les années 20, une arène extrêmement vivante, explique Sidney Lumet. Il y avait quatorze théâtres, la saison durait quarante semaines, il y avait sept ou huit journaux juifs, la vie culturelle juive était très intense à New-York. »

Le monde dans lequel il a grandi, cependant, ne ressemble en rien à celui de la communauté hassidique. « La langue est la même - le yiddish - mais les différences sont énormes. Les rassistes sont les intégristes de la vie juive, ceux qu'aux Etats-Unis nous appelons les fondamentalistes. Le mouvement hassidique est né il y a environ deux cents ans, dans la vie des shtetl, ces communautés où vivaient la majorité des juifs pauvres en Pologne et en Russie. Chaque aspect de votre vie est régi par des règles : celle de la Torah (en gros la Bible), celles du Talmud (l'argumentation éthique), avec, pour prolongement, les textes de la Cabale.

« C'est une religion très... pratique. Pragmatique, dans un certain sens. Tout est à votre portée. Les Dix Commandements ? Oui, on peut vivre comme ça. On mène une vie propre parce qu'on... mène une vie propre. Question de morale. Pécher, c'est enfreindre une loi morale. Dans le christianisme, c'est enfreindre une loi religieuse. Il n'y a pas d'issue dans le judaïsme, pas de récompense - on ne va pas au paradis - et pas d'échappatoire : on ne s'en sort pas par la confession (qui n'existe pas), on change de style de vie. Dur. Mais c'est cette dureté qui l'a maintenu en vie. »

Les sectes hassidiques tiraient leurs noms des villes où elles avaient pris racine : la secte des Lubavitcher venait de Lubavitch, celle des Bobovitcher de Bobovitch. Lorsqu'en 1920 il se fonda une secte hassidique à Boston, elle prit pour nom bostonner. Chaque secte interprète la Torah à sa façon. « Bien que le texte doive être pris à la lettre, explique Lumet, il y a toujours place pour l'argumentation, et Dieu sait si les juifs savent argumenter. » Ces divergences se traduisent bientôt physiquement. « Les Lubavitcher portent des feutres fedoras. Les Bobovitcher mettent des socquettes blanches et des pantalons qui s'arrêtent juste au-dessous du genou. Ils ont tous, pour cela, leurs raisons, trouvées dans la Torah et le Talmud. »

De la salle de projection s'échappent... des éclats de rire. Lumet sourit, les ressorts de la comédie fonctionnent. Quoique l'on ait du mal à associer intégrisme et humour. « Erreur, estime Lumet. Grâce à mon père, j'ai rencontré des gens très jeunes, des écrivains du shtetl. Shalom Aleichem est l'un des écrivains les plus drôles que je connaisse. Cet humour fait partie de la tristesse de la vie juive, et il touche même les fondamentalistes. »

Pour Lumet, le peintre Marc Chagall est la meilleure illustration de cette culture. « Chagall peint constamment la vie des shtetl. Les couples sont toujours mariés en plein air, conformément à la loi hassidique. Les êtres humains ont des têtes d'animaux - chevaux ou coqs - parce que la règle interdit la reproduction du visage humain. » Ainsi, aucun des acteurs de *Stranger Among Us* n'est rassist. Aux

côtés de Melanie Griffith - « Je savais qu'elle pouvait être dure, mais elle avait en elle la vulnérabilité de cette femme face à une culture ». - Lumet est particulièrement fier d'avoir, pour le rôle d'Ariel, découvert Eric Thal : « Il n'avait jamais rien fait, ni théâtre ni cinéma, il n'avait jamais suivi un cours de théâtre, il faisait des tours de magie dans des surprises-parties pour enfants. Il fallait quelqu'un qui puisse dire à la fois : « Je suis le prochain rebbe » et « je suis encore vierge » sans être, dans un cas comme dans l'autre, ridicule. Il fallait de l'humilité, de la douceur et une grande dignité. Il les avait. »

Lumet a-t-il montré le film à la communauté hassidique ? « Non. Ils n'ont même pas lu le scénario. Ça ne les intéresse pas. Ils ne vont pas au cinéma, ils ne regardent même pas la télévision. »

Lumet le New-Yorkais cherchait-il depuis longtemps à explorer cette communauté ? « Pas vraiment, mais j'étais intrigué par le nombre de scénarios qui me parvenaient sur le sujet depuis quatre ou cinq ans. Nuls, tous - il était évident que les auteurs n'y connaissaient rien. Le scénariste Robert Averch, juif orthodoxe, s'y connaissait, ça se sentait dès la première page. »

« Je ne suis pas un juif religieux. Je ne crois pas en Dieu, je n'y ai jamais cru. Et plus je vieillis, moins j'y crois - je ne me vois pas créer une conversion de dernière heure sur mon lit de mort. Mais je me sens et m'affirme déditairement juif en présence d'un antisémitisme dont la croissance à l'heure actuelle me paraît terrifiante, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe. »

« A *Stranger Among Us* me donnait l'occasion de pénétrer un milieu juif - j'aurais pu faire un film sur Hollywood ou la haute bourgeoisie de Cleveland - en choisissant la tranche la plus difficile à accepter, les rassistes. « Ces gens-là sont embarrassants », dit Levine, le fils juif narrateur de *Melanie*. Et c'est une attitude que beaucoup de juifs partagent... »

H. B.



Sidney Lumet pendant le tournage de son film.

« BENNY'S VIDEO »  
de Michael Haneke

# DÉVIER LE SENS DE L'IMAGE

QUATORZE ans, bnn élève, jnli visage calme de garçon bien élevé, Benny est un cinglé de vidéo, au point d'avoir occulté les fenêtres de sa chambre, d'y avoir placé une caméra qui projette sur un écran l'image du dehors. Ses parents, qui gagnent bien leur vie, lui ont offert tout le matériel nécessaire. Ils possèdent une ferme où ils vont parfois en vacances. Un jour, Benny y a filmé l'abattage d'un porc. Il repasse souvent la bande, la remonte, s'attarde sur cette seconde où l'animal est encore vivant. Juste avant le coup de pistolet.

Benny et ses parents habitent une maison spacieuse et confortable, avec au mur des reproductions, des affiches d'expositions. Ils forment une famille unie. Sur aucun point ils ne sont désharmonisés. Ils possèdent la maîtrise d'un langage complexe.

*Benny's Video* est le second long métrage cinéma du réalisateur autrichien Michael Haneke - par ailleurs scénariste, metteur en scène de télévision et de théâtre, - dont le premier, le *Septième Continent*, a été invité par la Quinzaine des réalisateurs en 1988. On y voyait également une famille bien élevée, affectueuse et unie, dans une maison en ordre, fonctionnelle, décorée avec un goût sans audace. Un jour, ensemble tous les trois, le père, la mère, la fillette, sans un mot, sans s'énervier, ont cassé, déchiqueté tout ce qui pouvait l'être, et ont pris du poison. Les premiers pays étrangers ayant acheté le *Septième Continent* ont été le Japon et la Suède, « les plus en pointe pour ce qui est de la froideur », dit Michael Haneke. L'un et l'autre film sont marqués par la froideur d'un récit ascétique, par la pureté, l'orgueilleuse beauté d'une esthétique dépouillée : « Je focalise mon attention sur le détail qui va faire dévier le sens de l'image », précise le cinéaste, admirateur de Robert Bresson...

Il prétend ne pas avoir de comptes à régler avec la

La bourgeoisie se cachait derrière les mots, elle se cache désormais derrière les images. La réalité se cache derrière l'univers virtuel de l'électronique. La famille, même unie, affectueuse, ne parvient pas à cacher les affres de la solitude. Michael Haneke, découvert par la Quinzaine des réalisateurs en 1988 avec « le Septième Continent », y revient avec la simple et terrible histoire d'un adolescent fou de vidéo.

famille : « Je désigne les plates du monde où nous vivons. La cellule familiale en est seulement la représentation concentrée. Je ne suis ni missionnaire ni révolutionnaire. J'observe les dégâts causés par l'individualisme, par le capitalisme, et je montre des gens à la fois coupables et victimes. J'éprouve une énorme

compassion pour mes personnages. Je ne sais pas si, comme on me l'a souvent dit en citant Thomas Bernhard, les auteurs autrichiens sont de grands dépressifs. Je ne crois pas d'ailleurs que, chez nous, la bourgeoisie soit spécialement névrosée. Peut-être avons-nous, plus extrême que chez certains autres, le sens de ce qu'il convient de faire et de dire, la tradition des comportements bien-pensants. »

Michael Haneke a adapté pour la télévision une nouvelle d'Ingeborg Bachmann, il a en projet un film inspiré de la *Pianiste*, d'Elfriede Jelinek - deux femmes auteurs, plus violentes que dépressives. Il a réalisé une émission - récompensée par le ministère autrichien de l'éducation : *Épistrophe pour un meurtrier*. « Dans les six derniers mois, quatre jeunes gens de bonne famille ont été arrêtés pour des crimes sans motif évident. J'ai filmé un talk show très célèbre où l'un commente l'actualité. Ce jour-là, toutes sortes de personnalités étaient réunies et se posaient la question : « pourquoi ces meurtres ? » J'ai simplement fait intervenir dans la discussion des extraits de tous les programmes qui passaient le même jour, sur nos deux chaînes. C'était d'une grande brutalité. »

Avec *Benny's Video*, on voit que l'opinion de Michael Haneke sur le monde ne s'est pas améliorée. Car un jour, par jeu, l'adolescent - Arno Frisch - tue au pistolet d'abattage une fille - Ingrid Stassner - dont il vient de faire connaissance et qu'il a invitée chez lui. Un jeu idiot, du genre « chiche que tu le fais pas ». La fille elle-même n'est pas claire, son attitude dénote - furtivement - un malaise inconscient. Naturellement, Benny a laissé la caméra en marche, il ne l'arrête jamais. Naturellement, l'accident se passe hors champ. On entend les cris, les détonations, on ne voit rien. L'art de Michael Haneke consiste à donner une sensation d'absence, de frustration.

L'adolescent a tué. Même s'il peut remonter la bande où sont enregistrées les traces du meurtre pour retrouver le regard vivant de la fille, il ne peut pas retrouver la vie. Pour une fille, la réalité et son image, sa « représentation virtuelle » ne correspondent plus. Benny se trouve devant un gouffre. Il tente d'attirer l'attention de ses parents, et finit, non par leur parler, mais par leur faire voir et écouter la bande du meurtre. « *Aspirant, la bourgeoisie se cachait derrière les mots. A présent, elle se cache derrière les images* », commente Michael Haneke. Peut-être Benny attendait-il de son père une directive, une punition, une explication ? Mais le père - Ulrich Mühsen - cherche seulement à échapper aux conséquences de l'acte. Il envoie Benny et sa mère - Angela Winkler - en Égypte pendant qu'il se débarrasse du cadavre. Naturellement, rien n'est montré, rien n'est clairement dit - et ces gens habitent Vienne, la ville de Freud.

Quand Benny revient d'Égypte, c'est comme si rien ne s'était passé. Mais les fenêtres de sa chambre ne sont plus occultées. Il n'y a pas plus derrière les vitres que la simple réalité : un mur. Et, chez le garçon, quelque chose comme de la haine, comme une intense déception, comme un refus global. Il va à la police, fait écouter la bande où son père expose son plan pour se débarrasser du cadavre.

« J'ai introduit un choral de Bach, les paroles sont importantes : « Malgré la peur, je suis là et je chante dans la plus totale sérénité. » Dans le *Septième Continent*, on entendait le Concerto pour violon de Berg, qui comporte une citation de Bach. C'est du vieil allemand. Une prière : elle dit à peu près : « Mon Dieu, emmenez-moi, je n'en peux plus. Es ist genug - C'en est assez. »

COLETTE GODARD



## LES SECONDS RÔLES du cinéma français

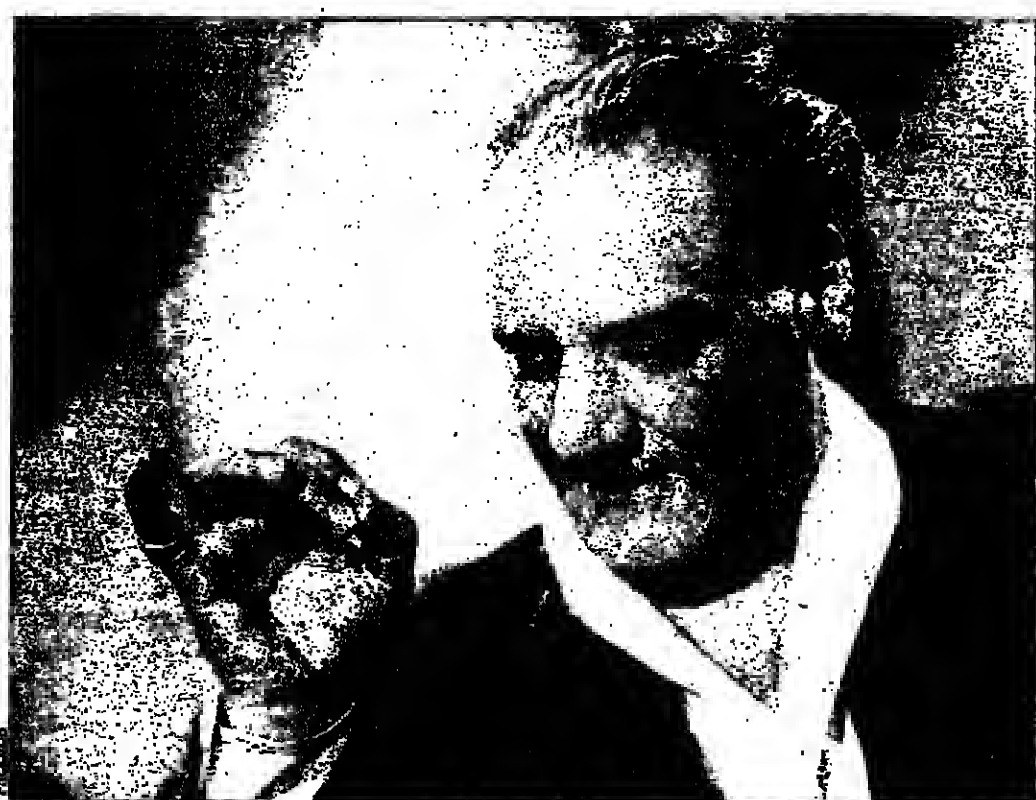
1 9 9 2



Jules Berry.

## LES RICHES HEURES DE JULES ET SATURNIN

A travers deux des plus grands, Jules Berry et Saturnin Fabre, le Festival de Cannes présente un hommage aux seconds rôles qui furent la chair et le sang du cinéma français «classique», celui qui faisait la part belle aux acteurs et aux dialogues.



Saturnin Fabre.

que, ses amours tumultueuses dans *Douche écossaise*, biographie d'un certain Nimitz Erbaï (patronyme à lire de droite à gauche). Pas besoin de trop solliciter ce récit décoiffant pour y déceler quelques blessures secrètes (2). Saturnin Fabre garde, au cinéma, son masque comique jusqu'à sa mort, en 1961.

Dans *Messieurs les ronds-de-cuir*, il tient le rôle de Letoudu, un employé toqué du «ministère des dons et legs». Ses cheveux remontent en cornes du diable et il joue du cor de chasse en triot de corps dans un bureau où s'empilent des dossiers poussiéreux. Superbe, cette réplique de Letoudu : «Le philosophe qui a dit : *J'aurais la main pleine de vérités, je me garderais bien de l'avoir* est un lâche».

Yves Mirande avait adapté le roman de Courteline, mais Fabre aurait pu aussi bien interpréter cette signification. Il est notoire que Jules Berry et lui improvisaient à l'occasion, soit que leur mémoire les trahisse, soit qu'ils aient été brusquement inspirés. On a dit que Jules Berry portait ses manchettes de chemises retroussées sur les manches de veste parce qu'il y écrivait des bribes de texte. Ils ne trahissaient pas pour autant leurs dialogues. Saturnin Fabre fouaillait dans le tas, pour éviter les «blancs», les «trous». Jules Berry, plus enveloppant, y allait d'effets de voix, de sourires, de mots répétés avec diverses intonations en faisant papillonner ses mains d'escamoteur, jusqu'à ce que le fil se renoue.

De la scène au studio, Saturnin Fabre et Jules Berry furent de grands artistes. Berry poussa le «jeu» à l'extrême, jusqu'aux champs de courses, aux cercles et aux casinos, où il flambait ses cachets. Joueur intégral, il perdait des sommes énormes sans qu'un seul pli dérangeât jamais le chic de ses smoking. Il mourut, ruiné, en 1951, sans s'être jamais plaint. Ses plus grands rôles — Fescroc Batala du *Crime de M. Lange*, Valentin, le machiavélique dressoir de chiens du *Jour se lève*, et le diable des *Voleurs du soir* — furent des rôles antipathiques. Même durant le métaphistologique «*Mais c'est leur cœur que j'entends, leur cœur qui bat... qui bat... qui bat...*» par lequel s'achève les *Voleurs du soir*, il parvenait à émouvoir.

Jules Berry et Saturnin Fabre ont souvent tourné dans les mêmes films, sans forcément s'y rencontrer. Au générique de *Marie-Martine*, ils viennent tout de suite après Renée Saint-Cyr, la vedette. Jules Berry a un rôle important, celui de Lolo Limousin, romancier du fait divers à scandales, foudroyé de poubelles et maître chanteur. Saturnin Fabre n'a qu'une séquence avec Bernard Blier. L'oncle Parpain, vieil original, habite à Paris une maison où il n'a pas fait poser l'électricité «*parce qu'il ne comprend pas d'où cela vient*». Son «*Tiens la bougie... droite!*» qu'il adresse à son neveu distrait chaque fois que celui-ci laisse pencher son bougeoir est devenu un mot de passe cinématographique, transmis de génération en génération depuis 1942.

Que resterait-il du *Camion blanc*, extravagante guerre de succession entre les gitans du Nord et du Sud en France si Jules Berry n'y rivalisait pas d'astuces avec le bonhomme Charpin, pour une fois voué à un rôle de «méchant», si Marguerite Moreno n'y interprétait pas la reine des gitans accompagnant la dépouille de son mari dans un camion mastodonte servant de corbillard, si

Mila Parély ne se présentait pas, au tournant, en espionne et femme fatale?

Sacha Guitry, auteur-acteur-metteur en scène qui adorait le théâtre et les acteurs, fit de *Il était neuf célibataires* une époustouflante comédie à sketches, où il tient la vedette avec Elvire Popesco. Passe, pour des scènes savoureuses truffées de rebondissements, presque tout le Gotha des seconds rôles : Max Dearly, Marguerite Moreno, Victor Boucher, Betty Stockfeld («l'Anglaise du cinéma français»), Sinoël, Gaston Dubosc, Marguerite Deval, André Lefaur, Marguerite Pierry, Pauline Carton, Aimos.

Saturnin Fabre, fidèle à sa réputation de toqué, y joue un aristocrate au cerveau filé, tombé à la cloche, Adhémar Colombrinet de la Jonquière, apparé, par les intrigues de Guitry, ici aventurier mondain, à Marguerite Pierry, patronne de bordel huppé qui a besoin de la

respectabilité d'un mariage blanc. Lors de la présentation, il lui demande sa photo en première communiale. Plus tard, parti de son hospice de vieux célibataires, Adhémar se présente chez Madame et, plus illuminé que jamais à la vue des filles qui se présentent au salon, croit avoir affaire à une famille nombreuse... Chez Guitry, les comédiens s'amuse entre eux. Et quels comédiens!

JACQUES SICLIER

\* Films présentés à Cannes : le *Camion blanc*, de Léo Joannon (1942) et le *Voyageur de la Toussaint*, de Louis Daquin (1942), avec Jules Berry ; *Messieurs les ronds-de-cuir*, d'Yves Mirande (1936), et *Il était neuf célibataires*, de Sacha Guitry (1939), avec Saturnin Fabre ; le *Voleur de femmes*, d'Abel Gance (1937), et *Marie-Martine*, d'Albert Valentin (1942), qui réunissent les deux acteurs.

ES-professionnels les appelaient «acteurs et actrices de complément». C'étaient les seconds rôles, en-dessous des figurants, en-dessous des vedettes. Vedettes, il arriva pourtant à certains, certaines, de le devenir aux yeux d'un public qui appréciait leurs emplois typiques, leurs voix, leurs visages, et aimait les voir et même les entendre s'entretenir, parfois, un personnage de premier plan.

Des débuts du parlant à la nouvelle vague, les seconds rôles ont magnifiquement servi au cinéma français qui faisait la part belle aux scénaristes-dialoguistes et aux acteurs. On écrivait alors de vrais textes pour les comédiens, et même les plus célèbres ne dédaignaient pas de tourner une seule scène. Les acteurs de complément ont créé des figures, des caractères qu'on n'oublie pas. Le Festival de Cannes rend hommage à deux d'entre eux, parmi les plus populaires : Jules Berry et Saturnin Fabre. Et, du même coup, à ceux et celles qui, dans les films choisis, partageaient avec eux l'interprétation (1).

C'est un hasard sans doute, mais Jules Berry et Saturnin Fabre naquirent tous deux en 1883, l'un à Poitiers, l'autre à Sens. Ils appartirent à cette génération saisi par le musio-hall, le café-concert et le théâtre (Saturnin Fabre joua même l'opérette) et qui en garda le culte du verbe et du geste, le goût de la composition. Ils traversèrent le cinéma muet sans trop y attacher d'importance. Le parlant les attira et ne les lâcha plus. Agés, chacun, de quarante-sept ans en 1930, ils n'ont, bien sûr, jamais fait partie des «jeunes premiers». Leurs emplois s'accordaient mieux à leur image d'hommes mûrs.

Cela n'empêcha pas Jules Berry de miser sur la séduction, à une époque où les spectateurs n'appréciaient pas vraiment les frileux trop gominés, ni chair ni poison, en un temps où Danielle Darrieux épousait Henri Decoin, et Annabella, Jean Murat (ils avaient une vingtaine d'années de plus qu'elle). Une brillante carrière dans le théâtre de boulevard avait déjà affiné, chez lui, un physique d'homme à femmes tiré à quatre épingles, à l'œil d'oiseau de proie, aux traits de noctambule, au sourire pervers et prometteur. Séducteur, il le fut, jusqu'en jouant, avec excès, les canailles. Ce n'est pas pour rien qu'Abel Gance, dans le *Voleur de femmes* (film rarissime tiré d'un roman de Pierre Frondatie), en fit Zadoc Tornier, louche aventurier de l'amour.

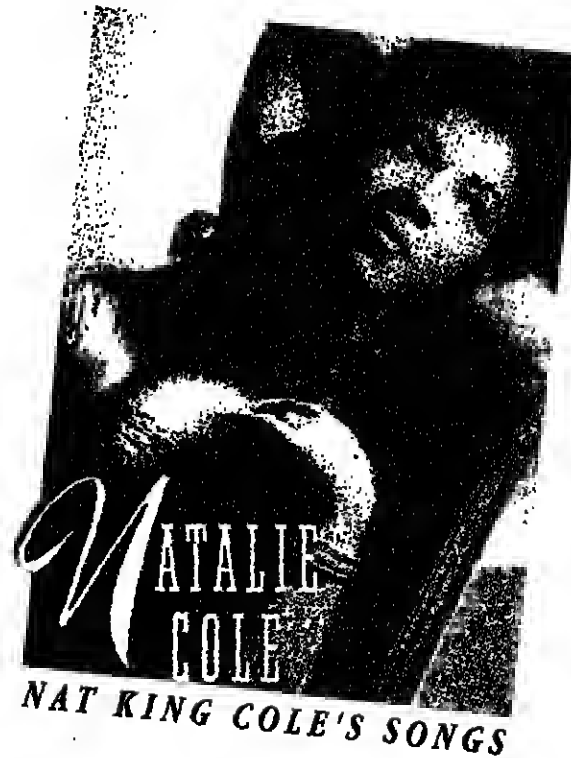
Saturnin Fabre, lui, était l'excentrique par excellence. Pas beau, affligé d'un grand nez, irrésistiblement comique, il cultivait la folie comme autrefois les bouffons de cour. D'une diction fausse, il fit un style, bouillant les mots ou les détachant avec la technique scolaire d'un élève du Conservatoire, vrillant les aigus jusqu'au dérapage avant de faire sonner sa voix cavernueuse. Il avait aussi d'étranges lueurs dans les yeux. S'il faisait beaucoup rire, il était capable de camper une friponille à donner la chair de poule.

Les tenues vestimentaires de Saturnin Fabre défiaient les modes et les époques (comme les corsets à busc, les dentelles et les robes descendant toujours aux chevilles de l'impayable Marguerite Deval, vieille dame poudrée et frisée en caniche). Fabre, cet humoriste délinant, a raconté sa vie, sa carrière théâtrale et cinématographique.

(1) Lire les deux ouvrages d'Olivier Barrot et Raymond Chirat : *Les Excentriques du cinéma français*, éd. Henri Veyrier, 1983 ; *Inoubliables*, éd. Calmann-Lévy, 1986.

(2) Publiée en 1948 aux éditions Fournier Valdes, *Douche écossaise* a été réédité à la fin des années 80 dans la collection Ramsay «Poche cinéma».

## Natalie Cole tel père, telle fille...



EN CONCERT À L'OLYMPIA  
LE 26 MAI À 20H30

NOUVEL ALBUM



wea  
MUSIC





LES CHANTS  
OUBLIÉS  
D'ELDORADO

CHRISTOPHE COLOMB et ses célébrations ne sont qu'un prétexte. Le continent qu'il s'agit cette fois d'explorer est un immense répertoire musical que l'on croyait définitivement oublié. Les Indiens Chiquitos et Mjos, éduqués par les jésuites comme on le voit dans le film *Mission*, conservent aujourd'hui pieusement la tradition et les partitions d'œuvres baroques dont la musicologie s'est emparée pour les ramener à la « civilisation ».

« La première fois, ça sonne horriblement faux, on n'y comprend rien. A la seconde écoute, on commence à discerner des mélodies, des rythmes. A la troisième, on reconnaît des aïeux, des tournures de la musique baroque européenne. » Alain Paquier l'a tellement raconté, son conte de fées, qu'il n'entrevoit même pas notre perplexité. Bon, semble nous dire son regard de baroqueux de la première heure, c'est incroyable, c'est miraculeux mon histoire, mais ce n'est pas la mer à boire. Juste une mine d'or découverte par quelques musicologues allumés, quelque part entre Brésil, Bolivie et Paraguay. Une musique composée il y a deux siècles et plus, qui ne se serait pas endormie au fond de la forêt amazonienne.

De quoi doit-on davantage s'étonner? Que ces musiques résonnent bientôt à nos oreilles telles qu'elles furent exécutées à la grande époque de la colonisation espagnole (il fallait bien que la curiosité musicologique atteigne le continent sud-américain, ne serait-ce que dans la foulée des commémorations du cinquième centenaire) ou que ces musiques soient suffisamment entrées dans les mœurs, dans le cœur des Indiens Mjos et Chiquitos pour qu'ils l'exécutent encore? Chaque année, pour la fête de saint Ignace de Loyola, ils sortent de la forêt avec la partition sous le bras, partition qu'ils ne savent plus lire mais qu'ils se sont transmise d'oreille en modifiant peu à peu le style vocal, le rythme, l'instrumentation. A tel point, comme le décrit Alain Paquier plus haut, qu'une oreille européenne doit s'y reprendre à trois fois pour y retrouver ses marques.

Les Indiens d'Amazonie avaient un tel culte pour ces musiques qu'ils en ont recopié les partitions de génération en génération en ignorant totalement leur signification. La chapelle de San Ignacio de Mojos, en Bolivie, possède toujours son « chœur céleste », formation d'instrumentistes et de chanteurs indiens, qui se produisent tous les dimanches et les jours de fête. L'église possède aussi ses archives musicales où ont été retrouvées quelques-unes des œuvres qui vont revivre aujourd'hui. Sans ces anonymes copistes, incapables de reconnaître un sol d'un do, l'opération Chemins du baroque vers un continent musical à peu près ignoré serait toujours en friche. L'itinéraire ira de Sarrebourg à Versailles, de Séville à Mexico. L'Association française d'action artistique, principal mécène, en fait l'équivalent, pour la musique savante, de l'opération Cargo 92.

Pourquoi tant de ferveur, tant d'abnégation pour un patrimoine d'origine européenne chez des populations

L'année des célébrations du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique latine est l'occasion de révéler au grand public le fruit des recherches menées depuis plusieurs années sur la redécouverte d'un patrimoine musical méconnu et impressionnant : ces œuvres sacrées que jouaient au dix-huitième siècle Indiens et Européens dans les grands centres de la colonisation. Une série de manifestations exceptionnelles (concerts et exposition) est organisée à Sarrebourg, à Versailles et à Paris par le Centre de musique baroque de Versailles, l'éditeur discographique K617, la fondation Paribas et l'Association française d'action artistique.



Les jésuites évangélisaient les Indiens d'Amazonie en leur enseignant la musique, comme on le voit dans *Mission*, le film de Roland Joffé avec Jeremy Irons.

indiennes dont certaines, comme celle des Guarani, ont été à peu près exterminées au dix-neuvième siècle, qui ne reconnaissent pas l'existence des frontières boliviennes, argentines ou paraguayennes après des guerres d'indépendance dont ils ne conçoivent même pas le sens, qui ne répondent aux tentatives d'intégration qu'en reculant toujours un peu plus dans la forêt?

Rappelons-nous *Mission*, le film de Roland Joffé. On y voit Jeremy Irons, père jésuite, apprivoiser au son de sa flûte d'intrépables Indiens. Après le massacre de la tribu par les colons espagnols et portugais, on voit un jeune autochtone agripper un violon (baroque?) et l'emmener dans sa pirogue. La mémoire de ces jésuites mélomanes qui défendirent les Indiens contre l'esclavage et leur apprirent à chanter les vêpres se célèbre dans le film au son de musiques savantes qui pourraient bien avoir été inspirées à Ennio Morricone par quelque partition entendue à San Ignacio de Mojos.

Les villages indiens fondés par les jésuites s'appellent des « réductions ». Dix villages de Chiquitos furent construits, à partir de 1691, dans l'Ouest de la Bolivie, près de la frontière brésilienne. La douzaine de réductions mjos entreprises après 1675 en Bolivie amazonienne donnèrent lieu à des travaux d'irrigation et d'aménagement du sol aussi monumentaux que ceux des Incas.

Le but des jésuites était d'évangéliser en gagnant la confiance et la sensibilité de ces populations. Ils apprirent donc leurs dialectes pour mieux communiquer avec elles. Ils leur apportèrent en échange leurs musiques religieuses; non pas des polyphonies monumentales en latin destinées à jeter de la poudre aux yeux des mécréants dans les agglomérations urbaines; ni même les villancicos, ces « chants de vilains » chantés en espagnol sur des sujets plus quotidiens dans tout le territoire de la colonisation.

La musique des missions avait deux versants : l'un pragmatique, l'autre humaniste. Ce furent, d'une part, de petits cantiques, simples chansons chantées sans dis-

deux musicologues d'Amérique latine impliqués dans sa résurrection. La rhétorique musicale baroque qui caractérisait ses œuvres européennes y est considérablement simplifiée : sa compréhension n'est pas liée à la connaissance d'un code complexe. L'expression est simple et directe. Les tensions musicales réduites au minimum, les contrastes dramatiques quasiment absents (...). En Amérique, Zipoli eut peu souvent recours à l'écriture polyphonique, il limita le contrepoint au minimum indispensable, réduisant la longueur et la difficulté des parties solistes. Il attribua aux instruments le rôle de doubler les voix et limita leur indépendance.

« Ses formes musicales préférées sont récitatives et rhapsodiques. Il s'agit de véritables mosaïques de petits fragments à peine différents les uns des autres, qui comportent des solos, des duos, des chœurs et des ritournelles. Cette musique ne donne jamais l'impression d'une direction dominante ou de point culminant : on croit se trouver devant une musique du dix-septième siècle vue par un compositeur du siècle suivant. » Zipoli : le premier des post-modernes?

Chaque village guarani, mjo ou chiquito possédait, disions-nous, son chœur et son ensemble instrumental. Les œuvres de Zipoli et de ses émules avaient beau relever d'une rhétorique simplifiée, elles bénéficièrent d'exécutions de haut niveau. « Ils jouent tous les types d'instrument dont on se sert ici en Europe », témoignait un père jésuite à l'époque. Plus d'un siècle plus tard, l'explorateur Alcides d'Orbigny s'exclama : « J'écouterai cette musique avec ravissement car jamais, dans toute l'Amérique, je n'en avais entendue de plus belle. »

Et ce baroque à l'indienne a continué à vivre après l'expulsion des jésuites. Et toute modification fut considérée comme sacrilège, comme restait sacré le souvenir des bons pères de la colonisation. Et le temps fit le reste : les voix devinrent plus rauques, plus « américaines ». On ne sut plus s'accorder. Les instruments baroques furent remplacés par des tambours et par des bajones, ces orgues à bouche rigissantes, sortes de flûtes

## Mexico-Versailles

UNE action de protection du patrimoine musical est née au Mexique dans le prolongement d'une mission exploratoire effectuée en 1989, dans ce pays, par Jean-Claude Malgoire. C'est l'origine de l'opération « Mexico-Versailles » qui implique prioritairement le Centre de musique baroque de Versailles dirigé par Vincent Berthier de Lioncourt et Philippe Beussant.

Le Catalan Josep Cabré - chanteur chez Pèrès et Savall - a été chargé de constituer au Mexique un ensemble vocal prometteur au plus riche avenir musicologique : il devrait perdurer au-delà de 1992. Dans le cadre de l'opération « Chemins du baroque », cette formation exécutera un grand office marial mêlant au répertoire composé au Mexique par les colons espagnols du XVII<sup>e</sup> siècle des pièces écrites antérieurement en Espagne. Toujours dans le contexte « Mexico-Versailles », et en souvenir des ambassadeurs du Nouveau Monde reçus avec leurs musiciens par le Roi-Soleil, Jean-Claude Malgoire dirigera une sélection de psaumes, hymnes et antienne extraits des Vêpres en usage en France et à Mexico dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. On y retrouvera, aux côtés de la maîtrise de Versailles, dirigée par Olivier Schneebeli, l'ensemble vocal mexicain de Josep Cabré.

La trace des musiques baroques exécutées dans les missions jésuites sera poursuivie d'autre part dans un programme intitulé, « De l'Altiplano à l'Amazonie ». Y seront associées des pages religieuses de Jean de Araújo, de Torron y Velasco (maîtres de chapelle au Pérou et en Bolivie) à des œuvres de Domenico Zipoli, favori des « réductions » américaines. Musicologue et

flûtiste à bec, spécialiste des techniques instrumentales de la Renaissance, passé de la Missa criolla (tuba discographique qui aura les faveurs de l'Olympia dans les années 60) aux recherches musicologiques les plus pointues poursuivies à la Schola Cantorum Basiliensis (il y croise Jordi Savall dans les années 70), Gabriel Garrido dirigera, dans un programme en grande partie inédit, son ensemble expérimental Elyma ainsi que le Chœur d'enfants de Cordoba.

Point de départ des festivités : du 15 au 17 mai, au cours du cinquième Festival international de Sarrebourg, sous-titré cette année le Retour des caravelles. Cette manifestation a été créée par Alain Paquier qui fut le fondateur du Festival de Saintes. L'ensemble des concerts sera publié, en quatre disques compacts, entre le 15 septembre et le 15 novembre, dans la collection AFAA sur Mesure/K617 cofinancée par la société d'Alain Paquier et l'Association française d'action artistique.

Grâce au mécénat de l'Union latine, de la ville de Sarrebourg, de l'UNESCO et, surtout, de la Fondation Paribas qui s'est associée de bout en bout à l'opération, une exposition de photos intitulée « Les vestiges du rêve » sera présentée en avant-première, le 15 mai, à la Chapelle des Cordeliers de Sarrebourg, puis du 17 au 27 mai à la Bibliothèque nationale (Galerie Colbert) à Paris.

➔ Renseignements, envoi des programmes détaillés, tél. : 39-49-46-24. Réservations, Télél. : 301, rue Saint-Martin, 75003 Paris, tél. : 42-72-77-72, Minitel 3615 code CMBV.

tion par les Indiens et les hommes d'église, enseignées par mémorisation. Ce fut, à l'autre extrême, le miel de la culture musicale européenne, ces grandes messes baroques dans la pompe et la complexité voulaient symboliquement approcher la grandeur divine. Jusqu'au premier tiers du dix-huitième siècle, période où ils furent définitivement rejetés du Paraguay, les jésuites s'employèrent à assumer leur mission civilisatrice par la musique, alors même que leurs fidèles - leurs interprètes! - étaient les plus fermés, on s'en doute, à la rhétorique baroque.

C'est là qu'intervient Domenico Zipoli, star et mystère de ces Chemins du baroque sur leur versant amazonien. Espagnol? Que non! Il était italien, né à Prato en Toscane, élève de Pasquini et peut-être de Scarlatti, organiste à Rome dans une première période de sa vie dont il ne reste que quelques pièces vocales et instrumentales. Pourquoi se rendit-il à Séville en 1716? On le retrouve à Buenos Aires en 1717, membre de la Compagnie de Jésus, occasionnellement maître de chapelle et compositeur. Il mourut en 1726 dans la plus grande humilité. Il n'avait jamais mis les pieds dans les missions amazoniennes.

Ce sont pourtant ses partitions que les jésuites en mission chez les Chiquitos et les Guarani se firent envoyer et s'employèrent à faire écouter. Car ces religieux ne s'étaient pas contentés d'enseigner le solfège et le chant aux Indiens. Ils avaient formé des copistes, construits des ateliers de lutherie, et fait venir régulièrement d'Europe harpes et orgues dont subsistent toujours aujourd'hui de poussiéreux vestiges à Santa Clara et à Merced.

« Dans ses compositions américaines, Zipoli avait adopté un style nouveau, écrit Bernardo Illari, l'un des

de Pan gigantesques dont le plus long tuyau atteint un bon mètre vingt.

Deux bajones en parfait état sont arrivés par avion il y a un mois à Paris. Les Indiens n'en construisent plus qu'un tous les dix ans. Le bois dans lequel ils les fabriquent est introuvable en Europe : impossible de les reconstituer. Et pourtant Alain Paquier, Bernardo Illari et Gabriel Garrido (musicologue argentin fixé en Suisse, troisième larron de l'opération) refusaient d'entendre Zipoli sans le son cavernes de ces grandes orgues bucales.

« J'ai fait du troc comme Christophe Colomb, raconte Garrido. J'ai demandé aux Indiens ce dont ils avaient besoin. Ils m'ont réclamé une clarinette contre deux bajones. Voilà dix ans, encore, on dénombrait dix bajones à Trinidad. Maintenant, les Indiens ont reculé dans la forêt, ils n'ont plus les instruments pour perpétuer leurs traditions. Plus d'orgues, plus de harpes : la dernière harpe des Chiquitos, on la porte dans les processions, à côté de la bannière jésuite. La chapelle de Sucre, cette grande ville de Bolivie, comportait quatre-vingt musiciens au dix-huitième siècle. Un seul Indien la représente aujourd'hui, il accompagne le culte en jouant à deux doigts sur un synthétiseur japonais pour enfants. Tout à côté, il y a un orgue baroque magnifique, muet depuis un siècle.

« On parle de reconquête d'un continent musical oublié. Quelle signification cela peut-il avoir pour des Indiens? Je leur ai dit que j'allais faire entendre leur musique au monde entier. « A quel monde? », m'ont-ils demandé. A leurs yeux, c'est de la science-fiction. Le monde s'arrête à eux. »

ANNE REY



# LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

## CINEMA

### Tous les films nouveaux

#### Confessions d'un barjo

de Jérôme Bohin, avec Richard Bohringer, Anne Brochet, Hippolyte Girardot, Constance de Havilland, Renaud Danner. Français (1 h 25). Les tribulations loufoques d'un frère et d'une sœur qui entretiennent un rapport original avec le monde. Tandis que le frère procède à des expériences farfelues et attend la fin du monde, la sœur met à mal le mode de vie du macho lambda qu'elle a épousé.

Forum Horizon, handicapés, 1- (40-58-57-57) ; Rex, 2- (42-38-83-83) ; UGC Montparnasse, 3- (45-74-84-84) ; UGC Odéon, 4- (42-25-10-30) ; Pathe Marignan-Crocrotte, 5- (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 6- (45-82-20-40) ; Pathe Française, 7- (47-70-33-88) ; Rialto République, 11- (48-06-51-33) ; Les Nattes, 12- (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; UGC Belleville, handicapés, 13- (45-51-94-95) ; Miraval, handicapés, 14- (45-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (46-74-83-40) ; U. G. C. Maillot, handicapés, 17- (40-86-00-10) ; Pathe Wopler, 18- (45-22-47-94).

#### Opening Night

de John Cassavetes, avec Gene Hackman, John Cassavetes, Ben Gazzara, Joan Blondell, Paul Stewart, Zolna Lammert. Américain (2 h 24). (Lire la critique de Jacques Siclier page 30.)

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, 1- (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33) ; Le Saint-Germain-des-Près, 3- (42-22-87-22) ; Pathe Hautes-Seines, 4- (48-33-73-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 5- (43-59-04-67) ; Les Trois Brelas, 6- (45-51-10-00) ; Max Linder Panorama, 7- (48-24-85-88) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11- (43-67-30-81) ; Eclair, 13- (47-07-23-04) ; Gaumont Parnasse, handicapés, 14- (43-35-30-40).

#### Retour à Howards End

de James Ivory, avec Anthony Hopkins, Vanessa Redgrave, Helena Bonham Carter, Emma Thompson, James Wilby. Britannique (2 h 22).

A nouveau d'après un roman de E. Forster, Ivory destine avec délicatesse le sombre portrait de l'Angleterre victorienne. (Lire page 31 l'entretien de Danille Heymann avec le réalisateur et le producteur.)

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33) ; Pathe Hautes-Seines, 3- (48-33-73-38) ; Gaumont Ambassade, handicapés, 4- (43-59-10-08) ; Pathe Champs-Élysées, 5- (47-20-76-23) ; La Bastille, handicapés, 6- (43-07-49-80) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14- (38-05-75-14) ; Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-78-79-79) ; Kinopanorama, handicapés, 15- (43-01-58) ; Pathe Wopler, 18- (45-22-47-94).

#### Le Retour de Casanova

d'Edouard Niermann, avec Alain Delon, Fabrice Lucchini, Euzébio, Wladimir Stankovic, Dalia Boccardo, Gilles Arhons. Français (1 h 38).

L'ultime entreprise de séduction de Casanova vieillissant, qui plutôt que de renouer avec une ancienne conquête tente de conquérir une jeunesse, avec l'aide de son fidèle valet.



Tim Robbins dans « The Player », de Robert Altman.

60-33) ; Rex, handicapés, 2- (42-38-83-83) ; 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) ; Pathe Hautes-Seines, handicapés, 6- (43-59-10-08) ; Gaumont Ambassade, 6- (43-59-10-08) ; Saint-Lezard-Pasquier, handicapés, 6- (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 6- (45-82-20-40) ; Les Nattes, 12- (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58) ; Fauvette bis, 13- (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14- (38-05-75-14) ; Miraval, 14- (43-20-12-06) ; Pathe Montparnasse, 14- (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-78-79-79) ; Gaumont Convention, 15- (45-22-47-94) ; UGC Maillot, 17- (40-86-00-10) ; Pathe Wopler, 18- (45-22-47-94).

#### The Player

de Robert Altman, avec Tim Robbins, Greta Scacchi, Fred Ward, Peter Gallagher, Whoopi Goldberg, Brian James. Américain (1 h 58).

De retour à Hollywood après s'en être exilé, Robert Altman brosse un portrait féroce du monde des studios à travers cette histoire d'un producteur arriviste qui joue un scénario et s'écroule à com-

peigne. Dans son propre rôle, le grain du cinéma américain fait de réjouissantes apparitions.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1- (45-08-57-57) ; UGC Rivecourt, 1- (45-74-84-84) ; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, handicapés, 6- (45-82-20-40).

#### De jour comme de nuit

de Renaud Victor, Français (1 h 49).

Deux ans de tournage à la prison des Baumettes à Marseille ont permis à Renaud Victor de cerner au plus juste le quotidien de la vie carcérale, en une série de rencontres singulières, parfois terribles, toujours étonnantes.

Utopia, 5- (43-28-84-85).

#### Kafka

de Steven Soderbergh, avec Jeremy Irons, Theresa Russell, Joel Grey, Ian Holm, Jeroen Krabbé, Armin Mueller-Stahl. Américain (1 h 40).

Les aventures d'un double imaginaire de Franz Kafka, pris dans les intrigues fantastiques des romans, revues par la mémoire du cinéma expressionniste.

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) ; Elysées Lincoln, 8- (43-59-36-14) ; Sept Parnasses, 14- (43-20-32-20).

#### Latino Bar

de Paul Leduc, avec Dolores Pedro, Roberto Sosa, Antonieta Colon, Nirma Prieto, Cecilia Beltrán, Milagros Carlos. Hispano-mexicain (1 h 20).

Sans paroles mais en couleurs et en musiques, en beauté et en douleur, les amours impossibles de la pure malice et du voyou blanc se transforment en un superbe mythe mexicain.

VO : Latino, 4- (42-78-47-88) ; L'Espresso, 14- (46-43-41-53).

#### Sam suffit

de Virginia Thelvenat, avec Aure Atika, Philip Bardet, Jean-François Balmer, Claude Chabrol, Rossy de Palma, Maria Martin. Français (1 h 30).

Filmé avec tendresse et humour, l'histoire d'une jeune marginale qui décide un jour de devenir « comme tout le monde ».

Pathe Impérial, 2- (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3- (42-71-52-38) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11- (43-67-30-81) ; Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40).

#### Trust me

de Hal Hartley, avec Adrienne Shelly, Martin Donovan, Merritt Nelson, John MacKey, Eddie Falco, Gary Sauer. Américain (1 h 40).

La guerre radicale menée par deux jeunes Américains contre le conformisme et la violence environnante fait un film tonique et réjouissant, qui révèle un cinéaste dont on attend la nouvelle œuvre sur la Croisette.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6- (43-28-88-00).

#### La Vie de bohème

d'Alfred Hitchcock, avec Matt Pelton, Evelyn Dill, André Wilms, Karl Vennemann, Christine Murillo, Jean-Pierre Laroche. Franco-mexicain (1 h 40).

Fidèle mais « décalé », le regard de l'ironique et sentimental Alki Kaurismäki sur le roman de Murger lui rend justice en le transposant dans un aujourd'hui parisiens par le Paris de l'immédiat après-guerre. Et tous ses interprètes sont formidables.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3- (42-71-52-38) ; Rialto Médias Logos salle Louis-Jouvet, 5- (43-64-42-34).

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Prodan.

## Les entrées à Paris

Cannes 92, Basic Instinct, première réussite malgré les mises en garde répétées de la critique : 45 000 entrées le premier jour, vendredi dernier, 170 000 entrées sur une première semaine d'exploitation tronquée de deux jours. Michael Douglas et Sharon Stone assurent au film de Paul Verhoeven un avenir radieux, dopant un box-office qui reste pourtant nettement en deçà des performances de la saison passée et de la semaine précédente.

Il faut dire que seuls deux autres films avaient tenté l'aventure commerciale cette semaine : Sans un cri, de Jeanne Labrune, ne devrait pas survivre (moins de 3 000 entrées en une semaine) dans un petit réseau déserté de cinq salles. Et Robert's Movie a réuni à peine 700 spectateurs aux 3 Luxembourg. Malgré, malgré. La reprise de Dances avec les loups, dans sa version intégrale présentée au Rix, fait beaucoup mieux : plus de 7 000 entrées sur un écran !

Avec presque 70 000 entrées en quatrième semaine, Indochine continue une carrière brillante qui la hisse à plus de 400 000 entrées, tandis que Hook s'essouffle avec ses 40 000 entrées en cinquième semaine, tout comme la Famille Addams qui ne passe pas cette barre en quatrième semaine d'exploitation. Après l'amour sa rapproche du séculier terminal - des 20 000 entrées tout comme Sang chaud pour le meurtre de sang-froid.

Michel Deville et Toutes peines confondues n'ont pas réussi leur pari : le film ne rassemble plus que 13 000 spectateurs en cinquième semaine. Malgré, malgré. Le réseau des exploitants attend les grandes machines cannoises, si possible surdoulées de récompenses, pour croire en son étoile : le Retour de Casanova, The Player et Retour à Howards End, qui sortent aujourd'hui, pourraient être les reconstituants tant espérés.

saison musicale

brochure disponible  
**42 60 94 27**

**EK** ÉDITIONS KAILASH

1992 1991

Château de Versailles

**IRCAM**

### Bibliographie

## Le cinéma à découvrir

A collection « Découvertes » de Gallimard, déjà forte de plus de cent trente titres, s'enrichit de trois ouvrages consacrés au cinéma. Ils inaugurent la mise en place de trois séries cinématographiques, consacrées aux genres cinématographiques, aux techniques du cinéma et à diverses monographies. Chaque volume a droit à la présentation recherchée de la collection : impression de haute qualité, mise en pages complexe, petit format, recours constant à l'image.

Les trois premiers numéros relient de la série « genres du cinéma » : Hollywood, l'usine à rêves ; le Crime à l'écran, et l'Histoire au cinéma. Chacun vise à l'exhaustivité, au risque de se transformer en répertoire. Si les deux premiers ont évité le dérapage, le troisième s'apparente davantage à une liste soigneusement établie qu'à un véritable panorama commenté des films historiques. Bien que l'ouvrage « Témoignages et documents », composée d'extraits d'ouvrages déjà parus, soit riche en anecdotes réjouissantes, l'ouvrage souffre d'une approche trop pédagogique, à la limite du « Que sais-je ? » illustré. Et le gigantisme de Cecil B. De Mille, la géométrie dans l'espace d'Alexandre Nevski, le souffle épique de Kurosawa s'accommodent assez mal du format réduit de la collection.

Paradoxalement, cet obstacle ne handicape nullement Hollywood, l'usine à rêves. Prenant appui sur un déroulement chronologique classique, Christian-Marc Bosseno et Jacques Gerstenkorn font revivre Hollywood dans ce qu'il avait de plus grand, mais aussi de plus vil. De la prospérité à la chute aux sorcières, de l'hégémonie des majors au rachat des studios par les Japonais, les multiples recoins de ce gigantesque panier de crabes sont explorés avec

minutie et humour. Les dictats de la censure, les coups de gueule des acteurs, la tyrannie des metteurs en scène, tout est là. Un numéro consacré exclusivement à la mise en production de Hollywood viendra bientôt inaugurer la catégorie « techniques du cinéma », un autre traitant des effets spéciaux et du son est en préparation.

Troisième rejeton de cette nouvelle série, le Crime à l'écran remplit parfaitement son contrat. L'utilisation de l'image est remarquable, particulièrement la « séquence introductive ». Au-delà de l'étude d'un genre, c'est une lecture de la société américaine qu'offre Michel Ciment. Le film criminel aux États-Unis revêt les formes les plus diverses : d'abord court (quinze minutes) et « réaliste », il prend de l'ampleur avec l'avènement du cinéma parlant pour atteindre son apogée dans les années 30. L'analyse des codes, de l'esthétique et de la manière dont la violence devient de plus en plus explicite, montre combien le genre « colle » à son époque.

La section « Témoignages et documents » propose parmi d'autres joyaux un extrait de la correspondance entre John Huston et le responsable de la production de la Warner Hal Wallis pendant le tournage du Faucon maltais. Et Arthur Penn présente une intéressante « Défense et illustration » de la violence à l'écran, à propos de Bonnie and Clyde.

#### OLIVIER BOASSON

\* L'Histoire au cinéma, le passé retrouvé de Jean-Loup Burget, « Découvertes », Gallimard n° 141, 176 pages, 75 francs.

\* Le Crime à l'écran, une histoire de l'Amérique, de Michel Ciment, « Découvertes », Gallimard n° 139, 192 pages, 80 francs.

\* Hollywood, l'usine à rêves, de Christian-Marc Bosseno et Jacques Gerstenkorn, « Découvertes », Gallimard n° 140, 176 pages, 75 francs.

## AUTANT EN EMPORTE INDOCHINE

«Le souffle et la puissance dramatique du plus somptueux cinéma hollywoodien. INDOCHINE est l'exemple rare de la rencontre de la vie et de l'Histoire à l'écran.»

Didier Roth-Bettioni - La Revue du Cinéma

«INDOCHINE» nous emmène pour rêver du côté de «Madame Butterfly» et d'«Autant en emporte le vent.»

Daniel Toscan du Plantier - Le Figaro Magazine

«Une invitation au rêve, romanesque et lyrique. Et Deneuve magique.»

Jean-Pierre Lavoignat - Studio Magazine

«Deneuve est éblouissante et la magie de l'Indochine emporte le spectateur pour 3 heures de rêve.»

François Forestier - Première

«Ne boudons pas notre plaisir et encore moins celui du vaste public.»

Claude-Jean Philippe

«Un grand film romanesque, avec Catherine Deneuve, superbe !»

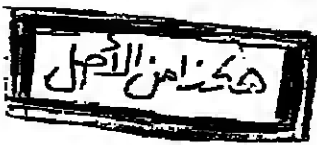
Bernard Génin - Télérama Junior

«INDOCHINE» est un coup de foudre, un coup de cœur. Une grande saga romanesque avec Catherine Deneuve, splendide, qui a l'aura des stars mythiques des années 30.»

Jacques Siclier - Le Monde







## LA SÉLECTION

## THEATRE

## Spectacles nouveaux

## En attendant Godot

de Samuel Beckett, mise en scène de Bruno Billaudot, avec Thérèse Foa, Brigitte Merlon, Natacha Perchard et Nouchette. Les « clochards » métaphysiques de Beckett, leur univers masculin et stérile représenté par des comédiens.

Cartoucherie Atelier du Chaudron, route du Champ-de-Manœuvre, 12. A partir du 13 mai. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-28-97-04. 80 F et 100 F.

## Les Euménides

d'Eschyle, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, avec Simon Abkarian, Silvia Belli, Duilio Belli, Georges Bigot, Juliana Carneiro da Cunha, Christian Dupont, Maurice Durozier, Pascal Durozier, Brontis Jodorowsky, Eric Leconte, Jean-Louis Lorente, Nirupama Nityanandan, Serge Poncet, Aïla Raïa, Mahmoud Said, Catherine Schaub et Zinedine Soualem.

Ariane Mnouchkine fait découvrir la quatrième partie des *Aïdes*, où l'on voit qu'à la vengeance succède la justice. En alternance avec *Agamemnon* et les *Choéphores*.

Cartoucherie Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12. A partir du 16 mai. Le dimanche à 13 heures. Tél. : 43-74-24-08. 110 F et 135 F.

## Exercices de style

de Raymond Queneau, mise en scène d'Alain Dahan, avec Christine Jannet et Valérie Malher.

Toutes les façons de raconter un voyage en autobus. Queneau s'était amusé, on continue après lui.

Ranelagh, 5, rue des Vignes, 16. A partir du 14 mai. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 42-88-44-44. De 90 F à 160 F.

## L'Heure du thé chez les Pendlebury

d'Alain Didier-Weill, mise en scène de Pierre Chabert, avec Éléonore Hirt, Camille Fugère, Michel Berto, Philippe Mercier et Alain Rimon.

On prend le thé, puisqu'on est chez des Anglais, aristocrates, de surcroît. Bien élevés, donc. Et légatimes. Mais sont-ils

capables d'affronter un fantôme.

Théâtre Silvia-Monfort, 106, rue Brancion, 15. A partir du 19 mai. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 45-31-10-86. De 26 F à 120 F.

## Kvetch

de Steven Berkoff, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Juliette Brac, Christiane Cohendy, Jean-Claude Jey, Jean-Luc Morsau et Hugues Quester.

Le « kvetch » est un démon : il sape la confiance par les mensonges. Berkoff est un auteur anglais et démoniaque, dont Jorge Lavelli reprend également dans la grande salle - un succès. *Greek*, histoire d'un type du sous-prolétariat londonien.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maïte-Brun, 20. A partir du 15 mai. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-68-43-60. De 50 F à 140 F.

## La Seconde Surprise de l'amour

de Molière, mise en scène de Gilles Bouillon, avec Véronique Müller, Pascale Stancou, Philippe Carbonneaux, Pierre-Alexis Chapuis, Gérard Chérel et Gérard Hardy. Les méandres du cœur et du désir, par le plus torseux, le plus tordu des sceptiques.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12. A partir du 19 mai. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-36-38. Durée : 1 h 45. De 50 F à 110 F.

## Paris

## Avatar

d'après Théophile Gautier, mise en scène de Thierry Aden, avec Christian Brendel, Ariane Pazzuoli, Yuni Fujimori, Emmanuel Nafat, Pierre Pélot, Alain Rols et Michel Trillot. Une pièce de psychanalyse à l'ancienne, avec Freud, d'après une nouvelle de Théophile Gautier qui raconte la dépression nerveuse d'un amant malheureux et touche au fantastique le plus loufoque.

Atalante, 10, place Charles-Dullin (propre à gauche), 19. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 46-06-11-90. 85 F et 110 F.

## Conversation chez les Stein sur M. de Goethe absent

de Peter Hacks, mise en scène de Jean-Louis Martinelli, avec Christine Gagnieu. Une comédie exceptionnelle pour un portrait de femme qui se débat avec ses frustrations.

Théâtre de l'Est parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 18 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-68-80-80. Durée : 1 h 30. 80 F et 130 F.

## Fatma

de Mohamed Benjettat, mise en scène de Ziani Cherif Ayad, avec Sonia. Second volet des portraits de la femme algérienne - crée l'an dernier aux Amériques de Nanterre. Fatma n'a pas de mari, elle n'a pas d'identité.

Maison des cultures du monde, 101, bd Raspail, 6. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 45-44-72-30. 80 F et 100 F.

## Gladys

de Christian Pereira, mise en scène de Jean-Michel Dupuis, avec Michèle Meroni. Michèle Meroni est trop rare sur scène. Elle a trouvé un cadre qui lui convient.

La Vieille-Grille, 1, rue du Palais-de-l'Émirat, 6. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-07-22-11. 70 F et 100 F.

## Mars

de Fritz Zorn, mise en scène de Charles Poyart, avec Jean-Quentin Chastelain. Les imprécations d'un homme qui se réveille contre sa famille, contre son milieu, contre l'église.

Centre culturel suisse, 38 rue des Francs-Bourgeois, 3. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-71-38-38. Durée : 1 h 30. 50 F.

## N'écoutez pas, mesdames

de Sacha Guitry, mise en scène de Charles Poyart, avec Dominique Patruel, Micheline Dax, Bernard Lavellette. Un hommage sans flagornerie et cependant respectueux à Molière.

Madeline, 19, rue de Surène, 6. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 42-55-07-05. Durée : 2 heures. De 80 F à 240 F.

## On s'aimait trop pour se voir tous les jours

de Guy Allichère, mise en scène d'Eric Lacaze, avec Jean Boissary, Marielle Colvez, Marlene Cerdas et Didier Cousin. Comment faire pour vivre ensemble quand on ne parvient pas à se parler ? Comment se conduire en personne civilisée quand on a peur des autres, mais qu'on n'a peur de rien ?

Théâtre 71, place du 11-Novembre, 32000 Nanterre. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 46-55-43-45.

## Le Petit Bois

d'Eugène Ionesco, mise en scène d'Eric Elomaa, avec Patrick Fimou. C'est au dernier Festival d'Avignon, voilà le récit d'un homme qui a peut-être commis un meurtre. Un homme qui se voudrait coupable.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-14-70-00. De 25 F à 125 F.

## Les Pieds dans l'eau

de Jérôme Deschamps, mise en scène d'Agathe Alen, avec Jacques Brucher, Christophe Descaux et Dimitri Radtschewski. Deux courtiers de Labiche n'en font plus qu'une seule. Ce qui ne simplifie pas la tâche absurde du vaudevilliste, ni sa folie impénétrable.

Comédie de Béthune, bd. Salengro, 59000 Béthune. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 21-58-58-58. De 45 F à 85 F.

## Le roi s'amuse

de Victor Hugo, mise en scène de Jean-Luc Bourré, avec Alain Fréon et Dominique Rozan. Les dernières représentations de la saison pour cette fantaisie gaie et grandiose du grand Hugo, montée avec panache, jouée avec un grand plaisir communitaire.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Les mercredi et dimanche à 20 h 30, le samedi à 15 heures. Tél. : 42-02-02-68. 90 F et 120 F.

## Le Silence de Molière

de Giovanni Macchia, mise en scène de Jacques Huet, avec Dominique Valadé et Guillaume Lévesque. Dominique Valadé, fille de Molière par la grâce d'un Italien amoureux de culture française, joue les prolongations, jusqu'au 31 mai.

Paris-Ville, 211, av. Jean-Jaurès, 19. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-02-02-68. 90 F et 120 F.

## Titre provisoire

de Jean Bole, mise en scène de l'auteur, avec Dominique Constantin, Marie Margery et Jean Bole. La subtilité écrite de Jean Bole, son humour et sa tendresse. Le titre n'est pas définitif, mais la pièce est formidablement drôle et émouvante.

Séance de Paris, 6, rue Pierre-au-Lard.

PETER GOSS DANCE COMPANY

'The Other Side' - création  
Théâtre Paul Eluard  
15,16 MAI à 20h30 / 17 MAI à 15h  
Cholsy-le-Rol (RER C)  
40 90 89 748 90 63 43  
Conservatoire de Paris  
21,22,23 MAI à 20h30  
M° Porte de Pantin  
45 23 40 35/RNAC/VIRGIN



« La Princesse de Milan », chorégraphie de Karine Saporta au Théâtre de la Ville.

4. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-78-46-42. 80 F et 120 F.

## La vie est un songe

de Don Pedro Calderón de la Barca, mise en scène de José Luis Gomez, avec Bernard Frey, Thierry Hancisse, Laurence Maillat, Marie de Medeiros, Laurence Rousseau, Rufus et Frédéric Van den Driessche.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32. De 50 F à 150 F.

## Régions

## Béthune

Deux Labiche dans une armoire

d'après Eugène Labiche, mise en scène d'Agathe Alen, avec Jacques Brucher, Christophe Descaux et Dimitri Radtschewski. Deux courtiers de Labiche n'en font plus qu'une seule. Ce qui ne simplifie pas la tâche absurde du vaudevilliste, ni sa folie impénétrable.

Comédie de Béthune, bd. Salengro, 59000 Béthune. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 21-58-58-58. De 45 F à 85 F.

## Lille

Andromaque

de Jean Racine, mise en scène de Daniel Mesguich, avec Emile Abouacel-M'ba, Jean-Danien Barthe, Odile Cohen, Claire Hammond, Alison Hornus, Georges M'Boissi, Lucie Mouchel et Laurent Nattali.

Entre deux Shakespeare et un Victor Hugo, Daniel Mesguich revient à Racine, aux alexandrins.

La Métropole, 4, place du Général-de-Gaulle, 59000 Lille. Du mardi au dimanche à 18 h 30. Tél. : 20-40-10-20. 85 F et 110 F.

## Marseille

Filumena Marturano

d'Eduardo de Filippo, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Françoise Fabian, Marcel Maréchal, Dora Doll, Angelo Serdi, Marienne Groves, Mima Prasolova, Fabrice Pruvost, Michel Demitru, Mathias Maréchal, Mousse Maestri, Dominique Buzet et Edmonde Fanchi.

On commence seulement en France à connaître un peu Eduardo de Filippo, acteur de légende, auteur d'un théâtre sarcastique. Marcel Maréchal a été séduit.

La Crée, 30, quai de Rive-Neuve, 13000 Marseille. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 91-54-70-54. 80 F et 125 F.

## Rennes

## Le Désir sous les Ormes

d'Eugène O'Neill, mise en scène de Mathias Langhoff, avec Evelyn Didi, Jean-Marc Stahle, Emilien Yessier, Gilles Pivet, Olivier Martinez et le voix d'Alain Cuny. Dans un coin perdu de la Nouvelle-Angleterre, sur une terre aride, un drame se joue entre un père, sa femme, son fils. Un drame que la cruauté et l'ironie de la mise en scène et de l'interprétation élèvent jusqu'à mystère de la nature humaine.

Théâtre national de Bretagne, 1, rue Saint-Hélène, jusqu'au 17 mai et du 1<sup>er</sup> au 4 juin. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi, samedi à 20 h 30. Les mercredis à 19 heures. Les dimanches à 16 heures. Tél. : 99-51-12-31.

## Villeurbanne

## Pandora

de Jean-Christophe Bailly, mise en scène de Georges Lavaudant, avec Georges Arènes, Michel Aumont, Marc Bertou, Carlo Brandt, Christophe Deschamps, Annette Durand, Rodi Lebonard, Théo Lemaire, Philippe Moutier-Samson, Annie Paret, Marie-Paule Trystman et Bernard Vergne.

Pandora, la femme qui aurait pu sauver l'humanité de tous ses maux. Elle est belle, troublante, émue, c'est Laura Mosses.

Théâtre national populaire, 8, place Lazare-Goujon, 69000 Villeurbanne. Les lundi, mardi, vendredi et samedi à 20 h 30, les mercredi et jeudi à 19 h 30. Tél. : 78-03-30-60. 120 F et 140 F.

## DANSE

## Compagnie Karine Saporta

La Princesse de Milan  
Les fantasmagories baroques et semi-épiques de Karine Saporta, autour de la Tempête de Shakespeare. Des danseurs, des acrobates de la Compagnie de Caron, des chanteurs, des levitateurs. Une très étonnante musique de Michael Nyman, mais de séduisantes images épurées d'une construction un peu alambiquée.

Théâtre de la Ville, du 19 au 28 mai, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 95 F et 150 F.

## Caterina Sagna

La Sorcière des malheurs  
Pour deux danseurs, une nouvelle pièce de Caterina Sagna, qui avait déjà présenté à la Biennale de Paris, *Blanche et Quenelle en Ombre*, d'après Kafka, avec sursis. Elle utilise cette fois un texte de Corrado Vivanti.

Théâtre de la Bastille, du 19 au 23 mai, 21 heures. Tél. : 43-57-42-14. 90 F.

## Les géants du Ramenco

Ces « géants » sont trois : Adrian, Joaquin Cortés et Lola Greco. Avec les chanteurs Tony Moya, Consuelo de Marbella, Mariano de Baza, Chelo Pantoja et sept musiciens.

Théâtre des Champs-Élysées, du 15 au 19 mai, 20 h 30, sauf le 17 à 17 heures. 60 F à 290 F.

## Suresnes

## Ballet national de Nancy

Les Quatre Tempéraments  
Symphonie en ré  
Pas de trois de Pasquita  
Des ballets respectivement signés Balanchine, Jiri Kylan, José Limón et Marius Petipa : on a vu pire comme brochette de chorégraphes. Et la troupe de Nancy, sous la houlette vigilante de Pierre Lacotte, est en progrès certain.

Salle Jean-Vilar, 18 mai, 21 heures. Tél. : 48-97-08-10. 110 F et 140 F.

## Saint-Cyr-l'École

## Suzanne Linke et Urs Dietrich

Affectus Humani  
Dolor  
Affekt  
Dans le cadre de « Une part d'auteurs », quinzaine de la culture contemporaine de langue allemande organisée par le Centre d'action culturelle de Saint-Cyr-l'École, deux magnifiques danseurs, dans la lignée de l'expressionnisme allemand, Linke et Dietrich, par la grande Mary Wigman, puis à travailler avec Elsa Busch et Reinhold Hofmann.

Espace Gérard-Philipe, 18 mai, 16 heures. Tél. : 30-45-11-10 90 F.

## Biennale de la création musicale et chorégraphique de l'Essonne

Rapace danse, Bas Wollaston, l'ensemble instrumental et chorégraphique Sine Qua Non, Serge Keston, Gérard Weingand, Eric Goulet, les Tchécoslovaques Eva Cerna et Karel Vaneck, Georges Appart, Caroline Maréchal, Christian Bourque, Myrtille Hervé-Gil, Bruno Genty, Jean-Christophe Paré et beaucoup d'autres.

Les Ulis, Corbelle-Essonne, Erichy, Bures-sur-Yvette, Ris-Orangis, etc., jusqu'au 16 juin. Tél. : 60-78-28-63. Tarifs divers.

## Vichy

## Compagnie Marin

Cortez  
La dernière et très plaisante pièce de Magny Magny, en forme de loufique leçon d'agitation, montrant joliment nos perceptions et nos automatismes. Régie au millimètre, avec des interprètes épatés.

Opéra de Vichy, 15 mai, 20 h 30. Tél. : 70-59-80-50. 110 F. Et aussi à Rouen, Espace Duchamp-Villon, le 21 mai, 20 h 30. Tél. : 32-32-31-31. 80 F. Maison, SACM Diesel salle Cathédrale, le 23 mai, 20 h 30. Tél. : 89-45-63-95. 150 F. Et Jean-Michel et Beyonne.

## Marseille

## Isabelle Cavot

Du pain, du vin, des roses

## Martine Pissal

Fragmente tiré du sonnet  
Pour être franc, nous ne savons pas grand-chose de Cavot et de Pissal, mais il faut toujours avoir fait sur les programmations de la très active association Marseille Objectif Danse. Et prendre avec elle des risques.

Théâtre Les Bernardines, les 15 et 16 mai, 21 heures. Tél. : 91-80-74-81. 80 F.

La sélection « Théâtre » a été établie par : Collette Colard.

« Danse » : Sylvie de Nasse.

LA TEMPETE  
de W. Shakespeare  
Mise en scène Michel Dubois  
Création  
Théâtre d'Hérouville  
du 28 avril au 19 mai



Avec Jean-Pierre Jorris  
Et par ordre d'entrée en scène :  
Bruno Andrieux, Alain Moussy  
Jacques Zahor, Michel Chaigneau,  
Michel Cabaud, Frédéric Leconte,  
Nathalie Dauchez, Hélène  
Schwaller, Philippe Bombled,  
Olivier Daurey, Jean-Marc  
Dupré, François Frapier

En tournée  
Colombes  
22 et 23 mai 1992  
Evreux  
29 et 30 mai 1992  
Rouen  
3, 4 et 5 juin 1992  
en Allemagne

Karlsruhe, Schwerin, Halle  
du 9 au 20 juin 1992

Spectacle d'ouverture de :  
Play Time

Premières Rencontres du Théâtre  
de langue anglaise Château de  
Carrouges (Orne)  
du 2 au 5 juillet 1992

COMEDIE DE CAEN

THEATRE DE LA VILLE  
THEATRE DE LA BASTILLE  
JUSQU'AU SAM. 16 MAI A 21H  
INVICTOS

sur des textes d'Hemingway

MISE EN SCENE  
JAN LAUWERS

chorégraphie  
Grace Ellen Barkley

NEEDCOMPANY  
création

AU THEATRE DE LA BASTILLE  
76 rue de la Raquette Paris 11<sup>e</sup>  
42 74 22 77 • 43 57 42 14

PETIT MONTFARNASSE  
1<sup>er</sup> FESTIVAL  
du THEATRE  
ITALIEN  
d'aujourd'hui

Présenté par le CENTRE TEXTES-IDI

du 8 au 30 mai  
LE PALIER

avec ANNE ROUSSEL • STEPHANE JOBERT  
mise en scène PIERO MACCARINELLI  
LECTURES du 12 au 28 mai

11 auteurs italiens d'aujourd'hui  
12: "Vascello" de G. TESTORI  
13: "Vascello" de G. TESTORI  
14: "Vascello" de G. TESTORI  
15: "Vascello" de G. TESTORI  
16: "Vascello" de G. TESTORI  
17: "Vascello" de G. TESTORI  
18: "Vascello" de G. TESTORI  
19: "Vascello" de G. TESTORI  
20: "Vascello" de G. TESTORI  
21: "Vascello" de G. TESTORI  
22: "Vascello" de G. TESTORI  
23: "Vascello" de G. TESTORI  
24: "Vascello" de G. TESTORI  
25: "Vascello" de G. TESTORI  
26: "Vascello" de G. TESTORI  
27: "Vascello" de G. TESTORI  
28: "Vascello" de G. TESTORI  
29: "Vascello" de G. TESTORI  
30: "Vascello" de G. TESTORI

43.22.77.30

PETER GOSS DANCE COMPANY

'The Other Side' - création  
Théâtre Paul Eluard  
15,16 MAI à 20h30 / 17 MAI à 15h  
Cholsy-le-Rol (RER C)  
40 90 89 748 90 63 43  
Conservatoire de Paris  
21,22,23 MAI à 20h30  
M° Porte de Pantin  
45 23 40 35/RNAC/VIRGIN

TGP

11 / 23 mai  
au TGP St-Denis.

Enfantillages

Spectacles pour les petites et les grandes personnes  
Laurent Vally  
Stanislas Wondy  
Eliane Pommeret  
Thierry Bédard

13 / 23 mai  
au Cargo Grenoble

(16) 76 25 05 45

15-22 mai

Così fan tutte  
Mozart

Maison de la Culture

15-22 mai

Così fan tutte

Mozart

Maison de la Culture

15-22 mai

Così fan tutte

Mozart

Maison de la Culture

## DE LA SEMAINE

## MUSIQUE

## Classique

## Jazz

## Contemporain

## Opéra











## DE LA SEMAINE

## DISQUES

## Classique

## Berlioz

*Électro et Bénédicte*  
Susan Graham (soprano), Jean-Luc Vieille (basse), Sylvie McNeil (piano), Catherine Robin (violin), Gilles Cachemille (violoncelle), Gabriel Bacquier (baryton), Vincent La Torder (ténor), Don Pedro, Chœur et Orchestre de l'Opéra de Lyon, John Nelson (direction).

Cet opéra-comique est difficile à mettre en scène : tiré de *Beaucoeur* de Rostand, il est devenu un opéra-comique de l'Opéra de Lyon, John Nelson (direction). Le livret n'est pas un modèle de vraisemblance dramatique. Le disque lui-même, en revanche, est fort bien, même si les deux enregistrements de Colin Davis (L'Oiseau-Lyre, et surtout le second publié par Philips), grand berliozien devant l'éternel, sont d'une incroyable indécision. Même si celui de Daniel Barenboim pèse des tonnes (Deutsche Grammophon).

L'enregistrement de John Nelson, publié par Erato et Radio France, échappe à toute critique. La distribution est idéale, l'orchestre impeccable. Délicate, orchestrée avec un tact incroyable, déployant des mélodies sublimes sur des harmonies étrangement belles, d'une élégance qui ne touche pas terre, la musique de *Béatrice et Bénédicte* mérite les attentions de Nelson qui dirige comme s'il interprétait Mozart. Il est si rare que Berlioz soit l'objet de telles attentions.

2 CD Erato-Musica 2252-45773-2. Distribué par Warner.

## Debussy

## La Mer

## Rimski-Korsakov

## Sinfonia

Orchestre symphonique de Chicago, Fritz Reiter (direction).

Deux tubes du concert et du disque enregistrés en 1960, par un chef d'orchestre comme il n'en est plus guère, dans des conditions techniques exemplaires. Récemment la suite symphonique de Rimski-Korsakov aura sonné sans ce lyrisme appuyé qu'y mettaient tant de confrères de Reiter. Les plans sonores se détachent avec une netteté stupéfiante sans qu'à aucun moment cette lecture virtuose ne tourne au numéro de démonstration technique. Quel orchestre, cependant ! (même si la justesse de ses violons peut être parfois prise en défaut lorsqu'ils jouent pianissimo dans l'aigu).

Ces remarques s'appliquent également à l'interprétation de la *Mer* de Debussy. La maîtrise du temps dont fait preuve le chef, sa capacité à faire sortir les détails instrumentaux sans leur faire un tort, sans jamais sacrifier la ligne, l'air qu'il fait circuler entre les pupitres, la sensualité joyeuse dont il pare les bouffées de lyrisme qui parcourent cette œuvre dans ses premier et troisième volets n'ont d'égal que sa maîtrise du rythme dans les « Jeux de vagues » centraux, « mouvement » dans lequel beaucoup de chefs abdiquent.

1 CD RCA CD 60876.

A. Lo.

## Jazz

## Charlie Haden et Quartet West

## Haunted Heart

Charlie Haden et West (Ernie Watts au ténor) ont conçu *Haunted Heart* comme un film. Avec des compositions originales de musiques qui traitent et trois séquences qui traitent, empruntées aux discothèques personnelles : un titre de Jo Stafford (décembre 1947, Jeri Southern (mars 1954) et *Deep Song* de Billie Holiday (février 1947). C'est un juste et superbe retour des choses. Le jazz a toujours fait lever des images oertes. Pas des rêves mais des images. On a vu, plus qu'on ne les a imaginés, par la musique même, des gestes, des peaux, des grattoirs, des instruments de musique, des studios, des cuivres, des villes et des rues suintantes. De l'indicatif de production qui précède tout générique au happy (?) end, on a droit à toute la séance. Pourvu que personne ne s'avisait d'y coller des images...

1 CD Gitanes Jazz, Verve 513 078-2.

## Roots

## Salute the saxophone

Arthur Blythe, Sam Rivers, Chico Freeman, Nathan Davis, Don Pullen, Santi Debriano, Tommy Campbell : il suffit d'énoncer le générique

pour pressentir où ces Roots s'enracinent. D'un côté, on peut se dire que cette pléiade d'excellents musiciens n'arrivera jamais plus à mériter à l'ancienne le titre de « Leaders » (c'est le nom d'un groupe qui rassemble la plupart d'entre eux), d'un autre on se dit qu'ils signent la fin de l'idée même du leader, qu'ils racontent sans le savoir, en l'exagérant, l'histoire des noms propres dans le jazz, autant dire l'histoire de la critique. Bien. Sept hommes pour saluer le saxophone. Anthologie, rétrospective, répertoire, on bat les cartes, à qui la donne ? Ellington, Parker, Coltrane, Dexter Gordon, Eric Dolphy, Coleman Hawkins, Sonny Rollins, Gene Ammons et Lester Young servent de Virgile. L'enfer est pavé de bonnes anches. Rien à dire. C'est un beau disque, solide. On peut s'en passer. Ou pas.

1 CD Records in + out. Distribué par Adda. IOR 7016-2.

## Kenny Garrett Quintet

## Introspection

C'est la carte de visite de Kenny Garrett. Son premier disque, fin 1984, avec le meilleur trompettiste pour des primes, Woody Shaw (1944-1989) plus oublié aujourd'hui que l'oubli, et une rythmique très carrée, bien datée. Il y a là-dedans plus de musique que dans la plupart des « premiers disques ». Kenny Garrett, c'est visible, tient à se faire connaître. Il sort à peine des workshops de Marcus Belgrave (une sorte d'hypothèque musicale à Detroit), il s'engage à bord du Duke Ellington Orchestra dirigé par Mercer, l'orchestre (c'est son service militaire à bord de la *Jeanne d'Arc*), il fait le tour de New-York (la vie de bohème), il grave cette carte de visite pour la compagnie Criss Cross le 28 décembre 1984, il intègre les Jazz Messengers d'Art Blakey (carrement l'Ecole normale supérieure) et il est enfin appelé par Miles : soit le Collège de France ou, au choix, le Grand Magic Circus vers 70. Maintenant, Kenny Garrett tient à faire croire qu'il est un Cannonball Adderley doublé d'un Coltrane. A voir.

1 CD Criss 1914.

F. M.

## Rock

## Double Nelson

## Mange Mange Mange

Ca sort à quoi, un disque de Double Nelson. Ce n'est pas de la musique d'accompagnement, à moins que vos goûts ne vous portent vers les sons créés ou les tripiés unijambistes. Ce n'est pas non plus de la musique pour musiciens (voir sur des modes très différents - *My Bloody Valentine*, *Elastica*, *New Order* ou *Silverfish*) mais c'est sans doute là qu'il faut chercher. Le paroxysme sonore est là, mais la mystique (celle qui fait des tympans crèves une nouvelle martyrologie) est restée au vestiaire.

Si l'on veut filer une métaphore avec les Double, il faut se tourner du côté des plasticiens se fournissant sur les décharges publiques. Le trio nancéien, armé d'instruments bizarres, bêtroses (synthétiseurs, magnétophones et aussi la bonne vieille guitare électrique, définitivement détournée de son usage habituel), assemble des sons pas jolis, abîmés. Des bruits indéfinissables (qu'on n'entend jamais) ou méconnaissables (un riff de guitare sorti de son environnement, brutal et inutile comme un gros poisson échoué), ou encore inutilisables (une canette de bière qui se vide). A partir de tout ça, on devine une monde compliqué et rudimentaire, qui s'arrête bien avant les considérations esthétiques, mais un peu après la franche rigolade. Musique pour cour des miracles post-industrielle sous une belle pochette de Mammy Poydenot.

Cobalt 09256-2, distribution Mélodie.

## Lyle Lovett

## Joshua Judges Ruth

C'est-à-dire, dans l'ordre, trois des livres de la Bible. Et pourtant, il est à peine question de religion au long de ce beau disque changeant. Du funk rural de *I've Been to Memphis* au country classique et sinistre de *Family Reserve*, on suit à la trace Lyle Lovett, promeneur au regard paisible, chroniqueur faussement innocent des États-Unis des trailers parks et des églises baptistes (le gospel gentiment blasphématoire de *Church*), du Sud-Ouest au Texas. Donc de tribulations, d'un peuple qui ne tient pas en place, finalement

## « Nonsuch » D'XTC

## Le paradis perdu

CES mélodies sirieuses et gratifiantes, ces textes simplement abscons, ces harmonies vocales aériennes : tout ça n'est qu'une provocation passée, une incitation à la nostalgie. A moins que ce ne soit le seul moyen de faire de la musique pop intelligente aujourd'hui. L'existence d'XTC, le fait que le groupe existe témoigne à la fois de la mort du rock et de son immortalité.

*Nonsuch*, le dernier disque du trio, est un album fantôme, qui donne des frissons à force d'exactitude. Par moments, on entend les chansons que Lennon et McCartney (ou Brian Wilson, ou Ray Davies) n'ont jamais écrites. Plus trouillants encore, les détails hypervolés qui font bouillir dans le temps : le bref solo de synthétiseur au milieu de *The Smartest Monkey*, timbre et ligne mélodique vieux de vingt ans, on aperçoit dans la brume la silhouette de Keith Emerson : l'intention hésite entre la caricature et l'ex-voto. Ou le choix de Dave Matthews à la batterie (le groupe n'a plus de batteur attitré depuis qu'il a arrêté de se produire sur scène). Frappée appuyée et et mate, *Nonsuch* qui a fait ses débuts dans les années 60 avec Fairport Convention, est un grand batteur pop, tout ce que Ringo Starr aurait dû être si le monde avait été vraiment parfait. Sans une once de funk, un musicien qui encadre plus qu'il ne propulse, parce que cette musique est faite pour omer l'espace plus que pour l'animer.

On peut recenser les raisons de ces anachronismes provocateurs : depuis dix ans, XTC ne donne plus de concerts ; bon gré mal gré, le groupe ne sort qu'un disque tous les trois ans, ce qui implique une somme

de travail énorme pour une douzaine de chansons, ces musiciens cultivés écrivent la critique de chacun de leur titre en même temps que la chanson elle-même.

Et pourtant, *Nonsuch* bouge, voyage. On croirait ce disque imperméable à l'air du temps, mais Colin Moulding chante : « *Le bonhomme a créé le carton d'ambulance pour y dormir/et fait des couvertures avec des journaux/il faut convenir qu'il en a fait du chemin* » (*The Smartest Monkey*). Pendant ce temps Andy Partridge parcourt les territoires émotionnels, mesurant le temps qui passe sans se croire obligé de rester adolescent à jamais (*The Disappointed*). Partridge qui a développé un style, des idiosyncrasies qui le distinguent souvent de ses pairs. Plus tard que Difford et Tilbrook de Squeeze, plus civil qu'Elvis Costello, lui seul pouvait dessiner une architecture baroque et comique et en faire *Omnibus*, chanson en forme de montagnes russes.

XTC est arrivé bien trop tard pour profiter de l'innocence des commencements du rock, ils n'ont même pas été chassés du paradis terrestre (qui donc avait choisi la pomme comme emblème de sa maison de disques ?), ils ne l'ont vu que de très loin. *Nonsuch* est une nouvelle tentative, aussi belle que vaine (et cette vanité est un élément essentiel de cette beauté), de le retrouver, sur 32 pistes et en son digital.

THOMAS SOTINEL

\* *Nonsuch*, d'XTC, Virgin, 1 CD CDV 2699.

MOLIERES 1992  
meilleur spectacle musical

## Les Misérables



DERNIERE  
LE 24 MAI

EUROPE 1

LA CENTRE MUSICALE D'ARTIN SUDOU ET CLAUDE MENEL DEUXIEME D'ARTIN D'ARTIN DE VIOLE ROUD

MOGADOR LOCATION 48 78 04 04  
THEATRE, AGENCES, BILLET-FRANC, VIRSIN-NEGASTORE, MINTEL 3615 CODE TREA

DISPONIBLE EN DOUBLE CD, K7 et LP SUR DISQUES TREMA  
UNE CO-PRODUCTION CAMERON MACKINTOSH - MACHETTE PREMIERE ET CIE - UGC

## Le quatuor Hagen et ses amis

Du 15 au 22 juin  
Cinq concerts à 20 h 30

- 15 juin Quatuor Hagen  
Beethoven, Webern, Schubert
- 17 juin Quatuor Hagen : Gérard Caussé, alto  
Purcell, Bartók, Mozart
- 18 juin Quatuor Hagen : Audrey Luna, soprano  
Haydn, Beethoven, Schoenberg
- 19 juin Quatuor Hagen : Paul Gullis, piano  
Lambeck, Brahms, Schoenberg
- 22 juin Quatuor Hagen : Boris Pergamentchikov, violoncelle  
Lutoslawski, H. Wolf, Schubert

Tarif à l'entrée : 130 F (moins de 26 ans : 110 F ; carte Fidélité : 80 F)  
Abonnement aux cinq concerts : 500 F (carte Fidélité : 300 F)  
Information : 36 15 Louvre, Réservation : (1) 40 20 32 23  
Réservation par correspondance à retourner accompagnée de votre chèque libellé à l'ordre de la "Reunion des musées nationaux" et d'une enveloppe timbrée à vos nom et adresse, au Musée du Louvre - Auditorium - Service Location 75053 Paris Cedex 01

nom :	adresse :				
		Tarif	Plaisir	Réduit	Fidélité
		15/06			
		17/06			
		18/06			
		19/06			
		22/06			
		Abonnement			
					Total



هنا نحن النخيل

R O C K

SHOULDERS ET POI DOG PONDERING  
en concert à Paris

# MUSIQUE CAPITALE AUSTIN

AUSTIN (Texas)  
correspondance

DÈS la sortie de l'avion, comme une claque virile et amicale, une enseigne lumineuse accueille l'étranger : « Welcome to Austin, live music capital of the world » (« Bienvenue à Austin, capitale mondiale de la musique vivante »). Les premiers pas en ville cependant ne laissent rien entrevoir des réjouissances promises. Située au centre de l'Etat, la capitale administrative du Texas n'est en apparence qu'une agglomération moyenne (250 000 habitants) au calme provincial.

Les rues sont larges, peu commerçantes. Au bout de quelques frozen margaritas, sirotées dans un restaurant mexicain au bord de la tranquille rivière Colorado, le soleil (présent plus de trois cents jours par an) aidant, un charme ineffable finit par s'en dégager. Au contraire d'autres cités symboles de la musique américaine comme Nashville ou La Nouvelle-Orléans, qui étalent leur histoire avec ostentation, Austin ne révèle ses bruyantes séductions que la nuit tombée. Les rues du centre-ville sont alors livrées aux artistes et, dans la cacophonie diabolique d'une multitude de clubs, un public grouillant consomme toutes les déclinaisons d'un rock près de ses racines.

Plusieurs éléments concourent à la réussite et à la spécificité de la scène locale depuis un quart de siècle. Si Austin fait aujourd'hui figure de creuset idéal des musiques traditionnelles américaines, c'est sans doute que le Texas fut lui-même un lieu de brassage exceptionnel. La région a vu s'affronter et se mêler Indiens, Anglo-Saxons, Mexicains, Allemands, Scandinaves, Slaves, Français et Afro-Américains. La musique a souvent catalysé ces interactions en façonnant à partir de différents folklores de nouvelles formes d'expression populaire. La musique jouée live est là-bas une composante indispensable de la vie sociale. On dit des Texans qu'ils préfèrent écouter un mauvais groupe qui massacre un classique sur scène que d'écouter la chanson sur un juke-box.

De cette diversité musicale du Lone Star State, on retiendra quelques styles et figures essentiels : le country et western, ses variantes (singing cowboys, western swing, honky tonk...) et ses héros, les pionniers Ernest Tubb, Jim Reeves ou Bob Wills, et les grands renouveaux, Willie Nelson et Kris Kristofferson ; le blues, pour lequel s'illustrèrent Blind Lemon Jefferson, Lightnin' Hopkins ou Big Mama Thornton ; le jazz et les performances du trompettiste Harry James, du contrebassiste Gene Ramey, ou le free jazz d'Ornette Coleman ; le rhythm'n'blues des très influents T-Bone Walker, Albert Collins ou Esther Phillips ; le rock'n'roll, enfin, qui depuis Buddy Holly et Roy Orbison n'a cessé de prospérer et dont les représentants les plus célèbres sont sans doute aujourd'hui les ZZ Top.

A Austin, un environnement économique et politique particulièrement favorable a permis à ces musiques de s'épanouir et de se transformer. Centre culturel et administratif, la ville abrite l'université et le Sénat du Texas. Soit un campus de 50 000 étudiants et une activité parlementaire qui attire de nombreux jeunes diplômés. Une clientèle de choix, grande consommatrice de musique, dont l'ouverture d'esprit a aussi fait de l'endroit une oasis progressiste dans un Etat conservateur, une alternative libérale au conformisme ambiant et donc un pôle d'attraction pour beaucoup de musiciens.

Cette tendance s'est imposée peu à peu à partir de la fin des années 60. Si une importante scène folk (dont fut issue Janis Joplin) fleurissait en 1965, c'est l'acid rock qui déniaisa les campus. Ces groupes psychédéliques aux noms étranges - Shiva's Headband, Canagaroo et surtout les 13th Floor Elevators, de Roky Erickson - se produisaient au Vulcan Gas. La violence de leur musique et l'abus de substances illicites effrayèrent les autorités. Austin fut nettoyée de ses premiers hippies dont beaucoup émigrèrent à San Francisco.

Les courants musicaux ont autant besoin d'artistes que d'humains de l'ombre et d'entrepreneurs. Les managers, les directeurs artistiques, les disc-jockeys ont souvent été aussi déterminants que les créateurs. A Austin, capitale de la live music, les clubs et leurs propriétaires sont fréquemment des figures clés de l'évolution des tendances. En 1970, une salle de concerts, l'Armadillo World Headquarters, dirigée par Eddie Wilson, Jim Franklin et Mike Tollson,

Le rock théâtral de Shoulders et les balades réalistes de Calvin Russell, le blues des Fabulous Thunderbirds et le hardcore des Butthole Surfers partagent la même appellation d'origine contrôlée : jouée à Austin, Texas. Promenade de genre en genre dans cette métropole musicale américaine qui a brassé les ethnies et les rythmes et dont la liste des talents qu'elle a propulsés sur les scènes du monde entier serait impossible à écrire tout entière.



Michael Slattery, le chanteur de Shoulders.

servira de tremplin au mouvement qui imposera pour de bon la marque de la ville dans l'histoire de la musique. C'est là que Willie Nelson, le rebelle de Nashville, établit ses quartiers, démontrant de façon définitive que l'avenir de la country passait par le rock, convainquant aussi de la réciproque non nombre de rockers. Etiqueté « progressive country », « red-neck rock » (le rock des ploucs) ou « outlaw » (car leur allure patibulaire et leurs textes engagés contrastaient avec le sourire nickel et les ballades sirupeuses des chanteurs du Tennessee), Willie Nelson et ses compères (Billy Joe Shaver, Waylon Jennings, Jerry Jeff Walker) allaient focaliser l'attention des médias pendant une décennie, en particulier lors des célèbres Willie Nelson's 4th of July picnic, qui rassemblaient jusqu'à 100 000 personnes trois jours durant à Dripping Springs (banlieue d'Austin).

L'impact du country-rock masqua longtemps l'émergence d'une vogue rhythm'n'blues et de nouveaux clubs (tiches, le Rome Inn et Antone's (ouvert par Clifford Antone, fondateur aussi d'un magasin de disques et d'un label spécialisé du même nom). Le noyau de cette scène, dont l'influence perdure aujourd'hui, était constitué de musiciens blancs comme Paul Ray & the Cobras ou les frères Vaughan (Jimmie et Stevie Ray), d'un trio de chanteuses exceptionnelles - Angela Strehli, Marcia Ball, Lou Ann Barton - qui suscitèrent de nombreuses vocations, et d'artistes noirs comme W. C. Clark ou Blue Boy Hubbard, plus habitués, par une espèce de ségrégation involontaire, à jouer jusqu'alors dans leur quartier de l'Eastside. Malgré l'excellence de ces individualités, il faudra attendre le début des années 80 pour que certains profitent enfin d'une reconnaissance nationale. Les frères Vaughan en particulier : Jimmie avec les Fabulous Thunderbirds, et Stevie Ray, sacré guitar hero de la décennie avec Double Trouble.

Les années punk et new wave (1978-1981) seront passées par Austin sans que les groupes de l'époque survivent à l'indifférence chronique des médias et des maisons de disques. Joe King Carrasco (le poète sauteur tex-mex) et Rank & File furent les seuls d'une génération sous-estimée à bénéficier d'un peu plus que d'une ginière locale. De cette période date pourtant la chute des derniers a priori et l'éclatement d'une scène aujourd'hui plus variée que jamais.

Comme se plaisait à s'en vanter les autochtones, on trouve maintenant de tout à Austin. Du reggae (Killer Bees), du hard rock (Pariah, Dangerous Toys), de la pop (Beat-O-Sonics), du hardcore (Butthole Surfers), du funk (Bad Mutha Goose) et même du rap (Retarded Elf). Ces groupes survivent grâce à un vaste circuit de clubs, sans doute le plus grand du monde (près de deux cents établissements capables d'accueillir des concerts). Malgré cette diversité, quelques valeurs continuent de caractériser l'Austin Touch. Les plus novateurs restent les héritiers d'une culture qui met en avant la convivialité nécessaire de la performance, la musique comme lien communautaire privilégié. Les rapports avec le public comme entre musiciens sont d'une franche camaraderie.

Ces racines (country, blues, rock, rhythm'n'blues autrement dit roots music) peuvent être revendiquées avec un certain purisme (l'école Antone's), adaptées avec ambition (le blues-rock très carré des Arc Angels, le nouveau groupe de Charlie Sexton), avec une bonne humeur communicative (Leroi Brothers, Two Hoots & A Hooter) ou avec l'approximation sympathique des garage bands (Tail Gators, Ted & the Tail Taps), elles sont détournées aussi par quelques iconoclastes (comme le trio Bad Livers dont le dernier 45 tours est une version country-punk du Lust For Life d'Iggy Pop). Elles servent surtout de base aux plus talentueux instrumentistes (les guitaristes Eric Johnson et Doug Sahm par exemple) pour transcender leur technique sans nubiliser l'émotion, elles donnent également une assise à des auteurs d'exception. Les chansons de Lucinda Williams, Joe Ely, Butch Hancock, Townes Van Zandt, Jimmie Dale Gilmore ou Calvin Russell ont en commun un sens du lieu, de l'histoire, une humanité, qui doivent beaucoup à leur éducation



Poi Dog Pondering.

texane. Pourtant, si le vivier est immense, cette scène manque de leaders de renommée nationale depuis l'accident mortel de Stevie Ray Vaughan en 1990. L'industrie du disque américaine avait manifesté un regain d'enthousiasme au début des années 80, ce fut qu'une passe. Beaucoup d'artistes engagés par des multinationales ont vu leur contrat résilié, et aujourd'hui les signatures sont rares. Le marché américain laisse peu d'espoir, plus concentré, semble-t-il, par la nouvelle technologie que par son patrimoine. A tel point que les maisons de disques européennes offrent souvent les seules opportunités.

La France, en particulier, a gagné une réputation de terre d'accueil depuis qu'il y a dix ans, Patrick Mathé, patron du label New Rose, a eu le coup de foudre pour la ville et ses artistes. Son catalogue s'est peu à peu étoffé de références texanes (Joe King Carrasco, Leroi Brothers, Tail Gators, Paul Ortiz...) à la diffusion modeste mais internationale, suffisante en tout cas pour couvrir les coups de production. Et comme les bonnes actions sont parfois récompensées, Patrick Mathé a touché le jackpot en découvrant, avant les Austiniens eux-mêmes, un baroudeur très photogénique : Calvin Russell. Auteur-compositeur doué, chanteur-guitariste compétent, il a vendu en France chacun de ses deux albums (A Crack in Time, Sounds from The Fourth World) à plus de 60 000 exemplaires, inspirant jusqu'à Dick Rivers, parti outre-Atlantique enregistrer son dernier disque (Holly Days in Austin), pour New Rose justement.

Le centralisme de l'industrie du disque aux Etats-Unis est en partie responsable des difficultés d'Austin à dépasser son audience locale. Si la musique se compose n'importe où, sa production et sa commercialisation sont conçues principalement à Los Angeles, New York, Miami et Nashville. Bien sûr la municipalité, consciente de l'impact économique, commence à investir dans la promotion et l'encadrement de la ressource musicale ; d'autre part, un Salon annuel de plus en plus prisé, la Convention South by Southwest, attire pendant quatre jours près de trois mille professionnels américains et européens et les sensibilise à la qualité des artistes du cru. Mais deux lourds handicaps demeurent : l'absence de maison de disques (si on excepte la réussite d'Antone's Records) et le petit nombre de studios de qualité. Si le titre de capitale

mondiale de la musique vivante n'est pas usurpé, beaucoup reste à faire pour la musique enregistrée.

On peut aussi se demander si ce statut fièrement proclamé ne génère pas d'effets pervers. Le charme de la ville, son ambiance laid back (relax), cette facilité de travail relative, l'absence d'esprit de compétition préparent-ils bien à la guerre économique ? Quelle création envisager sans frustration, mouvement et inconvénient ? Austin est-elle devenue le « sam's outfit » du musicien texan ? Ancien journaliste à Rolling Stone, devenu rédacteur à l'Austin Chronicle, hebdomadaire gratuit d'actualité culturelle, promoteur essentiel de la vie musicale, coorganisateur du Salon South by Southwest, Ed Ward n'ignore pas ces dangers. « Si l'on cherche pas à posséder une baraque à Beverly Hills avec quatre piscines et une montagne de cocaïne, un musicien menant intelligemment sa carrière peut vivre correctement ici. Malheureusement, beaucoup poussent la paresse et le manque de professionnalisme un peu loin. Le business les ennuit, et ils se plaignent en même temps de leur peu de succès commercial. Un autre risque peut venir de la lassitude d'un public trop glotté. Abondance de biens nuit parfois. »

Sans doute n'est-ce pas un hasard si les deux groupes austiniens les plus excitants du moment, Poi Dog Pondering et Shoulders, ont justement su renouveler cette équation, en enrichissant leurs racines de multiples influences, en créant un autre langage.

Avec pertinence, Poi Dog Pondering a choisi Jerry Harrison, le clavier des Talking Heads, pour produire une grande partie de leur troisième album Volo Volo (Columbia). On retrouve chez eux la même curiosité, la même audace et ce goût du métissage qui caractérisaient le groupe de David Byrne. Plus chalen-

reuses, plus suaves pourtant (les origines hawaïennes de plusieurs membres du groupe), leurs chansons-cocktails, mélodiquement bien structurées, idéalement dansantes, mêlent rythmes caribéens et rock, soul music et folklores écossais, africain ou indien, country et harmonies polynésiennes. Leur chanteur, Frank Orrell, joue avec les mots, les susurre, les resasse, s'attachant plus à leur musicalité qu'à leur sens.

Comme Poi Dog Pondering, Shoulders se révèle un impressionnant groupe de scène (découvert en France lors des dernières Transmusicales de Rennes), mais leur univers est plus théâtral que dansant, leurs références plus européennes que mondialistes. Michael Slattery, le moineau Loyal de ce cirque rock, fut un temps auteur dramatique. De là datent peut-être son goût des personnages truculents, son don de décor et de la mise en scène. Ses compagnons privilégient les instruments acoustiques et des humeurs de fantaisie irascible, croisant rock, bastinado, rhythm'n'blues et chansons de cabaret. Shoulders sacré, il y a peu, « meilleur groupe d'avant-garde d'Austin », Michael Slattery s'inquiétait pourtant de sa voix aigre et profon-  
de : « Les Texans ont du mal à nous classer ; eux, ils n'ont rien d'intellectuellement prétentieux et abstrus. Notre musique est passionnée et humaine. » L'enregistrement de leur premier album, Trashman Shoes, ne s'est pas fait sans angoisse : « Quelle étrange expérience ! C'était un peu comme danser dans un hôpital. L'environnement du studio est si loin de la vraie vie, du monde des clubs. Cette précision, cette propreté clinique, à l'opposé de nos émotions plutôt animales. Mon truc a été de transformer cette propreté en pureté spirituelle. De faire du studio une église... mais de pouvoir aussi pisser sur les murs. » Signés par un label (Musidisc) et un tournure (Programme) français, Shoulders souffrent-ils d'un cadre trop étroit à Austin ? « Non, cette ville combine idéalement tension urbaine et grands espaces. Je ne connais pas d'endroit où on sente une aussi grande liberté d'esprit et d'expression. Austin nous encourage à nous dépasser. Avec passion et fun. »

STÉPHANE DAVET

\* Shoulders et Poi Dog Pondering en concert à Paris : le 20 mai à 20 heures au Bataclan, 120 F, tournée Shoulders ; le 15 mai à 22 heures, au Castel, Moulins, 15 F à 22 heures, au Ram Ar Pons, Châteauneuf, 17 F à 18 heures, aux Hespérides, Brest, 19 F à 19 h 30, à l'Aéroparc, Lille.

Les hommes remis sur orbite

Le monde des hommes... (textes et images illustratives)